

idées

ÉCONOMIE

Entretien avec John K. Galbraith

(Suite de la première page.)

— Les deux ennemis du libéralisme politique seraient en ce cas la planification autoritaire d'un côté, mais d'autre part aussi le capitalisme sauvage, conséquence directe du libéralisme économique. Les deux aspects de la doctrine libérale de Locke se retourneraient alors l'un contre l'autre.

— C'est une question de la plus grande importance et qui demande une analyse très soignée. Je ne pense pas pour ma part qu'il y ait une antithèse fondamentale entre le pouvoir économique et la liberté politique.

— Je vous concède que, s'il y avait un choix à faire entre l'obéissance aux pouvoirs publics et l'obéissance à l'autorité privée d'une corporation, une telle alternative serait regrettable. Je ne pense pas que l'on soit pour autant affligé de l'optimisme d'un Pangloss lorsque l'on ne croit pas à l'antithèse entre les deux libéralismes.

— Il nous arrive de ne pas percevoir ce que nous avons en face de nous. L'évidence que nous ne savons pas voir, c'est que la démocratie parlementaire fonctionne passablement bien et parvient à préserver d'importantes domaines de liberté d'expression et de droit à des comportements excentriques dans les nations riches. Toutefois, ce régime parlementaire se heurte à de très graves obstacles dans le tiers-monde et dans les nations pauvres.

— J'ai même plus loin : l'élément principal qui caractérise les pays modernes et développés, la « grande société » nationale — ou multinationale — réside dans son existence et dans maints aspects de nature à favoriser le développement de la démocratie parlementaire. Au fur et à mesure que toutes ces sociétés progressent, elles favorisent le développement d'un appareil technique de vaste dimension : ingénieurs, chercheurs scientifiques, spécialistes du marché et des relations publiques, spécialistes de management, hom-

mes de loi et avocats, dont le rôle est de faire fonctionner cette société, et ce sont ces hommes du tertiaire qui représentent d'énormes parcelles de pouvoir aux capitalistes à l'ancienne mode. Ces sociétés ont également pour conséquence la création d'un système éducatif important : universités, écoles techniques, instituts de gestion, ce qui donne l'occasion aux intellectuels d'exercer une part du pouvoir.

— Enfin, ces sociétés engendrent la création d'un grand nombre de petites unités productives, ce qui montre qu'elles sont loin de souhaiter l'écrasement de la petite bourgeoisie, sauf lorsqu'il s'agit de concurrents.

— Ces phénomènes conduisent à une structure de dispersion du pouvoir qui ne peut trouver de synthèse que dans l'existence d'un processus parlementaire. Il y a des années, j'avais déjà soutenu la thèse selon laquelle l'industrialisation de l'Espagne mènerait à une transition vers la démocratie parlementaire plus pacifique que les gens ne voulaient bien l'imaginer. Je dois dire que cette analyse était parfaitement cohérente avec la thèse que je viens d'exposer, et pourtant je n'étais pas aussi optimiste à l'époque pour y croire tout à fait. En outre, la grande firme, et cela constitue peut-être l'une des meilleures sauvegardes démocratiques, représente une très grande concentration de pouvoir, qui entre en conflit avec la diffusion du pouvoir individuel. Cette concentration de pouvoir économique éveille alors la suspicion de la communauté. Si bien que, dans la politique d'aujourd'hui, on tire autant de profit à se montrer critique de la grande firme qu'à être à son service. Dans ma propre profession d'économiste, on est porté tout naturellement à éprouver une grande méfiance vis-à-vis des recommandations économiques émanant d'une de ces grandes sociétés.

— Votre conception me paraît très paradoxale et très optimiste : n'êtes-vous pas cependant en train de sous-

estimer les dangers qui résulteraient de la création d'un appareil parasitaire : la technocratie ? Dans nos pays latins, nous souffrons déjà beaucoup de la présence de cette technocratie dans notre vie administrative.

— Sans revenir au cliché qui consiste à dénoncer « le complexe militaro-industriel », on peut s'interroger de l'absence de mécanismes capables de contrôler ou de freiner cette croissance délinquante.

— Il faut en effet corriger ma thèse générale par la prise en compte d'exceptions. Certains groupes producteurs d'armements représentent aux États-Unis un danger suffisant pour qu'on leur interdise d'exercer une libre influence, des pressions indirectes sur l'opinion publique ou la politique étrangère de l'État, et de s'immiscer dans la vie publique. Mais on doit s'apercevoir aussi qu'on ne résoudrait pas les problèmes en transformant ces groupes privés en entreprises publiques car, après tout, le Pentagone lui-même n'est pas quant à lui négligeable en termes de puissance.

— Je pense que la nationalisation des firmes productrices d'armement représente une salutaire clarification de la situation. La question de la circu-

lation des fonds publics et de la manipulation de l'opinion cesse alors de se poser.

— Nous sommes en outre confrontés à la nécessité de vivre avec deux grands univers bureaucratiques, celui du secteur public et celui du secteur privé. Evidemment, la tradition culturelle française est très hostile au développement de cet univers bureaucratique. Mais je pense que les contraintes exercées sur les libertés individuelles par la bureaucratie sont moins dommageables que les abus exercés par le capitalisme à l'ancienne mode : les employés des grandes firmes aussi bien que les employés de l'État moderne sont certainement plus heureux que les sujets de l'arbitraire et du despotisme.

— D'autre part, il faut reconnaître que la structure syndicale moderne s'accorde bien avec l'appareil technique des grandes firmes. Cet accord est même parfois excessif puisque, aux U.S.A. comme dans certains pays d'Europe, ce ne sont plus les employeurs qui protestent contre les demandes d'augmentation de salaire, mais l'État lui-même, parce qu'il craint l'inflation, ou l'opinion publique, parce qu'elle a peur que les augmentations de salaire ne déclenchent une hausse du coût de la vie.

Les droits de l'homme : d'abord lutter contre la misère

— Le problème des droits de l'homme est aujourd'hui au centre de la question démocratique ; on pourrait même dire qu'il s'agit d'un « New Deal » en matière d'éthique internationale. Etes-vous optimiste quant à la croisée inaugurée récemment par le président Carter en faveur des droits de l'homme, croisée qui reçoit aujourd'hui un écho d'autant plus fort en Europe de l'Ouest qu'elle vient relayer la dissidence des pays de l'Est ?

— Pensez-vous que son appel

va entraîner une plus grande érosion des totalitarismes ou bien qu'il ne constitue qu'une perpétuelle mineure dans l'évolution de la détente et des échanges économiques entre l'Ouest et l'Est ?

— Je ne crois pas avoir à faire de proclamations personnelles au sujet des droits de l'homme.

— Il me semble en effet qu'au cours de ces dernières années, j'ai assez manifesté ma liberté de parole. Ma conviction demeure que le combat pour cette cause des droits de l'homme doit s'exercer de manière privilégiée dans notre propre contexte politique. Je ne crois pas en effet que l'on gagne grand-chose à sermonner l'Union soviétique à ce sujet.

— Je suis convaincu que le statut des droits de l'homme va progresser en Union soviétique, mais ce ne sera pas dû aux conseils de Washington. C'est l'amélioration du niveau de vie là-bas qui permet à un nombre de plus en plus grand de gens de participer aux débats d'idées, et de s'exprimer, dans les arts comme dans les sciences, de manière plus individuelle et, par

conséquent, d'affirmer leur dissidence. Mais on encouragera davantage ces tendances à la dissidence en entretenant des relations amicales avec l'Union soviétique qu'en lui cherchant querelle et en s'ingérant dans ses affaires intérieures.

— À propos de la question plus générale d'une croisade de politique intérieure en faveur des droits de l'homme, je la considère comme étant moins du ressort des intellectuels que de ceux qui, dans les pays en cause, ont la responsabilité d'améliorer le sort économique et social des minorités défavorisées. Je ne me sens pas très concerné par les droits de l'homme des professeurs des universités Harvard, de Chicago ou de Californie. En effet, nous ne faisons même pas

usage de toute la liberté dont nous disposons.

— Je suis toujours étonné du nombre de professeurs d'université qui préfèrent un peu de vie confortable, passent leur femme à leur ordinaire, peu en accord avec la rigueur l'ascétisme de leur engagement.

— Je préfère que l'on se soucie des privations de liberté et de discriminations qui résistent à la pauvreté : le ghetto noir, chômage des jeunes, la discrimination anti-féministe. Il existerait aux États-Unis suffisamment de minorités défavorisées privées de l'exercice de leur liberté et de leurs droits civiques pour qu'on s'y intéresse. Rien n'est plus incompatible avec l'usage de la liberté que la misère.

Pourquoi inventer de nouveaux « modèles » économiques et politiques ?

— Cette constatation que nous faisons de l'existence de la misère et de communautés totalement défavorisées ne signe-t-elle pas l'échec du modèle WASP (1) de démocratie ?

— En d'autres termes n'est-il pas temps d'inventer d'autres conceptions de la démocratie plutôt que de s'obstiner à exporter et à vouloir généraliser au reste du monde un type de démocratie qui n'a pas su apporter l'épanouissement général dans son lieu d'origine ?

— Pensez-vous au contraire que ce modèle a un avenir et que, moyennant des aménagements mineurs, il pourra continuer à apporter la liberté au monde ?

— J'ai toujours entretenu des doutes sérieux quant à la possibilité de caractériser un modèle WASP. Je suis un WASP moi-même.

— Si vous me permettez d'évoquer un souvenir personnel, je me reportai à 1960, lors de mon arrivée au congrès national du parti démocrate qui se tenait cette année-là à Los Angeles : je n'avais pas de responsabilités spécifiques, bien que je fusse l'un des plus fervents partisans du président Kennedy. J'étais en quelque sorte l'équivalent d'un responsable mineur du parti.

— Malgré ce statut quelque peu effacé, je me trouvais soudain projeté au premier plan du travail des commissions dans la mouvance immédiate du sénateur Kennedy, car on s'était avisé que, hormis Theodore Sorensen, rédacteur des discours, il n'y avait pas d'autre WASP qui soit, tout le monde étant catholique, ir-

landais ou juif. Comme on avait besoin d'un représentant de minorité WASP, c'est à moi qu'on s'adressa.

— Je suis très méfiant à l'égard de l'invention d'abstraites nouveaux modèles économiques ou politiques. Pendant de nombreuses années, j'ai eu pour amis des professeurs français de sciences politiques et j'ai toujours été un peu déconcerté à les entendre parler de la nécessité d'inventer de nouveaux modèles économiques et politiques à partir des précédents. Je suis toujours demandé si ce n'est pas une déviation de la référence à la nouveauté n'est pas l'une des aliénations de l'État universitaire français.

— Que les formes de gouvernement doivent subir de nouvelles transformations révolutionnaires m'a toujours étonné. Le changement a lieu sans ce Comment voyez-vous l'image que les États-Unis ont donnée au cours des prochaines années par rapport à l'ambition qui était celle de votre pays de jouer un rôle missionnaire et exemplaire responsabilité universelle dérivée de vos principes constitutionnels ?

— La perception que les États-Unis ont de leur rôle est passée par plusieurs étapes depuis la dernière guerre mondiale, et les événements internationaux ou beaucoup contribué à ces métamorphoses.

— L'enthousiasme qui soutena l'action du plan Marshall, et qui a largement contribué à la reconstruction de l'Europe, a été surpris aujourd'hui quand on le considère avec le recul du temps. Il ne manque pas de traits pittoresques : les hommes d'affaires américains percevaient le plan comme une grande croisade en faveur de la libre entreprise et l'exprimaient en des termes idéologiques extrêmement naïfs.

Mais il ne faut pas sous-estimer la bonne volonté qui sous-tendait le plan Marshall, ni l'intelligence économique qui animait ses objectifs. C'est, en tout cas, à cet effort que l'on peut attribuer la relative aisance dont l'Europe et le Japon ont joui depuis lors. On peut imaginer quelle aurait été la situation de l'Angleterre, de l'Allemagne de la France, de l'Italie si la misère avait continué.

— Le Vietnam a été une tragique erreur commise par ceux-là mêmes qui étaient pris au piège de l'idéologie de la guerre froide, hommes aux conceptions à la fois simples et trop énergiques.

— La leçon de ces deux moments semble avoir été bien méditée par les États-Unis, et l'opinion qui prévaut aujourd'hui est que l'Amérique peut s'associer aux causes humanitaires en évitant de donner son soutien moral aux dictatures d'Amérique du Sud ou aux gouvernements racistes d'Afrique du Sud. Nous savons mieux désormais les limites de notre possibilité de façonner le monde : notre image.

— À cet égard, j'ai toujours établi une distinction entre les gouvernements qui pratiquent la répression, comme au Chili ou en Afrique du Sud, et ceux qui maintiennent un statu quo (ou de rétablir le statu quo) et, d'autre part, ces régimes de gouvernement tels que la Chine ou l'Europe de l'Est où il ne fait certes pas bon vivre, mais qui gardent un certain type d'idéal.

Propos recueillis par JEAN-MAURICE BENOIST, traduits par CATHERINE DEWAVRIN.

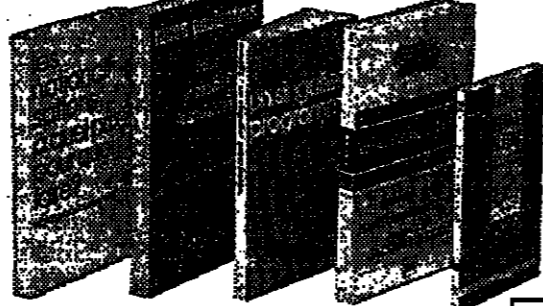
Entre le militantisme et l'apathie, il y a une marge qui ne s'appelle pas forcément irresponsabilité politique.

Le choix politique que les Français auront à faire est maintenant tout proche. Au cas où nous l'aurions oublié, les radios, les journaux, la télévision sont là pour nous le rappeler. Soit. Mais la réflexion sereine, indépendante, sur ce fameux choix ne peut se satisfaire des déclarations des hommes politiques destinées à susciter des prosélytes, ni de leurs promesses électorales. Pas plus qu'elle ne peut trouver son bien dans l'information déformée, édulcorée et toujours surabondante.

Les Puf — Presses Universitaires de France — éditent en politique, en sociologie, en économie, des ouvrages d'universitaires, de fonctionnaires, d'économistes engagés dans la réflexion politique. Ces ouvrages apportent un éclairage critique sur les problèmes sociaux et économiques qui se posent aux Français au moment où s'affrontent deux conceptions différentes de la société.

Parmi ces ouvrages, il convient de citer, entre autres : L'État, le pouvoir, le socialisme, de Nicos Poulantzas ; Un singulier programme, de Jean-Marie Benoist ; Le marketing politique, dans la collection Que sais-je ? ; Les nationalisations... à quel prix ? Pour quoi faire ? de Gallais-Hamonne ; Le socialisme industriel, guide des nationalisations, de Alain Boublil. Ils contribuent à la réflexion de chacun, quelle que soit son appartenance politique.

Entre les pouvoirs politiques et les pouvoirs de l'information et de l'argent, entre le dogmatisme et le laxisme, il y a une place pour la liberté et l'intelligence. Ne laissez à personne le droit d'user à votre place de ce pouvoir.



Les livres des Puf questionnent le monde.

puf

Le Monde

étranger

LES OBSTACLES A LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

M. Begin réaffirme son opposition aux demandes « déraisonnables » de l'Égypte

Dans un article publié le dimanche 5 février par le journal israélien *Motz Shalom*, M. Menahem Begin, premier ministre israélien, vient de réaffirmer son opposition aux « deux demandes déraisonnables » de l'Égypte, à savoir le retrait de tous les territoires occupés depuis 1967 et la création d'un État palestinien. « Ni les belles phrases ni les nuances ne conduiront le peuple israélien à se plier à ces exigences », a-t-il écrit. Le premier ministre, cependant, au cours de la réunion du conseil des ministres israéliens, dimanche à Jérusalem, M. Begin a déclaré que des « progrès certains » avaient été accomplis lors des travaux de la commission militaire israélienne au Caire. Il a précisé que ces travaux reprendront après le retour du président Sadate en Égypte.

A propos de l'implantation de colonies de peuplement dans les

territoires occupés, le ministre israélien de la défense a autorisé les membres du « Gush Emunim » (Bloc de la foi) installés à Shilo (Cisjordanie) à participer à des fouilles archéologiques, et rien de plus », a-t-il déclaré dimanche. Le ministre a ajouté que la défense M. Moshe Dayan, il n'est « pas question de point de peuplement », a-t-il précisé dans une interview télévisée. Pour M. Dayan, le « Gush Emunim » a « porté un grand tort à Israël ». Lundi, M. Dayan a déclaré qu'il « avait le plus profond respect pour les gens qui veulent construire leur maison à Shilo », mais que « la politique du gouvernement était différente ». Faisant allusion aux critiques du président Carter, M. Begin avait assuré la veille : « La politique des implantations ne doit pas aller à l'encontre des rapports israélo-américains ».

Pour sa part, le quotidien israélien *Haaretz* écrit, à propos

de « l'affaire de Shilo » : « C'est la conduite du gouvernement Begin, et sa crédibilité aux yeux des Israéliens et du monde, qui sont en jeu. » « Si le gouvernement soutient cette initiative du « Gush Emunim », en secret, il doit savoir qu'un camouflage aussi transparent est ridicule. Une action semi-clandestine était à l'ordre du jour lorsque nous étions une communauté juive, vivant sous un gouvernement mandataire hostile. Mais ce n'est pas digne d'un État indépendant et souverain. »

À AU CAIRE, M. Saïd Kamal, l'un des deux dirigeants de l'O.L.P. autorisés à demeurer en Égypte, a déclaré dimanche, que son organisation « demande aux États-Unis d'adopter, avant qu'il soit trop tard, une attitude positive et claire à l'égard du peuple palestinien et de ses droits légitimes », et il a précisé qu'il s'agissait là d'une « mise en garde ». — (A.F.P., Reuters, A.P.)

Les pays du Front arabe de la résistance démentent au président Sadate le droit de parler au nom de la Syrie et des Palestiniens

Alger. — Le deuxième « sommet » du Front arabe de la résistance a été clos par le président Soudeïrène, samedi à 14 heures, par un communiqué. Une déclaration politique assez dure à l'égard de la politique du président Sadate au Proche-Orient a été lue à l'issue des travaux. Précédant à une analyse globale de la situation, le « sommet » a établi un lien entre les événements du Maghreb et ceux du Machrek, et a dénoncé « l'offensive impérialiste au Proche-Orient et en Afrique pour tuer le monde arabe des non-alignés, de l'U.R.S.S. et des pays socialistes ». Il a également condamné les initiatives du président Sadate qui « favorisent la politique d'expansion de l'Israël, dissident les Arabes et l'effacement de la solidarité internationale à l'égard de la cause palestinienne », démentant au chef de

De notre correspondant

L'État égyptien le droit de parler au nom de la Syrie et des Palestiniens.

M. Yasser Arafat a d'ailleurs adressé un message aux membres du Conseil de sécurité et au secrétaire général de l'ONU pour leur rappeler que l'O.L.P. est seule habilitée à défendre les intérêts du peuple palestinien conformément aux décisions des « sommets » arabes d'Alger et de Rabat en 1973 et 1974. C'est à une façon de signifier à Washington qu'il n'y aura pas de paix sans les Palestiniens et de déconstruire les capitales africaines qui envisageraient de renouer avec Israël en estimant que le président Sadate leur a ouvert la voie.

Point particulièrement satisfaisant pour l'Algérie, le « sommet » a « exprimé sa vive préoccupation à l'égard de l'intervention militaire française au Sahara occi-

dental et du danger qu'elle représente pour l'indépendance des États arabes et pour la sécurité collective et nationale ». Il a également réaffirmé le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et « exprimé sa profonde inquiétude face à la guerre d'agression » menée contre lui. Il a enfin « condamné l'intervention impérialiste en Afrique », quelle soit américaine ou française.

Aut cours des débats, le colonel Kadhafi aurait brutalement posé quatre questions à M. Arafat concernant son attitude à l'égard du président Sadate et de l'Égypte, sa position sur la résolution 242 du Conseil de sécurité et sa participation à la conférence de Genève. Ces questions s'adressaient aussi au président Assad, ce dernier a répondu avec non moins de franchise qu'il n'entendait pas coopérer avec le Caire et il a fait remarquer que la résolution 242 et 338 entraînerait le non-renouvellement de l'accord d'armistice avec Israël. Il a demandé à ses pairs s'ils estimaient que le « front nord » est actuellement en mesure de faire la guerre et quels engagements ils sont prêts à prendre à cet égard.

M. Assad a également précisé qu'il réactiverait les bases palestiniennes qui harcelaient naguère Israël à partir de la Syrie, à condition que le « sommet » évite les conséquences d'une telle décision et en assume la responsabilité. Les clauses secrètes adoptées à Alger concernant notamment les aspects militaires et la création d'un commandement unifié (le 5-8 février) s'effondrent, semble-t-il, d'apparence, devant ces questions, mais leur mise en application nécessitera un certain temps.

Un revers pour le Raïs

(Suite de la première page.)

Les États-Unis, avait dit en substance M. Brzezinski, sont en position de médiateur, non d'arbitre. Ils peuvent au maximum demander aux divers participants, mais pas imposer à Israël, d'assouplir leurs positions, mais n'ont pas à imposer un règlement. Dans l'immédiat, leur rôle consiste surtout à « calmer » le président égyptien, à la fois pour empêcher la reprise de la négociation ne signifiant pas que quelqu'un cherche à « tromper » le Caire.

La communauté publiée par la Maison Blanche, dimanche, prolonge ces explications sur un ton plus amical. M. Carter a exposé à son tour, « est-il dit », comment les États-Unis ont obtenu leur rôle et leur responsabilité dans le processus de paix, en tant qu'amis des deux parties ayant un intérêt important. Le rôle des États-Unis dans cette région », il a réaffirmé « l'engagement des États-Unis de jouer un rôle actif dans la recherche de la paix et de redoubler d'efforts pour parvenir à des progrès dans les semaines qui viennent ». Cette dernière allusion ainsi qu'une référence au « rythme lent des progrès et aux facteurs qui ont empêché un accord au fond », donnent à penser que Washington partage les soucis de l'Égypte et essaiera de jouer un rôle plus actif. Toutefois ce rôle sera celui d'un médiateur, et non d'un arbitre. Il n'est pas question de sacrifier ou affaiblir les liens d'amitié avec Israël.

Il n'est pas question non plus d'utiliser les demandes de livraison d'armes pour un règlement. La question a été évoquée au « sommet » de lundi, au cours d'un entretien entre le président égyptien et M. Harold Brown, secrétaire à la défense, mais la réponse américaine a été évasive. M. Carter a fait valoir que la décision appartient au Congrès, ce qui n'est pas une clause de style en l'occurrence. Le président américain cependant, selon M. Sadate, « comprend ce qu'implique la demande égyptienne », notamment le besoin d'assurer la stabilité en Afrique (pour appuyer ses dires, le président égyptien a réitéré avoir reçu vendredi deux appels pressants d'aide militaire de la part de la Somalie et au Tchad).

Le Raïs a donc accepté de jouer le jeu au moins pendant encore quelque temps, mais il semble avoir perdu son dynamisme. Il a, d'autre part, confirmé que le rapport de sa délégation de Jérusalem il y a deux semaines avait été motivé par les agissements d'Israël à propos des colonies du Sinaï. « Nous allons dans la mauvaise direction », a-t-il dit. Il est probable que le Raïs sera plus explicite dans la partie publique de son séjour, qui commence ce lundi. À ce propos, l'échec de ses efforts en direction de la communauté juive américaine se confirme. Sans doute M. Sadate s'est-il adressé à celle-ci dans le début de ses déclarations à la N.B.C. affirmant qu'il « ne trahissait pas » ceux de ses membres qui ont soutenu son initiative. Mais tous leurs dirigeants, à l'exception du président du Congrès juif mondial, maintiennent leur refus de le reconnaître.

Leur représentant à Washington, M. White, répondant à l'appel que M. Sadate leur avait lancé par l'intermédiaire d'un journal de Jérusalem, explique dans un journal de la capitale que « les appels à l'opinion publique ou à des groupes extérieurs à la région ne peuvent se substituer aux négociations et peuvent même les mettre en danger ». « Seul Israël peut négocier sur

son avenir et sa sécurité », conclut-il.

Cela n'empêche pas le même M. White de faire l'éloge, dans le même article, du régime d'occupation israélien en Cisjordanie et à Gaza, du plan de M. Begin en vue de développer le « mouvement » des habitants de ces régions et de soutenir le refus israélien d'évacuer tous les territoires.

M. Begin, descendant à son tour dans l'arène, développe les mêmes arguments dans une lettre adressée au même journal de Jérusalem qui avait publié l'appel de M. Sadate. Le premier ministre israélien y dénonce en termes véhéments le « dictat » que représentent selon lui les demandes arabes et repartie des « diatribes antisémites » qu'aurait publiées contre lui la presse égyptienne.

Avant même l'arrivée du général Dayan mercredi, la communauté juive américaine est donc bien « reprise en main ». De toute façon, Jérusalem peut compter sur elle pour continuer à jouer son rôle de médiateur, et les demandes d'armes d'Israël et combattre celles de ses voisins. Le jour où l'administration sera en mesure de présenter des propositions.

MICHEL TATU.

La livraison d'armes franco-allemandes à la Syrie suscite une vive controverse

De notre correspondant

Bonn. — Alors que le Proche-Orient est en proie à la fièvre, l'ordre du jour des conversations franco-allemandes de Paris, une controverse se poursuit en République fédérale à propos d'équipements militaires et sophistiqués qui sont livrés à la Syrie. La firme productrice aussi bien que le gouvernement rejettent sur les Français la responsabilité de cette opération peu compatible avec le principe, toujours proclamé par les dirigeants de Bonn qui refusent l'envoi d'armement dans les zones de tension.

L'affaire a été soulevée dans les derniers jours de janvier par la *Süddeutsche Zeitung*. Son correspondant au Caire révèle alors que l'armée syrienne disposerait déjà de roquettes Milan et de roquettes Hot qui sont produites en commun par l'Aérospatiale française et par la firme Messerschmitt Bolkow et Blohm (M.B.B.) de Ottobrunn, près de Munich. La commercialisation des armes ainsi fabriquées en commun assurée par la société Euromissiles. Une revue militaire syrienne aurait même publié la photo du président Assad inspectant ces roquettes de la deuxième génération, dont disposent également les armées de l'O.T.A.N.

Selon les indications du journal de Munich, les négociations avec la Syrie auraient été conclues en août 1977. Le montant total du marché serait de 1/2 milliard de deutschemarks environ. Le parti de l'Aérospatiale s'élevait à 530 millions de francs, celle de M.B.B. à 215 millions de deutschemarks. La société allemande mise en cause refuse de confirmer ou de démentir ces chiffres.

Un aspect surprenant de l'opération tiendrait à son mode de financement. Alors qu'à l'origine le règlement devait être étalé sur deux ans et demi, la Syrie aurait proposé ultérieurement de régler sans délai le montant total des fournitures promises, à condition que les dates de livraison soient avancées. Que le gouvernement de Damas puisse disposer de telles sommes pour l'achat d'armes suppose sans aucun doute une aide financière de l'Arabie Saoudite. D'autre part, la vente de

La situation en Égypte

APRÈS LA RECONSTITUTION DU WAFD

Le processus de démocratisation semble sérieusement engagé

Le Caire. — Malgré les interdits qu'elles avaient lancés l'été dernier contre les « revenants de l'ancien régime », les autorités égyptiennes ont accordé, le samedi 4 février, au parti du Wafd l'autorisation de se reconstruire officiellement (*le Monde* du 25 janvier). La semaine précédente, le Parti du rassemblement progressiste et unitaire (opposition marxiste-nassérienne) avait publié, sans rencontrer de problème avec la censure, le premier numéro — tiré à 50 000 exemplaires rapidement vendus — de son organe hebdomadaire officiel *Al Ahali*.

Ces deux événements rendent désormais beaucoup plus crédible l'intention affichée depuis 1976 par le gouvernement de libéraliser et de démocratiser la vie publique. Ils ont donné un coup de fouet à l'activité politique interne. On parle déjà de la reconquête du Caire de la façon possible, sous la houlette de deux

De notre correspondant

députés modérés, MM. Mahmoud El-Qadi et Moumazz Nassar, d'un parti dit « Front national ». Cette formation s'opposerait à l'égard des Israéliens le slogan de l'ancien parti nationaliste de Moustapha Kamel, l'« ennemi des Anglais ». « Pas de négociation avant l'évacuation », MM. El-Qadi et Nassar se flattaient d'avoir déjà réuni une quinzaine de signatures parmi leurs collègues. Il faut être soutenu par vingt parlementaires pour pouvoir constituer un nouveau parti.

Les « nassériens » orthodoxes assurent de leur côté qu'ils ne pourront pas rester longtemps absents de la vie politique officielle, mais ils n'ont au Parlement qu'un seul député, M. Kamal Ahmed, se réclamant d'eux ouvertement, et en outre leur coté paraît avoir baissé ces derniers temps parmi la population. Ce n'est pas le cas, en revanche, des Intégristes (ou fondamentalistes) musulmans, qui publient deux magazines très lus et ont l'oreille de plusieurs députés et responsables. En attendant de trouver le moyen de se placer sur la scène politique, les Intégristes sont, en train, par le canal du « Groupe islamique universitaire », de devenir majoritaires dans plusieurs facultés caennaises.

Un climat d'émulation

La création de nouvelles formations parlementaires s'effectue rapidement au détriment de la majorité et du parti libéral socialiste (opposition de droite), lequel pourrait même disparaître. Le Wafd a, pour sa part, récupéré l'un des quatre députés du Rassemblement progressiste, qui venait d'ailleurs d'être expulsé de ce parti pour avoir approuvé le voyage du Raïs à Jérusalem. Le Wafd regroupe actuellement vingt-huit parlementaires.

Fondés en 1976 à l'initiative du président Sadate, les trois mouvements politiques qui existaient jusqu'alors — le parti libéral socialiste, le parti socialiste d'Égypte (majorité) et le Rassemblement progressiste — n'étaient pas encore parvenus à faire oublier qu'ils procédaient de l'ancien parti unique nassérien. Le nouveau Wafd, malgré son appellation, est une formation composée de politiciens chevronnés. Si ceux-ci sont vraiment libres d'agir — on le saura très vite — et s'ils parviennent à former une nouvelle génération de cadres wafdistes, ils pourront recréer dans le pays un véritable climat d'émulation politique et de démocratisation.

Le Wafd fut, de 1918 à 1952, le parti nationaliste égyptien le plus dynamique et le plus populaire, qu'il soit au pouvoir (1924, 1928, 1930, 1936-1937, 1942-1944, 1950-1952) ou dans l'opposition. Les « nassériens » et les « intégristes » qui l'ont ressuscité aujourd'hui acceptent de passer progressivement la main aux jeunes gens attirés par le nom encore prestigieux du Wafd, celui-ci sera peut-être promis à une nouvelle et brillante carrière. Sinon, il risque de n'être bientôt qu'un cercle de vieillards aimables, groupés autour de Fouad Serageddine Pachà.

Outre l'hebdomadaire des progrès

de la réanimation de la vie publique a déjà entraîné la naissance de deux quotidiens : *Garidat* (journal d'Égypte, organe de la gauche) et *Al-Ahram* (les libéraux, journal de l'opposition de droite). L'infatigable journaliste anti-nassérien Gaspri Hammanli prépare maintenant le lancement d'un quotidien wafdiste. Le pouvoir n'a plus le monopole de la presse politique.

Il n'est pas indifférent que le mouvement de libéralisation connaisse une nouvelle impulsion au moment où le Raïs tente aux Émirats de déboucher la négociation égypto-israélienne. L'image de l'Égypte en Occident s'en trouve encore améliorée. Quant aux Égyptiens préoccupés par l'impasse diplomatique au Proche-Orient, ils pourront, si celle-ci se perpétue, trouver un exutoire dans le renouveau du jeu politique interne. Les représentants des principaux courants d'opinion égyptiens sont néanmoins d'accord pour estimer que le processus de démocratisation ne se fera plus seulement par le haut, à l'avenir, il y a quelque chose de changé en Égypte, même si l'armée continue, par le seul fait qu'elle est encore l'unique force organisée de la nation, à projeter sa grande ombre sur les hommes politiques en train de reconstruire une Égypte politiquement pluraliste.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

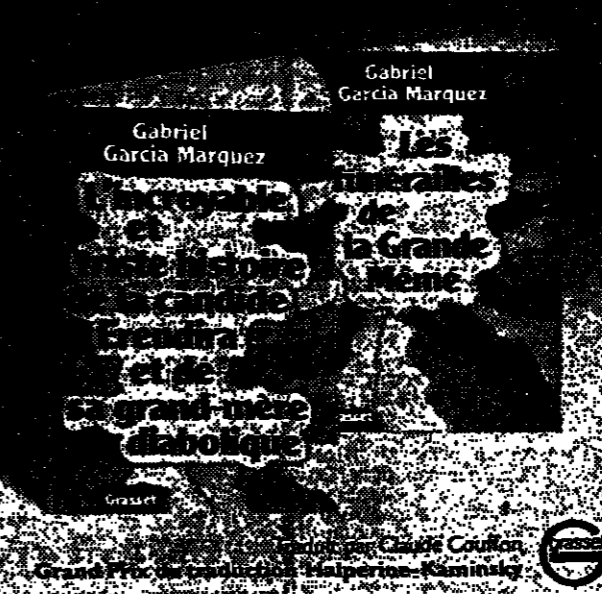
Une délégation à Bagdad

L'absence de référence officielle aux résolutions 242 et 338 et à la conférence de Genève, à laquelle certains membres du Front ne sont pas fondamentalement opposés, devrait faciliter la reprise du dialogue avec Israël en vue de son adhésion au Front de la résistance. Une délégation de quatre membres doit se rendre officiellement à Bagdad à ce sujet. Toutefois, le président Assad et certains Palestiniens sont sceptiques sur les résultats d'une telle démarche. Ils constatent que, dans les différents conflits avec Israël, l'aide de l'Irak — avant tout préoccupation de renforcer son économie — est toujours arrivée trop tard. Ils estiment aussi que le langage dur de Bagdad et ses surcroûtes ont contribué à coince la Syrie dans l'impasse d'adhérer au Front arabe. Ils considèrent enfin que l'Irak n'entend pas trop s'engager au Proche-Orient pour préserver son rôle d'arbitre dans la région du Golfe et éviter une alliance entre Téhéran et Riyad qui le prendrait en tenaille.

PAUL BALTA.

Gabriel Garcia Marquez

« C'est entendu : Gabriel Garcia Marquez est un génie. » Jacques Maurier, Les Nouvelles Littéraires



Grasset

ASIE

LES AUTORITÉS SOUHAIENT QUE LES TOURISTES ÉTRANGERS SOIENT PLUS NOMBREUX

Pékin (A.F.P.). — La Chine va ouvrir ses portes plus largement aux touristes étrangers, indiquait, samedi 4 février, l'agence Chine nouvelle, rendant compte d'une conférence nationale sur le tourisme tenue récemment à Pékin. Les autorités vont rendre accessibles aux étrangers un plus grand nombre de sites historiques, organiser des excursions maritimes et fluviales et fournir un plus grand nombre d'occasions de passer des vacances heureuses, précise l'agence.

L'année dernière, plus de trois cent quarante mille visiteurs ont eu recours aux services de l'agence nationale de tourisme chinoise, « China Travel Service », pour séjourner en Chine, et l'objectif pour 1978 serait d'un million de touristes. Soulignant l'intérêt historique de « l'héritage culturel » chinois, l'agence estime que le paysage chinois et les nombreux « sites révolutionnaires » — les hauts lieux de l'épopée des communistes chinois — sont propices à un développement rapide du tourisme.

Les participants à la conférence de véritables publicités pour le tourisme en Chine sont apparus récemment dans la presse chinoise destinée à l'étranger. Le mensuel « la Chine en construction » a publié, début janvier, un avis de l'agence « China Travel Service » indiquant que la Chine peut à présent accueillir plus de visiteurs, « moins chers et mieux », et vantant les charmes de plusieurs localités chinoises ouvertes aux touristes étrangers.

Hanoï propose à Phnom-Penh un plan pour régler le problème frontalier

Hanoï a présenté, dimanche 5 février, un plan en trois points pour régler le problème frontalier qui oppose le Cambodge au Vietnam. Après avoir accusé Phnom-Penh d'avoir intensifié sa campagne de propagande destinée à éveiller la haine à l'égard du peuple vietnamien, le gouvernement du Vietnam a proposé :

« 1) La cessation immédiate de toute activité militaire hostile dans la région frontalière, le strict respect des forces armées de chaque partie à l'intérieur de leur propre territoire, à 5 kilomètres de la frontière ;

« 2) Une rencontre immédiate entre les deux parties à Hanoï, ou à Phnom-Penh, ou à un endroit situé sur la frontière entre les deux pays, pour négocier et signer un traité par lequel elles s'engagent à respecter mutuellement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale, à s'abstenir d'agression, de recours à la force, d'ingérence dans les affaires intérieures, à s'abstenir d'entreprendre des activités subversives, à se traiter sur un pied d'égalité, à vivre dans la paix, l'amitié et dans un esprit de bon voisinage sur la base du respect mutuel de la souveraineté territoriale, dans les frontières actuelles. »

Le plan précise que « les deux parties se mettront d'accord sur une forme appropriée de garantie et de surveillance internationale ».

Dans une lettre adressée à son homologue cambodgien, le général du P.C. vietnamien, M. Le Duan, s'est déclaré certain que le conflit khméro-vietnamien, « quelque difficile et complexe qu'il soit, sera résolu rapidement et de façon satisfaisante, et que l'amitié entre les deux pays sera restaurée ».

Il n'est nullement certain que l'offre vietnamienne soit acceptée, dans la mesure où le Cambodge considère que la guerre actuelle dépasse le cadre d'un conflit frontalier et affirme que le Vietnam veut avant tout renverser le régime de M. Pol Pot. Ne déclarait-on pas récemment à Phnom-Penh que « ce conflit ne peut être résolu par la négociation ou le compromis » ?

Il faudrait, d'autre part, que les deux parties se mettent d'accord sur le tracé d'une frontière qui les reconnaissent en principe tout en la contestant sur le terrain. L'Es-

HANOÏ RAPPELLE SON AMBASSADEUR À L'ONU

Hanoï a annoncé, dimanche 5 février, le rappel de son ambassadeur à l'ONU, M. Dinh Ba Thi M. Nguyen Co Thach, vice-ministre des affaires étrangères, a déclaré à ce propos : « Nous avons voulu normaliser nos relations avec les États-Unis, mais l'ingérence de colonies obscures contre le Vietnam, aura une influence sur cette normalisation. Les États-Unis ont empêché notre représentant de remplir sa mission normale auprès de l'ONU. Nous pensons que l'impérialisme et la réaction internationale poursuivent des manœuvres hostiles à l'encontre du Vietnam. »

Washington avait accusé l'ambassadeur d'être en liaison avec des espions travaillant aux États-Unis pour le compte de Hanoï et avait demandé à M. Waldheim de prier M. Dinh Ba Thi de regagner son pays. Le groupe des pays non alignés à l'ONU s'était déclaré, samedi, solidaire de l'ambassadeur. Le groupe des pays socialistes devait ren-

L'écrivain Pa Chin raconte les « années noires » de la révolution culturelle

Changhaï (A.F.P.). — Injures, travaux humiliants, séances de critique et d'autocritique, surveillance étroite, rééducation politique, interdiction d'écrire : la répression fut le sort de nombreux écrivains et artistes chinois durant leurs « années noires », celles de la révolution culturelle.

L'un d'eux, parmi les plus illustres, Pa Chin, soixante-quatorze ans, proposé au prix Nobel de littérature par des sinologues occidentaux, a récemment rompu le silence sur ses dix ans de « purgatoire » au cours d'un entretien de trois heures avec le correspondant de l'A.F.P. à Pékin et un autre journaliste français, dans sa ville de Changhaï.

En octobre 1968, quand il est brusquement « épuré », Pa Chin est au sommet de la gloire et de la popularité. Depuis sa première nouvelle, Destruction (Extinction dans la traduction anglaise), écrite alors qu'il vivait à Paris et à Châteaufort, dans les années 20-30, et qu'il proclamait son admiration pour l'anarchie, ses centaines d'ouvrages ont été réunies en quatorze volumes. Pa Chin rappelle qu'il venait de participer aux travaux de la conférence des écrivains afro-asiatiques à Pékin, où il était l'adjoint du chef de la délégation chinoise, en juin-

juillet 1968, et venait de rendre visite à Mao Tse-toung à Wuhan, quand la répression s'abat sur lui sur ordre des « quatre ». Son nom ne réapparaît dans la presse officielle que onze ans plus tard. D'octobre 1968 à début 1970, il est astreint à sa routine quotidienne au bureau de l'Association des écrivains de Changhaï, mais ce n'est pas pour des exercices intellectuels. « Je faisais de petits travaux manuels, je servais à la cantine, je balayais, débouchais des égouts, les toilettes », confie-t-il. L'un des « quatre », Yao Wen-Yuan, le traite d'« anarchiste et d'ancêtre de l'anarchie en Chine ». Dans la rue de Nankin, la plus passante de Changhaï, des affiches à grands caractères (« dazibao ») le qualifient de « traître à la nation ». Interrogé sur les brutalités physiques dont il aurait pu être l'objet durant ces années, Pa Chin répond par la négative : « Non, sincèrement. Mais j'ai été brutalisé moralement. (...) J'ai été l'objet de meetings de critique face aux masses, et même par l'intermédiaire de la télévision. » Il raconte ce que furent ces meetings de critique sous les premières années et même à l'école du 7 mai (de rééducation des cadres), à la campagne, de 1970 à fin 1972 : « Je restais debout, puis on me permettait de m'asseoir. Je me levais quand on me posait des questions. On m'injurait très souvent mais je gardais mon calme. Beaucoup d'accusations étaient contraires à la réalité. Quelqu'un, je refusais d'accepter la critique et alors on m'accusait de ne pas être honnête. Mais si l'accusation était juste, je l'acceptais. »

Pa Chin déclare qu'il ne regrette pas les autocraties qu'il a redécouvertes : « Cela m'est égal. Ce que je regrette surtout, c'est le temps perdu. » Mais sa famille fut victime de sa déchéance officielle : « Ce sont surtout mes enfants qui ont souffert », dit-il à propos de sa fille Li Hsiao-ling, aujourd'hui âgée de trente-trois ans et rééduquée d'une revue littéraire, et de son fils Li Hsiao-tang, vingt-huit ans, qui parle le français et vient, après une longue interruption de ses études, de passer les examens d'entrée à l'université.

Pa Chin déclare qu'il ne regrette pas les autocraties qu'il a redécouvertes : « Cela m'est égal. Ce que je regrette surtout, c'est le temps perdu. » Mais sa famille fut victime de sa déchéance officielle : « Ce sont surtout mes enfants qui ont souffert », dit-il à propos de sa fille Li Hsiao-ling, aujourd'hui âgée de trente-trois ans et rééduquée d'une revue littéraire, et de son fils Li Hsiao-tang, vingt-huit ans, qui parle le français et vient, après une longue interruption de ses études, de passer les examens d'entrée à l'université.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le 6 février 1778...

Une cérémonie pour le bicentenaire de la signature du traité d'amitié, de commerce et d'alliance entre la France et les États-Unis, s'est tenue ce samedi 6 février à Paris, en présence de M. Arthur Hartman, ambassadeur des États-Unis, et Jean-Marie Soutou, secrétaire général du Quai d'Orsay. L'emplacement même où ces traités furent signés, Benjamin Franklin, Silas Deane et Arthur Lee, pour les États-Unis, et Conrad Gérard, représentant le comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères de Louis XVI, avaient paraphé ces documents le 6 février 1778 à l'hôtel de Coislin, situé à l'angle de la rue Royale et de la place de la Concorde (dans la place Louis-XV).

Deux accords avaient été conclus : un traité d'amitié, immédiatement rendu public, et une alliance militaire qui devait rester secrète. L'annonce de l'événement souleva l'enthousiasme en Amérique, où l'armée de George Washington, aidée par quelques volontaires français, parvint à repousser le marquis de La Fayette, menant une guerre difficile contre les troupes anglaises.

Une autre cérémonie, commémorant également la signature des traités, a eu lieu dimanche 6 février, aux États-Unis, où en 1781 Washington et Rochambeau firent prisonnière l'armée anglaise de lord Cornwallis, mettant fin à la guerre d'indépendance américaine.

D. Dh.

Nicaragua

Les élections municipales ont été boycottées par l'opposition

Managua (A.F.P.). — Les consignes de boycott lancées par l'ensemble de l'opposition au régime Somoza semblent avoir été obéies dimanche 5 février lors des élections municipales qui avaient lieu dans l'ensemble du pays. Les responsables municipaux sont désignés directement par le gouvernement. L'abstention a été pratiquement absolue, à l'exception d'un porte-parole de l'Union démocratique de libération. Les seuls candidats en présence appartenaient au parti libéral du général Somoza, ceux du parti conservateur, unique formation d'opposition officielle, s'étant retirés au dernier moment.

Managua (A.F.P.). — Les consignes de boycott lancées par l'ensemble de l'opposition au régime Somoza semblent avoir été obéies dimanche 5 février lors des élections municipales qui avaient lieu dans l'ensemble du pays. Les responsables municipaux sont désignés directement par le gouvernement. L'abstention a été pratiquement absolue, à l'exception d'un porte-parole de l'Union démocratique de libération. Les seuls candidats en présence appartenaient au parti libéral du général Somoza, ceux du parti conservateur, unique formation d'opposition officielle, s'étant retirés au dernier moment.

Managua (A.F.P.). — Les consignes de boycott lancées par l'ensemble de l'opposition au régime Somoza semblent avoir été obéies dimanche 5 février lors des élections municipales qui avaient lieu dans l'ensemble du pays. Les responsables municipaux sont désignés directement par le gouvernement. L'abstention a été pratiquement absolue, à l'exception d'un porte-parole de l'Union démocratique de libération. Les seuls candidats en présence appartenaient au parti libéral du général Somoza, ceux du parti conservateur, unique formation d'opposition officielle, s'étant retirés au dernier moment.

Managua (A.F.P.). — Les consignes de boycott lancées par l'ensemble de l'opposition au régime Somoza semblent avoir été obéies dimanche 5 février lors des élections municipales qui avaient lieu dans l'ensemble du pays. Les responsables municipaux sont désignés directement par le gouvernement. L'abstention a été pratiquement absolue, à l'exception d'un porte-parole de l'Union démocratique de libération. Les seuls candidats en présence appartenaient au parti libéral du général Somoza, ceux du parti conservateur, unique formation d'opposition officielle, s'étant retirés au dernier moment.

Managua (A.F.P.). — Les consignes de boycott lancées par l'ensemble de l'opposition au régime Somoza semblent avoir été obéies dimanche 5 février lors des élections municipales qui avaient lieu dans l'ensemble du pays. Les responsables municipaux sont désignés directement par le gouvernement. L'abstention a été pratiquement absolue, à l'exception d'un porte-parole de l'Union démocratique de libération. Les seuls candidats en présence appartenaient au parti libéral du général Somoza, ceux du parti conservateur, unique formation d'opposition officielle, s'étant retirés au dernier moment.

Managua (A.F.P.). — Les consignes de boycott lancées par l'ensemble de l'opposition au régime Somoza semblent avoir été obéies dimanche 5 février lors des élections municipales qui avaient lieu dans l'ensemble du pays. Les responsables municipaux sont désignés directement par le gouvernement. L'abstention a été pratiquement absolue, à l'exception d'un porte-parole de l'Union démocratique de libération. Les seuls candidats en présence appartenaient au parti libéral du général Somoza, ceux du parti conservateur, unique formation d'opposition officielle, s'étant retirés au dernier moment.

Managua (A.F.P.). — Les consignes de boycott lancées par l'ensemble de l'opposition au régime Somoza semblent avoir été obéies dimanche 5 février lors des élections municipales qui avaient lieu dans l'ensemble du pays. Les responsables municipaux sont désignés directement par le gouvernement. L'abstention a été pratiquement absolue, à l'exception d'un porte-parole de l'Union démocratique de libération. Les seuls candidats en présence appartenaient au parti libéral du général Somoza, ceux du parti conservateur, unique formation d'opposition officielle, s'étant retirés au dernier moment.

Managua (A.F.P.). — Les consignes de boycott lancées par l'ensemble de l'opposition au régime Somoza semblent avoir été obéies dimanche 5 février lors des élections municipales qui avaient lieu dans l'ensemble du pays. Les responsables municipaux sont désignés directement par le gouvernement. L'abstention a été pratiquement absolue, à l'exception d'un porte-parole de l'Union démocratique de libération. Les seuls candidats en présence appartenaient au parti libéral du général Somoza, ceux du parti conservateur, unique formation d'opposition officielle, s'étant retirés au dernier moment.

Managua (A.F.P.). — Les consignes de boycott lancées par l'ensemble de l'opposition au régime Somoza semblent avoir été obéies dimanche 5 février lors des élections municipales qui avaient lieu dans l'ensemble du pays. Les responsables municipaux sont désignés directement par le gouvernement. L'abstention a été pratiquement absolue, à l'exception d'un porte-parole de l'Union démocratique de libération. Les seuls candidats en présence appartenaient au parti libéral du général Somoza, ceux du parti conservateur, unique formation d'opposition officielle, s'étant retirés au dernier moment.

Managua (A.F.P.). — Les consignes de boycott lancées par l'ensemble de l'opposition au régime Somoza semblent avoir été obéies dimanche 5 février lors des élections municipales qui avaient lieu dans l'ensemble du pays. Les responsables municipaux sont désignés directement par le gouvernement. L'abstention a été pratiquement absolue, à l'exception d'un porte-parole de l'Union démocratique de libération. Les seuls candidats en présence appartenaient au parti libéral du général Somoza, ceux du parti conservateur, unique formation d'opposition officielle, s'étant retirés au dernier moment.

Managua (A.F.P.). — Les consignes de boycott lancées par l'ensemble de l'opposition au régime Somoza semblent avoir été obéies dimanche 5 février lors des élections municipales qui avaient lieu dans l'ensemble du pays. Les responsables municipaux sont désignés directement par le gouvernement. L'abstention a été pratiquement absolue, à l'exception d'un porte-parole de l'Union démocratique de libération. Les seuls candidats en présence appartenaient au parti libéral du général Somoza, ceux du parti conservateur, unique formation d'opposition officielle, s'étant retirés au dernier moment.

Managua (A.F.P.). — Les consignes de boycott lancées par l'ensemble de l'opposition au régime Somoza semblent avoir été obéies dimanche 5 février lors des élections municipales qui avaient lieu dans l'ensemble du pays. Les responsables municipaux sont désignés directement par le gouvernement. L'abstention a été pratiquement absolue, à l'exception d'un porte-parole de l'Union démocratique de libération. Les seuls candidats en présence appartenaient au parti libéral du général Somoza, ceux du parti conservateur, unique formation d'opposition officielle, s'étant retirés au dernier moment.

Managua (A.F.P.). — Les consignes de boycott lancées par l'ensemble de l'opposition au régime Somoza semblent avoir été obéies dimanche 5 février lors des élections municipales qui avaient lieu dans l'ensemble du pays. Les responsables municipaux sont désignés directement par le gouvernement. L'abstention a été pratiquement absolue, à l'exception d'un porte-parole de l'Union démocratique de libération. Les seuls candidats en présence appartenaient au parti libéral du général Somoza, ceux du parti conservateur, unique formation d'opposition officielle, s'étant retirés au dernier moment.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

ET VENTES PAR ADJUDICATION

MAISON D'HABITATION
sise à GAGNY (93)
3, avenue du Dragon
Élevée sur terrain plein d'un rez-de-chaussée de 3 p. et 2 w.c. - Install. eau et électr. - Jardin - Cont. approx. tot. 223,90 m²
Mise à prix : 80.000 francs
S'adresser à M^{re} G. ELIAZ, avoc. Paris-1^{er}, 45, rue de Richelieu, tél. 296-29-32 et 296-02-74 ; à tous avoc. près les Trib. de Gr. Inst. Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil ; et sur place pour visiter.

TERRAIN sise à BORDEAUX - Llandit - BACALAN
connu sous le nom « Domaine de Vieux Chateau » n° 256, rue Joseph-Brunet
Mise à prix : 2.500.000 francs
SAISIE : Société Civile Particulière « VAL DE GABORNE-PLAISANCE ».

VENTE après liquidation de biens au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 16 FÉVRIER 1978, à 14 heures
EN DEUX LOTS
1^{er} lot
MAISON D'HABITATION à L'HAY-LES-ROSES
(94) - 18, rue Vaucluse
Élevée sur sous-sol d'un rez-de-chaussée et d'un étage, 4 pièces, cuisine, W.C. - Garage - Buanderie et chaufferie - Eau - Gaz - Électricité - Jardinnet devant et jardin derrière - Cont. 181 m² Cadast. Sect. X n° 141
MISE À PRIX : 50.000 FRANCS

Un IMMEUBLE à USAGE de BUREAUX ET UN HANGAR MÉTALLIQUE CONSTRUIT EN LOURD
CONTENANCE 431 m²
à L'HAY-LES-ROSES, 17-19, rue Dispan
MISE À PRIX : 1.000.000 DE FRANCS

UN APPARTEMENT
au rez-de-chaussée, comprenant 3 pièces, cuisine, salle de bains - Cave - jouissance de jardin et cour
sans un immeuble sis à
PARIS (16^e)
2, rue Gaston-de-Saint-Paul
Mise à prix : 120.000 francs
S'adresser à M^{re} Jean NOUËL, avoc. 28, bd Raspail à PARIS (7^e)

DANS UN ENSEMBLE IMMOBILIER
à PARIS (20^e)

10, RUE HENRI-POINCARÉ
1^{er} lot : UN LOCAL dans le bâtiment A... Mise à prix 6.000 F
2^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment B... Mise à prix 6.000 F
3^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment C... Mise à prix 6.000 F
4^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment D... Mise à prix 6.000 F
5^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment E... Mise à prix 6.000 F
6^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment F... Mise à prix 6.000 F
7^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment G... Mise à prix 6.000 F
8^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment H... Mise à prix 6.000 F
9^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment I... Mise à prix 6.000 F
10^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment J... Mise à prix 6.000 F
11^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment K... Mise à prix 6.000 F
12^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment L... Mise à prix 6.000 F
13^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment M... Mise à prix 6.000 F
14^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment N... Mise à prix 6.000 F
15^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment O... Mise à prix 6.000 F
16^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment P... Mise à prix 6.000 F
17^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment Q... Mise à prix 6.000 F
18^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment R... Mise à prix 6.000 F
19^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment S... Mise à prix 6.000 F
20^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment T... Mise à prix 6.000 F
21^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment U... Mise à prix 6.000 F
22^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment V... Mise à prix 6.000 F
23^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment W... Mise à prix 6.000 F
24^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment X... Mise à prix 6.000 F
25^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment Y... Mise à prix 6.000 F
26^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment Z... Mise à prix 6.000 F
27^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AA... Mise à prix 6.000 F
28^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AB... Mise à prix 6.000 F
29^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AC... Mise à prix 6.000 F
30^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AD... Mise à prix 6.000 F
31^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AE... Mise à prix 6.000 F
32^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AF... Mise à prix 6.000 F
33^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AG... Mise à prix 6.000 F
34^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AH... Mise à prix 6.000 F
35^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AI... Mise à prix 6.000 F
36^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AJ... Mise à prix 6.000 F
37^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AK... Mise à prix 6.000 F
38^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AL... Mise à prix 6.000 F
39^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AM... Mise à prix 6.000 F
40^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AN... Mise à prix 6.000 F
41^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AO... Mise à prix 6.000 F
42^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AP... Mise à prix 6.000 F
43^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AQ... Mise à prix 6.000 F
44^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AR... Mise à prix 6.000 F
45^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AS... Mise à prix 6.000 F
46^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AT... Mise à prix 6.000 F
47^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AU... Mise à prix 6.000 F
48^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AV... Mise à prix 6.000 F
49^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AW... Mise à prix 6.000 F
50^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AX... Mise à prix 6.000 F
51^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AY... Mise à prix 6.000 F
52^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment AZ... Mise à prix 6.000 F
53^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BA... Mise à prix 6.000 F
54^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BB... Mise à prix 6.000 F
55^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BC... Mise à prix 6.000 F
56^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BD... Mise à prix 6.000 F
57^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BE... Mise à prix 6.000 F
58^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BF... Mise à prix 6.000 F
59^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BG... Mise à prix 6.000 F
60^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BH... Mise à prix 6.000 F
61^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BI... Mise à prix 6.000 F
62^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BJ... Mise à prix 6.000 F
63^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BK... Mise à prix 6.000 F
64^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BL... Mise à prix 6.000 F
65^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BM... Mise à prix 6.000 F
66^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BN... Mise à prix 6.000 F
67^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BO... Mise à prix 6.000 F
68^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BP... Mise à prix 6.000 F
69^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BQ... Mise à prix 6.000 F
70^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BR... Mise à prix 6.000 F
71^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BS... Mise à prix 6.000 F
72^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BT... Mise à prix 6.000 F
73^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BU... Mise à prix 6.000 F
74^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BV... Mise à prix 6.000 F
75^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BW... Mise à prix 6.000 F
76^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BX... Mise à prix 6.000 F
77^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BY... Mise à prix 6.000 F
78^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment BZ... Mise à prix 6.000 F
79^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CA... Mise à prix 6.000 F
80^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CB... Mise à prix 6.000 F
81^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CC... Mise à prix 6.000 F
82^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CD... Mise à prix 6.000 F
83^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CE... Mise à prix 6.000 F
84^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CF... Mise à prix 6.000 F
85^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CG... Mise à prix 6.000 F
86^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CH... Mise à prix 6.000 F
87^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CI... Mise à prix 6.000 F
88^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CJ... Mise à prix 6.000 F
89^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CK... Mise à prix 6.000 F
90^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CL... Mise à prix 6.000 F
91^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CM... Mise à prix 6.000 F
92^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CN... Mise à prix 6.000 F
93^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CO... Mise à prix 6.000 F
94^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CP... Mise à prix 6.000 F
95^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CQ... Mise à prix 6.000 F
96^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CR... Mise à prix 6.000 F
97^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CS... Mise à prix 6.000 F
98^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CT... Mise à prix 6.000 F
99^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CU... Mise à prix 6.000 F
100^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CV... Mise à prix 6.000 F
101^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CW... Mise à prix 6.000 F
102^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CX... Mise à prix 6.000 F
103^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CY... Mise à prix 6.000 F
104^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment CZ... Mise à prix 6.000 F
105^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DA... Mise à prix 6.000 F
106^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DB... Mise à prix 6.000 F
107^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DC... Mise à prix 6.000 F
108^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DD... Mise à prix 6.000 F
109^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DE... Mise à prix 6.000 F
110^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DF... Mise à prix 6.000 F
111^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DG... Mise à prix 6.000 F
112^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DH... Mise à prix 6.000 F
113^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DI... Mise à prix 6.000 F
114^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DJ... Mise à prix 6.000 F
115^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DK... Mise à prix 6.000 F
116^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DL... Mise à prix 6.000 F
117^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DM... Mise à prix 6.000 F
118^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DN... Mise à prix 6.000 F
119^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DO... Mise à prix 6.000 F
120^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DP... Mise à prix 6.000 F
121^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DQ... Mise à prix 6.000 F
122^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DR... Mise à prix 6.000 F
123^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DS... Mise à prix 6.000 F
124^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DT... Mise à prix 6.000 F
125^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DU... Mise à prix 6.000 F
126^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DV... Mise à prix 6.000 F
127^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DW... Mise à prix 6.000 F
128^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DX... Mise à prix 6.000 F
129^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DY... Mise à prix 6.000 F
130^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment DZ... Mise à prix 6.000 F
131^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EA... Mise à prix 6.000 F
132^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EB... Mise à prix 6.000 F
133^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EC... Mise à prix 6.000 F
134^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment ED... Mise à prix 6.000 F
135^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EE... Mise à prix 6.000 F
136^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EF... Mise à prix 6.000 F
137^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EG... Mise à prix 6.000 F
138^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EH... Mise à prix 6.000 F
139^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EI... Mise à prix 6.000 F
140^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EJ... Mise à prix 6.000 F
141^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EK... Mise à prix 6.000 F
142^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EL... Mise à prix 6.000 F
143^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EM... Mise à prix 6.000 F
144^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EN... Mise à prix 6.000 F
145^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EO... Mise à prix 6.000 F
146^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EP... Mise à prix 6.000 F
147^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EQ... Mise à prix 6.000 F
148^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment ER... Mise à prix 6.000 F
149^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment ES... Mise à prix 6.000 F
150^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment ET... Mise à prix 6.000 F
151^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EU... Mise à prix 6.000 F
152^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EV... Mise à prix 6.000 F
153^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EW... Mise à prix 6.000 F
154^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EX... Mise à prix 6.000 F
155^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EY... Mise à prix 6.000 F
156^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment EZ... Mise à prix 6.000 F
157^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FA... Mise à prix 6.000 F
158^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FB... Mise à prix 6.000 F
159^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FC... Mise à prix 6.000 F
160^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FD... Mise à prix 6.000 F
161^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FE... Mise à prix 6.000 F
162^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FF... Mise à prix 6.000 F
163^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FG... Mise à prix 6.000 F
164^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FH... Mise à prix 6.000 F
165^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FI... Mise à prix 6.000 F
166^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FJ... Mise à prix 6.000 F
167^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FK... Mise à prix 6.000 F
168^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FL... Mise à prix 6.000 F
169^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FM... Mise à prix 6.000 F
170^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FN... Mise à prix 6.000 F
171^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FO... Mise à prix 6.000 F
172^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FP... Mise à prix 6.000 F
173^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FQ... Mise à prix 6.000 F
174^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FR... Mise à prix 6.000 F
175^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FS... Mise à prix 6.000 F
176^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FT... Mise à prix 6.000 F
177^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FU... Mise à prix 6.000 F
178^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FV... Mise à prix 6.000 F
179^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FW... Mise à prix 6.000 F
180^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FX... Mise à prix 6.000 F
181^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FY... Mise à prix 6.000 F
182^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment FZ... Mise à prix 6.000 F
183^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GA... Mise à prix 6.000 F
184^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GB... Mise à prix 6.000 F
185^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GC... Mise à prix 6.000 F
186^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GD... Mise à prix 6.000 F
187^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GE... Mise à prix 6.000 F
188^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GF... Mise à prix 6.000 F
189^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GG... Mise à prix 6.000 F
190^e lot : UN LOCAL dans le bâtiment GH... Mise à prix 6.000 F
1

Etats-Unis

APRÈS AVOIR CONNU UN DÉVELOPPEMENT EXTRAORDINAIRE

La Californie cherche un second souffle

De notre envoyé spécial

San-Francisco. Est-ce déjà la fin de l'âge d'or ? En trente ans la Californie a fait un bond extraordinaire. Cet Etat comptait à peine 700 000 habitants en 1940 : la population s'élevait déjà à 10 600 000 en 1960, puis à 15 millions 700 000 en 1970. Avec près de 20 000 000 en 1970, il dépassait l'Etat de New-York. Il figure parmi les plus riches du monde. « Si la Californie était indépendante », notait Neal R. Peirce dans son remarquable ouvrage sur les grands Etats américains (1), son produit national brut serait plus important que celui de tous les autres pays sous les Etats-Unis, l'Union soviétique, l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne, la France et le Japon. »

Les premiers émigrants vinrent dans l'espoir de s'enrichir par l'or. Sans doute n'était-ce, pour beaucoup, qu'un mirage. L'avenir appartenait à ceux qui découvrirent que cette terre, apparemment aride, était riche d'autres trésors. Il suffisait d'apporter l'eau. Une fois l'abondance surgit aux franges du désert. Alors naquit un immense verger qui fit et fit la fortune de ses exploitants. C'est un miracle de l'ingéniosité : bien qu'une sécheresse exceptionnelle sévise depuis deux ans — à la fin de novembre, une forte pluie

qui dura deux jours fut saignée comme un événement — les agriculteurs ou plus précisément les maîtres de l'agribusiness ne souffrent pas des calamités naturelles : le système d'irrigation, d'ailleurs largement payé par les deniers publics, leur permet de pomper l'eau là où elle se trouve et parfois très loin.

La Californie, c'est aussi un puits de pétrole : elle n'est battue aux Etats-Unis que par le Texas et sans doute la Louisiane. C'est également une zone de prédilection de l'industrie électronique, des industries aéronautiques et spatiales. Faut-il encore citer le spectacle — cinéma et télévision ? Dans le produit national, la part de cette industrie-là est modeste. Les puissants de Californie sont donc les grands propriétaires fonciers, les maîtres des sociétés qui ont pignon sur rue à Los Angeles ou dans la région de San-Francisco, comme Lockheed, Douglas, McDonnell Northrop, Air West, etc., qui travaillent pour l'armée ou l'aérospatiale. Ce sont aussi les banques et compagnies d'assurances qui, avec le tourisme, constituent la seule « industrie » — mais quelle industrie ! — de San-Francisco.

Nixon, ressasse son amertume à San-Clemente, au sud de l'Etat. Il est revenu au pays natal qui, pourtant, ne lui avait pas réservé un traitement de faveur. Sans emploi, après avoir été vice-président des Etats-Unis, M. Nixon ne voulait être gouverneur à Sacramento en 1982. Il fut battu par un démocrate et jura, un peu trop vite, de ne plus solliciter de responsabilités politiques. Depuis sa déchéance, il ne quitte pratiquement pas le domaine qu'il a acheté et aménagé dans des conditions qui ont indigné les enquêteurs. Va-t-il enfin se montrer à ses voisins ? Le

26 février prochain, la ville de San-Clemente fêtera son cinquantième anniversaire. Comment célébrer l'événement ? Mme Donna Wilkinson, maire, pensa qu'on pourrait à cette occasion visiter la résidence la plus fameuse de la station. Elle fit, sans trop y croire, une démarche et, à sa surprise, les Nixon répondirent qu'ils seraient « honorés et enchantés » de lui rendre ce service. La chambre de commerce a donc été chargée de vendre des tickets de visite à 2,5 dollars pièce. On espère trente mille touristes, le 26 février. Le *Los Angeles Times*, qui publie cette information, précise que M. Nixon ne touchera aucun pourcentage.

L'objectif de M. Reagan

La seconde vedette, républicaine elle aussi, Ronald Reagan, était à Hollywood un acteur de films de catégorie B, spécialiste des spectacles publicitaires. Après avoir affiché dans sa jeunesse des sympathies pour les démocrates de gauche, il était devenu le champion de la loi et de l'ordre. Il interpréta la colère de citoyens qu'avait indignés l'agitation universitaire à Berkeley (et la révolte contre la guerre du Vietnam), qui voulaient en finir avec la criminalité, l'invasion de la pornographie et de la drogue. Il promit de ramener tout le monde dans le droit chemin, fut élu gouverneur en 1966, réélu en 1970. L'agitation des étudiants s'est apaisée (mais la criminalité n'a pas diminué, les bonnes mœurs n'ont pas été restaurées). San-Francisco est une cité magnifique posée sur un site splendide, mais le cœur de la cité est sale : le quartier de Market Street, à proximité immédiate des immeubles des administrations fédérales et locales, est, le soir venu, une zone d'insécurité où s'agitent des centaines de maisons qu'on appelle closes par antiphrase, de boutiques et de cinémas dédiés à tous les avatars de la sexualité.

M. Reagan semble avoir cessé de s'intéresser à la Californie. Après

avoir tenté de solliciter, à la place de M. Ford, les suffrages des républicains lors de la dernière élection présidentielle, il cherche à saisir les commandes du vieux grand parti en le débarrassant de ses éléments peu ou prou libéraux. Il mène campagne contre la ratification des accords sur Panama avec l'espoir de rassembler, à l'occasion, les purs et les durs.

Son successeur au poste de gouverneur, George Brown junior, familièrement surnommé Jerry, représente la « réaction à la réaction ». Cet homme indéfinissable, à lui aussi, des visées nationales. Ses amis sont persuadés qu'il sera président des Etats-Unis en 1984. Il y fut même en 1960. M. Carter ne se rassait pas. Il tenta sa chance aux « primaires » de 1976, mais, à ce moment, nous dit un dirigeant de l'organisation démocrate de Californie, « il s'agissait surtout pour le gouverneur de déposer sa carte de visite, de se faire connaître du reste des Etats-Unis ». M. Brown s'est toujours posé en opposant. Fils d'un autre George Brown, qui fut lui aussi gouverneur démocrate de Californie, il prit position contre la politique paternelle et manifesta contre la guerre au Vietnam. Après un séjour au noviciat, des jésuites, il choisit la politique.

Le style non conformiste de M. Brown

Il y a du La Pira, mais avec davantage d'ambitions personnelles. M. Brown a commencé avec ostentation les honneurs : il a refusé d'habiter la somptueuse résidence que M. Reagan a fait bâtir à Sacramento pour le gouverneur ; de plus, dans son petit appartement privé et refusé d'utiliser la voiture de service mise à sa disposition. Secrétaire d'Etat de Californie avant d'être élu à ses fonctions actuelles, il s'était attaché aux dirigeants des sociétés pétrolières parce qu'ils versaient des contributions excessives aux campagnes des candidats de leur choix. Il n'assiste pas, comme c'est la tradition au banquet de la chambre de commerce, mais pour fêter le Thanksgiving Day il l'improvisait un hôpital psychiatrique.

Il se met aux côtés des laissés pour compte, fait dire qu'il apprécie la politique actuelle plus tôt moderne des dirigeants des Panthères noires, soutient Cesar Estrada Chavez, celui-là qui, malgré les propriétés terriennes et d'autres privilèges, a rassemblé, organisé, donné force aux travailleurs agricoles saisonniers, d'origine mexicaine pour la plupart — les Chicanos — arrivés souvent clandestinement et exploités sans vergogne parce qu'ils étaient illettrés, misérables et sans droits.

M. Brown gouverne un Etat qui paraît à la recherche d'un second souffle. La population stagne après une croissance peut-être trop brusque. Un Etat riche, mais où 8 % des familles ont un revenu annuel inférieur à 3 000 dollars, où le chômage frappe 6,7 % de la population active et 16 % de la population active noire, où beaucoup de jeunes qui ont suivi de longues études, notamment ceux qui se sont préparés pour l'industrie électronique, ne trouvent pas d'emploi. Le progrès technique a réduit le nombre de postes. Pour remédier au chômage des associations, tel le « Mid Peninsula Conversion Project », font campagne pour que l'industrie consacrée à la défense soit partiellement reconvertie en industrie des biens de consommation.

Actuellement dans le comté de Santa Clara, au sud de la baie de San Francisco, quatre-vingt-trois mille personnes (soit un cinquième de la force de travail locale) sont employées dans l'industrie de la défense. Or, affirment ces associations en se fondant sur des statistiques du bureau fédéral du travail, les dollars actuellement consacrés à l'industrie de la défense permettraient de créer 20 % d'emplois supplémentaires s'ils étaient affectés à la santé, à l'éducation ou à la construction. Elles ajoutent que l'usine Lockheed, à Sunnyvale, occupe seize mille personnes contre trente et un mille en 1968, bien que depuis neuf ans le montant des contrats signés par cette entreprise avec l'armée ait augmenté de 64 %.

Les animateurs de ces associations se disent persuadés d'avoir l'appui de M. Brown. Mais

le gouverneur a aussi les faveurs des syndicats, politiciens dans la région de San Francisco, et qui sont pour le moins réservés au sujet de telles reconversions : ils craignent que ces projets pacifistes ne provoquent la suppression d'emplois bien rémunérés. A cet égard, dirigeants syndicaux et représentants du complexe militaire-industriel pensent avoir des intérêts communs.

Et le gouverneur ? Il a un style nouveau plus sévère que des idées nouvelles. Il prime et applique la rigueur financière beaucoup plus que ne le faisait le républicain Reagan. Il a pris le parti des jeunes et aussi des marginaux contre ceux qui les accusaient de mener l'Amérique à la décadence. Mais lui, bien que catholique, il entend consolider la société en restaurant les valeurs et les vertus familiales. Il veut être jugé à ce qu'il est, à ce qu'il fait, ce qu'il le dispense de prendre des engagements. Le presse-t-on de se définir enfin avec précision ? Il s'y refuse. Il a d'ailleurs laissé entendre à un rédacteur de *Time* que l'ambiguïté était chez lui débauchée. Il déclarait alors : « Mon programme est-il libéral ? Est-il conservateur ? C'est mon programme. Je suis en accord avec moi-même ».

BERNARD FÉRON.

(1) Neal R. Peirce *The Mega-states of America*. Ed. W.W. Norton, New-York.

L'exil de San-Clemente

L'histoire californienne est celle de la conquête du pays par des économiquement forts et de l'obstination de quelques gouverneurs à plier les entreprises à l'intérêt public. Cette histoire commence avec le Southern Pacific Railroad qui, se chargeant d'assurer l'équipement ferroviaire, obtint, avec le monopole des moyens de communication, de gigantesques superficies, quelle redistribua à ses obligés. Elle put ainsi, sans avoir à gouverner directement, prendre en main les appareils politiques et l'Etat. Le premier des gouverneurs résolus à relever l'Etat, il s'appela Hiram Warren Johnson, n'y alla pas par quatre chemins. Puisque les puissances économiques exerçaient leur influence par l'intermédiaire des partis, il fallait rabaisser les appareils et amener les électeurs à se prononcer, sans

qu'il soit fait mention de l'appartenance des candidats à tel ou tel parti. Les règlements, édictés avant la guerre de 1914, ont, certes, été assouplis, mais ils ont laissé une trace dans la vie politique locale. Moins qu'ailleurs, les étiquettes importent ici. San Francisco se situe plutôt à gauche et Los Angeles à droite, mais la Californie n'est pas le lieu impenable de l'un ou l'autre parti. Elle accorde ses préférences aux « vedettes » qui, à tel ou tel moment, traduisent ses aspirations. Et, généralement, ses réactions annoncent avec une longueur d'avance les évolutions des Etats-Unis. C'est là que naquirent la « société permissive », puis la réaction aux excès. Là encore, que fut inventé le mouvement écologique. La plus célèbre des vedettes californiennes actuelles, Richard

JEUNES DE 10 A 20 ANS

DÉCOUVREZ L'ANGLETERRE, L'ALLEMAGNE, LES ETATS-UNIS

GF vous propose ses séjours linguistiques :

- Un accueil dans une famille sélectionnée.
- Des cours quotidiens adaptés à votre niveau.
- La pratique intensive d'un sport favori : voile, tennis, équitation.

Départs assurés de la province par train et par avion. Pour les séjours de Pâques : session spéciale de RÉVISION.

DEMANDEZ NOTRE DOCUMENTATION COMPLÈTE

GF
ECOLE EUROPEENNE
DE VACANCES

9 rue Pasquier
75008 PARIS
Tél. 265.20.13
Tlx. 650018

NOM
ADRESSE
VILLE
CODE POSTAL
Bon à retourner pour recevoir la documentation GF. P. 062

DU LUNDI 6 AU SAMEDI 18 FEVRIER

QUINZAINE DE LA MESURE INDUSTRIELLE

MADÉLIOS
PLACE DE LA MADELINE - PARIS
pour ceux qui savent choisir

CLOTURE DES JEUX MARDI APRÈS-MIDI

Notices à votre disposition chez les dépositaires

LOTO

SEUIL

Jean-Noël Jeanneney

Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir

La faillite du Cartel (1924-1926)

Collection L'Histoire Immédiate, 160 pages 30 F

René Rémond (Le Monde) : « A la suite de ce guide érudite et talentueux, le récit des péripéties du Cartel n'est pas moins captivant que le meilleur roman d'anticipation... Le parallèle séduit l'esprit et flatte l'imagination. »

Pierre Durand (L'Humanité) : « Des leçons qui valent d'être méditées... »

Max Gallo (Lire) : « Ce livre est passionnant, rigoureux... Les rapprochements sont saisissants. A lire pour comprendre le présent. »

Jean-Pierre Rioux (Les Nouvelles Littéraires) : « A lire toutes affaires cessantes, pour réfléchir sans fracas. »



(PUBLICITE)

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cas de cheveux très gras ou très secs, ce sont ces qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé

L'AVIS D'UN SPECIALISTE

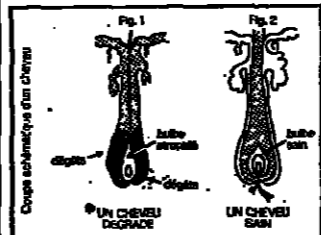
Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, si ce n'est leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un SPECIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les pos-

DES SYMPTOMES
Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir cheveu hyper sensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir cheveu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFERENCE



habilité d'améliorer, ainsi que sur le durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi, de 10 h. à 20 h., et le samedi, de 10 h. à 17 h.

EUROCAP

INSTITUTS CAPILLAIRES

4, rue de Castiglione

Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84

LILLE : 16, rue Faidherbe. Tél. : 51-34-19.

BORDEAUX : 24, place Gambetta. Tél. : 45-06-34.

TOULOUSE : 42, rue de la Femme. Tél. : 12-23-54.

METZ : 2/4, rue Chapelle. Tél. : 13-00-11.

NICE : 1, Prom. des Angéles. Immo. Le Buhl. Tél. : 88-25-44.

du 6 au 20 février Quinzaine de la blouse et des nouveaux coordonnés

Franck & Fils

FRANCK & FILS

80 Rue de Passy, Paris 16^e

Parking Av. Paul-Doumer face aux magasins, Métro : Muette

Miss Franck à Parly 2 et Maine-Montparnasse

AFRIQUE

Tunisie

LES SUITES DES ÉMEUTES

- En une semaine, plus de cent cinquante personnes ont été condamnées à des peines de prison
- Le dispositif policier a été sensiblement allégé à Tunis

De notre correspondant

Tunis. — Depuis le dimanche 5 février, le couvre-feu est retardé d'une heure à Tunis et dans sa banlieue. Depuis le 26 janvier en vertu de l'état d'urgence proclamé après les émeutes, il avait été reporté une première fois de 16 heures à 20 heures, avant d'être fixé désormais à 21 heures.

Cette décision, arrêtée en conseil de cabinet, a été prise à la veille de la rentrée scolaire et universitaire. Ce n'est pourtant pas sans quelque appréhension, semble-t-il, qu'il a été décidé de maintenir cette mesure à la date prévue, d'autant plus que, traditionnellement, chaque année à cette époque, l'agitation commence à régner à l'université. Le ministre de l'éducation nationale, M. Mohamed Mzali, et le directeur du parti socialiste, M. Mohamed Kechrouh, ont présidé vendredi une réunion regroupant les responsables de l'éducation au sein du parti et les chefs d'établissements scolaires pour discuter avec eux du rôle des enseignants. D'autre part, les journaux de dimanche ont publié un appel de l'Organisation de l'éducation et de la culture aux parents d'élèves leur demandant d'encourager leurs enfants à reprendre normalement les cours.

En une semaine, un peu plus de cent cinquante personnes ont été condamnées à des peines de prison. Les tribunaux ont comparu devant les tribunaux et se sont vu infliger des peines allant de trois mois à sept ans de prison. Une centaine, dont M. Habib Achour et les anciens dirigeants de la centrale syndicale U.G.T.T., sont encore interrogés par la police à la suite de l'information judiciaire qui a été ouverte. Le président Bourguiba a assimilé à une « rébellion » les événements dans lesquels ces personnes sont impliquées. Dans un ordre du jour adressé samedi aux forces armées, qu'il a remerciées pour leur intervention, le chef de l'Etat a déclaré que tous les actes commis le 26 janvier ont été « avec préméditation, dans le cadre d'une folle entreprise tramée

avec ruse et fourberie » et qu'ils ont donné lieu à « la pire tragédie que la Tunisie ait connue depuis vingt-deux ans ».

En attendant les nouveaux développements de cette affaire, l'U.G.T.T. reprend cette semaine ses activités normales. Le siège de la centrale, fermé depuis le 27 janvier, rouvre ses portes ce lundi afin — ainsi que l'a écrit samedi la commission administrative du syndicat au chef de l'Etat — « de poursuivre l'action syndicale saine et authentique dans le cadre de l'unité nationale propre à mettre la nation à l'abri des courants destructeurs et des aventures dangereuses ». La commission administrative a confirmé la convocation d'un congrès extraordinaire pour le 25 février. Ces assises réuniront à Tunis quatre cents à cinq cents délégués qui auront à se prononcer sur le « déviationnisme » de leurs anciens dirigeants et à élire un nouvel exécutif.

MICHEL DEURÉ.

Gabon

LE PRÉSIDENT BONGO RENFORCE SON CABINET

Libreville (Reuter). — Les décrets du 13 juillet 1977, portant modification du gouvernement gabonais, ont été renoués, samedi 4 février, par le président Bongo.

Quitte l'équipe gouvernementale : MM. Louis-Gaston Mayili, ministre délégué à la présidence de la République, Jacques Oyono-Membi, ministre délégué auprès du premier ministre, Fulbert Bongo, ministre délégué auprès du premier ministre, Martin Bekangali, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Barthélémy Mopang-Botsa, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie des finances et des participations, Simon Mengome Atome, secrétaire d'Etat auprès du ministre des travaux publics et de la construction, et Marlyse Issembe, secrétaire d'Etat.

Entrent au gouvernement : M. M. Jean-Baptiste Ngomo Obiang, ancien conseiller du président de la République pour les affaires africaines et internationales, qui devient secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères et de la coopération, et Zacharie Mybolo, ancien secrétaire administratif du Parti démocratique gabonais, nommé secrétaire d'Etat auprès du président de la République chargé de l'information.

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Le « New York Times » préconise la neutralité des États-Unis

Le New York Times a consacré dimanche 5 février un éditorial à la politique américaine au Sahara.

« Pour récompenser le roi Hassan II d'avoir été le seul, parmi les chefs d'Etat arabes, à soutenir les efforts de paix du président Sadate, écrit le journal, l'administration Carter envisage maintenant de vendre au Maroc deux douzaines d'avions de ligne antiaérienne et deux douzaines d'hélicoptères armés. Ces appareils seraient utilisés pour dominer un territoire sur lequel le Maroc n'a aucun droit légitime et avec le risque substantiel d'une guerre avec l'Algérie. La récompense serait trop coûteuse. Les États-Unis ne devraient rien faire pour soutenir les prétentions du Maroc sur le Sahara occidental. »

« La meilleure politique pour les États-Unis consisterait à soutenir l'autodétermination du territoire contesté et à observer la neutralité entre les antagonistes, ce qui signifierait user de l'influence américaine auprès de Paris pour que les Français réduisent leur engagement et en même temps refusent les armes que demande le Maroc. »

« A ALGER, M. Abdelaziz Bouteflika, ministre des affaires étrangères, a reconnu samedi que la vente d'armes américaines au Maroc « constituait un problème préoccupant pour l'Algérie ».

L'ambassadeur des États-Unis à Alger a été convoqué au ministère des affaires étrangères et il lui a été demandé des éclaircissements sur cette affaire.

Le Polisario a annoncé samedi 4 février dans un communiqué publié à Alger que ses forces avaient attaqué dans la nuit du 2 au 3 février la garnison mauritanienne de Tichia. Cette localité, située dans l'ancien Rio-de-Oro, à une quarantaine de kilomètres au nord de la base d'Inal, est désormais sous la forme d'un commandement de la région militaire, qui couvre l'ensemble de la province « réunifiée » du Tris-El-Gharbia. Selon le Front, les troupes de Nouakchott ont subi des pertes importantes : quarante-cinq morts, plusieurs dizaines de blessés, de nombreux prisonniers. La suite de cette attaque, affirme le Polisario, quatre Jaguar français et trois F-5 marocains dirigés par deux avions Breguet-Atlantique ont tenté de localiser la colonne sahraouie.

Le raid des marocains sur Tichia est confirmé à Nouakchott où l'on affirme que cette attaque « extrêmement violente », menée par une colonne d'une trentaine de véhicules, a commencé peu avant la tombée de la nuit et a fait du côté mauritanien deux morts dont un officier, et une douzaine de blessés. On confirme aussi dans la capitale maurita-

nienne que des Jaguar et des F-5 ont survolé, sans succès, semble-t-il, la région vendred, afin de retrouver les assaillants.

« A ROME, les représentants de quelque soixante mouvements de jeunesse provenant d'une quarantaine de pays ont participé à la fin de la semaine dernière à la première « conférence internationale de solidarité avec le peuple sahraoui ». Ils ont décidé la constitution d'un Comité de solidarité internationale avec la lutte du peuple du Sahara occidental. — (A.F.P., U.P.I.)

M. BOUTEFLIKA : l'intervention française dans le monde arabe et en Afrique a un caractère impérialiste.

Alger (A.F.P.). — Au cours d'une conférence de presse, à l'issue d'un « sommet » d'Alger, M. Abdelaziz Bouteflika, ministre des affaires étrangères algériennes, qui était interrogé sur le passage de la déclaration politique de ce « sommet » concernant « l'intervention militaire française au Sahara occidental », a déclaré : « Dans la période extrêmement délicate que traverse le monde arabe comme d'autres régions du tiers-monde et d'Afrique, il est parfaitement regrettable que la France ne joue pas le rôle positif qu'on pouvait attendre d'elle. Elle était mieux placée que quiconque pour pouvoir rapprocher, réconcilier, aider à résoudre les problèmes : il y avait de son intérêt et de l'intérêt de tous les peuples magarabins. Malheureusement, ce n'est pas cette politique qui a été choisie. Je ne peux que le déplorer à la fois au nom du monde arabe et de l'Algérie. L'intervention française, aussi bien dans le monde arabe qu'en Afrique, a un caractère impérialiste. »

Le chef de la diplomatie algérienne a réaffirmé néanmoins « toute la disponibilité de l'Algérie à coopérer avec le gouvernement français si, comme les instincts impérialistes seraient écartés, si qu'il y aurait une volonté de coopération pour l'ouverture d'une page nouvelle d'amitié et de coopération avec le peuple français », a-t-il conclu.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

• LE MINISTRE DE L'INTERIEUR a publié les noms de sept cent cinquante prisonniers politiques — des femmes pour la plupart — détenus à la prison de Villa Devoto, de Buenos-Aires. D'autres listes seront publiées à l'indication du ministre. Récentement, les autorités ont reconnu détenir trois mille quatre cent soixante-douze prisonniers. De source américaine, on avance le chiffre de douze mille à dix-neuf mille détenus. — (Reuter.)

Bolivie

• M. JUAN LECHIN est rentré le samedi 4 février en Bolivie, après un exil de six ans et demi. L'un des principaux responsables syndicaux et dirigeants de l'opposition au général Banzer, M. Lechin a bénéficié de la récente amnistie décrétée pour tous les exilés. Vice-président de la République de 1953 à 1964, M. Juan Lechin est le numéro un de la centrale ouvrière bolivienne (COB) et a fondé le Parti révolutionnaire de la gauche nationale (PRIN). — (A.F.P.)

Colombie

• SIX SOLDATS ONT TROUVÉ LA MORT, le samedi 4 février, dans une embuscade au nord-est du pays. Dix autres militaires ont été blessés au cours de cette embuscade par les maquisards de l'Armée de libération nationale (E.L.N., procastiste). — (A.F.P.)

Espagne

• QUINZE BANQUES ESPAGNOLES et près de mille particuliers ont été victimes de la fraude découverte à Barcelone et dans laquelle serait impliqué M. Juan Carlos Muntadas, fils du comte de Reus, l'une des grandes familles de Barcelone. La fraude, s'est élevée à 1 milliard de pesetas (90 millions de francs). — (A.F.P.)

• DOUZE MILLE CHEFS D'ENTREPRISE espagnols réunis dimanche à Madrid ont dénoncé « l'ambiguïté de la » et l'encadrement du crédit.

qui, ont-ils affirmé, « correspond à celle d'un parti de gauche ». Les chefs d'entreprise ont déploré l'inflation, des coûts et des charges sociales, la chute de la productivité, l'absentéisme dans le travail et l'encadrement du crédit. — (A.F.P.)

Madagascar

• CINQUANTE-QUATRE PERSONNES ont été condamnées samedi 4 février par le tribunal militaire spécial à des peines de cinq à quinze ans de travail forcé, à la suite d'émeutes durant les affrontements de Majunga, qui avaient fait, en décembre 1976, quelque cent trente tués et vingt-cinq blessés. A la suite de ces événements de Majunga, les Comores avaient rapatrié quinze mille à vingt mille de leurs ressortissants vivant à Madagascar. — (Reuter.)

République Sud-Africaine

• M. SIMBA EHRLICH, ministre israélien des finances, est arrivé, dimanche 5 février, à Johannesburg pour une visite officielle. Il devait rencontrer ce lundi, les dirigeants de la communauté juive de Johannesburg et pourrait être reçu mercredi par M. John Vorster, premier ministre sud-africain.

C'est la première visite officielle d'une importante personnalité gouvernementale israélienne en Afrique du Sud. M. Vorster s'était rendu en Israël en 1976. — (A.F.P.)

Tunisie

• M. TAHAR ABDALLAH, l'une des figures marquantes de l'opposition tunisienne, ancien membre de la direction nationale du parti Baas, est mort le dimanche 5 février à Paris, d'une crise cardiaque. Il était l'auteur d'une Histoire du mouvement national tunisien publiée en arabe.

Yougoslavie

• LE MARECHAL TITO se rendra en visite officielle aux États-Unis en mars prochain, a annoncé, samedi 4 février, l'agence de presse yougoslave Tanyoug. — (A.F.P.)

Moscou multiplie les critiques de la politique africaine de la France

De notre correspondant

Moscou. — « Malgré toutes les déclarations que l'Occident a essayées en Afrique, tout porte à croire que, dans les années à venir, les États-Unis ne considèrent pas la partie comme perdue. » Cette réflexion d'un journal soviétique donne le ton des commentaires publiés en l'honneur du 250^e anniversaire de la ville de Moscou.

Quelle Moscou prête une grande attention. Face aux accusations occidentales sur la « pénétration soviétique », dont les exemples ne manquent pas — l'I.R.S.S. contre-attaque. « On nous attribue, dit-on ici, ce qui est typique de la politique impérialiste. » Il s'agit donc de retourner la proposition pour voir dans tous les événements africains un complot généralisé de l'impérialisme contre les pays progressistes de ce continent, amis de l'Union soviétique.

Cette thèse est, bien sûr, un élément de propagande interne et externe destiné à resserrer les rangs des alliés africains de Moscou, mais elle traduit aussi sans doute la conception que les dirigeants soviétiques se font du rapport des forces sur le continent noir. Leur position y a toujours été fluctuante : ils y ont conquis des bastions que bien souvent ils ont été obligés d'abandonner du jour au lendemain. Mais ils ne paraissent pas y appliquer un plan prémédité : ils sont au contraire passés maîtres dans l'art de saisir les occasions qui se présentent et savent faire preuve de beaucoup de patience. Or ces occasions risquent d'être de plus en plus rares, étant donné les problèmes qui s'aggravent, notamment en Afrique australe, et l'absence de stratégie concertée des pays occidentaux.

Les Soviétiques ont également changé de tactique. Si, dans les premières années qui ont suivi la décolonisation, ils se sont liés à des hommes dont la collaboration était parfois éphémère, ils cherchent maintenant à pénétrer dans la construction de partis de type marxiste-léniniste, comme en Angola où ils ont encouragé le M.P.L.A. à se transformer d'organisation de masse en parti de la classe ouvrière. Il en va de même en Éthiopie. Aux pays des Soviétiques, en effet, le « complot impérialiste embrasse toute l'Afrique, du nord au sud et d'est en ouest ». Qu'il s'agisse de la « tentative d'invasion plus équestre, en janvier 1977, de l'assassinat du président Nguabi au Congo, de la corne de l'Afrique, de l'Angola, de la Namibie ou de la Rhodésie, Moscou met en cause la « stratégie

globale » de l'Occident, qui serait revenue à la politique de la can-can, la forme moderne de « la politique des parachutes ». L'objectif de l'impérialisme serait de créer des alliances militaires dans lesquelles, selon les Soviétiques, « les dirigeants occidentaux voient un moyen de contrôler la radicalisation de l'Afrique ».

Dans cette perspective, la politique française occupe, selon Moscou, une place de choix. Elle se trouve même aux avant-postes. La presse soviétique a très fermement critiqué la tentative de certains pays francophones de créer un « pacte de défense » et la proposition du président Giscard d'Estaing de conclure un « pacte euro-africain de solidarité ». Elle y voit une tentative d'« étendre l'ingérence française en Afrique ».

« L'Union soviétique », a-t-il conclu, « ne tamponne pas la République fédérale d'Allemagne. La France, utilisant ses liens traditionnels avec ses anciennes colonies, n'agit pas seulement pour son propre compte, mais cherche à « rattacher » un bloc de pays africains au Marché commun et à l'O.T.A.N. »

Depuis l'été dernier, la R.F.A. est aussi vivement prise à partie pour l'instauration au Zaïre du polygone de tir de la société Ottag, destiné, selon l'agence Tass, à « l'essai des fusées les plus modernes, notamment des véhicules à propulsion nucléaire » (le Monde du 19 septembre 1977). Bonn est également critiqué pour son soutien à la Somalie.

En créant et en aggravant la tension en Afrique, les pays occidentaux veulent, selon Moscou, « transformer le continent africain en une sphère d'ingérence permanente des anciennes puissances coloniales et en un objet de confrontation entre l'Est et l'Ouest ».

Autre élément de cette « stratégie » : l'Internationale socialiste. Les Soviétiques se sont émus de ses tentatives d'établir des liens institutionnels avec certains pays et partis africains. Ils ont tourné en dérision les efforts du président Senghor pour regrouper des partis africains, dont le sien propre, proches des socialistes européens. Moscou appelle à la vigilance « contre les tentatives de transplanter en Afrique les tentatives sociales-reformistes opportunistes, prises auxquelles le néo-colonialisme compte désorienter les peuples du continent et entraver leur libération définitive ».

DANIEL VERNET.

République de Djibouti

M. ABDALLAH MOHAMED KAMIL DIRIGE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Djibouti (A.F.P.). — Un nouveau gouvernement a été formé à Djibouti dimanche 5 février. Il comprend quatorze ministres, dont six Afars, six Issas, un Arabe, un Somali, et deux secrétaires d'Etat, un Afar et un Issa.

Le gouvernement est dirigé par M. Abdallah Mohamed Kamil, qui conserve son portefeuille des affaires étrangères et détient également le portefeuille de la défense.

La majorité des ministres (cinq), dont le premier ministre, M. Ahmed Dini, avaient démissionné le 17 décembre dernier pour protester contre ce qu'ils avaient qualifié de « répression tribale », après un attentat à la grenade qui avait causé plusieurs morts à Djibouti.

M. Abdallah Mohamed Kamil est né en 1926, à Obock, en pays afar. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Il milita d'abord au sein de l'Union démocratique afar contre M. Ali Arif, auquel il se rallia à l'occasion du référendum de 1977. Secrétaire général du gouvernement jusqu'en 1976, il succéda à M. Arif à la tête du gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas, le 29 juillet 1976. Après la proclamation de l'indépendance, il avait été nommé, le 15 juillet 1977, ministre des affaires étrangères du premier gouvernement de Djibouti.]

afrique asie

Le plus fort tirage, la plus grande diffusion des périodiques du tiers monde.

CETTE SEMAINE DANS TOUS LES KIOSQUES

TUNISIE

Pourquoi l'explosion du 26 janvier ?

SÉNÉGAL

Le grand absent

PALESTINE

Le « Sommet » d'Alger

Lisez, abonnez-vous

AFRIQUE - ASIE

9, rue d'Aboukir, Paris 2^e

Quinzaine de la Parfumerie

GANT court chevreau glacé, double soie. Noir, marron ou beige. 95 F

GANT saxe chevreau glacé, double soie. Noir, marron ou beige. 105 F

GANT dessus crochet coton, intérieur pécar, cousu main. Naturel/Beige ou Naturel/Cork. 95 F

Les gants La parfumerie

SAVONS à la gelée Royale 6 x 150 grs. 18,50 F

SCHAMPOOING de 200 ml. 7 F

CREME au Collagène le pot 42 grs. 23 F

LAIT au Collagène 500 ml. 21,50 F

SACHET de 200 BOULES coton à démaquiller. 5 F

Les fleurs

Les fleurs lavables : Reine-Marguerite. 9 F

Rose. 10 F

Les fleurs d'appartement : Gerbera. 9 F

Cosmos. 10 F

Clématite. 12 F

Les bas

Les boutonsnières : BAS mousse 20 D 2,50 F

Camélia. 9 F

Eglantine, Oeillet. 15 F

CHARLOTTE matière plastique imprimée. 4,60 F

COLLANT mousse 15 D 2,50 F

COLLANT voile 20 D 8,50 F

COLLANT mousse 20 D 10 F les 4.

TROUSSE DE TOILETTE matière plastique imprimée. 15 F

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE

RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

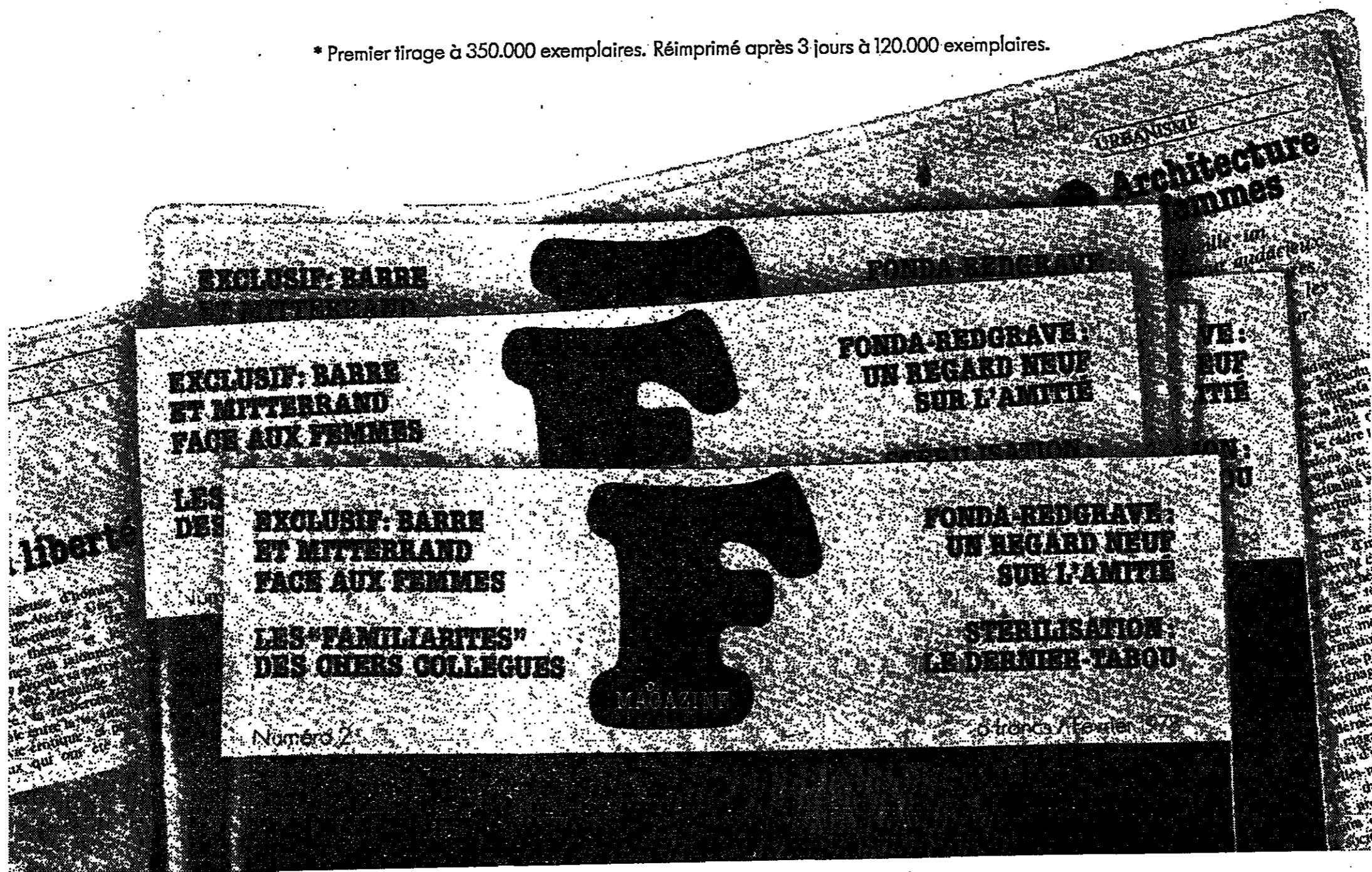
مكتبة الأصل

"F. magazine, le journal qui manquait aux femmes a été épuisé en 3 jours.*

NE MANQUEZ PAS LE N°2"

Claude Servan-Schreiber.
Benoîte Groult.

* Premier tirage à 350.000 exemplaires. Réimprimé après 3 jours à 120.000 exemplaires.



AFRIQUE

Tchad

Le général Malloum fait état d'un accord avec M. Hissène Habré

Le gouvernement du Tchad a annoncé, dimanche 5 février, qu'il avait conclu, le 22 janvier dernier, à Khartoum, un accord de cessez-le-feu avec le chef rebelle Hissène Habré. Commentant cet accord, le général Malloum, président de la République du Tchad, a affirmé que celui-ci « ouvre de nouvelles et larges perspectives vers l'unité nationale ».

Cependant, l'attaque déclenchée le 1^{er} février par des maquisards se poursuit contre le centre administratif de Faya-Largeau, où les troupes gouvernementales auraient dû abandonner quatre quartiers, l'aéroport et le centre de télécommunications. Par ailleurs, la ville de Fada, dans l'Ennedi, aurait été attaquée dimanche par des rebelles.

Enfin, l'incertitude règne toujours sur le sort des deux Européens dont l'enlèvement a été annoncé la semaine dernière et que le FROLINAT continue de dénoncer comme un acte de pur banditisme, dans lequel il rejette toute responsabilité.

Les dispositions de l'accord global conclu à Khartoum apparaissent d'ailleurs fort ambiguës. On voit très mal comment avec le seul concours de M. Hissène Habré le général Malloum, qui dispose pourtant de pouvoirs pratiquement illimités depuis qu'il a chassé le président Tombalbaye de la présidence, en mesure de constituer un gouvernement d'union nationale « avant deux mois ». Les autres dispositions de l'accord, dont l'élection d'une assemblée constituante, la réorganisation des forces armées — dont une partie s'est mutinée contre le gouvernement l'année dernière — l'amnistie générale des prisonniers politiques, semblent également constituer autant de vœux pieux.

Il est vrai que si le gouvernement de N'Djaména ne contrôle plus militairement la partie septentrionale du territoire tchadien et administre avec de plus en plus de difficulté l'ensemble du pays, la rébellion tchadienne reste, elle aussi, profondément divisée. On en verra la preuve dans le mystère persistant qui entoure le sort des deux Européens dont l'enlèvement a été annoncé la semaine dernière. On ignore toujours l'endroit précis où a eu lieu le rapt, quelle en est la date exacte et surtout quels en sont les auteurs. Les différentes tendances qui existent au sein du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) publient des communiqués contradictoires dans lesquels on ignore l'audience réelle de leurs auteurs.

EUROPE

Italie

Une proposition ambiguë de la démocratie chrétienne débloque la crise gouvernementale

Rome. — En proposant à ses partenaires une nouvelle formule politique qui est un chef-d'œuvre d'ambiguïté, la démocratie chrétienne vient de débloquer la crise gouvernementale en Italie. Le risque d'élections anticipées s'en trouve diminué. Mais on est encore loin de la constitution de cette majorité parlementaire déguisée que le parti gouvernemental évoque pudiquement en parlant d'un accord sur le programme.

De notre correspondant

Il y a quelques jours, un député démocrate-chrétien, M. Antonio Gava, avait paré d'un discours la situation « soit embrouillée », confiant — il y a quelques personnes dans les couloirs de la Chambre — à Giulio Andreotti, qui est entré en la matière, sans doute fait la même analyse. Sa proposition, adoptée vendredi 3 février par la direction unanime de la Démocratie chrétienne, est suffisamment équivoque pour rassurer tout le monde et permettre toutes les interprétations. Jamais poissin n'aurait été noyé avec autant de délicatesse.

Pour déchiffrer le texte, il faut le lire et le relire patiemment. La Démocratie chrétienne invite le président du conseil désigné à « poursuivre la tentative de définition d'un programme qui soit en mesure d'affronter l'actuelle situation d'urgence et qui soit garanti, dans son application concrète, par les six partis (constitutionnels) et par leur engagement précis à un soutien parlementaire ». Cela ne veut pas dire — mais les bergers sardes et les pêcheurs sillonneurs l'auront immédiatement compris — que la D.C. est « disponible pour une coalition de majorité politique dont le P.C.I. serait membre ».

Incompréhensible ? Pas pour la classe politique. Le quotidien du parti socialiste y voit « une éclaircie », tandis que l'Unità, organe officiel du P.C.I., affirme : « Il s'agit d'un accord, mais surtout d'un accord de ne pas enregistrer le fait nouveau. La D.C. a été contrainte de changer de position (...) et de prendre acte que la phase des observations est terminée. Ce nouveau pacte permet de débloquent les négociations », ajoute le journal communiste, en rappelant notamment « l'ambiguïté » de la proposition démocrate-chrétienne, ambiguïté qui « ne fait pas obstacle à une certaine solution, garanti, dans son application ».

La peur du bipartisme

Paradoxalement, toutes ces subtilités ne sont pas destinées aux hommes politiques entre eux, ils parlent clair — mais aux militants et aux électeurs. Le jeu est

trouvé diminué. Mais on est encore loin de la constitution de cette majorité parlementaire déguisée que le parti gouvernemental évoque pudiquement en parlant d'un accord sur le programme.

De notre correspondant

double : il s'agit de ne pas donner l'impression qu'on a cédé et d'attribuer à l'autre la responsabilité d'une éventuelle rupture. Or personne n'a vraiment intérêt à renvoyer les électeurs aux urnes pour la troisième fois en six ans.

Si le P.C.I. redoute une coupure du pays et des répercussions économiques éventuelles, les petits partis, eux, craignent pour leur existence même, car les suffrages risquent de se polariser sur les deux « grands ». Quant à la Démocratie chrétienne, elle n'aurait que faire d'un gain de quelques points : un bipartisme accentué la condamnerait à partager le pouvoir avec les communistes. En les acceptant dans la majorité aujourd'hui elle risquerait de les avoir demain au gouvernement.

Pour éviter les élections, il est théoriquement possible de constituer une majorité provisoire, sans la Démocratie chrétienne. Mais c'est la voie du compromis qui est la plus longue et d'ailleurs la seule à même d'éviter cinq référendums en suspens.

Les deux formules

Les communistes, qui ont renoncé à un gouvernement d'union nationale, exigent qu'on les admette au moins dans une majorité parlementaire. Socialistes, sociaux-démocrates et républicains les appellent, estimant que l'accord limité sur un programme gouvernemental a été établi en juillet 1977 avec le concours du P.C.I. est dépassé. La Démocratie chrétienne elle-même vient de le reconnaître pour la première fois. Mais elle refuse tout « accord politique » avec les communistes. La question-clé de cette crise est donc de savoir si on va passer de la « majorité de programme » à la majorité de fait.

On peut s'imaginer que les Italiens, naturellement enclins au compromis, butent sur un obstacle en apparence si futile. Quelle est la différence entre les deux formules ?

Une majorité explicite, disant que la Démocratie chrétienne nous reconnaît enfin le droit

DIPLOMATIE

LE CONFLIT DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

L'U.R.S.S. et le Yémen du Sud réaffirment leur identité de vues

De notre correspondant

Moscou. — A l'issue de la visite de M. Ali Nasser, premier ministre du Yémen du Sud, en Union soviétique, Moscou et Aden ont publié, le samedi 4 février, un communiqué commun dans lequel les deux parties se prononcent pour la « transformation du bassin de la mer Rouge et de l'Océan Indien en zone de paix, exemple de bases militaires étrangères ». Après avoir affirmé l'identité totale de leurs positions dans la lutte pour la paix, elles ont exprimé leur « vive préoccupation » devant le conflit somalo-éthiopien et « réprochent les manœuvres qu'il s'agit de se livrer les forces impérialistes pour s'engager dans les affaires intérieures des pays indépendants et semer la discorde entre eux, en cherchant à renverser les régimes progressistes révolutionnaires dans cette partie du monde ». Les signataires précisent « le règlement du conflit dans la corne de l'Afrique par la négociation, sur une base démocratique, dans un esprit de bon voisinage et de solidarité antimpérialiste ».

Le communiqué rappelle les positions traditionnelles de Moscou et de ses amis à propos du Proche-Orient, mais on estime généralement ici que les problèmes liés au conflit somalo-éthiopien ont tenu la plus grande place dans les conversations. M. Ali Nasser a été reçu par M. Brejnev, à la suite de nombreux entretiens avec M.M. Kosyguine, Gromyko et avec le maréchal Ouzinov, ministre soviétique de la Défense. La formule employée par l'agence Tass, selon laquelle les entretiens ont eu lieu dans une « atmosphère d'amitié, de franchise et de compréhension mutuelle » laisse à penser, dans la terminologie en usage ici, que les conversations ont pu être animées.

Cependant, le Yémen du Sud est un des meilleurs alliés de l'U.R.S.S. au Proche-Orient et l'un des rares pays arabes à soutenir l'Éthiopie contre la Somalie. Il joue un rôle stratégique de plus en plus important pour les Soviétiques, depuis que ceux-ci ont été

expulsés par Mogadiscio. Le dock flottant dont ils disposaient à Bebera se trouvait maintenant dans un port sud-yéménite.

A l'occasion de la visite de M. Ali Nasser à Moscou, l'U.R.S.S. et le Yémen du Sud ont signé un accord de coopération économique et technique. L'agence Tass met en valeur le « rôle important joué par l'aide de l'Union soviétique dans le renforcement de la capacité défensive » du Yémen du Sud.

D. V.

L'INDE ET L'IRAN VONT RENFORCER LEUR COOPÉRATION

Un communiqué commun iranien indien a été publié dimanche 5 février à New-Delhi à l'issue de la visite de quatre jours qu'a effectuée le souverain iranien en Inde (le Monde date 5-6 février). Ce séjour a été marqué par des manifestations étudiantes contre le chah et l'impératrice Farah, et plusieurs dizaines de personnes ont été interpellées. Le communiqué indique que les deux gouvernements ont l'intention de coopérer dans le domaine nucléaire, à des fins exclusivement pacifiques, car ils souhaitent un désarmement « complet et universel ». L'Iran a d'autre part offert à l'Inde des livraisons supplémentaires de pétrole brut, afin d'aider à la réalisation de projets économiques. Les deux pays vont développer leur coopération dans différents domaines.

Par ailleurs, au cours d'une conférence de presse, le chah s'est élevé contre les critiques de certains pays occidentaux sur la question des droits de l'homme en Iran. « Le jour où nous aurons acquis la cristallisation et où notre roi Cyrus le Grand a introduit une loi sur les droits, ces gens-là n'ont rien dit encore aux autres », a-t-il dit. (A.F.P., U.P.I., Reuters.)

Union soviétique

LES OBSERVATEURS MILITAIRES DE HUIT PAYS OCCIDENTAUX ASSISTENT A DES MANŒUVRES DE L'ARMÉE SOVIÉTIQUE

Moscou (U.P.I.). — Le ministre soviétique de la Défense a invité onze pays, dont huit pays d'Occident, à envoyer chacun deux observateurs militaires qui se déroulent en Sibirie de ce lundi 6 au vendredi 10 février.

C'est la première fois depuis la deuxième guerre mondiale qu'autant d'observateurs occidentaux à la fois peuvent assister à des manœuvres en U.R.S.S. L'an dernier, un général soviétique était présent à des manœuvres de l'OTAN en Allemagne fédérale.

Les onze pays invités sont les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Allemagne fédérale, l'Autriche, l'Allemagne de l'Est, la République tchèque et la Pologne. La France doit être représentée par son attaché des forces armées, qui avait déjà assisté, l'an dernier, à une démonstration de ses matériels par l'armée rouge.

Le chancelier Kreisky part pour Moscou dans l'après-midi du 6 février pour une « visite de travail » de quarante-huit heures. Il discutera principalement des problèmes économiques. L'Autriche dépend à 75 % de l'U.R.S.S. pour sa consommation d'énergie (pétrole, gaz naturel) et souhaite accroître ses exportations vers ce pays. — (A.F.P.)

Raymond POIDEVIN et Jacques BARIÉTY

Les relations franco-allemandes 1815-1975

100 ans d'histoire vue par deux spécialistes des relations franco-allemandes

ARMAND COLIN

ROBERT SOLE

Le « sommet » franco-allemand du quinzième anniversaire

MM. Giscard d'Estaing et Schmidt s'entrelient exclusivement des difficultés économiques

Le programme du trente et unième « sommet » régulier franco-allemand comporte : deux tête-à-tête Giscard d'Estaing-Schmidt, ce lundi après-midi 6 février et mardi matin, un entretien Barre-Schmidt ; une conversation à quatre entre MM. Giscard d'Estaing, Barre, Schmidt et le vice-chancelier Genscher ; des entretiens entre les ministres des affaires étrangères, de la justice, de l'agriculture, de la recherche, de l'éducation et de la culture (ces deux dernières fonctions étant actuellement exercées en Allemagne par le bourgmestre de Berlin-Ouest, M. Stöbbe).

Ce quinzième anniversaire du traité franco-allemand (22 janvier 1963) ne brille pas d'un éclat particulier. Les incertitudes politiques en France, la persistance de la crise économique, la stagnation de la construction européenne, ne prêtent ni aux grandes décisions ni aux grandes célébrations. Après les entretiens de MM. Mitterrand et Brandt, vendredi, le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt, mettent cependant en évidence la permanence de l'entente franco-allemande. Voulu par ses promoteurs — le général de Gaulle et le chancelier Adenauer — comme le fondement de toute union européenne, elle ne souffre plus aucune suspicion et s'est imposée à tous les espoirs. Les deux seuls inscrites au palmarès européen.

Les fluctuations monétaires — dramatisées par la chute du franc — et les difficultés économiques occidentales restent au premier rang des préoccupations du président de la République et du chancelier.

Après le « sommet » de février 1977, Giscard d'Estaing avait déclaré que les deux gouvernements voulaient intensifier leur coopération en matière de politique économique à court terme, réfléchir aux propositions qui pourraient être faites au Conseil européen de la fin de l'année « pour mieux harmoniser » les politiques économiques des deux États de la Communauté et « représenter la marche en avant vers l'union économique et monétaire ».

Un groupe de coordination économique se réunit périodiquement. Il est présidé par M. de la Genière, sous-gouverneur de la Banque de France, et par M. Schlecht, secrétaire d'État à l'économie de l'Allemagne fédérale. Selon une personnalité allemande, son bilan est nettement

positif : « Nous n'en sommes plus à l'échange d'informations mais à de véritables consultations, chacun ne prenant plus de décision économique qu'en pleine connaissance des effets qu'elle peut avoir chez son partenaire ». Le Conseil européen de décembre dernier est cependant passé sans que Bonn et Paris fassent des propositions annoncées il y a un an. Il est désormais prévu qu'elles seront faites au Conseil européen de Copenhague en avril, c'est-à-dire après les élections françaises.

La lutte contre la violence

Les entretiens « au sommet » et entre les divers ministres porteront sur tous les problèmes d'actualité, qui pour la plupart ne touchent pas à de sérieuses divergences entre Paris et Bonn : problèmes judiciaires européens et lutte contre la violence, politique agricole commune, siège du Parlement européen, diffusion de la sidérurgie, relations commerciales euro-japonaises, relations Est-Ouest, conférence de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe, négociations américano-soviétiques sur la limitation des armements stratégiques, nouvelles propositions françaises pour le désarmement, situation en Afrique et au Proche-Orient, construction aéronautique (notamment construction d'un moyen-courrier européen de cent cinquante à deux cents places), état du projet spatial européen Ariane, problèmes énergétiques (pétrole, charbonnier et nucléaire), etc.

Il est vraisemblable que la non-prolifération sera également évoquée comme elle l'a été au dernier « sommet » franco-allemand, en juin, à Bonn. Si l'Allemagne fédérale a déjà décidé comme la France de ne plus exporter d'installations sensibles (usines de traitement de l'uranium enrichi), elle n'a pas indiqué si elle modifierait son contrat déjà conclu avec le Brésil pour qu'il ne comporte plus de risque de prolifération.

MAURICE DELARUE

LES TRAVAUX DU COMITÉ SPÉCIAL DE L'ONU

L'interdiction de la prise d'otages peut-elle être sélective ?

De notre correspondante

Genève. — Un comité spécial de trente-quatre membres créé par l'Assemblée générale des Nations unies à l'initiative de la République fédérale allemande se réunit au Palais des Nations, à Genève, du 6 au 24 février, pour élaborer une convention internationale contre la prise d'otages. On ne nourrit à Genève que de faibles espoirs de voir les travaux de ce comité aboutir, étant donnée la politisation à outrance par la majorité en exercice, automatique qui, désormais, prévaut aux Nations unies.

C'est ainsi, par exemple, que la Libye, pays fortement soupçonné d'être le principal fournisseur de l'air, demande que la définition du terme otage s'étende aux « populations vivant sous la domination coloniale, raciste et étrangère ». Le Royaume-Uni s'est opposé à cette définition. Plusieurs délégations, notamment celle du groupe africain, ont proposé que les mouvements de libération reconnus par l'O.N.U. soient dans le cadre de leur lutte, spécifiquement exemptés de l'interdiction de prendre des otages.

La plupart des observateurs internationaux estiment que ce point de vue constitue la négation même de l'esprit humanitaire qui a présidé à l'adoption des conventions de Genève, auxquelles ont adhéré les États membres du comité. Les États-Unis et le Mexique font remarquer que les pays ont ratifié le protocole complémentaire à ces conventions adopté le 8 juin dernier, sont censés avoir accepté l'interdiction de la prise d'otages dans tous les cas, y compris dans les pays où se poursuit une lutte de libération nationale. L'Algérie, l'Égypte, la Tanzanie et l'U.R.S.S. ont pour leur part proposé que la Convention renonce à l'examen des autres clauses du projet de convention jusqu'à ce que ce point essentiel soit résolu. Mais, pour les délégations occidentales, l'absence d'accord sur un seul point ne devrait pas bloquer les travaux du comité.

Un autre point va soulever des discussions ardues : la France, le Nicaragua et les Pays-Bas s'opposent à la proposition de la R.F.A. qui prévoit des peines sévères pour les auteurs de prises

d'otages. Ils estiment que cette disposition risquerait de priver les autorités responsables de la soumission des renseignements nécessaires aux négociations avec les preneurs d'otages. La France propose même d'étudier des dispositions permettant d'atténuer les peines dans les cas où les otages seraient libérés volontairement et défend l'idée selon laquelle les États qui ne recevraient pas de demande d'extradition d'un criminel arrêté sur leur territoire ne seraient pas obligés de le traduire en justice. Ce point de vue a déjà suscité de nombreuses objections. Un magistrat, M. de Goutte, représente la France à ce comité spécial.

ISABELLE VICHNIAC.

M. ROBERT McCLOSKEY A ÉTÉ NOMMÉ AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS EN GRECE, en remplacement de M. Jack Wulfsberg.

M. McCloskey, cinquante-six ans, actuellement ambassadeur aux Pays-Bas, a représenté son pays à Chypre en 1973 et 1974. Il avait auparavant été pendant cinq ans le porte-parole du département d'État. Il fut par la suite secrétaire d'État adjoint chargé des relations avec le congrès. — (A.F.P.)

Aimé GROSSER et Henri MENUDIER

La vie politique en Allemagne Fédérale

Comment l'Allemagne fédérale est-elle parvenue à un équilibre entre les pouvoirs politique, économique et social.

ARMAND COLIN

A MAJORITÉ EN

Raymond Barre : vous à vos préoccupations dans une société de M.

FRANCO GRATUIT

Achetez Au prix Payez

مكتبة من الأص

politique

LA MAJORITÉ ET L'OPPOSITION DIALOGUENT AVEC LES CADRES

Deux colloques intéressants les cadres ont eu lieu samedi 4 février au Palais des congrès à Paris, porte Maillot. Le premier, organisé par

« Socialisme et entreprises », a réuni environ trois cents cadres proches du parti socialiste. Il a été marqué par une intervention de M. François Mitterrand.

Le second illustrait le congrès national de l'ETHIC (Entreprises de taille humaine, industrielles et commerciales), et avait pour thème « Face à face les cadres et les patrons ».

M. Raymond Barre : vous trouverez les réponses à vos préoccupations dans une société de liberté et de justice

C'est avec un plaisir sincère, semble-t-il, que M. Raymond Barre a accepté de clore ce congrès de l'ETHIC qui avait mis face à face des cadres d'entreprises et des représentants de la Confédération générale des cadres ainsi que de nombreux cadres. Rien d'étonnant à cela. Comme M. Yvon Gattaz, président de la Confédération générale des cadres, les mille cinq cents cadres d'entreprises adhérents de son mouvement (ils étaient que vingt-cinq il y a deux ans) qui ne sont « ni des quémanteurs, ni des demandeurs de soutien ou de crédits, ont toujours soutenu l'action économique » du premier ministre et « ont fait le bon choix » plus proches qu'ils ne se sentent des « tenants réels du bon sens ». Tout au plus se « montrent-ils inquiets d'une « politique industrielle trop délicate » et réclament-ils « la liberté d'entreprendre, la liberté des prix, la liberté de l'emploi, la liberté de l'investissement ».

M. Raymond Barre, qui s'est déclaré « convaincu du rôle des entreprises à taille humaine, instrument irremplaçable de dialogue », a même versé une nouvelle pièce à son « dossier de support du capitalisme » en affirmant fermement qu'il faut à la France « des entreprises saines qui fassent des profits — le mot est lâché — car sans profit il n'y a pas d'investissement, pas d'emploi, pas de compétition internationale ».

Quant aux cadres, qui « ont été parmi les plus grands acteurs de la mutation de ces dernières décennies », ils trouveront des réponses à leurs préoccupations — M. Barre préfère ce mot à celui de « malaise » — dans la « société de liberté et de justice » à laquelle le gouvernement est attaché.

Puis M. Barre a présenté une vibrante défense de l'administration, qui « avec ses défauts, ses travers, est la meilleure du monde ». Le premier ministre a répondu admettant que « l'administration tutélaire doit devenir un organe de conseil et de protection contre certaines situations exceptionnelles, mais non pas un organe assumant certaines responsabilités à la place des autres » et que l'Etat doit « cesser d'être un acteur privilégié au sein de

M. Mitterrand : vous détenez les clés du changement

S'adressant aux cadres invités par Socialisme et entreprises (1), M. François Mitterrand a analysé d'abord l'évolution du capital au cours de ces deux cents dernières années. « Au capital foncier, explique-t-il, a succédé le capital industriel, puis le capital bancaire. Après cet historique, le premier secrétaire du parti socialiste pose cette question : « Pourquoi, aujourd'hui, les cadres sont-ils toujours absents du débat politique ? » La réponse qu'il entend toujours formuler autour de lui — il cite son expérience municipale — c'est : « Nous n'avons pas le temps ».

« Votre vie, dit-il à son auditoire, est confondue par votre travail. Par le sens de vos responsabilités. Vous consacrez à votre métier beaucoup plus d'heures qu'il n'est légal. Vous êtes épuisés par le temps, quand vous avez besoin d'exister par vous-mêmes ».

Vous êtes, poursuit-il en substance, les maîtres des ressorts de l'entreprise de par votre compétence, mais vous êtes aussi soumis « à la vieille conception du capital qui fait que les uns décident et tranchent, seuls informés, et que les autres exécutent ».

M. François Mitterrand met en opposition « la classe dirigeante qui possède » et les cadres qui sont en quelque sorte à cheval

L'entreprise n'est pas « votre chose »

Pourtant, souligne-t-il à plusieurs reprises, vous devez comprendre que vous détenez les clés du changement. La masse des travailleurs est prête à faire bloc avec vous. Prenez conscience que votre dignité humaine et votre réalité sociale ne sont pas mieux traitées que celles du communisme. Vous considérez que l'entreprise est « votre chose ». Elle ne l'est pas. Je me souviens de cette réflexion de mon père, chef de gare en retraite (2) peu avant qu'il vécût toute sa vie en pensant que la campagne m'appartenait.

« Il n'est pas normal, assure M. François Mitterrand, que les cadres soient aussi peu représentés dans les assemblées élues, qu'ils participent aussi peu à la gestion des affaires publiques. » Concluant

sur une note plus politique, voire plus électoraliste, en se défendant toutefois de « chercher à flatter », le leader de l'opposition déclare : « Il faut que le cadre, dont le savoir et la technique sont irremplaçables, ait part entière dans l'entreprise, au lieu d'être sans arrêt coincé entre la classe dirigeante et les travailleurs. Le moment est venu pour lui d'engager avec les partis de gauche le débat sur ses revendications socio-professionnelles, sans faux-semblant, à l'heure du vote. Il est temps de mettre au net, au-delà de la confusion qu'entraînent souvent le pouvoir, l'ensemble du contentieux ».

Ce « forum-remarque », selon la formule de Socialisme et entreprises, qui a eu pour thème général « Les cadres et la société », a réuni, samedi matin, c. q. commissions de travail, et a été aussi marqué, l'après-midi, par les interventions de responsables du parti socialiste, M. Pierre Uri, Lionel Jospin, Gilles Martinet, Louis Mexandreau et Jacques Delors.

(1) Socialisme et Entreprises, 25, rue du Louvre, Paris-1^{er}, déclare quatre cents adhérents et mille cinq cents sympathisants.
(2) Joseph Mitterrand avait été agent de la compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans, puis industriel et président de la Fédération des syndicats des fabricants de vinaigre de France.

AVEC NOUS !

Hasard ou préméditation ? L'ETHIC pêche pour la coïncidence... Au demeurant, peu importe. Tout était fait pour donner l'impression de réunion électorale spécifique. Le « cadre » égaré au Centre International de Paris pouvait au choix diriger ses pas vers l'immense salle des concerts où aucune fausse note ne troublerait la prestation du premier ministre ou démocratiquement emprunter l'escalator pour aller dans la « salle bleue » où aucun nuage n'assombrirait le rayonnement de M. François Mitterrand.

Le poids relatif de ces deux assistances, 2500 d'un côté, 300 de l'autre, n'indiquent-ils pas d'ores et déjà de quel côté penchent les cadres ? Le premier secrétaire du parti socialiste ne s'y est d'ailleurs pas trompé qu'il a déclaré que « nombreux étaient encore les cadres qui s'opposaient les vieux réflexes de la classe dirigeante ». Il fut écouté dans un silence respectueux et longuement applaudi.

Quant à M. Raymond Barre, tout au long du discours de M. Yvon Gattaz, il manifestait

son contentement et son approbation des propos tenus en hochant la tête, en souriant, et même en applaudissant.

Il aurait sans doute été plus excitant, plus riche de surprises, d'inverser les deux auditoires, voire de les réunir ainsi que leurs orateurs.

Mais rassemblés sous le même toit au même moment, les « cadres » politiquement séparés ne se sont pas rencontrés et, s'ils se sont croisés, pas reconnus...

JOSÉE DOYERE.

Vigoureuse attaque de M. Ceyrac contre le programme commun

Dans une interview accordée à l'A.F.P., le 5 février, M. François Ceyrac, président du Conseil national du patronat français, s'est livré à une vigoureuse attaque contre le programme commun.

« Notre opposition au programme commun, affirme M. Ceyrac, n'est dictée par aucun sectarisme ni par aucun a priori politique. L'appartenance des hommes à tel ou tel parti nous importe peu. C'est leur programme économique qui compte pour nous ».

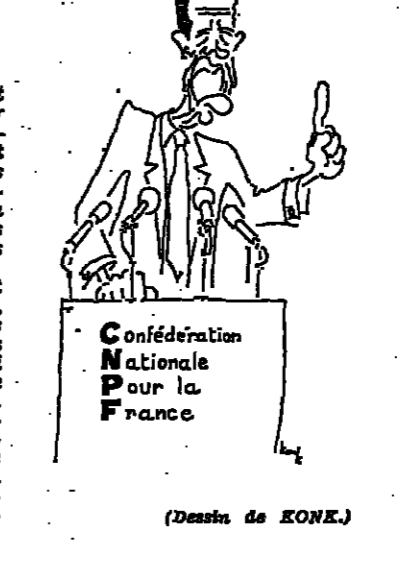
« Ce programme commun constitue une formidable menace pour les entreprises et pour l'économie tout entière. »

« L'engrenage »

« Il veut développer, quasiment sans frein, un troisième secteur public en nationalisant des centaines d'entreprises. Il veut contraindre les autres entreprises à dépendre entièrement du crédit devenu monopole d'Etat, en augmentant massivement leurs charges et en bloquant leurs prix ».

« Les entreprises, petites et moyennes, ajoute M. Ceyrac, seraient les premières victimes de cet engrenage, malgré les paroles légalisantes dispensées ici ou là. Les partisans du programme commun s'en rendent et bien compte qu'ils croient devoir annoncer des maintenant des mesures de sauvetage. Mais les textes du programme commun sont là et on nous affirme chaque jour qu'ils seront appliqués ».

Après avoir rappelé les efforts concentrés par les entreprises françaises pour améliorer leur place sur les marchés extérieurs, M. Ceyrac conclut : « Tout espoir de progrès devrait être abandonné et ce qui a été acquis serait mis en cause — dans un régime économique qui accablait de charges les entreprises françaises et les priverait systématiquement de leur liberté ».



(Dessin de KONE.)

Chorus

Ceux qui avaient cru discerner dans le silence — tout relatif — observé par le C.N.P.F. depuis le mois de septembre un changement d'attitude « politique » seront déçus. M. Ceyrac, par exemple, a déclaré qu'il a fait dimanche soir son tout point semblables aux propos qu'il avait tenus le lendemain des élections municipales.

L'organisation patronale campe sur ses positions : l'ennemi numéro un reste le programme commun. Certes, la rupture intervenant au sein de la gauche en septembre dernier avait soulevé quelques espoirs avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie. Toutefois, il était alors apparu plus habile de changer de ton et de mettre l'accent sur les problèmes économiques à long terme plutôt que sur les échéances électorales. Il s'agissait alors de réserver des possibilités de négociation qui auraient pu s'offrir avec les socialistes s'ils avaient accepté d'annuler le programme honni.

Ces espoirs, au demeurant tenus, ont été déçus. Les sondages apportent, semaine après semaine, le signe que la gauche continue d'avoir le vent

en poupe, et les socialistes ont affirmé à maintes reprises que le programme commun de 1972, et notamment les nationalisations qui y sont prévues, sera mis en œuvre en cas de victoire de la gauche.

Dès lors, l'heure n'est plus aux supputations de salons, mais au combat. M. Ceyrac fait « chorus » avec les tenants de la majorité pour dénoncer « le marasme redoutable » que fait, selon lui, peser le programme commun sur l'économie française. Le but est clair : il s'agit d'influer sur la traction motorisée de l'électorat de gauche.

M. Ceyrac aura-t-il plus de poids que M. Barre ou M. Giscard d'Estaing ? On peut en douter. Reste que, c. i. intervenant sur ce ton à cinq semaines de la consultation, le président du C.N.P.F. prend un risque en dépit de ses protestations d'apaisement : celui d'accroître l'idée déjà largement répandue dans l'opinion que les chefs d'entreprise ont totalement partie liée avec la majorité sortante, alors même que cette majorité est l'objet d'un phénomène de rejet.

Ph. L.

ion de la prise de dat...
elle être selective?

FRANCHISE GRATUITE

**Achetez tout de suite.
Au prix d'aujourd'hui.
Payez à la livraison.**

Le Garibaldi, un programme de qualité : à l'Orée du 15^{ème} arrondissement, à 300 m de l'Unesco, à 500 m de l'Ecole Militaire, au pied du métro Cambronne, une architecture originale, élégante, soignée, d'excellentes prestations.

Ce qui est nouveau : un paiement très avantageux. Vous ne versez que 20 % maintenant et vous ne paierez le reste qu'au jour de votre installation (fin 78). Cette franchise gratuite vous évitera de cumuler un loyer et le remboursement d'un prêt, ou bien vous permettra de revendre tranquillement votre appartement actuel.

Le prix moyen au m² : 7.200 F. C'est un prix ferme et définitif pour toute réservation effectuée avant le 28 février 1978.

Pour parler de ce financement exceptionnel, venez nous voir tous les jours de 14 h à 19 h, et le week-end de 10 h à 19 h (tél. 723.06.78) ou appelez la Gefic 4, place d'Iéna (tél. 723.78.78).

LE GARIBALDI

Du nouveau dans le 15^e

16, boulevard Garibaldi. Paris 15^e.

REALISATION SEPIMO

La vie politique Allemande Fédérale

Aucun autre état d'Amérique n'offre autant d'avantages financiers que New York.

S'implanter en terre étrangère est une affaire sérieuse. Nous voulons vous montrer que l'Etat de New York peut vous permettre de réaliser la meilleure implantation jamais effectuée par votre entreprise.

Des avantages fiscaux quasi uniques.

Parmi toutes les questions à considérer, la plus importante est celle de la rentabilité.

Dans l'Etat de New York, pour la plupart des sociétés, l'impôt sur le revenu est calculé sur le seul revenu net. Une entreprise n'est taxée que sur ses profits. Vous ne paierez donc d'impôt que si vous faites des bénéfices.

Et l'Etat de New York ne taxe pas les sociétés sur les biens mobiliers tels que machines, équipements et stocks. Le Connecticut et le New Jersey, de même que 44 autres états, pratiquent l'imposition de certains biens mobiliers.

En outre, l'Etat de New York autorise les sociétés présentes dans plusieurs états à tenir compte, pour l'imputation de leurs recettes, de la répartition géographique de leurs ventes, si bien que seules sont taxées les recettes provenant des ventes réalisées dans l'Etat de New York.

Les avantages financiers de New York: une excellente raison pour vous y installer.

Aucun autre état n'offre autant d'avantages que New York.

A New York, votre société peut obtenir des crédits d'impôt sur l'embauche de personnel, sur le contrôle de la pollution, sur les investissements; des exemptions d'impôts fonciers locaux; davantage encore.

Et à New York, les matières premières utilisées pour la fabrication ne sont pas taxées, alors qu'elles le sont dans de nombreux autres états. Nous accordons même des exemptions d'impôt pour les matières premières qui sont utilisées dans le processus de fabrication mais qui ne sont pas intégrées au produit fini.

Mais à New York, l'aide aux entreprises n'est pas seulement constituée d'avantages fiscaux. Nous contribuons à la formation du personnel. Pour un programme de formation, la moitié du salaire des nouveaux employés d'une société peut être financée par l'état.

Et vous constaterez qu'à New York, le personnel est extrêmement stable et productif. Sur les 10 principaux états industriels, New York se place en troisième position pour le taux de productivité par individu.

Entre 1966 et 1975, les arrêts de travail à New York ont été inférieurs à la moyenne nationale des Etats-Unis et à celle des 10 principaux états industriels.

	New York	New Jersey	Connecticut	Pennsylvanie	Caroline du Sud	Georgia	Virginie
Exemption d'impôt sur les Sociétés	✓		✓				
Exemption d'impôts Indirects	✓						
Exemption d'impôt pour l'Amélioration du Terrain ou du Capital	✓	✓			✓		✓
Exemption d'impôt sur les Equipements ou les Machines	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Exemption d'impôt sur les Stocks pour les Marchandises en Transit	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Exemption d'impôt sur les Stocks des Fabricants	✓	✓		✓	✓	✓	
Exemption d'impôt sur les Ventes et l'Utilisation de Nouveaux Equipements	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Exemption d'impôt sur les Matières Premières servant à la Fabrication	✓		✓	✓	✓	✓	✓
Exemption d'impôt pour Encourager la Recherche et le Développement	✓			✓	✓		
Dépréciation Accélérée des Equipements Industriels		✓				✓	✓
TOTAL	9	6	5	6	7	5	5

Nous vous prouverons noir sur blanc notre supériorité.

Nous ne nous contentons pas de vous parler de l'intérêt que présenterait pour votre firme une implantation à New York. Nous voulons vous le prouver.

Sur votre demande, nous établirons confidentiellement une étude fiscale comparative pour votre entreprise entre l'Etat de New York et n'importe quel autre état.

Les conclusions de ces études, effectuées pour de nombreuses sociétés l'an dernier, se sont révélées favorables à l'Etat de New York dans 88% des cas, ce qui est un résultat particulièrement éloquent.

Nous vous offrons l'une des capitales financières du monde: New York.

Il n'y a au monde aucune ville comme New York. Et cette ville est située dans l'Etat de New York.

New York est la capitale financière de l'Amérique. On y trouve le plus grand marché monétaire du monde, avec une infrastructure et des moyens de communication à sa mesure.

Nulle ville américaine n'abrite autant de banques internationales: deux cent trente-trois, représentant soixante-cinq pays.

De plus, sur les quatre cent cinquante entreprises cotées à la bourse de New York, trois cents ont leur siège social dans cette ville.

Enfin, tous les services, financiers ou autres, dont votre entreprise peut avoir besoin en Amérique sont à votre disposition à New York.

Deux livres gratuits qui vous expliquent comment tirer profit d'une implantation à New York.

Nous ne pouvons, en si peu de place, vous dire tout ce qu'il vous faut savoir sur l'Etat de New York.

Aussi avons-nous édité récemment deux livres destinés à vous renseigner plus en détail: "How To Do Business In New York State" et "Why It Pays To Do Business In New York State".

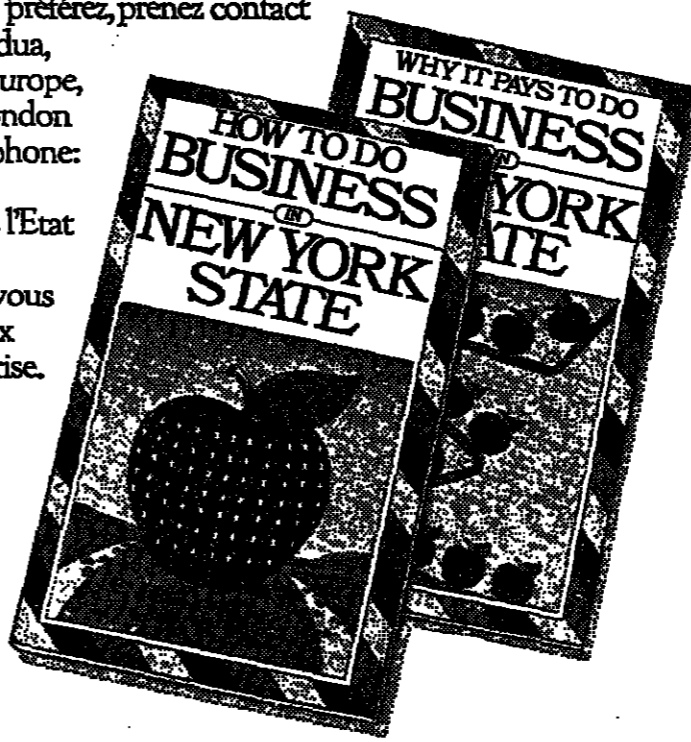
Pour recevoir ces livres, ou pour faire établir une étude fiscale comparative confidentielle, écrivez au Gouverneur Hugh Carey, State Capitol, Albany, New York 12224, ou prenez contact avec John Dyson, Commissioner of Commerce, 99 Washington Avenue, Albany, New York 12245. Pour aller plus vite, appelez-le directement au (518) 474-4100.

Ou, si vous préférez, prenez contact

avec Carlos Basaldua, Directeur pour l'Europe, 25 Haymarket, London SW1Y 4EN. Téléphone: 01-839 5070.

Venez dans l'Etat de New York.

Nulle part vous ne trouverez mieux pour votre entreprise.



ETAT DE NEW YORK

-Tribune du 12 mars
La « révolution de 78 »

Expenditure per capita

POLITIQUE

LE DÉBAT SUR LES INSTITUTIONS

Les malaises électoraux

par ALFRED GROSSER

Non, on n'est pas revenu à la République. Ce sont de nouvelles variantes de la V^e qui se mettent en place, avec tant d'incertitudes et de subtilités que les élections se dérouleront dans un malaise général.

La pièce maîtresse de la V^e, c'est l'élection du président de la République au suffrage universel. Pour deux raisons. D'une part, les électeurs ont constaté avec soulagement qu'on les invitait à choisir enfin le détenteur du pouvoir, alors que, sous les deux Républiques précédentes, ils devaient donner leur délégué à un parti, celui-ci disposant ensuite de leurs voix pour entrer pendant quatre ou cinq années dans les combinaisons les plus contradictoires. Le dernier vote, le 2 janvier 1965, avait été particulièrement significatif : cet égard, puisque déjà le premier gouvernement, celui de Guy Mollet, ne correspondait pas au clivage électoral central.

D'autre part, pour le général de Gaulle, il existait deux légitimités électorales. La première de la République devait incarner la France dans son unité et dans son ambition, l'Assemblée nationale représentant les Français dans leurs divisions et dans leurs intérêts particuliers. Pendant longtemps, les difficultés d'une telle vision n'apparaissent pas parce que le groupe parlementaire délégué n'emanait pas d'un parti normal c'est-à-dire disposant d'une volonté propre. Son but premier était de soutenir le président : « Nous avons vécu, allait écrire la Nation, en 1974, pendant seize ans dans un système dont le savoir était le président de la République et nous l'astre mort. » Dans ce sens, c'est M. Jacques Chirac qui a mis en lumière la faiblesse du système en confirmant la vocation du parti gaulliste à avoir une volonté propre, au lieu de le ramener à l'état d'astre mort, comme il en avait été chargé par l'homme qu'il avait fait accéder à l'Elysée.

Mais la transformation du régime vers l'équivalence des deux légitimités, celle de l'élection présidentielle et celle des législatives, est bien antérieure. Déjà, le président Pompidou a reconnu l'équivalence quand il a proposé de ramener le mandat présidentiel à cinq ans pour qu'il n'y ait pas trop d'écart dans le temps entre les deux expressions de la souveraineté populaire. On pourrait même dire que la première élection présidentielle, celle de 1965, ne correspondait déjà pas au schéma, puisque le second tour comportait bel et bien un choix politique et non plus la ratification plébiscitaire d'une personification de l'intérêt national.

Le moment décisif, ce fut cependant le choix arraché par Georges Pompidou au général de Gaulle en 1968 : la légitimité serait confirmée non par un référendum, mais par des élections législatives. La dissolution et non la question de confiance directe. Comment, après cela, tenir un autre langage que celui de l'actuel président à Verdun-sur-le-Doubs, reconnaissant que le pouvoir naissait légitimement des élections du 19 mars ?

Mais comment conserver alors le pouvoir présidentiel ? La réponse a dû déconcerter plus d'un électeur : en commençant par y renoncer, tout en demeurant à l'Elysée. En principe pour faire la démonstration que la politique économique de la gauche du programme commun amène des catastrophes. En réalité aussi, et sans doute surtout, pour que les divisions de la gauche se manifestent pleinement, ce qui montrerait que les législatives ne constituent toujours pas un choix à l'anglaise pour ou contre un gouvernement précis et unitaire, et qu'elles ne prennent pleinement leur sens que par rapport à la notion de majorité présidentielle. Et si la gauche est battue le 19 mars, ce sera au nom du « bon choix » défini par le président.

Le 19 et non le 12 : parmi les possibilités, celle d'un total de gauche supérieur à 50 % suivi d'une défaite n'est pas la plus invraisemblable. Pas seulement à cause des fameuses inégalités de représentation dues aux découpages des circonscriptions. Bien davantage à cause du paradoxe actuel qui rend la victoire du 12 mars d'autant plus probable que la division entre les futurs vainqueurs est plus nette : les électeurs confortés dans leur choix pour le P.S., ou fraîchement amenés à lui parce qu'il apparaît indépendant face au P.C., sont les plus susceptibles de donner leur voix le 19 au candidat de la majorité et non au candidat survivant de la gauche s'il est communiste. Ils auront alors exprimé une hiérarchie des préférences partiellement légitime, mais aussi montré que les législatives ne se réduisent pas à un choix simple.

Et il en est ainsi non pas tellement à cause du système institutionnel ni de la loi électorale qu'à

cause de la difficile situation du parti socialiste en présence du fort parti communiste. On ne peut se passer de lui sans cesser de pouvoir se dire socialiste. On ne peut pleinement se fier à lui sans être dominé par lui. A cet égard, il faut rapprocher deux dates — juin 1965 et septembre 1977. La « grande légalisation » échoue parce que la S.F.I.O. de Guy Mollet et de Gaston Defferre ne peut accepter l'exigence du M.R.P. de Jean Lecanuet de faire disparaître, pour l'alliance à créer, le mot socialiste. Le P.S. de François Mitterrand et de Gaston Defferre ne peut accepter de se laisser imposer par le P.C. les règles d'application du programme commun. L'issue possible, c'est d'avoir une force électorale suffisante pour que tous les autres soient absolument besoin de vous. Mais, même dans ce cas, on va au-devant de marchandages

difficiles plutôt que d'une action gouvernementale clairement définie.

Au malaise sur le fonctionnement du régime et au malaise sur la mécanique des majorités et des alliances viendra s'ajouter peut-être un malaise qui naîtra de la combinaison des deux autres. A supposer que la gauche l'emporte et que François Mitterrand s'installe à Matignon, qui parlera au nom de la France au « sommet » européen prévu pour avril ? Le texte constitutionnel ne dit rien. La même formulation a fait négocier le traité de Versailles par Clemenceau. Poincaré restait à l'écart et, de Gaulle ayant créé un autre précédent, a rendu évident pour les Français que la politique étrangère appartenait au président. Si Valéry Giscard d'Estaing s'efface, on voit mal comment le

président retrouverait ultérieurement son monopole. S'il ne s'efface pas, comment la majorité parlementaire pourrait-elle ne pas demander au gouvernement de réagir, même si la politique extérieure qu'elle accepte, notamment l'alliance atlantique, qui éviterait à Georges Marchais le sort d'Alexandre Dubcek, n'est pas terriblement différente de la politique actuelle ? L'ensemble des incertitudes risque de créer des remous institutionnels tels que la crédibilité et la légitimité de toutes les institutions en sera affectée. D'où le dernier malaise qu'on peut éprouver : la période dans laquelle nous entrons ne verra-t-elle pas, une fois passées les agréables excitations de la campagne électorale, nombre de Français se rapprocher de tous ceux qui leur disent que les élections n'ont aucun sens, que les procédures légales sont des tromperies et que c'est par des violences de toutes sortes qu'il faut conquérir les changements sociaux ?

LE PREMIER MINISTRE : je suis pour l'alternance, mais...

M. Raymond Barre a déclaré, samedi 4 février, à Lyon : « Je n'ai qu'un regret, c'est que tous ceux qui se disent partisans du programme commun n'en fassent pas l'expérience pendant six mois. Si j'étais sûr que l'on pourrait éviter la boule de neige, alors je dirais : « Une bonne leçon pendant six mois, ça leur ferait un bien immense. (...) Je suis pour l'alternance, mais je suis pour une alternance pour des gens raisonnables, parce que je ne crois pas que des hommes responsables et raisonnables aient la possibilité de proposer le programme commun. »

M. Didier Bariani, secrétaire général du parti radical, candidat de l'Union pour la démocratie française dans la trentième circonscription de Paris, estime « que la polémique entre socialistes et communistes à propos de la venue de M. François Mitterrand dans le cinquième arrondissement (le Monde du 4 février) paraît singulièrement indécente, car elle implique, de la part des communistes, une prétention arrogante à tenir pour définitive et perpétuelle l'occupation d'un siège législatif. »

M. GUÉNA : la Constitution, c'est la pratique constitutionnelle.

M. Yves Guéna, délégué politique du R.P.R., a déclaré, samedi 4 février, à Antenne 2, à propos de la création de l'Union pour la Démocratie française : « Nous déplorons cette manœuvre, mais nous ne souhaitons pas en parler davantage. Ces discussions d'état-major sont aujourd'hui dépassées. Il faut maintenant se porter sur le terrain. »

Il a ajouté : « L'économie française n'est pas dans une situation excellente. Il faut une politique sensiblement différente de l'actuelle pour sortir de la crise. »

A propos du rôle du président de la République, M. Guéna a indiqué : « Pour moi, la Constitution, c'est la pratique constitutionnelle. Tous les Français savent quel est le rôle prééminent du président de la République. Il y a dans notre Constitution un germe de conflit à terme entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire. Mais la démocratie c'est le conflit et l'essentiel est que les crises ne se produisent pas trop fréquemment. »

LE NOUVEL observateur / sondage

Pour les Français le « Bon choix »
Est-ce le « Bon choix » de Giscard ?

D'après un sondage exclusif effectué pour le NOUVEL OBSERVATEUR, le discours de Verdun n'a pas changé les intentions de vote des Français. La majorité stagne envers et contre tout à 45% au premier tour, et une simulation de vote, au deuxième tour, révèle dans cette même enquête un avantage de 19 sièges pour la gauche, soit 255 contre 236 pour la droite.

La partie sera serrée.

Elle va se jouer à quelques voix près.

Aujourd'hui, une question se pose : si près de la victoire, la gauche peut-elle encore perdre ?

Cette semaine dans Le Nouvel Observateur :

CE QUI POURRAIT EMPECHER LA GAUCHE DE GAGNER.



CETTE SEMAINE UN GRAND DOSSIER DU
NOUVEL
observateur
UN NUMÉRO À NE PAS MANQUER.

Le Monde

Société

UNE MALADE MENTALE « RETENUE » PENDANT 50 ANS Le serment de la vieille dame

De notre envoyé spécial

Béthune. — Une femme de soixante-dix ans, Mlle Madeleine Delton, décédée mardi 31 janvier, à Béthune (Pas-de-Calais), est restée près de cinquante ans recluse dans la maison de sa sœur Marie-Louise, soixante-douze ans. Sa famille avait pris en 1934, la décision de soigner Madeleine Delton, malade mentale, à domicile. Celle-ci n'avait pas quitté sa chambre depuis cette date.

Madeleine Delton. Masque blanc, brisée par sa résistance tragique et bouffonnée aux lois de ce temps, la vieille femme dort dans la chambre Sainte-Monique du service de médecine générale de l'hôpital de Béthune, au milieu de ce commun des malades qu'elle a refusé durant un demi-siècle. Incompréhensible et incompréhensible.

Des familles entourent d'autres vieilles femmes blêmes. Dans le couloir, des enfants font du bruit. Pas ou peu d'intimités : à cette heure de visite, l'hôpital semble abandonné aux bien-portants. Scènes anodines mais qui symbolisent une idée collective de la maladie, réalité sociale banalisée, partagée, montrée, que Marie-Louise n'a jamais pu accepter.

Rue de Lille, mardi 28 janvier, une voisine, inquiète du voir de la lumière en permanence à l'une des fenêtres, a prévenu la commissaire. Les volets, habituellement fermés dès la tombée du jour, étaient restés ouverts. On n'avait pas vu la vieille dame Mlle Delton du 110 depuis trois jours. Marie-Louise, malade, s'était allée. En entrant, les policiers ont découvert un véritable caparçonné. Les pièces sont sales, des cartons, des journaux, des bidons jonchent le sol. Au rez-de-chaussée et au premier étage, il règne une odeur de pourriture et d'abandon.

L'un des visiteurs est intrigué par une porte fermée à clé : Marie-Louise rechigne, puis s'incline. Dans la chambre, à l'odeur plus forte encore, les policiers découvrent une vieille femme « à la malheure effrayante » nue sous une couverture. Le placard contient que le lit et « un grabat souillé par des traces d'exorcismes ». La fenêtre est barricadée de l'intérieur. Cette femme, recroquevillée, incapable de s'exprimer, c'est Madeleine, sœur cadette de Marie-Louise, schizophrène depuis l'âge de vingt-trois ans, malade dans une pièce sans chauffage, captive par nécessité, coupée du monde depuis un demi-siècle par décision familiale. Madeleine parlait tout qu'il s'agit d'un cas de dévotion poussé jusqu'à l'absurde.

PHILIPPE BOGGIO.

ÉDUCATION

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRESSE A L'ÉCOLE

Les enseignants s'intéressent à l'actualité, mais se méfient de la télévision

Les enseignants s'intéressent à l'actualité et sont prêts à en tenir compte dans leurs cours. Ils lisent les journaux, mais regardent peu la télévision et s'en méfient. Près de la moitié d'entre eux uti-

lisent déjà la presse dans la classe. Cet intérêt pour le monde extérieur surprend de la part d'un milieu que l'on dit traditionnellement fermé sur lui-même. Elle ressort d'un sondage sur les enseignants

et la presse, que le Comité d'information pour la presse dans l'enseignement (1) vient de faire réaliser par la SOFRES auprès d'un échantillon représentatif des enseignants français des premiers et second degrés du public et du privé.

JEAN-MICHEL CROISSANDEAU.

Dans la proportion de 80 %, les enseignants estiment que leur enseignement doit tenir compte des principaux faits de l'actualité, même s'il doit s'écarter pour cela des programmes. Cette opinion est à peu près commune à tous les enseignants, quels que soient leur niveau, leur âge, leur sexe, qu'ils soient du public ou du privé. Quant au contenu (94 %) chez les enseignants du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), cette position est celle de 72 % des adhérents du Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.) et de 82 % de ceux du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.).

Contrairement aux idées reçues, cette attitude ne varie pas selon les tendances politiques : elle trouve le même écho (82 %) chez les enseignants qui déclarent voter pour le parti communiste que chez ceux qui se proclament pour la majorité (c'est-à-dire une surprise importante).

Les professeurs, pour 46 %, déclarent utiliser déjà le journal dans leurs cours. Là encore, ce sondage contredit l'affirmation selon laquelle les enseignants de gauche, et plus particulièrement les communistes, seraient plus nombreux que les autres à utiliser la presse en classe.

De plus, près de la moitié des enseignants (46 %) qui n'utilisent pas la presse en classe actuellement souhaiteraient le faire. La proportion étant plus forte chez les jeunes (52 %) que chez les anciens (42 %).

De plus, près de la moitié des enseignants (46 %) qui n'utilisent pas la presse en classe actuellement souhaiteraient le faire. La proportion étant plus forte chez les jeunes (52 %) que chez les anciens (42 %).

se servant de la presse contre 26 % des scientifiques. En revanche, la télévision ne rentre pas à l'école, ainsi que le montre un sondage que publie l'hebdomadaire *Télérama* dans son numéro du 1^{er} février : 20 % des enseignants n'en parlent jamais avec leurs élèves, et presque la moitié (47 %) en discutent avec eux cinq ou six fois par an seulement. Les moins intéressés sont les enseignants débutants et ceux des lycées. La réputation de la télévision est plutôt mauvaise : si pour 62 % des professeurs elle « ouvre et enrichit l'esprit des élèves », 56 % d'entre eux trouvent qu'elle leur donne des « idées de violence » et 44 % déclarent que la télévision « fatigue les jeunes et les gêne dans leurs études ».

Les professeurs sont de bons lecteurs de journaux (87 % déclarent en lire régulièrement). D'une façon générale, ils font confiance à la presse écrite ré-

gionale autant que nationale : une majorité d'entre eux (75 %) jugent sa lecture nécessaire pour être bien informés ; 45 % font confiance aux quotidiens, 43 % aux hebdomadaires, 31 % à la radio et 24 % seulement à la télévision (dont 4 % des électeurs du P.C.).

La lecture des journaux. Les lecteurs réguliers sont surtout des hommes (78 %, contre 61 % de femmes). Ils sont plus nombreux dans le second degré (72 %, contre 62 % dans le primaire). Leur nombre croît avec l'âge : c'est surtout parmi les professeurs syndiqués (71 %, contre 58 % de non-syndiqués) et les électeurs de gauche qu'on trouve le plus grand nombre de lecteurs réguliers (P.C. 78 % ; P.S. 70 % ; majorité, 64 %).

Que's journaux lisent-ils ? Le *Monde* vient en tête des quotidiens (65 %), suivi de *l'Humanité* (18 %), et du *Matin* (12 %). Le *Croix* et le *Figaro* sont lus par 11 % des enseignants. *Libération* totalise le même nombre de lecteurs que *France-Soir* (7 %), *L'Aurore*, le *Parisien Libéré* et le *Quotidien de Paris* n'étant lus que par 3 % des enseignants. Le taux de lecture des quotidiens est différent suivant les tendances politiques : 80 % pour les communistes, 73 % pour les socialistes, 64 % pour les autres.

Le *Nouvel Observateur* (42 %) est le premier hebdomadaire, suivi du *Canard enchaîné* (33 %) et de *l'Express* (26 %). Notons que *Télérama* et *Télé 7 jours* sont lus par 15 %, suivis du *Point* et de *Paris-Match* (15 %), de la *Vie* (12 %) et de *l'Humanité-Dimanche* (10 %).

Dans les journaux, les enseignants s'intéressent en premier lieu aux rubriques concernant

(1) Le C.I.P.E. groupe vingt-sept journaux nationaux, 11 bis, boulevard Hausmann, 75008 Paris.
(2) Voir le *Monde de l'éducation*, n° 32, février 1978, qui publie un sondage sur « le vote des enseignants ».

RELIGION

Mgr Lefebvre à TF1

Un homme surgi d'un autre âge

Point de révélation fracassante ni même de joute oratoire. La douce et souriante obstination de Mgr Marcel Lefebvre face aux questions les plus brûlantes de Jean-Louis Servan-Schreiber, lors de l'émission « Questionnaire » (1), fit l'effet d'un éblouissement amortissant tous les coups. Il eût fallu beaucoup plus de mordant

— une rapacité à la place du fleur mouche — pour mettre en évidence les contradictions du fondateur d'Écône.

Je n'ai pas vu Jean-Louis Servan-Schreiber avant d'avoir posé les bonnes questions, mais sans pousser le prélat intégriste dans ses retranchements. Ainsi le spectateur a-t-il dû se contenter de demi-réponses et de promesses qui manquaient singulièrement d'agilité. Désobéir au pape actuel par fidélité à ses prédécesseurs. « Je préfère être dans la vérité sans le pape que de me tromper avec lui », répond Mgr Lefebvre. En appeler ainsi à sa conscience, seul parmi trois mille évêques, n'est-ce pas un raisonnement protestant ? « Non, car je me base sur des faits objectifs : ceux du concile de Trente ».

L'ancien archevêque de Dakar est plus convaincant lorsqu'il parle du désarroi actuel et du succès de son séminaire. « J'ai quarante-deux entrées à Écône cette année, dit-il. Quel évêque pourrait en dire autant ? Si on me donnait le feu vert, j'aurais cinq séminaires pleins de main ! » Sans prouver le bien-fondé des revendications de traditionalistes, il y a à dire de quoi révéler les autorités de l'Église.

Une impasse

Passant sur le terrain politique, Mgr Lefebvre condamne les fondements des États démocratiques et la devise officielle de la France : il veut remplacer les droits de l'homme par le Décalogue ; il loue l'Espagne franquiste ou l'Argentine pour avoir fondé leur régime sur les lois de Dieu. L'incrédulité de Jean-Louis Servan-Schreiber n'est pas feinte. « Je ne veux pas citer des faits partiels », répond Mgr Lefebvre un peu gêné. Mais si vous voulez voir les méfaits du libéralisme, regardez où nous en sommes en France : le désordre, le brigandage, les rapts ».

Passant sur le terrain politique, Mgr Lefebvre condamne les fondements des États démocratiques et la devise officielle de la France : il veut remplacer les droits de l'homme par le Décalogue ; il loue l'Espagne franquiste ou l'Argentine pour avoir fondé leur régime sur les lois de Dieu. L'incrédulité de Jean-Louis Servan-Schreiber n'est pas feinte. « Je ne veux pas citer des faits partiels », répond Mgr Lefebvre un peu gêné. Mais si vous voulez voir les méfaits du libéralisme, regardez où nous en sommes en France : le désordre, le brigandage, les rapts ».

ALAIN WOODROW.

(1) Dimanche 5 février, à 22 heures, sur T.F. 1. Questionnaire : « Un évêque contre le pape ».

SCIENCES

L'accident de Cosmos-954 serait dû à une collision indiquent les Soviétiques

Un cinquième fragment de Cosmos-954, le satellite soviétique qui s'est désintégré le 24 janvier dernier dans le ciel canadien, a été retiré, dimanche 5 février, de la surface gelée du Grand Lac de l'Écluse. L'objet, hautement radioactif, d'environ 20 centimètres de long, a été placé dans un conteneur en plomb et envoyé à la base militaire de Nain, au nord d'Edmonton (Alberta).

M. Barney Danson, ministre canadien de la défense, qui assistait à la récupération du débris, a déclaré que le gouvernement soviétique n'avait pas fourni toutes les informations techniques que le Canada lui

avait demandées à la suite de la désintégration du satellite. De son côté, le chef du gouvernement fédéral, M. Pierre Elliott Trudeau, a indiqué que l'Union soviétique ne pourra récupérer les morceaux de Cosmos-954 que si elle accepte de payer les frais entraînés par les opérations de récupération, qui dépassent déjà 1 million de dollars (4,8 millions de francs).

En dehors de la zone de visibilité

D'autre part, dans une interview diffusée samedi par l'agence Tass, l'académicien soviétique Leonid Sedov rapporte que l'accident semble dû à la collision du satellite avec un corps « naturel ou artificiel ». Selon lui, Cosmos-954 a subi le 6 janvier, une dépressurisation brutale qui permet d'avancer l'hypothèse d'une collision. Cependant, précise-t-il, les causes précises de l'accident, qui s'est produit en dehors de la zone de visibilité des appareils soviétiques de contrôle, n'ont pas encore été déterminées. De nombreuses tentatives ont été faites pour repérer le contrôle du satellite après l'accident, ajoute l'académicien, mais sans résultat.

M. Sedov justifie, en outre, l'attitude des responsables soviétiques, qui n'ont pas prévenu le Canada avant que le satellite se désintégré au-dessus de son territoire : les spécialistes soviétiques qui surveillaient le contrôle du satellite estimaient qu'il rentrerait dans l'atmosphère au-dessus du Pacifique, dans la région des îles Aléoutiennes (sous administration américaine) et c'est pourquoi ils ont prévenu seulement les États-Unis. (A.F.P.)

Les cours par correspondance, des cours courts, conférences et séminaires de formation à PARIS de l'

ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVE D'ENSEIGNEMENT A DISTANCE FONDÉ EN 1923 1927 par la loi de 12-7-1927

Vous permettront de découvrir les sciences humaines et la graphologie de vos v. perfectionner

Prépar. à la profession de graphologue inscription dans le cadre de la loi de 12-7-1927

Prés. d'études complètes dans le cadre de la loi de 12-7-1927

Documentations gratuites

L.-M. CHAMBLAY 12, villa-Saint-Pierre, B-3 94220 CHARENTON T. 01-576-72-01

Analyses et sélections par professeurs

Les lois éternelles du succès

tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Enfin des rencontres que vous prendrez au sérieux !

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour générer votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que les autres, mais vous ne le savez pas. Vous ne savez pas non plus pourquoi vous ne réussissez pas. C'est pourquoi vous ne réussissez pas. C'est pourquoi vous ne réussissez pas. C'est pourquoi vous ne réussissez pas.

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous empêche de réussir. Et nous nous enfonçons dans nos labeurs,

nos habitudes de pensée désuètes, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous.

Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous en avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquiescer la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg : « Les Lois Éternelles du Succès ».

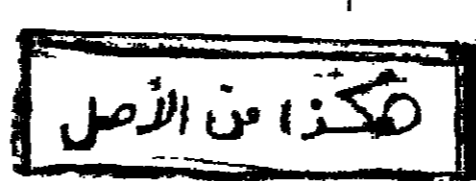
Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue W.R. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

W.R. Borg dpt. 128, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon.

BON GRATUIT

pour recevoir « LES LOIS ÉTERNELLES DU SUCCÈS », découpez et recopiez ce bon et envoyez-le à : W.R. Borg dpt. 128, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon. Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement.

NOM _____ PRENOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
AGE _____ PROFESSION _____



LE MAUVAIS TEMPS EN FRANCE

DANS LES ALPES DU NORD

Les avalanches ont déjà provoqué la mort de dix-neuf personnes

En quelques jours, les avalanches qui se sont multipliées dans les Alpes du Nord, aussi bien en France (treize) qu'en Italie (six), ont provoqué la mort de dix-neuf personnes. Encore ne s'agit-il là que d'un bilan provisoire. Encore ne s'agit-il là que d'un bilan provisoire. Encore ne s'agit-il là que d'un bilan provisoire.

Une avalanche a emporté en cours de matinée un groupe de cinq skieurs suisses accompagnés d'un guide indépendant de la station. Au mépris des règles les plus élémentaires de sécurité, ces six personnes avaient emprunté un itinéraire hors pistes conduisant à Chamionix (1 035 mètres) au plan de l'église du Midi (altitude 2 308 mètres). Un des six skieurs a été tué, trois autres légèrement blessés. Le guide, dont l'identité n'a pas été communiquée, a été entendu pendant cinq heures

à la gendarmerie de Chamionix puis remis en liberté. Mais le procureur de la République à Bonneville, M. Claude Zevaco, a indiqué que ce guide pourrait être inculpé ultérieurement d'homicide involontaire.

Pendant toute la journée de samedi et de dimanche nous avons recommandé à la population de Chamionix d'être extrêmement prudente et de ne pas skier, a déclaré à notre correspondant le maire de Chamionix, M. Christian Cottet, qui ajoute : « Nous n'avons aucun moyen pour interdire le ski hors pistes. C'est comme en montagne l'été, on ne peut pas interdire aux gens d'aller où ils veulent. » Cependant, M. Cottet estime que « la responsabilité du guide dans cette affaire est très lourde ».

On peut toutefois se demander pourquoi certaines remontées mécaniques ont fonctionné pendant la journée de dimanche à Chamionix alors qu'on savait qu'en raison du « redoux » le danger d'avalanche était très grand dans tout le massif du Mont-Blanc. L'arrêt municipal type relatif à la sécurité sur les pistes de ski, dans son article 12, prévoit en effet que : « en cas de danger d'avalanche, l'usage des engins de remontée mécanique pour l'accès des pistes menacées pourra être

interdit par le maire ou ses représentants si toutes les pistes qu'ils desservent sont menacées ».

Le téléphérique de l'aiguille du Midi a toutefois, au cours du dimanche 5 février, transporté plusieurs dizaines de skieurs, dont le groupe suisse et son guide, alors que les responsables de l'engin connaissaient parfaitement les dangers que ceux-ci encouraient et que, d'autre part, cette remontée mécanique ne conduisait à aucune piste mais aux seuls itinéraires de haute montagne.

Par ailleurs, de nombreux sauteurs sont toujours mobilisés pour tenter de retrouver les quatre personnes disparues sous l'avalanche qui s'est produite, jeudi 2 février, entre Chamionix et Argentière. Malgré l'importance des moyens mis en œuvre, ces recherches n'ont toujours pas abouti. De même, les recherches engagées pour tenter de retrouver le corps de M. Raymond L'huillier et Joseph Ducros, les deux jonctionnaires des Ponts et chaussées, et d'une jeune fille non identifiée, emportés jeudi soir 2 février par une coulée de neige, à Saint-Jean-de-Belleville (Savoie), sont demeurées vaines.

Sur un autre plan, plusieurs dizaines d'enfants participant actuellement à des classes de neige

ont été évacués, soit par véhicules militaires, du massif de Fallromney, soit même par hélicoptère, de Cerniers (Haute-Savoie), où vingt-huit élèves d'une école de Bar-le-Duc se trouvaient bloqués. De son côté, le ministère de l'intérieur a publié, dimanche soir 5 février, la mise en garde suivante :

« Les conditions météorologiques défavorables font persister les risques d'avalanches dans tous les secteurs montagneux, et la plus grande prudence est instantanément recommandée à tous ceux qui se rendent en montagne, aussi bien sur les routes que sur les pistes de ski ».

Les automobilistes sont invités à accepter les contraintes qui leur sont momentanément imposées pour leur propre sécurité sur certains itinéraires », ajoute un communiqué du directeur de la sécurité civile.

En ce qui concerne le ski, il faut absolument rester sur les pistes ouvertes et balisées, et dans les conditions actuelles, le ski hors pistes met en danger non seulement la vie de ceux qui le pratiquent, mais aussi celle des autres comme un accident tragique survenu à Chamionix aujourd'hui même le démontre malheureusement », souligne le communiqué.

La mort blanche

(Suite de la première page.)

Ces bâtiments ont été construits au mépris de la plus élémentaire connaissance de la montagne. Car on peut, à la limite, bâtir dans des sites dangereux, à condition que le mur de la façade exposée soit épais, en équilibre et sans aucune ouverture. L'avalanche passe alors autour et au-dessus du chalet. De tels bâtiments, il est vrai, ne permettent guère de rentabiliser les mètres carrés !

Après l'euphorie des premières années du « plan neige », les municipalités, comme les pouvoirs publics, s'aperçoivent aujourd'hui que la médaille a un revers. Il faut protéger ce que l'on a bâti un peu n'importe où et n'importe comment. Les dépenses, en tunnels routiers, filets de protection, tranchées, râteliers, sans parler des engins de déneigement, se chiffrent pour les stations en millions, voire en dizaines de millions de francs.

C'est encore insuffisant, puisque chaque année on « découvre » des avalanches « trentennaires » ou « cinquantennaires » ou dont le tracé s'est modifié. Les collectivités locales de montagne, souvent exsangues et surendettées, pourront-elles financer de nouveaux et importants investissements ?

Quelle que soit leur ampleur, les travaux de protection ne supprimeront jamais tous les risques. Les chemins tracés du bulldozer au flanc de montagne sont notoirement insuffisants. Quant aux râteliers en métal, ils sont actuellement comblés par le neige. Aussi les responsables de stations doivent-ils miser de plus en plus sur les seules mesures de sécurité. D'autant que la commune et le maire, voire l'Etat dans le cas d'une route nationale, peuvent voir leur responsabilité civile engagée lorsque des avalanches ensevelissent des personnes sur une route ouverte ou dans des constructions qui n'ont

pas été évacuées. L'Etat et la commune peuvent également être condamnés lorsqu'un permis de construire a été délivré dans une zone notoirement dangereuse. Ce fut le cas après l'avalanche de 1970 de Val-d'Isère.

Actuellement la commission de sécurité d'une commune doit se réunir chaque matin. Après avis de tous, le maire décide des mesures à prendre : couloirs à purger, routes à fermer, évacuation, ouverture des pistes. Ce n'est pas toujours facile. Dans nombre de stations nouvelles, le personnel n'a pas la connaissance ancestrale de la montagne. De plus sécurité et intérêt commercial ne vont pas toujours de pair. Il faut beaucoup de forces de caractère à un maire ou à un directeur de station pour prendre des mesures qui risquent « de faire fuir le client ».

L'erreur était humaine, il importe que les communes se dotent de contrats d'assurances couvrant le

risque d'avalanches — ce qui est loin d'être toujours le cas, — pour les accidents sur une route ouverte, dans un immeuble non évacué, sur une piste non fermée. Si à Val-d'Isère un nouveau contrat aux vastes garanties vient d'être signé, il semble que peu de municipalités se soient préoccupées de cet aspect des choses. En tout cas, les tragiques événements de ces derniers jours ne feront que renforcer les vœux des municipalités élus en mars 1977, souvent en réaction contre la politique d'urbanisation à outrance (Chamonix, Val-d'Isère, Tignes, Les Ménières), dans leur volonté de limiter et de contrôler la promotion immobilière dans leur stations. D'autant qu'à côté de la protection des routes et des constructions de nouveaux problèmes surgissent avec la pratique du ski.

La vogue du hors-piste

L'augmentation du nombre des skieurs, l'amélioration du matériel, le désir de s'évader des pistes encombrées, la soif de la découverte d'une neige encore vierge, sans oublier la recherche du frisson de la peur par le citoyen, expliquent la vogue du hors piste. Après une importante chute de neige il ne faut pas une journée pour que toutes les pentes, le moindre couloir, ne soient « tracés » dans les grandes stations. Et les moniteurs ne sont pas les derniers. Avec l'apparition des « indépendants », concurrents de l'Ecole de ski français, une surenchère se développe pour conserver la clientèle du hors piste. La contrepartie de cet engouement : le nombre des skieurs ensevelis sous les avalanches ne cesse de croître.

Un premier problème se pose à propos de la responsabilité civile de la commune. Les tentes prêtes à l'emploi et on en est réduit à l'interprétation de quelques jurisprudences. Pour le Conseil d'Etat, la responsabilité de la commune est totale lors d'une avalanche sur une piste ouverte. En haute montagne le skieur est seul fautif. Le conseil distingue une troisième notion. Celle du ski hors piste où la commune peut être condamnée, mais en cas de faute lourde : lorsque la signalisation est insuffisante, lorsque l'accès à une piste ouverte passe par un endroit dangereux ; pour le ski de fond ; pour les points de passage obligés entre deux remontées mécaniques ouvertes.

Reste à savoir où commence exactement les hors piste et le ski de haute montagne ? Le ministère de

l'intérieur prépare, de son côté, une circulaire qui ne revoie que deux domaines : les pistes balisées, où la responsabilité communale est totale, et le hors piste, où elle ne saurait être engagée.

La notion de responsabilité civile du skieur qui déclenche une avalanche meurtrière est également assez floue. Jusqu'à présent, les municipalités n'ont pas « osé poursuivre ». Mais on y songe de plus en plus.

Le second problème est celui du sauvetage. Humainement et juridiquement, les communes sont tenues de se porter au secours des skieurs pris dans une avalanche. Or ce n'est pas toujours facile. Les opérations de sauvetage font courir des risques aux sauveteurs (glaciers, C.R.S., moniteurs) et sont d'un coût élevé. Plusieurs milliers de francs au minimum, sans parler du manque à gagner pour les moniteurs qui sont bénévoles.

La licence annuelle de la Fédération française de ski est couplée avec une assurance qui couvre les frais de secours sur piste. En dehors des pistes, le skieur est remboursé à concurrence de 3 000 francs pour les secours terrestres et de 600 francs par voie aérienne (hélicoptère). C'est souvent insuffisant pour couvrir tous les frais. En outre, les licenciés de la F.F.S. ne sont qu'une minorité. Pour tous les autres, notamment les étrangers, le dépannage reste à la charge des communes qui répugnent à engager une procédure aléatoire pour rentrer dans leurs frais.

Faut-il alors interdire le hors piste ? Ce n'est ni possible ni souhaitable. Il faudrait mettre un C.R.S. derrière chaque skieur. La montagne, c'est aussi la liberté, et chacun doit pouvoir y circuler à ses risques et périls, reconnaître dans les grandes stations, où l'on est bien conscient que des interdictions feraient fuir une partie de la clientèle. Car la vogue du hors piste n'est-elle pas, après tout, un hommage rendu à la montagne, en réaction contre ceux qui ont voulu la domestiquer ?

Faut-il constituer un domaine hors piste « surveillé », comme cela se fait aux Arcs ? Bien vite cela devient un « champ de labour » qui s'apparente plus à une piste qu'à des pentes vierges.

Il n'y a pas de solution miracle. La limitation des accidents ne pourra être obtenue que par une série de mesures ponctuelles s'inscrivant dans une politique d'ensemble de la sécurité en montagne. L'information doit être totale. Il faut en finir avec le tabou des avalanches. Les cartes des zones dangereuses doivent être exposées, expliquées, commentées. Les skieurs et les moniteurs doivent être d'abord formés à la connaissance de l'environnement dans lequel ils vont évoluer. Les remontées mécaniques ne doivent pas permettre l'accès immédiat à des zones dangereuses pour des skieurs inexpérimentés.

Pas de solution miracle

Les moyens de secours (hélicoptères) devraient être accrus, la prévention des avalanches par le grand déneigement généralisé (voir encadré) : les moyens de détection rapide des skieurs ensevelis, développés. Enfin, il faudrait envisager un système d'assurance obligatoire (responsabilité civile, frais de secours, indemnité pour les sauveteurs accidentés lors des opérations de dépannage, etc.) pour tous ceux qui pratiquent le ski sur piste et en dehors. Dans certaines stations, comme Montgenèvre, incluant dans le forfait des remontées un tel type d'assurance. Pour qu'il ne passe pas ce système à tout le territoire ?

En plus du changement de mentalité qu'elle implique, une telle politique de prévention coûtera cher à la collectivité. Mais si l'on veut que la montagne soit accessible au plus grand nombre dans les meilleures conditions de sécurité, il faudra bien en passer par là.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Bienvenue à Brême, Cologne, Bonn, Dusseldorf, Francfort, Hambourg, Hanovre, Munich, Nuremberg, Sarrebruck et Stuttgart.



Pour les horaires, consultez notre Petit Livre Jaune.

Chaque jour, 12 vols directs ou 34 correspondances via Francfort, vous relient à toutes ces villes d'Allemagne. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement : 15 minutes seulement.

Lufthansa

1975-1976 : l'hiver le plus meurtrier

De notre correspondant

Grenoble. — Chargée depuis 1971 d'étudier les mécanismes de déclenchement des avalanches, l'ANENA (Association nationale pour l'étude de la neige et des avalanches), dont les services sont installés à Grenoble, dresse chaque année un état des accidents dus à des avalanches sur le territoire français.

Depuis l'hiver 1971-1972, 166 accidents d'avalanche ont emporté 587 personnes. Parmi elles, 140 ont été tuées, 158 blessées, 233 en sont sorties indemnes. L'hiver 1975-1976 fut le plus meurtrier de ces sept dernières années puisque 50 accidents ont emporté 191 personnes, dont 68 ont été ensevelies, 41 sont mortes, 42 ont été blessées. Sur les 68 personnes ensevelies, 33 dont 9 vivantes ont été localisées par sondages, 13 dont 3 vivantes ont été retrouvées par des chiens d'avalanche, 15 dont 13 vivantes ont été dégagées par leurs camarades (recherches immédiates et sondages visuels). 2 personnes se sont dégragées par leurs propres moyens.

L'hiver 1971-1972 connaît le plus petit nombre d'accidents d'avalanche. Quinze avalanches emportèrent trente-huit personnes, dont douze furent tuées et huit furent blessées. La faible envergure pendant cette saison fut souvent avancée par les spécialistes pour expliquer le nombre peu élevé des victimes. Cependant, notent les « vieux » montagnards : « Les hivers les plus secs ne sont pas toujours les moins meurtriers. » Les avalanches obéissent, en effet, à des lois beaucoup plus complexes que celles des hausses de température ou celles jugées un peu trop simplistes des chutes de neige abon-

dantes. Ainsi, l'air froid et sec mine parfois les couches inférieures du manteau neigeux, rendant celui-ci extrêmement instable. Les renseignements fournis par l'association nationale pour l'étude de la neige et des avalanches permettent, d'autre part, de constater que, entre 1971 et 1977, les avalanches ont, plus de deux fois sur trois, pour origine le passage d'un skieur.

Ainsi, pendant l'hiver 1975-1976, sur les 50 accidents d'avalanche, 40 ont été déclenchés par un skieur (ski hors piste, passage sur une piste à vent, imprudence, heure de passage tardive...).

Dix avalanches ont une cause naturelle (surcharge du manteau neigeux par suite d'une chute importante de neige, redoux, vent violent, chute de corniche entraînant une masse de neige sans cohésion...). Le développement du ski hors piste au cours de ces dernières années a incontestablement aggravé les risques d'accidents d'avalanche. Toutefois, la France n'est pas le seul pays d'Europe à connaître un grand nombre d'accidents dus à des masses de neige en mouvement. Au cours de l'hiver 1976-1977, 35 personnes sont mortes sous une avalanche en Italie, 23 en Suisse, 17 en Autriche, 13 en Norvège, 8 en Yougoslavie, 7 en Allemagne. Enfin, en Roumanie, le 17 avril 1977, une avalanche a emporté et tué 19 lycéens et les 4 moniteurs qui les accompagnaient, dans les monts Făgăraș, au nord-ouest de Bucarest. Pendant ce même hiver, 35 avalanches ont, en France, tué 29 personnes et en ont blessé 24 autres.

CLAUDE FRANCILLON.

مكتبة من الأصل

(PUBLICITE)

ISSEC

formation continue des cadres

Personnel et formation

Depuis deux ans, 430 cadres, de tous les secteurs de l'entreprise, ont participé aux cours de la fonction Personnel et de la fonction Formation à l'ISSEC.

A partir du 6 mars 1978, les cours qui sont proposés par groupes de quinze personnes sont les suivants :

- 1. Techniques de base de la fonction Personnel :** — Proposer la maîtrise des techniques essentielles de la fonction Personnel et leur intégration opérationnelle.
- 2. Structures et Communications :** — Analyser les comportements humains qui résultent de l'organisation et la structure de l'entreprise.
- 3. Relations industrielles :** — Etudier et comprendre les situations de relations et de travail en groupe dans l'entreprise.
- 4. Droit du Travail :** — Faire prendre conscience aux cadres, non juristes, de l'importance des problèmes juridiques dans les rapports du travail.
- 5. Direction du Personnel par l'encadrement :** — Aider les cadres opérationnels à réfléchir à leur rôle dans la direction et la gestion du personnel.
- 6. Méthodes et pratiques de Formation permanente :** — Proposer les méthodes disponibles pour tout formateur ainsi qu'un ensemble d'outils pédagogiques.
- 7. Organisation et gestion de la formation :** — Permettre aux responsables de formation de déterminer les orientations de leurs fonctions et établir une structure de fonctionnement.

Le département Personnel et Formation de l'ISSEC propose, en outre, du 22 au 26 mai 1978 un stage destiné aux cadres dirigeants : **L'entreprise en progrès - Construire une entreprise plus efficace et plus humaine.**

Les enseignements de la fonction Personnel et Formation sont placés sous la responsabilité de M. Alain Bernard, du corps professoral du Groupe ESSEC.

Les autres enseignements proposés deux fois par an par l'ISSEC, toujours à raison de neuf semaines réparties sur quatre mois, concernent les disciplines suivantes : Secrétariat général et problèmes juridiques, Production, Organisation, Communication dans l'entreprise, Informatique, Entreprise et environnement, Gestion de la P.M.E.

Centres associés de l'ISSEC à Limoges, Nîmes, Orléans.

PRINTEMPS 1978

A partir du 6 mars

un enseignement intensif, pratique, d'une journée tous les 15 jours

Marketing

695 cadres d'entreprises ont suivi, depuis la début de 1976, les divers enseignements du Marketing à l'ISSEC.

- 1. Marketing fondamental :** — Les bases indispensables de la connaissance en Marketing.
- 2. Chef de produits :** — Le Marketing en action : vécu à travers les rôles d'un homme clé du Marketing moderne.
- 3. Marketing des produits industriels :** — La démonstration de l'utilité du Marketing dans un domaine où il a enfin acquis ses lettres de noblesse.
- 4. Méthodes d'analyse en Marketing :** — Les outils d'analyse de l'environnement : indispensables au chercheur et utiles pour ceux qui doivent dialoguer avec lui.
- 5. Etudes et recherches en Marketing :** — La recherche commerciale au service de l'homme d'action : exemples vécus de prévision de la demande.
- 6. Direction des ventes :** — Animer, organiser, administrer et contrôler une force de vente.
- 7. Communications publicitaires :** — Une analyse systématique des objectifs possibles et des moyens de la publicité, de la promotion des ventes et des relations publiques : vers une communication commerciale utile.
- 8. Distribution et merchandising :** — Les moyens pour producteurs, grossistes et détaillants de réagir, sur le plan stratégique et opérationnel, à la modernisation spectaculaire de l'appareil commercial français.
- 9. Marketing et marchés étrangers :** — Dans un monde où les frontières s'ouvrent et où les échanges se multiplient, les moyens d'agir efficacement face aux disparités culturelles, politiques et économiques.
- 10. Politiques de Marketing :** — La synthèse indispensable des connaissances en Marketing grâce à des cas complexes et à des jeux d'entreprise.
- 11. Anglais de marketing et négociation (cours complémentaire) :** — La maîtrise de la langue parlée et écrite dans une situation de vente et de négociation.

Le département Marketing de l'ISSEC organise le 9 février 1978, avec le Groupe Bernard Julliet, le premier congrès de la vente directe. Il est aussi à l'origine du premier concours national de jeu de simulation de gestion.

Les enseignements de marketing sont placés sous la responsabilité de M. Charles Waldman, du corps professoral du Groupe ESSEC.

Demandez les programmes détaillés de l'ISSEC
INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ÉCONOMIQUES
ET COMMERCIALES

Établissement privé d'enseignement supérieur

35, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS - Tél. 233-21-88

Comptabilité et finance

Plus de 900 personnes ont participé ces deux dernières années aux cours de comptabilité et de finance de l'ISSEC.

- 1. L'ISSEC enseigne les cours de base en comptabilité générale et comptabilité analytique pour tous les gestionnaires appelés à utiliser les informations économiques et financières d'origine comptables à l'intérieur de l'entreprise.**
- 2. Le cours de contrôle de gestion permet à tous les gestionnaires au niveau de la direction d'une unité décentralisée d'étudier les différents aspects du contrôle de gestion et du processus de planification.**
- 3. Le cours de Pratiques et informations comptables concerne dans l'entreprise tous les utilisateurs des documents comptables, les cadres administratifs et financiers de même que les responsables de l'audit.**
- 4. Les cadres voulant se familiariser avec les mécanismes et problèmes fiscaux suivent avec profit à l'ISSEC le cours de Fiscalité des entreprises.**

FINANCE
L'enseignement de la finance à l'ISSEC comprend six cours de perfectionnement :

- 1. Le cours de Techniques de gestion financière, qui permet de se familiariser avec le vocabulaire, les concepts et les schémas d'analyses spécifiques à la fonction financière de l'entreprise. Il concerne les cadres qui souhaitent confronter leur expérience aux modèles théoriques modernes.**
- 2. Analyses financières et évaluation des sociétés. Ce cours propose l'analyse du mécanisme des opérations de bourse et les méthodes d'évaluation de la valeur des entreprises.**
- 3. Financement des entreprises. Le cours de financement des entreprises est destiné aux cadres qui prennent les décisions de type financiers et bancaires et qui souhaitent se perfectionner dans les plans de trésorerie, plans de financement et montage de crédits.**
- 4. Le cours Décisions et politiques financières est destiné aux responsables fonctionnels de gestion financière et comptable d'entreprise.**
- 5. Le cours de Finances internationales concerne les cadres financiers des firmes multinationales et des firmes exportatrices et importatrices. Il permet de se familiariser avec les sources de financement particulières aux opérations internationales.**
- 6. En outre, un cours complémentaire d'anglais de finance et économie est proposé aux cadres qui souhaitent perfectionner leur maîtrise de la langue parlée et écrite dans le domaine économique et financier.**

Le département comptabilité de l'ISSEC propose un stage de fiscalité internationale les 18-19 mai et 15-16 juin 1978.

Les enseignements de comptabilité sont placés sous la responsabilité de Mlle Françoise Ray et M. Pierre Maître, ceux de finance sous la responsabilité de M. Florin Affolion, du corps professoral du Groupe ESSEC.

LES DIPLOMES DE SPÉCIALITÉ ISSEC

L'ISSEC, créé il y a dix ans par l'ESSEC, et étroitement associé à cette grande école de gestion, délivre un titre de spécialité dans les huit fonctions suivantes de l'entreprise :

PERSONNEL - FORMATION - MARKETING
CONTROLE DE GESTION - FINANCE - PRODUCTION
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - ORGANISATION

Les diplômes ISSEC, homologués par l'Etat depuis 1976, sont des diplômes de perfectionnement supérieur, du niveau d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Les demandes d'accession aux différents diplômes sont réservées aux saisonniers de l'ISSEC ayant suivi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement qui totalisent, avec la préparation du mémoire, près de cinq cents heures de travail.

CENTRE DE LANGUES

Anglais, allemand, espagnol,
brésilien, arabe, russe

- Cours extensifs tous niveaux.
- Recyclage intensif en anglais, à raison d'une journée par semaine sur 13 semaines.
 - Niveau faux débutants.
 - Niveau intermédiaire d'affaires.
- Deux nouveaux cours ISSEC (9 semaines).
 - Anglais de Marketing et Négociation.
 - Anglais de finance et économie.

Renseignements et documentation :
Centre de langues ISSEC
35, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS.
Tél. : 233-21-88

Pour toute information, documentation
ou rendez-vous

avec le Centre d'Orientation ISSEC

Tél. : 233 21-88 +

ou bien écrire à l'ISSEC

35, bd de Sébastopol, 75001 PARIS

M. Mme

Société

Adresse

Tél.

☐ Je désire recevoir le programme de la session de mars 1978.

A renvoyer à :
ISSEC, 35, boulevard de Sébastopol, 75001 PARIS

En 1977, à l'ISSEC : 1245 cadres et 502 entreprises

JUSTICE

TANDIS QUE LES LOCAUX SONT ENCORE OCCUPÉS

L'ancien P.-D.G. de l'usine Benoto est visé par deux séries de poursuites

De notre correspondant

Lille. — L'avocat de M. Roland Angot, ancien P.-D.G. de l'usine Benoto à Béthune (Pas-de-Calais) (le Monde du 20 janvier), M. Philippe Lelou, a demandé, jeudi 2 février, que M. Patrice de Charette, juge d'instruction à Béthune, qui a signé deux mandats de dépôt à l'encontre de son client, soit dessaisi des dossiers, en vertu de l'article 84 du code de procédure pénale. Cette demande a été refusée par le président du tribunal de Béthune. Dans les deux affaires, le parquet a fait sienne les décisions de M. de Charette.

M. Angot, qui est actuellement écroué à la prison de Béthune pour complicité de violence, banqueroute simple et abus de biens sociaux (le Monde du 20 janvier), a été transféré à Paris le 2 février, afin de comparaître devant la onzième chambre correctionnelle pour infractions commises dans la gestion de la SAM (Société auxiliaire de mandats) et la Société chimique des Mureaux, toutes deux en faillite, mais dont les comptabilités n'étaient pas régulières. Il est, en outre, accusé de détournement d'actif. M. Angot a fait état de

difficultés dues à l'annulation de contrats de cent vingt personnes. Le jugement a été reporté à une date ultérieure.

M. Angot est donc inculpé dans deux affaires : l'une concerne la gestion de l'usine Benoto, en liaison étroite avec la gestion de la SAM et de la Société chimique des Mureaux ; l'autre concerne l'intervention, le 14 mars 1977, à son instigation, d'un commando armé à l'usine Benoto de Béthune occupée par les ouvriers. D'autre part, les syndicats de l'industrie de Béthune avaient demandé en référé, à Béthune, que soit appliqué un jugement du tribunal de commerce de Paris du 10 août 1977 sur la cession de l'usine Benoto. Les nouveaux acquéreurs, sous le nom de Benoto International, souhaitent pénétrer dans les locaux occupés par les travailleurs pour y retirer les matrices, l'outillage, les brevets et tout ce qui s'attache à la marque. En conséquence, ils réclament l'évacuation des locaux.

Le tribunal de Béthune a rendu son jugement vendredi 3 février et rejeté la demande. Dans ses attendus, le président, M. Armand Lemaire, fait état de l'opposition des délégués ouvriers qui n'étaient pas présents à la vente, souligne l'intervention de la municipalité de Béthune et aussi du Commissariat à la consommation industrielle pour trouver une meilleure solution au conflit, et ajoute : « Les pseudo-transactions évoquées au procès ne peuvent en aucun cas justifier l'occupation des lieux. » — G. S.

● Bernard Berthet, qui a reconnu être l'auteur du double meurtre commis le 24 janvier sur un parking de l'autoroute de l'Est (le Monde du 26 janvier), a été écroué samedi 4 février, à la maison d'arrêt de Saverne (Bas-Rhin) après avoir été inculpé de meurtre et de tentative de meurtre par M. Francis Mourou, juge d'instruction.

A THONON-LES-BAINS

Un syndicaliste est condamné à 200 F d'amende pour avoir critiqué une décision judiciaire

De notre correspondant régional

Thonon-les-Bains. — Le tribunal correctionnel de Thonon-les-Bains vient de condamner le secrétaire général de l'union locale C.F.D.T. M. Pierre Tedesco, d'autre part président du conseil de p.u.d. hommes de cette ville, à 200 F d'amende pour avoir critiqué dans un communiqué — publié le 27 janvier 1977 dans les pages locales du « Dauphiné libéré » — une décision dudit tribunal saisi à propos du conflit social survenu à la Société anonyme des eaux minérales d'Evian (SAEME) (« le Monde » du 24 décembre 1977).

Contestant le choix de la procédure « d'ordonnance sur requête », « prototype d'une justice d'enregistrement », la commission juridique du syndicat avait déploré que, contrairement au « référé », les travailleurs présents, directement concernés par l'expulsion réclamée, soient « tout simplement ignorés ». « Mais une justice entièrement dévouée aux intérêts des employeurs est à ce prix », concluait le texte incriminé.

Le tribunal estime que « le prévenu a manifestement volontairement cherché à jeter le discrédit sur une décision judiciaire en répandant dans un large public ignorant les circonstances exactes non relatées dans lesquelles avait été rendue la décision litigieuse ». Le président du tribunal de grande instance de Thonon-les-Bains, statuant à juge unique, avait refusé d'entendre les travailleurs et s'était hâté de rendre une ordonnance favorable à la SAEME, consacrant ainsi « l'existence d'une justice entièrement dévouée aux intérêts des employeurs ».

La critique d'une décision de justice ne saurait être l'objet de poursuites judiciaires dans la me-

sure où elle ne tend pas à la discréditer, c'est-à-dire lorsqu'elle présente un exposé complet et objectif des faits », déclare créativement le jugement.

L'ordonnance du président du tribunal de grande instance établissait bien que les 450 grévistes de l'usine d'Evian avaient presque tous refusé de décliner leur identité aux huissiers, rendant ainsi impossible leur assignation en référé et par voie de conséquence un débat contradictoire. Le secrétaire général de l'union locale C.F.D.T. a mis en cause l'acceptation de se laisser saisir selon une autre procédure n'offrant pas les mêmes garanties. « A-t-il eu tort ? Oui, répond le tribunal, qui fait observer que l'article « n'est même pas rédigé sous forme dubitative : « la justice serait-elle... » Tout en accordant de larges circonstances atténuantes, le jugement estime que « les convictions syndicalistes du prévenu ont pu lui faire perdre une partie de son objectivité sans pour autant dégrader entièrement sa responsabilité ».

BERNARD ELIE.

Faits et jugements

L'inspecteur principal Pire renvoyé en correctionnelle.

M. Hubert Pisseau, juge d'instruction, a renvoyé en correctionnelle l'inspecteur principal Bernard Pire, de la brigade de recherches et d'intervention (B.R.I.), pour coups et blessures volontaires par agent de la force publique. Ce policier est l'un de ceux que M. Benachenhou, avocat au barreau de Paris, a formellement accusés de l'agression brutale le 26 février 1975, au café le Théâtre, à l'occasion d'une intervention inopinée de la B.R.I. à l'encontre des frères Zemmour, qui consommaient dans cet établissement d'ordinaire paisible.

Assisté de M. René Hayot, M. Pire, qui avait été inculpé, le 25 septembre 1975, par le magistrat primitivement chargé d'instruire l'affaire, M. Alain Bernard, a toujours contesté avoir frappé l'avocat, en assurant qu'il s'était approché de lui seulement pour le fouiller et le recevoir alors qu'il avait déjà subi des sévices de la part de ses collègues (fracture du crâne).

Le parquet, qui avait saisi M. Pisseau de réquisitions de non-lieu, a fait appel de son ordonnance.

Le magistrat instructeur a prononcé un non-lieu en ce qui concerne les injures raciales dont se paignait d'autre part M. Benachenhou, car on n'a pu identifier le policier qui s'est exclamé : « C'est un raton, achève-le ! ».

De son côté, M. Benachenhou, partie civile, a l'intention de faire appel en rappelant qu'il avait constamment réclamé d'autres inculpations.

Une opération anti-F.L.B. dans les Côtes-du-Nord.

Les policiers du service régional de police judiciaire (S.R.P.J.) de Rennes ont procédé jeudi soir 2 février et vendredi 3 février à une nouvelle opération anti-F.L.B. visant plus particulièrement le département des Côtes-du-Nord, où une dizaine de personnes ont été interpellées puis transférées à Rennes, où elles sont toujours entendues ce lundi 6 février. Cette opération a été ordonnée dans le cadre d'une procédure de flagrant délit.

Parmi les personnes interpellées, des hommes et des femmes dont les domiciles ont fait l'objet de perquisitions ; quelques-unes ont déjà été entendues par les policiers lors de précédents « coups de filet », qui, il est vrai, n'avaient guère donné de résultats.

Sept attentats ont été commis en 1977 dans le département des Côtes-du-Nord, mais, souvent aux mêmes dates, des « objectifs » situés dans les autres départements bretons étaient également visés. Faut-il en déduire que le S.R.P.J. est désormais convaincu que la clé du problème F.L.B. se trouve dans ce département ? Il n'y a pas si longtemps encore, les policiers étaient persuadés du contraire et s'intéressaient tout particulièrement au Sud-Finistère. Pour le moment, la police se contente d'indiquer qu'il est hors de question de faire des commentaires.

Après le « coup de filet » anti-F.L.B. du 18 octobre 1975, au cours duquel une cinquantaine de personnes furent interpellées, les opérations du même genre se multiplièrent en 1976 (six « coups de filet » et quarante-cinq interpellations). L'an dernier, douze personnes étaient interpellées le 26 janvier et quatre le 11 juillet. Depuis, il semblait que les policiers avaient abandonné cette technique de ratissage dans les milieux bretons, bien souvent déguidés de Paris, alors que sur place on reconnaissait ne pas disposer d'éléments suffisants pour intervenir. Les policiers avaient choisi de continuer leurs investigations sur le terrain, mais dans l'ombre, à la recherche de preuves indiscutables.

40 kilos de morphine base découverts près de Marseille.

Les policiers de l'Office central de répression du trafic des stupéfiants ont découvert dimanche matin 5 février dans la villa « La Calégaie », située à proximité de La Clotat (Bouches-du-Rhône), sur la route Ceyreste, 40 kilos de morphine base représentant une valeur de 40 millions de francs à la vente. La villa était équipée d'un laboratoire contenant des pompes à vide, des ventilateurs, un nombre impressionnant de sachets en plastique et de pesellettes.

Cinq personnes ont été arrêtées : M. Louis Girard, propriétaire du bar O'Central, sur la Cannebière, qui est également à la tête d'une affaire d'import-export ; Jean-Claude Silvani, qui était le chimiste du laboratoire ; le fils de celui-ci, qui servait d'intermédiaire ; Georges Calmet, trafiquant déjà connu qui avait été appréhendé en 1969 dans un laboratoire découvert près de Marseille, où il y avait 20 kilos d'héroïne, et Mme Joseph Rey, dont le mari est actuellement détenu pour meurtre à la prison des Baumettes. Les policiers ont identifié les propriétaires du local de la villa. Il s'agit d'un nommé Mangino, employé municipal à la mairie de La Clotat, qui est en fuite.

● Vingt détenus de la maison centrale de Clairvaux ont été transférés, vendredi 3 et samedi 4 février, dans d'autres établissements. Onze d'entre eux sont des condamnés à la réclusion perpétuelle, qui sont à présent répartis dans les trois établissements de la région parisienne (la Santé, Fresnes, Fleury-Mérogis) avant d'être affectés à d'autres maisons centrales.

Quant aux détenus condamnés à des peines à temps, ils ont été, provisoirement, transférés dans les maisons d'arrêt de Dijon et de Besançon. Ils devraient, en principe, être prochainement ramenés à Clairvaux. Ces transfèvements ont été effectués après la prise d'otages de Clairvaux par les deux détenus qui ont été tués par des tireurs d'élite de la gendarmerie.

● Le Syndicat des avocats de France condamne, après l'inter-syndicale de la police (le Monde daté 5-6 février), la « fouille systématique des véhicules par la police ». Dans un communiqué publié samedi 4 février, le S.A.F. déplore qu'« un citoyen soit traité devant le tribunal correctionnel » alors qu'« il ne s'agit pourtant que d'un cas exceptionnel où la loi autorise la police à exiger l'ouverture des coffres ».

Publicité

Les rencontres à la Fnac

Un dialogue ouvert à tous sur tous les problèmes d'aujourd'hui

Le Dit du Genji et le roman classique japonais

Un débat autour de la première traduction (intégrale) de l'œuvre écrite voici quelque 1000 ans par Murasaki-Shikibu : « Le Dit du Genji », traduit par René Sieffert et édité aux Publications orientalistes de France

...avec René Sieffert (qui, par ailleurs, est professeur à l'Institut des langues orientales), Fujimori Bunkichi (professeur associé à l'Institut national des langues et civilisations orientales), Yoshikazu Hasegawa (attaché culturel de l'Ambassade du Japon en France), Gérard-Georges Lemaire (critique littéraire au Quotidien de Paris), Diane de Margerie (romancière et critique littéraire au Monde ; « Le paravent des enfers », chez Flammarion), Pierrette Rosset (critique littéraire à Elle)... Animation par Guy Le Clech'h (écrivain et critique littéraire au Figaro ; « La violence des pacifiques », chez Albin Michel).

Mardi 7 février, de 18 h à 19 h 30

Rencontre avec Porgy and Bess

A l'occasion de la présentation du célèbre opéra-folk de George Gershwin (au Palais des Congrès) par le Houston Grand Opera

...avec le chef d'orchestre John DeMain et Denis Constant (collaborateur de l'Humanité Dimanche et de Jazz Magazine)... Animation par le pianiste et compositeur Jean Wiener.

Mercredi 8 février, de 18 h à 19 h 30

L'utopie architecturale, réalité de demain ?

Un débat suggéré par la sortie du livre de Robert Charrère : « La maison autonome » (aux éditions Alternative et Parallèle)

...avec Jean Aubert (architecte, et co-auteur de « L'ivre de pierre », aux éditions Adrolande), Bilal et Christin (auteurs de la bande dessinée « La ville qui n'existe pas », chez Dargaud), Georges Candilis (architecte ; « Bâtir la vie », publié chez Stock), Jean Dehler (architecte, organisateur de l'exposition « Architecture marginale », au Centre Beaubourg et au Centre américain, traducteur de « La maison des charpentiers américains », aux éditions du Chêne), Pierre Gac

(traducteur-adaptateur de « Habitats », aux éditions Alternative), Brigitte Jeandelle (chargée de cours à Paris VIII ; « L'étrange domaine de Robert Tatin », chez Simon),... Animation par Jérôme Diamant-Berger.

Jeudi 9 février, de 18 h à 19 h 30

Extraire la danse

Une rencontre suggérée par le concours international de chorégraphie (« Le ballet pour demain ») qui vient d'avoir lieu les 3 et 4 février à Bagnolet

...avec Alain Béjart (photographe ; « Danser le xix^e siècle », chez Hatier), Jacques Chamrand (organisateur du concours international de Bagnolet),

Marie-Françoise Christout (bibliothécaire à l'Arseal ; « Béjart », édité chez Seghers), Jean-Claude Denis (rédacteur en chef du journal « Saison de la danse »), Jean Guizet (chorégraphe et danseur-étoile à l'Opéra de Paris), Thierry Mathis (directeur-rédacteur en chef du journal « Danse n° 1 » ; « Lettres sur la danse », éditions Ramsay), Savit Riner (danseuse indienne)... Animation par Pierre Archimbaud.

Vendredi 10 février, de 18 h à 19 h 30

La nouvelle chanson chilienne engagée En hommage au grand chanteur chilien que fut Victor Jara (mort en

1973). Et pour la sortie en France de plusieurs de ses disques

...avec Joan Jara (qui fut la femme de Victor Jara), le Dr Jean Clouzet (« La nouvelle chanson chilienne », chez Seghers), Guillermo Haschke (représentant du groupe de chanteurs chiliens Inti Ilmiani, qui va sortir un disque à l'Escargot : « Chile resistencia », Régine Mellac (productrice d'émissions radio sur l'Amérique latine ; « Chant libre d'Amérique latine », édité au Cerf), la chanteuse Isabel Parra (qui va sortir un disque à l'Escargot : « Isabel chante Violetta »)... Animation par Lucien Rioux (Le Nouvel Observateur).

Mardi 14 février, de 18 h à 19 h 30

1968-1978 : l'expérience de dix années

des Fêtes, Paris 19^e et du comité de quartier de Châtillon-sous-Bagneux)... Animation par Jean-François Chougnat (membre de l'Association Vivre à Antony et collaborateur de la revue Autrement).

Jeudi 16 février, de 18 h à 19 h 30

Lip, Cerisy, Piron : une nouvelle génération d'ouvriers ?

...avec Jacques Capdevielle (sociologue et professeur à la Fondation nationale des sciences politiques ; « La grève du Joint français », édité chez Armand Colin), Roger Chaon (président du conseil de surveillance de la Coopérative ouvrière de Mamuret de Chateaufort, dans les Vosges), Claude Durand (maître de recherche au Cnrs, responsable du groupe de sociologie du travail de l'Université Paris VII), Michel Garcin (membre du directoire de la nouvelle coopérative des industries de Palente ; « Stratégie de l'exportation pour l'entreprise », aux Éditions Universitaires de France), Bertrand Hervieu (chercheur au groupe de sociologie rurale du Cnrs, et collaborateur de la revue Autrement).

Vendredi 17 février, de 18 h à 19 h 30

Quand les scientifiques s'interrogent sur le devenir de la science...

...avec François de Closets (journaliste scientifique ; « La France et ses

mensonges », chez Denoël), Jean-Marc Levy-Leblond (physicien ; co-auteur de « Auto-critique de la science », au Seuil), John Stewart (biologiste généticien)... Animation par Dominique Pignon (physicien et collaborateur de la revue Autrement ; « Question sur le nucléaire », chez Bourgois).

Samedi 18 février, de 15 h à 16 h 30

Quand l'action culturelle descend dans la rue...

...avec Jean Bauer (animateur du Carnaval de Strasbourg), Alain Bauguil (directeur de la Maison de la culture de Firminy), Fernand Garnier (animateur de Théâtre Action à Grenoble ; « Le grand tintouin », édité chez Oswald), Danielle Giraudy (conservateur, responsable de l'atelier des enfants du Centre Pompidou ; « Le musée et la vie », à la Documentation française).

Et avec aussi le collectif d'animation culturelle Soyons raisonnables... Animation par Jean Hurstel (directeur de l'action culturelle du Bassin houiller lorrain et collaborateur de la revue Autrement).

Samedi 18 février, de 17 h à 18 h 30

A l'auditorium de Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes, Paris 6^e (parking au 153 bis).

Europa

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE PUBLIÉ SIMULTANÉMENT PAR LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

UNE INTERVIEW DU MINISTRE ISRAÏLIEN DE L'INDUSTRIE

Le retour à une « économie de paix » ne poserait pas de problèmes particuliers nous déclare M. Igal Hurwitz

M. Igal Hurwitz, ministre de l'Industrie et du tourisme d'Israël, est en poste depuis la constitution du gouvernement Begin, fin juin. « Self made man », la cinquantaine charismatique, il a surtout été remarqué pour sa capacité à ramener des entreprises en faillite. Avant d'entrer au gouvernement, il était notamment à la tête d'une chaîne d'entreprises de produits laitiers. Sur le plan politique, il a été, depuis l'origine, un disciple de Ben Gourion. Il répond ci-dessous aux questions d'« Europa ».

« Monsieur le ministre, dans le gouvernement de M. Begin, qui s'écartera de ce qu'on a appelé le « socialisme israélien », vous êtes l'un des champions du libéralisme économique. Comment voyez-vous le rôle de l'État dans une économie libérale et comment pensez-vous assurer les objectifs de croissance qui sont les vôtres, dans le cadre d'une intervention gouvernementale réduite ?

— La bureaucratie toute-puissante des gouvernements précédents avait fini par décourager l'initiative privée. La réduction de l'intervention gouvernementale et l'allègement, voire la suppression, du contrôle des changes vont sans aucun doute donner un coup de fouet aux investissements, aussi bien locaux qu'étrangers, et permettre ainsi de relancer une croissance qui sera fondée sur l'investissement privé plutôt qu'étatique. Cela dit, il ne faut pas oublier que la bureaucratie ne constitue pas le principal obstacle aux investissements. Le fléau de l'inflation risque de ne pas rendre les investissements suffisamment rentables pour les entrepreneurs privés. Notre taux d'inflation par rapport à celui des pays concurrents est l'un de nos principaux soucis. C'est ce taux qui va déterminer l'intérêt qu'il peut y avoir à produire en Israël. Le niveau des prix est fonction en partie des salaires, eux-mêmes fixés par la pression des revendications salariales et sociales. C'est dire que la politique du gouvernement dans ce domaine aura une influence déterminante sur le taux d'inflation en 1978. Un taux d'inflation élevé va forcément dévaloriser nos exportations et les investissements. Il faut donc faire le maximum pour que les prix, en 1978, n'atteignent pas la hausse de 40 % que nous avons connue en 1977.

— Comment vous y prenez-vous pour que le système des relations de travail actuellement en vigueur et les grèves endémiques que connaît le pays soient des facteurs qui préservent et encouragent les investissements étrangers ?

— Il est vrai que le système actuel des relations de travail est de nature à décourager les investisseurs. Les salariés doivent le comprendre. De là au chômage, il n'y a qu'un pas. J'espère que notre grande centrale syndicale, la Histadrout, est consciente de ce problème. J'en suis même certain, parce que la Histadrout est elle-même à la tête d'un secteur économique très important. La seule solution réside dans la conclusion d'un pacte entre la Histadrout, le gouvernement et le patronat pour neutraliser complètement les composantes de l'inflation.

— Mais l'assainissement du climat social ne suffit pas. Comment comptez-vous encourager les investissements ?

— A condition que le taux d'inflation baisse suffisamment en 1978, nous comptons les encourager par le biais d'un nouveau code des investissements de capitaux. Ce code que la Knesset sera appelée à approuver prochainement, est considérablement simplifié par rapport à celui qui était en vigueur sous les gouvernements précédents et les avantages accordés aux investisseurs privés israéliens et étrangers seront extrêmement importants. Israël bénéficie par ailleurs d'une très large capacité de production inemployée. L'équipement productif industriel est disponible en quantité suffisante. Je pense que, si les industriels parviennent à adapter leur gamme de produits aux exigences de qualité des marchés européens et américains, nous pouvons nous attendre à une hausse très sensible des exportations vers ces pays.

— Vos exportateurs se plaignent amèrement de la suppression par le gouvernement de toutes les primes à l'exportation, et qui plus est, le taux de change de la livre leur est extrêmement défavorable.

— Quelles sont donc les mesures que vous comptez prendre pour encourager les exportations qui sont censées représenter en 1978 le moteur principal de la croissance ?

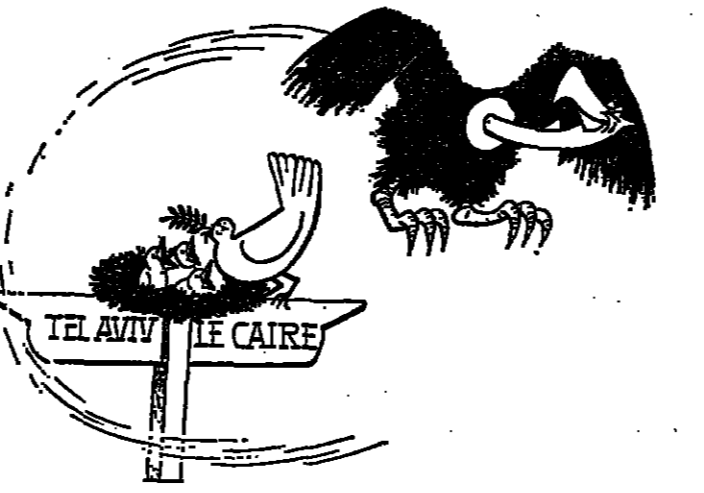
— Il me faut d'abord souligner avec satisfaction que la majeure partie de nos exportations n'a été touchée ni par la suppression des subventions ni par la surévaluation actuelle de la livre israélienne. Ce qui prouve, du reste, que nos produits sont capables de faire face à la concurrence étrangère. Le nouveau programme économique cherche par ailleurs à supprimer toutes les mesures protégeant artificiellement nos exportations. Les exportateurs israéliens doivent se jeter à l'eau et affronter les marchés européens et américains.

Evidemment les industries non concurrentielles seront inévitablement touchées. Certaines entreprises devront peut-être même fermer leurs portes, mais je pense que la majorité d'entre elles pourront se reconstruire et l'État les aidera. La remise en ordre de l'économie israélienne est à ce prix.

— Dans quelle mesure l'accord Israël-C.E.E. entre-t-il dans le processus d'assainissement de l'économie israélienne ?

— Depuis l'entrée en vigueur des accords, en 1975, nos exportations vers les pays du Marché commun ont augmenté de plus de 30 %.

(Propos recueillis par GEORGES LEVY.)
(Lire la suite page 26.)



Les reproches de l'industrie à la coalition « bourgeoise » suédoise

La coalition « bourgeoise » suédoise, qui a évité les sociaux-démocrates après quarante-quatre ans de « règne », vient de passer le cap des cinq cents jours de gouvernement. Son plus grave problème : résoudre la crise économique. Les chefs d'entreprise suédois sont-ils satisfaits de la situation actuelle ?

UN entretien avec M. Hans Werthen, président du conseil d'administration de la société Electrolux et très écouté dans les milieux du grand patronat, a vite débouché sur la politique de l'énergie du nouveau gouvernement, sujet très controversé. Bien que ses sympathies aillent au parti conservateur, rallié à l'automne 1976, aux libéraux et aux centristes en vue de former la coalition de Stockholm, M. Werthen est très critique à l'égard de la politique énergétique du cabinet Thorbjörn Fälldin (parti du centre), adversaire de l'énergie atomique.

« Ce ne sont pas dix mille centimètres réacteurs atomiques dont la Suède a besoin, dit le président d'Electrolux, provocateur.

« Hans Werthen est à la tête d'une entreprise qui a su maîtriser avec succès la crise économique actuelle. Ses reproches ne s'adressent pas seulement à la politique énergétique de la coalition, mais également à sa politique économique en général. Il est d'accord pour dire que les « ennemis » ont commencé en 1973 avec la crise du pétrole. Pour des raisons diverses, la Suède ne pouvait pas prendre le même chemin que la Suisse ou l'Allemagne. La politique de l'emploi en était notamment la cause, puisque, dans ce pays, la notion de travailler immigré n'existe pas. Tous les étrangers sont considérés comme des immigrants et donc intégrés. Malgré l'aggravation du chômage en R.F.A., M. Werthen estime que, « respectivement, la voie empruntée par l'Allemagne et la

Suisse s'est avérée être la bonne ». Pour lui, la crise politique subie par ce pays dans lequel le commandement suprême est le maintien total de l'emploi, se résume de la façon suivante : « C'est en toute conscience que la Suède a accepté de diminuer ses exportations et d'accroître la demande sur le marché intérieur, politique qui devait, à son tour, garantir le plein emploi. Pour atteindre ce plein emploi, des mesures furent prises, notamment par l'État, qui fit pression sur l'industrie lors des négociations tarifaires de 1974. Furent ajoutées plus tard des subventions de l'État de diverses sortes, notamment sur les salaires ou sur les stocks. Mais, à l'époque, cette politique avait quand même des succès. La Suède faisait partie, avec les pays de l'OPEP, du tout petit nombre d'États bénéficiant d'une bonne conjoncture... »

Laxisme salarial

L'essor de la demande extérieure, attendu pour 1978, n'est pas lui. Les stocks accumulés au cours des années précédentes auraient dû être écoulés par l'exportation, et le balance des paiements courants aurait dû voir son déficit s'amenuiser. En attendant cette évolution positive, un accord tarifaire de deux ans avait été mis au point en 1975. Et, selon M. Werthen, c'est à ce moment-là que la faute décisive a été commise : « L'accroissement trop rapide des salaires a entraîné une diminution des exportations au-delà de la diminution générale de la demande. La Suède a perdu des marchés étrangers. Il aurait beaucoup mieux valu que l'État laisse s'accroître le déficit budgétaire, diminue les impôts et appuie lui-même sur le marché international du crédit plutôt que les entreprises. L'effet sur le marché intérieur aurait de cette façon été préservé, l'accroissement des salaires n'aurait pas été aussi fort et l'industrie n'aurait pas perdu ses marchés, conservant sa compétitivité. »

Après la débâcle économique, qui, en trois ans, a abouti à une augmentation des coûts de la main-d'œuvre de 45 % par unité produite, le gouvernement socialiste s'est trouvé accablé. « Dévaluer la couronne était une solution. Quitter le serpent était raisonnable. Ça n'a pas été facile de faire comme les pays du Benelux et l'Allemagne tout en voulant conserver les habitudes suédoises ».

Il faudra attendre quelque temps avant que la politique économique d'austérité décidée par le gouvernement Fälldin porte ses fruits. Cela dépendra beaucoup des résultats des négociations salariales qui se déroulent actuellement. Le coût de la vie en Suède est très élevé. Mais M. Werthen rétorque énergiquement les reproches émis de diverses parts selon lesquels ce sont les grandes entreprises qui s'exporteraient afin d'échapper à leur responsabilité sur le plan social, et après avoir négligé de s'occuper de leurs débouchés à l'époque des vaches grasses.

« Si l'on considère les succès que nous remportons au plan international », dit-il, « il n'est vraiment pas possible que notre industrie soit la pire qui existe. Nous avons mis sur pied des filiales à l'étranger qui marchent bien. Il est paradoxal de nous critiquer à ce sujet tout en prétendant que notre niveau économique est inférieur à celui des pays dans lesquels nous nous installons. Au reste, nos filiales étrangères offrent maintes possibilités d'exportation à nos entreprises nationales. »

Electrolux exporte aussi bien vers les pays de l'A.R.E.L.E. que vers ceux du Marché commun. « Ce qui compte, dans ce cas, c'est la catégorie de marchandise », dit M. Werthen, en soulignant que la C.E.E. n'offre pas un marché homogène : « La France mène une politique nationaliste afin de développer sa propre industrie. Le Royaume-

Uni est encore protégé par des salaires légèrement plus faibles. La R.F.A. travaille dur et bénéficie, en raison de sa position géographique centrale, d'une longue tradition d'échange. » S'il existe des obstacles à l'échange, ils sont plus le fait des traditions que des conditions tarifaires.

Afin de faire repartir l'économie suédoise vers les cimes (la base-fond devrait, selon Hans Werthen, être atteint au cours du premier semestre 1978), le président d'Electrolux préconise, parallèlement à la relance de la demande internationale et à la diminution des coûts de production, le développement de tous les secteurs du secteur énergétique. « Nous ne devrions pas nous endormir à l'étranger en voulant relancer la consommation, mais nous devrions nous endormir en nous créant des valeurs. Si ces valeurs, on les crée en construisant des centrales nucléaires, en autorisant l'exploitation des gisements d'uranium, les plus grands d'Europe, et en régularisant le cours des fleuves... »

Dans cette hypothèse, c'est du moins ce que pense M. Werthen, la Suède pourrait exporter, entre autres, de l'électricité et des produits finis comme de l'aluminium. On pourrait mettre au point un carburant pour véhicules capable de remplacer le pétrole ; tout cela ayant pour but de faire diminuer le déficit de la balance des paiements suédoise par un accroissement des exportations et une diminution des importations de pétrole.

Un risque nucléaire

C'est pourquoi Hans Werthen manifeste peu de compréhension à l'égard du mouvement anti-nucléaire suédois qui est entré au gouvernement avec le parti centriste et y a pris racine. « Il existe un risque nucléaire. Mais, avec le pétrole, ce n'est pas seulement un risque. Le dommage est déjà fait. » Et, plus dur : « C'est d'une hypocrisie incroyable, au niveau national, que de tant parler des pays en voie de développement alors qu'en même temps on n'est pas prêt à diminuer sa propre consommation de pétrole, bien que l'on vive au-dessus du plus grand gisement d'uranium d'Europe. Qu'est-ce que cela a à voir avec une pensée et une action écologistes lorsqu'on s'aveugle une belle vue grâce à son veto dans un pays plein de belles vues ? Les besoins des générations futures et des besoins en énergie des pays en voie de développement... »

RAINER GATERMANN.

Les professions qui montent

En Allemagne fédérale, les médecins et les professeurs d'université occupent le dessus du panier avec les chefs d'entreprises, les avocats, les ingénieurs, les politiciens, les pilotes et les journalistes. Le statut prestigieux des professeurs d'université se maintient, ainsi que celui des pilotes, mais apprécie de l'ensemble des enseignants. C'est une différence sensible avec la France, où le statut des enseignants a été dégradé régulièrement depuis plusieurs décennies, et où celui des professeurs d'université a été durement éprouvé depuis les événements de mai 68. En Italie, seuls les professeurs d'université ont échappé à cette tendance, les autres échelons se trouvant pénalisés. Inutile, la Grande-Bretagne semble équilibrée à un niveau moyen d'appréciation, qui est parfois élevé dans le domaine universitaire.

Dans l'ensemble, les professions évoluent. En Allemagne fédérale (où les médecins sont depuis longtemps en tête de liste) les ingénieurs en physique nucléaire, qui ont vu leur statut baisser après avoir joui d'un grand prestige, le voient actuellement remonter. Les enseignants de tous niveaux ainsi que les militaires et les hommes d'affaires ont vu récemment leur cote monter, de même que les journalistes. Ceux-ci, très privilégiés socialement en Italie (malgré les structures en écoule très traditionnelles de la presse transalpine), sont respectés en Angleterre et en République fédérale, cependant qu'en France ils sont plus enviables pour les avantages dont ils disposent (contact, voyages, etc.) qu'ils ne sont admirés et imités pour la fonction qu'ils occupent. Toutefois, le journalisme, la publicité, et d'une manière générale tout ce qui touche aux mass media et aux moyens de communication se trouve sur une trajectoire ascendante parce que ces métiers jouent des rôles croissants.

JACQUELINE GRAPIN.
(Lire la suite page 25.)

On the contrary

FABLE

YESTERDAY, Today, and Tomorrow agreed to meet to discuss the progress of Europe. It was very difficult to arrange : Yesterday usually had urgent business elsewhere ; Today was always dashing off in a hurry ; and Tomorrow tended to turn up late. But finally they managed it — by stopping the clock.

« Well, I don't know », said Yesterday : « It seems to me that we did very well. We started with the dullest things imaginable coal and steel. We survived the defeat of the European Army. We relaunched Europe at Messina with the Common Market and Euratom. We outlived General de Gaulle. And we got the British, Danes, and Irish in. »

« Quite right », said Today gloomily. « But you had an easy job. People remembered the War, they were afraid of further conflict, and the economy was booming. Besides, all you really did was set up a customs union. »

« It was harder than you think », snapped Yesterday. « And at least we were realistic. We didn't go round ranting about direct elections to the European Parliament, economic and monetary union, and bringing in three more new member states. The trouble with you is that you're hopelessly over-ambitious. »

« Nonsense ! » shouted Today ; « we're — »

But Tomorrow interrupted both of them. « Quiet, you two, he said sternly. I've got other things on my mind. A meeting of the European Cabinet, then the Joint Chiefs of Staff, then the European Federal Reserve, and then a meeting to discuss this new World Resources Community. Forgive me I run. When he started the clock again, it began to chime eleven.

PANGLOSS.

L E panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de Cegos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulots de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

L'Amérique ne croit pas à ses bons résultats

L'EXAMEN des derniers résultats d'activité illustre encore une fois le caractère médiocre et hésitant de la conjoncture actuelle. Même la courbe allemande de production industrielle, qui paraissait vouloir reprendre de la hauteur, reste finalement plutôt plate. Pourtant les signes favorables des commandes à l'industrie ont remonté nettement en novembre, ayant regagné quelque 14 % depuis le creux de juillet. De même les offres d'emploi non satisfaites augmentent à nouveau légèrement, ce qui est en général de bon augure.

Mais les craintes sont nombreuses depuis que la chute du dollar a fait bondir le deutschemark. S'il faut en croire de récentes études, le coût salarial allemand est maintenant le plus élevé du monde, dépassant celui des États-Unis et bien sûr largement ceux de la France et du Japon. Devant ce danger national, syndicats et patronat se sont retrouvés dans la concertation, un moment délaissée à la suite de leur différend sur la loi de la cogestion. La réaction allemande est de surveiller encore plus les coûts et de renforcer la modération salariale pour garder aux produits leur compétitivité.

En France, après le recul des

derniers mois, l'activité est légèrement remontée. Mais il s'agit encore d'une stagnation, en attendant la légère reprise que promet pour le printemps une récente prévision de l'institut des statistiques. Le patronat français vient de se prononcer dans sa dernière assemblée pour une relance vigoureuse faisant retrouver à la croissance un rythme de 5 à 6 %, en redéployant l'activité vers de nouveaux secteurs. Ceci ne peut être réalisé, d'après lui, que si l'on supprime les contraintes administratives qui étouffent les industriels, et plus particulièrement un contrôle des prix à la « française » rendu responsable de nombreux échecs sectoriels, comme celui de la papeterie.

En tout cas les manœuvres du dollar qui pèsent sur l'activité allemande semblent beaucoup moins gêner la France. De par la position du franc, intermédiaire entre le dollar et le deutschemark, elles tendraient plutôt à le favoriser, allégeant la facture du pétrole, tout en rendant plus profitables les exportations vers l'Allemagne.

Tout autre est le cas de la Grande-Bretagne, dont la livre a été poussée vers le haut tout aussi fortement que le deutschemark ou le yen. Performance intéressante à certains égards, car elle a renforcé

considérablement la lutte contre l'inflation, dont les résultats continuent à être excellents, avec un taux d'à peine 6 %. L'austérité commence à payer. Fait remarquable, pour la première fois depuis de longs mois, le pouvoir d'achat a recommencé à augmenter au quatrième trimestre 1977. De même les bénéfices des entreprises ont sensiblement progressé, et elles envisagent d'accroître fortement de 20 % leurs investissements de 1978. Sont-ce là les signes précurseurs d'une véritable reprise ? Les Anglais

l'espèrent pour 1978. Spontanée, et au besoin, comme le promet le gouvernement, aidée par les coups de pouce de quelques nouveaux allègements fiscaux. Cet optimisme est renforcé par le bon bilan de fin d'année que le gouvernement peut présenter : une balance des paiements excédentaire pour la première fois depuis 1972 de 59 millions de livres, et des réserves de changes qui, avec plus de 20 milliards de dollars, placent la Grande-Bretagne parmi les leaders, à côté de l'Allemagne, du Japon et de

de se rabattre sur d'autres solutions pour rétablir son équilibre menacé. D'où un déficit budgétaire massif de 37 % des recettes, entraîné par un fort développement des équipements collectifs. Son financement devrait utiliser l'excédent de cette épargne extraordinaire de 25 % du revenu national, qui persiste, alors que le taux d'investissement a chuté à 13 %. Mais experts et industriels japonais sont sceptiques devant ces projets gouvernementaux. Le même scepticisme se retrouve aussi chez les Américains devant

ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

CROISSANCE	+	(+)
FRANCE	-	(-)
CHÔMAGE	-	(-)
CAPACITÉ	-	(-)
ECHANGES	-	(-)
MONÉTAIRE ET FINANCIER	-	(-)
ECONOMIQUE	-	(-)

Depuis un mois, on note une certaine décoloration de la croissance américaine avec le recul des commandes à l'industrie en novembre (-0,4 %), des ventes au détail en décembre (-0,7 %) et la baisse de la production en décembre. Pourtant, quelques chiffres tout récents sont plus optimistes : l'indice des indicateurs, qui n'avait progressé que de 0,1 % en novembre, repart à 0,7 % en décembre, et les commandes de biens durables ont fait un bond de 5,5 % au cours du même mois.

Si le rythme d'augmentation des prix de détail, avec 5,4 % en décembre, se maintient toujours proche de 5 %, celui des prix de gros continue à susciter une augmentation qui, en rythme annuel, est de 5 %. Elle est due pour l'essentiel au retournement des prix agricoles, mais tient aussi aux prix industriels.

Enfin le taux de chômage a très nettement baissé en dessous des 7 %, puisqu'en décembre il n'est plus que de 6,4 % de la population active. Cette amélioration est due en grande partie à une modification des corrections saisonnières, qui a simultanément fait réviser en hausse les taux de septembre (6,8 %), octobre (6,8 %) et novembre (6,7 %).

Le taux d'utilisation des capacités, bien qu'en diminution légère, reste toujours au-dessus de 85 %. Le dernier sondage du département du commerce fait apparaître pour 1977 une progression des investissements en volume de 7 %. Chiffre honorable. En revanche, celui résultant des intentions des industriels pour 1978 l'est beaucoup moins : 4,5 % seulement.

Les déficits de la balance commerciale, calculés en FOB-FOB, de novembre (2,1 milliards de dollars) et de décembre (2 milliards de dollars) sont en net recul par rapport à celui d'octobre (3,1 milliards de dollars). Finalement, le déficit annuel de 1977 s'élève à 28,7 milliards de dollars, soit près de cinq fois celui de 1976.

Les mouvements déconcertants du dollar, qui s'expliquent surtout à la baisse, continuent à jeter la perturbation parmi les monnaies européennes. Pour rééquilibrer la situation, on observe un double mouvement de taux d'intérêt. En hausse aux États-Unis, où le taux d'escompte est passé de 6 à 6,5 % et le prime rate de 7,75 à 8 %. En baisse en Allemagne, où le taux d'escompte a reculé de 3,5 à 3 % et en Grande-Bretagne, où le 3 L.B. est resté en arrière de 7 à 6,5 %. Pas de changement en France et en Italie, où les prime rates restent à 9,5 et 17 %.

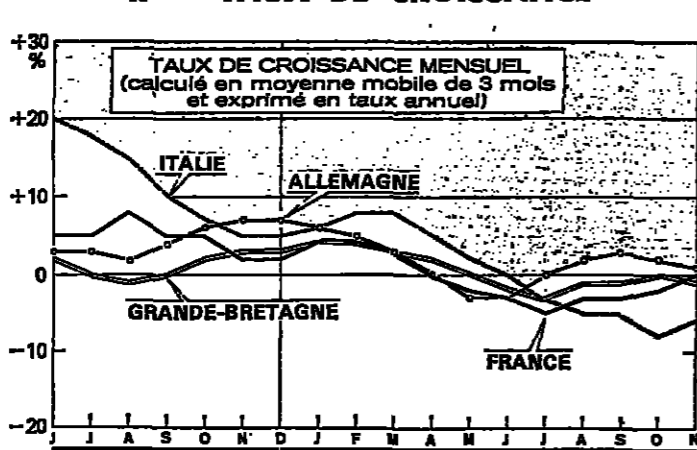
La décoloration de la croissance américaine va certainement provoquer une réaction de relance en 1978 (on parle de 25 milliards de dollars). L'Allemagne ne va pas suivre ce mouvement, préférant comprimer encore plus ses coûts. En revanche, le Japon a décidé une relance de sa demande intérieure, stimulée par un déficit budgétaire considérable (35 % des recettes).

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité (à l'international)
ALLEMAGNE	+	++	-	+	+++	+
FRANCE	-	++	-	-	++	+
ITALIE	-	++	-	-	++	+
GRANDE-BRETAGNE	-	+	-	+	+	++

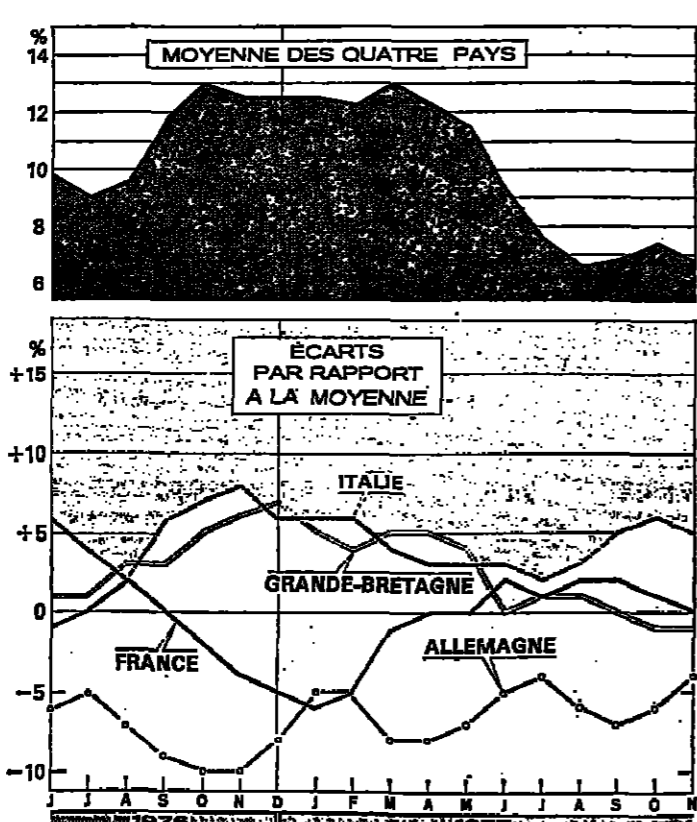
(+) la sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges ; n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle contribue au handicap pour la gestion à court terme.

I. — TAUX DE CROISSANCE



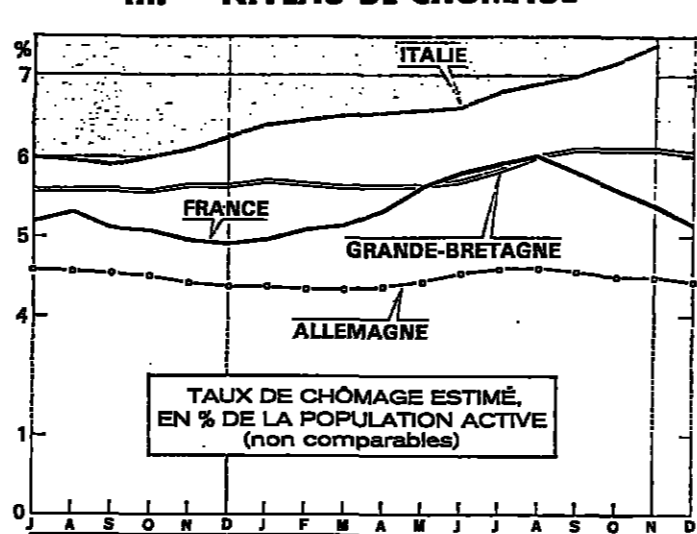
Les reculs des productions industrielles tendent à s'atténuer en Grande-Bretagne (-1 %), en France (0 %) et même en Italie (-0,5 %). En Allemagne, la reprise reste relativement faible (1 % à 2 %).

II. — ÉVOLUTION DES PRIX



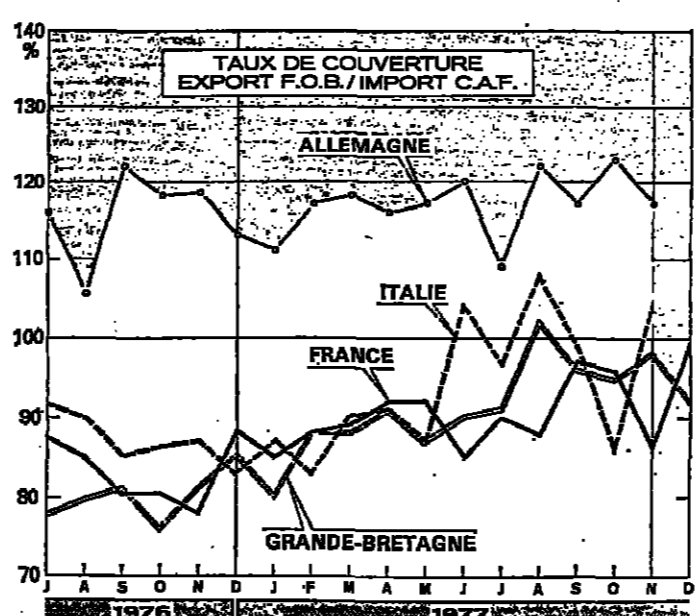
Après être monté le mois dernier à 7,4 %, le rythme moyen des prix des quatre pays est de nouveau revenu à 6,8 %. Il faut surtout citer le recul de l'inflation française, qui passe au-dessous de 5 %. Peu de changement pour les taux anglais (6 %) et allemand (6 %). En Italie, l'évolution apparaît hésitante, novembre ayant été mauvais, mais décembre meilleur.

III. — NIVEAU DE CHÔMAGE



Au cours du mois de décembre, les taux de chômage par rapport à la population active, corrigés des variations saisonnières, ont diminué. Très légèrement, de 4,9 % à 4,45 % en Allemagne, de 6,9 % à 6,8 % en Grande-Bretagne, mais fortement, de 5,40 à 5,15 % en France. Pour cette dernière, c'est le quatrième mois consécutif de baisse.

IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Les taux de couverture des importations par les exportations, corrigés des variations saisonnières, n'ont guère évolué en Allemagne (120 %) et en Grande-Bretagne (où il reste proche de l'équilibre, malgré le léger déficit de décembre). Le taux français, après l'effondrement de novembre (86 %), est remonté très fortement en décembre (99 %). La même amélioration s'observe pour le taux italien entre octobre (86 %) et novembre (104 %).

l'Arabie Saoudite. Le problème est d'utiliser maintenant le plus vite et le mieux possible cette manne pétrolière pour un rattrapage industriel.

L'Italie en queue de peloton

Si la Grande-Bretagne peut espérer des améliorations rapides, il n'en est pas de même, hélas ! pour l'Italie. Pourtant le redressement extérieur de cette dernière est en bonne voie. Elle peut, elle aussi, annoncer pour 1977 une balance des paiements en excédent de 1,6 milliards de dollars, la première depuis cinq ans. La lire, après son accès de faiblesse entraîné par la crise politique, s'est ressaisie. Mais à côté de ces résultats financiers, somme toute honorables, les chiffres économiques restent décevants : croissance en recul de 6 % (bien que se redressant un peu en décembre), chômage très élevé de 7,5 %. Ces derniers auront peut-être le mérite de rappeler à plus de sagesse syndicats et partis politiques, en les incitant à trouver plus rapidement une solution à la crise.

Si aucun des quatre pays européens ne peut ou ne veut se tirer de cette croissance déclinante ou rampante (même l'Allemagne qui, par la voix du chancelier Schmidt, vient encore une fois de refuser toute mesure de relance), il en est différemment chez les deux autres grands Occidentaux, Japon et États-Unis. Après l'après-bataille économique et monétaire qui les a opposés, ils viennent de signer le 13 janvier un armistice qui semble annoncer un tournant dans la politique économique nipponne. Le Japon ne pouvant plus compter ni sur les exportations ni sur une augmentation rapide de la consommation de Japonais habitués à la frugalité, ni à l'effort sur des investissements productifs, en face de ses capacités et des faillites, est obligé

des promesses présidentielles. Comme le montrent de récents sondages, la popularité de M. Carter a sensiblement baissé. Selon celui de l'agence de l'Associated Press, 57 % des Américains pensent que leur président est moyen ou mauvais. Pourtant les résultats économiques atteints en 1977 ne sont pas négligeables, et les pays européens s'en contentent : 4,8 % de croissance du produit national (contre 2,4 % en Allemagne et 2,7 % en France), chômage réduit sensiblement avec création de quatre millions d'emplois, inflation ramenée à 5 %. C'est presque le carré magique, auquel ne manque qu'un côté, mais essentiel, celui de l'équilibre extérieur.

Il est certain que les bons résultats ont été fortement hypothéqués par les maladroites qui ont trop longuement jaloné l'histoire de l'équipe de M. Carter. Celle-ci arrivera-t-elle à se ressaisir devant une situation qui se dégrade à nouveau ? La croissance est menacée, comme le montrent les derniers chiffres de production industrielle (0,2 % seulement en décembre, les chiffres d'octobre et de novembre ayant eux-mêmes été révisés en baisse de 0,2 à 0,4 %). Les investissements de 1978 seront moins importants que prévu (+4,5 % seulement). L'inflation, s'il faut en croire l'accélération des prix de gros, menace à nouveau. Et les taux d'intérêt en hausse (le prime rate est à 8 %).

A cet égard les mesures envisagées par le gouvernement américain, comme les 25 milliards de dégrèvements neaux ou le nouveau soutien accordé au dollar grâce aux accords swaps passés avec la Bundesbank, ne seront efficaces que si elles peuvent bénéficier de la crédibilité que peuvent accorder les Américains, comme les autres Occidentaux, à la politique de la Maison Blanche.

MAURICE BOMMENSATH.

EUROPE INDEX

Conseil de rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Gropin (« le Monde »), Piero Gorzgoroli, Mario Fasanotti (« la Stampa »), John Greig, David Spenser (« The Times »), Ingeborg Schwob, Hans Baumann (« Die Welt »).

Rédaction en chef : Jacqueline Gropin.

Publicité : Michel Gérard (« le Monde »), Riccardo di Coroto (« la Stampa »), Bryan Todd, coordonnateur (« The Times »), Dietrich Windberg (« Die Welt »).

Copyright « le Monde ».

ÉCHOS DE BRUXELLES

DES NEUF AUX DOUZE

LORENZO NATALI :
résigné au plus redoutable

C'EST à Lorenzo Natali, cinquante-cinq ans, député démocrate-chrétien des Abruzzes, qu'il revient au sein de la commission de superviser tout ce qui, de près ou de loin, a trait au futur élargissement de la Communauté. Tâche énorme et par conséquent délicate, car, avec des pays excédentaires en produits agricoles (l'Irlande et le Danemark), était en même temps intégré dans la Communauté européenne un pays importateur de produits agricoles : la Grande-Bretagne. Par la suite, l'augmentation des productions excédentaires de l'ensemble de la Communauté européenne s'est maintenue dans un cadre encore supportable.

L'entrée des trois États d'Europe méridionale aura, en revanche, des conséquences plus importantes. Ces derniers, en effet, à l'intérieur de la Communauté des Neuf, les productions excédentaires ont augmenté, ainsi que la tendance à une croissance renforcée. De plus, le système de paiements pour compenser les frontières, introduit en 1968, étant donné les disparités monétaires à l'intérieur de la Communauté européenne, a entraîné des frais supplémentaires très élevés. Si bien que les tracas financiers ont été vécus, d'autant plus que l'élargissement du marché agricole ont même déjà, sans qu'il y ait de nouveaux excédents ni d'accroissement supplémentaire des frais, pris une proportion considérable qui menace de dépasser le supportable.

Le Parlement européen assume la responsabilité du budget

On ne peut pas ne pas voir qu'avec l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne, l'augmentation des dépenses sera considérable. Les dépenses de la Communauté européenne, en effet, seront plus élevées, et en conséquence, les excédents seront produits qui, à leur tour, ne pourront être exportés dans le tiers-monde qu'en entraînant des frais supplémentaires, ou seront éliminés par la destruction.

La réglementation du marché agricole de la Communauté européenne a été établie en suivant le modèle de la réglementation du marché élaborée en Allemagne dans les années 30. Elle avait fonctionné à l'époque parce que l'économie allemande ne pouvait pas les besoins intérieurs et qu'en important la brèche était comblée. Mais elle présente de graves défauts pour un marché agricole dont l'économie nationale produit plus de produits alimentaires qu'il en est demandé à l'intérieur.

C'est pourquoi une modification du système devrait être amorcée. Et ce ne peut être qu'une bonne chose que l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal oblige à réfléchir sur la manière dont les modifications nécessaires doivent être opérées.

HEINZ PENTZLIN.

Après la tournée des capitales qu'il vient d'entreprendre, M. Natali, fort du soutien des États membres, qu'il sait nécessaire, sera prêt pour rédiger — et cette fois faire accepter par ses collègues — le document de fond que tout le monde attend. On y trouvera quelques idées simples. Pour des raisons politiques et aussi économiques, les problèmes agricoles sont les plus importants, mais, moyennant de la bonne volonté de la part de tous les États membres, ils ne sont pas insolubles. L'idée d'une pré-adhésion est néfaste : d'une part, parce qu'elle interdit ce que les candidats veulent obtenir le plus vite possible, à savoir la participation effective aux décisions politiques, intéressant la vie de la Communauté ; d'autre part, parce que son corollaire — une sorte de plan Marshall européen en faveur des pays candidats — n'est pas bon. Ce qu'il faudra obtenir, souligne M. Natali, ce sont certes des transferts financiers importants, mais surtout un effort partagé, une aide qui devra être étroitement liée aux objectifs de l'intégration.

PHILIPPE LEMAITRE.

L'élargissement de la Communauté :
une menace pour le Marché commun agricole

L'élargissement presque inévitable de la Communauté européenne à trois pays du sud du continent rendra indispensable une modification de la réglementation du Marché commun agricole. Heinz Pentzlin défend ici cette thèse.

L'Élargissement de la Communauté européenne par l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal procure aux neuf pays membres du Marché commun plus de complications que d'avantages et met les organismes de la Communauté devant de nouvelles tâches, difficiles à accomplir. Malgré cela, l'entrée de ces trois pays d'Europe méridionale ne saurait être refusée. Bien des conséquences néfastes pourraient s'en suivre si les négociations avec eux étaient remises à plus tard, comme Bruxelles semble le vouloir.

de la Communauté des Neuf. C'est de là que l'on craint la plus grosse des difficultés : de fortes exportations de produits agricoles.

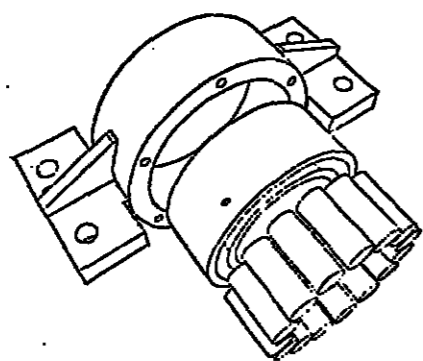
Les agriculteurs français et italiens sont les premiers à sentir d'avance un renforcement de la concurrence. Les excédents de la Communauté européenne en vin, agrumes, olives et primeurs (surtout en tomates) s'en trouveraient accrus. Il faut ajouter à cela que les coûts de financement du marché agricole devraient également s'accroître proportionnellement, ou peut-être même comme beaucoup le craignent, de façon disproportionnée.

Encore des excédents

Les estimations sur l'ampleur de l'augmentation des coûts divergent parce qu'on peut difficilement évaluer de quel volume la production des trois pays d'Europe méridionale augmentera, avec un accès facilité aux marchés des pays de la Communauté européenne, et des recettes plus élevées. L'estimation la plus basse est de 1 milliard d'unités de compte européennes. D'autres calculs arrivent presque au double, et il n'est pas du tout exclu que cela occasionne en fin de compte des frais supplémentaires encore plus élevés si l'on doit conserver encore longtemps, même après l'élargissement de la Communauté européenne, le système de réglementation du marché jusqu'il en vigne.

C'est pour cette raison, mais pas seulement pour celle-ci, qu'on s'élève à nouveau la question de savoir s'il n'est pas nécessaire, voire finalement inévitable, de procéder à une modification radicale de la réglementation. Le système existant a, dès le début, été en butte à bien des critiques. Il avait été mis en question quand il s'était agi de l'entrée de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark.

Vous Calculez...
Eh bien, Dessinez maintenant!



benson
le dessin automatique.

Pourquoi?

Parce que le dessin automatique vous apporte la rapidité et la précision de l'exécution graphique. Parce que la machine à dessiner libère votre personnel des tâches ingrates.

Comment?

Selon vos exigences et vos besoins, Benson vous présente une gamme modulaire de 30 machines à dessiner automatiques. Mais surtout, Benson ne vous laisse pas dans l'embarras du choix. Benson, c'est d'abord le conseil, c'est d'abord le dialogue.

Pour qui?

Que vous soyez ingénieur, gestionnaire ou architecte, Benson est pour vous l'outil avancé de recherche et d'exécution graphique. Benson est pour vous l'efficacité d'aujourd'hui.

Combien?

Avec Benson, dans la plupart des cas, le dessin automatique entre chez vous pour 1000 F/mois. Alors, contactez-nous. Nous parlerons votre langage et le nôtre. Nous parlerons dessin.

Documentation sur simple demande à
BENSON - 1, RUE JEAN LEMOINE - Z.I. DES PETITES HAIES
94015 CRÉTIL FRANCE - TÉL. 899.10.90.



benson

parlez
ANGLAIS...
ALLEMAND ITALIEN ESPAGNOL
ARABE RUSSÉ JAPONAIS
LOGOS
international
centre privé de formation
4, villa Ornano 75018
PARIS TEL. 255.09.05
TOURS 20.93.21 NANTES 47.70.90
ORLÉANS 62.24.30 MUNICH 87.47.37

VIENT DE PARAÎTRE

deux cent mille exemplaires vendus en 1976

Le Monde publie la troisième édition de

**L'année économique
et sociale**



un bilan complet, économique, social,
financier et boursier,
en France et à l'étranger.

168 pages / 109 pays / en vente partout 15F

LES NOUVEAUX ÉCONOMISTES

Fred Hirsch : dialectique de la pénurie et de l'expansion

Qui sont les nouveaux économistes de notre époque ? C'est la question que, à tour de rôle, des journalistes et des professeurs se posent chaque mois dans « Europa ». David Blake a choisi ici de parler de Fred Hirsch, jeune et brillant économiste britannique qui vient de mourir. Il avait jeté les bases d'une explication partielle de la société post-industrielle.

La plupart des débats qui ont porté, ces dernières années, sur la croissance économique ont été centrés sur le point de savoir si elle est possible et sur ce qu'il faut faire pour l'obtenir. Il s'est produit une division assez simple entre les optimistes qui pensent que les économies du monde, et du monde occidental en particulier, peuvent continuer à croître rapidement, et les pessimistes qui pensent que nous approchons des limites imposées par le manque de ressources de notre planète, ou que nous les avons déjà atteintes.

La récession mondiale actuelle, elle-même, n'a guère contribué à estomper cette division. Certains personnes jadis optimistes sont devenues pessimistes, et l'idée que certains problèmes de structures rendent la croissance plus difficile à réaliser a joui d'une nouvelle vogue.

C'est parce qu'il était parvenu à introduire une dimension nouvelle dans le débat sur la croissance que le professeur Fred Hirsch, qui est mort tragiquement le mois dernier à l'âge de quarante-six ans, avait si bien réussi à capter l'attention aussi bien des économistes universitaires que des lecteurs ordinaires. Dans un livre publié l'an dernier (1), le professeur Hirsch tentait de traiter trois questions fondamentales émergeant de l'expérience économique de l'après-guerre. Il le faisait d'une façon qui comportait peu de chiffres et excluait toute équation, mais qui contenait néanmoins certains des raisonnements les plus solidement argumentés que l'on ait vus récemment en économie.

Pour simplifier, le professeur Hirsch essayait de répondre à trois questions :

1) Pourquoi l'expansion économique reste-t-elle une force aussi puissante et un objectif pour les individus alors qu'elle ne semble pas produire une société plus heureuse ?

2) Pourquoi l'augmentation générale des niveaux de vie n'a-t-elle pas provoqué l'enthousiasme des conflits économiques et sociaux ? Le niveau de vie de la plupart des individus s'est fortement élevé en Occident au cours de la période d'après-guerre à cause de la croissance, et celle-ci a provoqué une bien plus grande expansion du bien-être matériel que la redistribution n'aurait jamais pu en apporter. Et surtout, la société est devenue plus soucieuse de la manière dont cette richesse est répartie.

3) Bien que les attitudes de la société soient devenues plus individualistes, l'accent étant davan-

tage mis sur la liberté des individus dans des domaines comme les normes sexuelles, il y a eu un glissement continu vers l'intervention de l'Etat et les mesures collectives dans l'économie. L'argumentation du professeur Hirsch est que les trois questions interfèrent et qu'elles proviennent d'une cause unique. Le problème est que la croissance économique, telle que nous la mesurons, n'est plus un étalon adéquat pour apprécier le bien-être de la société.

L'idée centrale de cette thèse est celle des « biens de position ». Si le bien-être n'est qu'une question de répartition de télévision en couleur et de lave-vaisselle, les vieilles normes que l'on utilise depuis l'époque d'Adam Smith sont encore valables. Mais, de plus en plus, la configuration de la consommation et, ce qui est encore plus important, de la consommation désirée s'éloignent des biens de ce type.

Prenons le simple exemple d'une voiture. Ce que veulent les consommateurs, ce ne sont pas seulement des automobiles. C'est le droit de les conduire où ils veulent sur des routes raisonnablement dégagées, à travers le genre de zones où ils peuvent contempler un beau paysage. Mais si tout le monde a droit à une voiture, cela devient impossible. Ou bien les routes ne sont pas construites, ou bien elles le sont et les paysages sont détruits. Dans les deux cas il y a une limite à la fourniture possible de biens.

Cet exemple de congestion physique présente des similitudes avec beaucoup d'idées qui ont préoccupé ces dernières années les économistes cherchant à appliquer au domaine social l'analyse des coûts et des avantages. Ils ont essayé de mesurer le coût de nuisances comme la congestion et de l'exprimer en sommes d'argent.

Leurs efforts n'ont pas été entièrement satisfaisants, mais ils représentent un pas en avant par rapport à l'idée ancienne que la possession de biens privés n'entraîne pas du tout de coûts. Le professeur Hirsch a considérablement dépassé ce stade de la réflexion en faisant porter son attention sur des problèmes autres que la congestion physique. Il l'a concentrée sur le problème de ce qu'on peut faire pour réduire les coûts qui apparaissent lorsqu'un nombre de plus en plus grand de gens cherchent à bénéficier des mêmes avantages.

En ce qui concerne beaucoup de biens, il est tout simplement impossible qu'il y en ait pour tous. Il y a dans le monde une quantité limitée de tableaux

authentiques de Vermeer, et l'on ne peut rien faire pour en augmenter le nombre. Cette question pourrait être traitée simplement par le mécanisme des prix en élevant le prix des Vermeer, et en forçant ainsi les gens à rechercher d'autres biens. Mais il y a une limite dans ce sens. Il arrive un moment où une forte proportion de ce que les gens désirent consiste en choses dont l'approvisionnement est limité. Alors l'idée de croissance commence à perdre de son sens. Cela s'applique particulièrement à toute une gamme de limites sociales. Nous pouvons tous espérer devenir le chef du gouvernement de notre pays, mais le poste ne peut être occupé que par une seule personne à la fois.

Le plus important des domaines où s'applique cet exemple simple est l'enseignement, largement considéré jusqu'ici comme le chemin de la promotion économique et sociale. Chacun est en droit d'emprunter cette voie, le nombre de personnes passant par le système d'enseignement aux niveaux supérieurs a augmenté. Par là même, la valeur de cette éducation a été réduite, car un filtre qui laisse tout passer ne mérite plus son nom.

C'est aussi le fait qu'un nombre de plus en plus grand de biens sont d'une espèce que la société sent d'une espèce qui ne peut être produite en quantité toujours croissante. La croissance économique devient de plus en plus difficile à réaliser, soutient Hirsch.

Le fait que les gens désirent de plus en plus des choses que seuls quelques-uns peuvent posséder explique pourquoi le souci de la répartition de la richesse dans la société a augmenté.

C'est aussi le fait qu'un nombre de plus en plus grand de biens sont d'une espèce que les particuliers ne peuvent tous espérer posséder eux-mêmes qui explique le collectivisme rétrograde qui se répand à travers l'Occident.

La conclusion qui découle de l'argumentation de Hirsch a peut-être surpris beaucoup de ceux qui connaissent ses travaux antérieurs.

L'écart est important entre les études du système monétaire international qu'il mena et ses recherches, d'abord à Nuffield College (Oxford), puis à l'université de Warwick. L'un des aspects les plus tragiques de sa mort est qu'il ne sera pas en mesure de poursuivre les travaux qu'il avait entrepris, ni de répondre à la critique la plus sérieuse qui a été avancée contre son argumentation, à savoir qu'elle met quelques biens limités au centre du débat économique général.

DAVID BLAKE.

(1) *Social Limits to Growth*, Bantam Books et Regan Paul, éditeurs, Londres, 550 livres sterling.

Une formule d'avenir

Les « villes clés en main »

L'Italie fait, sous la pression d'un important groupe de construction, l'expérience des « villes nouvelles ». Elle en tire parti pour exporter vers les pays en voie de développement des villes « clés en main ».

Les malheurs de la construction en Italie remontent à 1971, année à partir de laquelle le nombre des habitations mises en chantier a diminué, exception faite d'une brève pause en 1975. Ces années « noires » ont eu pour effet de plonger l'Italie au dernier rang dans le classement européen des logements disponibles, où elle est même devancée par la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Depuis 1971 en effet, on ne dépasse pas un chiffre de quatre logements pour mille habitants chaque année, contre une moyenne européenne de 6,8 par mille.

Quelles en sont les causes ? Il y en a principalement trois. D'abord la mauvaise volonté politique, qui, jusqu'ici, a produit d'innombrables « plans », « lois », « interventions », sans pour autant résoudre le problème de la construction, qui augmente de façon vertigineuse chaque année de façon telle que, dans bien des cas, les bâtiments ont intérêt à changer de motif (et il y en a beaucoup qui l'ont fait). Enfin, le coût de l'argent, qui n'est pas un mal spécifique de la construction, mais qui pèse sur toute l'activité productive (pièces, bicyclettes, etc.) qui ne se rencontrent jamais.

Si le phénomène de l'urbanisation se poursuit, il y a, selon S. Berlusconi, deux solutions : un agrandissement en tache, ou la construction de nouvelles villes. Les administrations municipales semblent vouloir fortement limiter, ou la construction de cités satellites autour d'une « ville » noyau. La seconde hypothèse est celle qui est considérée comme la plus probable par les architectes du COEDIN.

Dans les pays qui aspirent à devenir modernes et industria-

lisés, le consortium compte sur une formule originale, celle du produit « clés en main ». Aux pays affamés de maisons que sont, par exemple, ceux de l'Afrique du Nord ou du Proche-Orient, sont offertes des unités urbaines assorties des infrastructures et des services nécessaires. Le COEDIN s'occupe en outre de la totalité de la gestion (systèmes industriels en collaboration avec les divers entrepreneurs italiens), et il trouve les financements indispensables. Le pays qui commande une ville n'a donc qu'à signer le contrat : c'est le COEDIN qui fait les propositions. De cette manière, les temps de réalisation sont nettement réduits.

La technique adoptée est d'avant-garde, et c'est un pas au-delà du préfabriqué. Il s'agit d'une technique de construction fondée, comme l'explique S. Berlusconi, sur l'emploi de « tunnels » pour la réalisation des structures (perfectionnement de techniques d'origine française) et, dans un second temps, sur l'application de « clés » à toute une série de composants produits de façon industrielle. L'avantage est d'obtenir une structure rigide (ni préfabriquée ni assemblée). Le résultat est supérieur qualitativement à la construction traditionnelle. Les temps sont abrégés : on calcule une économie d'espace d'environ 40 %.

Jusqu'ici, des travaux ont été effectués dans de nombreux pays, parmi lesquels les États-Unis, le Venezuela, le Canada, la Malaisie, la Libye, le Liban, la Turquie et la Zambie. Le groupe négocie actuellement la fourniture d'un réseau routier interurbain. La concurrence ? « Elle est forte du côté des Espagnols », explique S. Berlusconi. Pour certains ouvrages, le COEDIN a eu à ses côtés des partenaires européens, mais assez peu.

MARIO FASANOTTI.

Une grande firme : le ministère polonais de l'industrie mécanique

Certes, le ministère polonais de l'industrie mécanique appartient à un gouvernement de l'Est. Mais, à part cela, qu'est-ce qui le distingue d'une grande firme occidentale ?

Le ministère polonais de l'industrie mécanique est dirigé par Alexander Kopeck, quarante-quatre ans, ingénieur électronique, ancien champion olympique de basket-ball : une stature et un physique exceptionnels.

Pour d'évidentes raisons d'espace, les grues de 100 tonnes ne sont pas exposées au siège du ministère de l'industrie mécanique à Varsovie. La gamme des produits proposés à l'attention du visiteur en exemplaires authentiques ou en modèles réduits, sur des panneaux lumineux ou sur agrandissements photographiques, est suffisante pour donner une idée de ce que signifie, dans un pays socialiste, la propriété des moyens de production par l'Etat. Nous n'avons pu contrôler qu'il existe effectivement cent quarante mille produits différents, fournis chaque année sous le label *made in P.R.* par l'intermédiaire de dizaines de milliers de personnes, pour un chiffre d'affaires de 16 milliards de dollars par an, sur les marchés intérieurs ou extérieurs des deux ou trois mondes entre lesquels on a, de nos jours, coutume de diviser la planète.

Il était toutefois plus stimulant de nous entretenir avec M. Kopeck de l'organisation de son ministère plutôt que de ses catalogues. Le ministre, courtisé et ouvert, doté d'un *vis* sens de l'humour et d'un *fair-play* sportif excep-

tionnel, démontre en permanence combien la pratique du basket peut servir aux dirigeants de l'industrie moderne pour marquer des buts, et aussi pour concéder ceux des autres. Une fois seulement, Kopeck a failli perdre son sang-froid olympien : lorsque nous lui avons demandé si le pourcentage élevé des exportations polonaises en Union soviétique était dû à la difficulté de la concurrence sur les marchés du monde non communiste. C'est un préjugé, a répondu le ministre, que de considérer le marché soviétique comme facile. Un pays qui possède de l'or, du pétrole, des richesses naturelles limitées comme l'U.R.S.S. tend vers un développement dynamique et peut se permettre d'acquiescer ce qui lui est nécessaire dans n'importe quelle partie du monde, en choisissant le mieux de ce qui est disponible.

Par conséquent, les produits que mon ministère fournit à l'Union soviétique sont de haute qualité, d'une technique ne différant en rien de ceux que nous vendons à l'Occident.

Pour lui, le motif de l'expansion considérable des exportations polonaises vers l'U.R.S.S. réside dans le fait qu'il est plus facile de signer avec ce pays des contrats pour de grandes quantités de produits et sur une longue période de temps. C'est ce qui permet de programmer les productions et les ventes, avec des avantages évidents de coûts et d'investissements.

Des cours à l'étranger

La part des exportations du ministère de l'industrie mécanique polonais, c'est-à-dire du groupe d'entreprises qui en dépendent, atteint presque un tiers de la production. Mais les rapports avec l'étranger ne se limitent pas aux échanges commerciaux. M. Kopeck est fier de pouvoir dire que 88 % des idées, traduites dans les 140 000 produits industriels du groupe dont il est responsable, sont polonaises, alors que 15 % seulement proviennent de l'étranger. Mais il est tout aussi disposé à reconnaître qu'en un an, 26 000 ouvriers, ingénieurs et professeurs polonais ont suivi des cours à l'étranger, conformément à une habitude des plus utiles. Le ministre ne dit pas, mais il ne nie pas non plus, qu'à son avis, les dirigeants, les prises et le ministère lui-même ont atteint aujourd'hui un degré d'utilisation de l'informatique qui ne craint pas les comparaisons avec l'étranger. États-Unis compris. Il en fournit une preuve : les ressources consacrées à la recherche scientifique représentent 5,5 % du chiffre d'affaires du groupe, et dans certains secteurs, comme celui de l'électronique, elles arrivent à 12 %.

Nous avons voulu comparer ce ministère à une firme de grande dimension, mais le ministre a objecté que, en fait, de son rôle économique, il fallait aussi tenir compte de son rôle politique. Il n'y a pas de doute que, toutefois, la fonction la plus fascinante pour l'ingénieur électronique qu'est Alexander Kopeck est son rôle opérationnel de grand manager dont dépendent non seulement 800 000 travailleurs, dont 100 000 techniciens et ingénieurs, mais aussi l'industrialisation de son pays.

Le ministère polonais de l'industrie mécanique est un exemple d'organisation centralisée et décentralisée en même temps, sur le type des holdings financières et des opérations d'Europe occidentale. Sur le papier, en effet, tout dépend du centre, du ministère, qui, pour quelques secteurs seulement, délègue son autorité aux six sous-secrétaires d'Etat, dont l'un a le rang de premier vice-ministre. Dix départements dépendent des sous-secrétaires : ceux de l'électronique, de la planification, de l'emploi et des salaires, de l'exportation et des relations économiques avec l'étranger, de la gestion des matériaux et des ventes, de la production et

de la coopération, des investissements, de la recherche et du développement, et de la technologie.

En outre, trois « équipes » de direction dépendent des sous-secrétaires : pour la sécurité et l'hygiène du travail, pour la modernisation des installations et pour le développement de la consommation (le secteur qui caractérise la nouvelle orientation de l'économie polonaise). Mais même les entreprises opérationnelles qui dépendent de ces départements et de ces équipes retombent, en définitive, sous l'autorité du ministre, dont dépendent également le conseil d'administration et le conseil de coordination et de la supervision, le département du personnel et le département légal.

En substance, le ministère est organisé comme une pyramide à quatre degrés horizontaux, qui s'élargissent progressivement : les centres de décision sur le plus élevé, les départements des directeurs au second rang, les unités exécutives au troisième, et les entreprises opérationnelles au quatrième. Ces dernières, qui sont regroupées sous vingt-cinq chefs de groupe, dépendent toutes, en définitive, du ministre, à qui reviennent les décisions définitives, les choix de programmes et les nominations de directeurs (qui doivent se aligner bien évidemment dans le cadre de la politique générale du gouvernement).

Finalement, en face d'un ministre qui ressemble à s'y attendre à un « D.G. occidental », et devant un organigramme digne de la « Business School » de Harvard, on est tenté de se dire que la Pologne a dépassé la première phase du passage de l'agriculture à l'industrie, et celle du développement quantitatif de la production. Elle semble maintenant entrer dans la troisième période, celle du progrès qualitatif avec de sérieuses intentions d'obtenir sinon un titre olympique du moins un bon classement.

MARIO SALVATORELLI.

Paris-Londres 6 vols quotidiens à votre service

ROISSY-HEATHROW

9h00*
11h00
13h00*
15h00
18h00*
20h00*

HEATHROW-ROISSY

8h00
10h00*
12h00
14h30*
17h00*
19h00*

*Envolez-vous dans un TriStar British Airways, l'avion le plus confortable sur Paris-Londres.

A l'aéroport de Heathrow, prenez le nouveau métro express. Il vous conduit directement au centre de Londres. Enfin, n'oubliez pas nos vols directs de Roissy vers Manchester, Cardiff, Birmingham, Bristol.

"Peut-on vous aider?"

British
airways



En collaboration avec Air France. Renseignements au 91, Champs-Élysées et 38, avenue de l'Opéra. Tél. 260.38.40, ou consultez votre agent de voyages.

مكتبة من الأصل

Entreprises

L'harmonisation des comptes

Une classification qui inquiète

Le Conseil des Communautés européennes vient de mettre le point final à un projet qui doit être adopté incessamment avant d'être présenté, pour décision, aux ministres des pays de la Communauté économique. Ce projet traite de la publicité des sociétés de capitaux européennes, c'est-à-dire des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions et également des sociétés à responsabilité limitée. Un sujet d'inquiétude ?

Le Conseil des Communautés européennes envisage d'harmoniser les structures des sociétés afin de les rendre comparables, vues de l'extérieur des frontières des Neuf. Ce devrait être l'ère de la maison de verre qui s'ouvre pour les grandes entreprises européennes. L'économie européenne s'en sent bien sûr dérangée dans son anonymat.

C'est d'Italie, de France et du Royaume-Uni que s'élèvent les voix les plus inquiètes, alors qu'en Allemagne fédérale la publicité des sociétés s'appuie relativement plus sur les conceptions et les décisions du Conseil communautaire. Mais cela n'est pas en soi un grand outre-Rhin en raison de la quatrième directive du Conseil qui prévoit que les sociétés à responsabilité limitée doivent elles aussi obéir à l'obligation de publicité.

Dans leurs critiques, les Allemands font remarquer que les bilans des S.A.R.L. portent, dans 90 % des cas, sur des sommes inférieures à 1 million d'unités de compte, 5 % seulement étant compris entre 1 et 3 millions d'unités de compte, ce qui rendrait impossible l'application à ces sociétés des mêmes critères

Des litiges

La pierre d'achoppement de ce projet est l'article 41, véritable provocation à l'égard des sociétés de capitaux européennes.

En effet, les quatorze points qui composent cet article vont

tous dans le sens d'une plus grande clarté pour la gestion du capital et pour la rémunération des membres des organes d'administration et de direction des entreprises. C'est ainsi que le premier point exige que soit indi-

qué le taux de change de référence pour les valeurs mentionnées en monnaie étrangère, ce qui, jusqu'ici, ne se pratiquait pas toujours au sein des Neuf. De même, la valeur nominale et la forme des actions émises lors d'un capital souscrit doivent-elles être mentionnées ? Quant au point 6, il précise que le montant des engagements financiers doit être indiqué dès lors qu'il reste plus de cinq ans à courir, texte qui va dans le sens d'une plus grande rigueur par rapport au projet antérieur (1973). En effet, celui-ci prévoyait simplement que ce montant devait être mentionné si l'indication était utile : porte ouverte à toute forme de subjectivité.

Autre point important et qui a particulièrement effrayé les grandes entreprises : le point 8, selon lequel l'annexe du bilan doit porter sur « la ventilation du montant net du chiffre d'affaires (...) par catégories de produits et d'activités, ainsi que par marchés géographiques (...) ». Une telle ventilation permettrait, à la concurrence de se retrouver très au fait de la situation d'une entreprise donnée. Supposons qu'une société commence à s'introduire sur un marché, la concurrence peut facilement voir où elle en est à partir du bilan et prendre les mesures de riposte qu'elle juge utiles.

En ce qui concerne les éclaircissements qui devront, à l'avenir, être fournis relativement à la rémunération des membres des organes d'administration et de direction, il faut mentionner le point 13, qui exige que le montant des rémunérations allouées, de même que celui des retraites, soient clairement indiqués. A noter que cette pratique existe déjà dans certains pays, ces montants ne sont indiqués que de façon globale. L'avenir des indications devront être fournies séparément pour chaque catégorie. Enfin, devront également être mentionnés non seulement les crédits ou avances alloués (ainsi que les conditions) aux membres des organes d'administration, mais également les remboursements effectués. L'ensemble va dans le sens d'une plus grande transparence.

L'harmonisation des systèmes européens devrait faciliter les prises de participations à travers les frontières et l'avènement de l'Europe financière.

HANS BAUMANN.

A quoi tient le prestige social ?

(Suite de la page 21.)

C'est le cas aussi du syndicalisme dans tous les pays. Sur cette activité, les envies sont partagées (négligemment et positivement), mais il est clair que la base ouvrière l'appelle et que son évolution est aussi ascendante. Les artistes et les sportifs professionnels, sans doute aidés par la télévision, se sont installés récemment dans la société, et les fonctionnaires — sauf en Allemagne fédérale — semblent s'y être même enracinés.

En sens inverse, on a vu, en France par exemple, le prestige des prêtres diminuer, sans doute du fait d'une désaffection religieuse grandissante. Ceux des juges (particulièrement en Italie et en France) a aussi souffert. Les fameux « ingénieurs » italiens ont vu leur rôle baisser en même temps que celui de la mécanique dans nos technologies. Les notaires français ont été compromis indirectement par trop de scandales. Enfin, dans l'ensemble, et surtout en Angleterre et en France, il est clair que ce sont les cadres « moyens supérieurs » qui ont le plus souffert de l'inflation et de la recherche d'une plus grande égalité par le rétrécissement de l'éventail des revenus et l'augmentation de la fiscalité directe. Leur pouvoir d'achat, indiscutablement diminué par rapport à celui d'autres salariés en valeur relative ; à tel point qu'on voit aujourd'hui certains

employés anglais refuser des promotions de cadres parce qu'ils estiment que les avantages à en attendre ne justifient pas les inconvénients.

Une récente étude britannique, publiée par l'association des consommateurs dans son magazine *Which*, a d'ailleurs montré que l'indice de satisfaction des professionnels n'est pas toujours lié étroitement à leur niveau de revenus. Il est plutôt lié à deux éléments : la pleine utilisation des capacités ou de la formation acquise, et l'intérêt en soi du travail. Ainsi, les « clergymen » anglais, qui sont au plus bas de l'échelle des revenus moyens, sont au sommet de l'échelle des satisfactions, suivis par les chefs d'entreprises, les agriculteurs et les horticulteurs.

Mais, par les temps écologiques qui courent, si l'on sait que le mode de vie paysan est sain et équilibrant, la profession ne semble guère attirer les ambitions des Européens pour leurs enfants. Les agriculteurs, mis à part les très grands exploitants, qui tiennent généralement leur situation de leur famille et sont peu imitables, viennent loin dans l'ordre des prestiges professionnels. Il semble d'ailleurs que les ouvriers agricoles, qui se trouvent dans chacun de nos pays au plus bas de l'échelle sociale, réduisent pour leur malheur le double inconvénient d'être à la fois « ouvrier » et « agricole ».

Des souffre-douleurs

Ce sont les derniers barreaux de cette échelle du prestige qui font ressortir les préjugés de nos sociétés. En France, le personnel de maison, les ouvriers agricoles, les balayeurs et sboueurs pariaient, assez loin devant les ouvriers, les employés et les porteurs, les charges de souffre-douleur. En Italie, ce sont, dans le même ordre, les ouvriers agricoles, les balayeurs, le personnel de maison, les ouvriers non qualifiés de la construction, les employés non qualifiés et les fonctionnaires de niveau modeste en général. En Allemagne, ce sont les sboueurs, ouvriers agricoles, personnel de maison, porteurs, étudiants. Enfin, achèvement, particulièrement pitoyable en Grande-Bretagne, les domestiques, les employés de nettoyage, les vendeurs auxiliaires.

L'appartenance des étudiants parmi les souffre-douleur de l'Europe est une nouveauté. Les politiciens, en revanche, semblent échapper à leur sort, comme en Italie) avec la vague de terrorisme qui renverse l'opinion. Ce

sont les femmes de ménage qui sont dans l'état le plus profondément géant, semble-t-il, étant « femmes » et « de ménage », dans une société qui ne cesse de dénoncer l'exploitation de l'homme par l'homme. Même le berceau de la société libérale et démocratique, l'Angleterre, n'échappe pas à la règle : bien qu'ils soient assez bien payés avec un salaire de 3 700 livres par an, les sboueurs s'y trouvent aussi au dernier rang pour l'indice de satisfaction, non loin des « économistes », dont le salaire annuel nettement plus élevé ne compense certainement pas les énormes incertitudes sur leur science et leur utilité, surtout en période de crise.

Chaque pays a, en effet, ses particularités. Ainsi, le prestige des professions suit-il, en Angleterre, certaines modes, qui vont souvent avec les événements d'actualité et en particulier avec les grèves. Par exemple, la grève des pompiers a permis à ces derniers, en expliquant pourquoi les risques qu'ils pren-

ent et le genre de travail qu'ils font, d'attirer une sympathie et une admiration nouvelles de la part du public. Il en a été de même, en des circonstances analogues, des infirmières, des policiers... et du personnel de quelques autres services publics britanniques.

En Allemagne fédérale, le niveau de vie de l'ensemble des professions s'est accru. Mais les artisans et les ouvriers spécialisés de l'industrie ont vu leur condition s'élever moins vite que la moyenne parce que, assurément, les conventions collectives les empêchent de travailler plus longtemps que la durée définie par les syndicats.

En Italie, les politiciens font le score maximum d'impopularité, 54 % de la population les déclarant ouvertement détestés d'intérêts particuliers contraires à l'intérêt général (aux plus élevés pour toutes les professions). Les artistes de cinéma et les joueurs de football y sont très en vue. Certains signes traduisent le caractère récent du développement du pays. Ainsi la constatation d'ignorance péjorative qui s'attache aux ouvriers non qualifiés du bâtiment s'explique par le fait qu'il s'agit souvent du premier emploi d'Italiens du Sud pauvres, déracinés pour vivre.

Sécurité

matérielle

En sens inverse, le modeste prestige qui s'attache, dans les petites agglomérations en particulier, aux postes de fonctionnaires traduit le goût ancestral des « moins favorisés » pour la sécurité matérielle. Certaines catégories de travailleurs comme les bouchers ont aussi vu leur niveau de revenu et de prestige augmenter avec le développement du pays. Là encore plus qu'ailleurs, estime-t-on, l'éducation universitaire confère le prestige, d'où le respect du titre de « docteur » par exemple. Utilisé aussi dans les rapports quotidiens comme en Allemagne fédérale, il traduit le caractère hiérarchisé de la société.

Partout, l'estimation présoie par les revenus de la hiérarchie des professions est délicate à faire. Mais en Italie, elle est carrément impossible en raison des salaires dissimulés et du travail noir.

En France, le prestige social se mesure de moins en moins par l'argent gagné ou possédé, mais le culte des grands concours (École nationale d'administration, École polytechnique, École normale supérieure, École centrale des arts et manufactures, École des hautes études commerciales, etc.) y reste l'un des plus vifs en Europe. Les professions ouvertes par ces concours conduisent en effet généralement à la fois à la sécurité, à l'influence dans la société, et à des rémunérations élevées.

En sens inverse, le travailleur manuel est si peu en vue en France que de nombreuses tâches de sa catégorie sont considérées comme normalement le fait des travailleurs immigrés (deux millions environ dans la population active française, qui compte également un million de chômeurs). Il a même fallu créer, ce qui est tout à fait exceptionnel en Europe, un secrétariat d'État à la condition des travailleurs manuels pour essayer de revaloriser leur statut, mais il semble que le gouvernement ne soit pas parvenu à grand-chose dans ce domaine.

Partout un cas semble étrange, celui des commerçants. Libres de leurs mouvements et disposant de revenus importants, ils sont souvent enviables. Mais ils ne semblent guère admirés et leur prestige est déclinant. On dira, dans un pays comme la France, que la population les tient pour largement responsables de l'inflation. Mais cela n'explique pas tout. On observe, en Europe, une montée générale des « élites » et du goût pour la sécurité et pour le service public, par opposition à la défense d'intérêts particuliers avec des risques élevés, l'objectif étant bien évidemment de défendre son intérêt particulier en même temps que l'intérêt général. Les attaques qui se multiplient envers des professions libérales jadis « inattaquables », comme celles d'avocat ou de médecin, sont un signe. L'idéal, demain, restera d'accumuler des diplômes, mais si possible de devenir président d'une entreprise nationalisée non déficitaire parce que monopolistique, ou médecin hospitalier patron d'un département de médecine préventive.

JACQUELINE GRAPIN.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Faure, directeur de la publication, Jacques Saragoyte.

Imprimerie du « Monde »
S. r. l. des Italiens
PARIS-IX
1976

Reproduction interdite de tous droits, sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

Matières premières

Le cacao en baisse

Les cours du cacao, après des oscillations spectaculaires, sont à nouveau en baisse. Les spéculateurs s'en aperçoivent, mais pas les consommateurs, dont le chocolat est produit avec du cacao acheté cher.

« Tu achètes du cacao à la Bourse de New-York », dit le grand Winfield. « Le prix du cacao baisse de 3 cents... et je perds tout ce que je veux », réplique-t-il. « Comment le prix du cacao pourrait-il diminuer ? », repartit le grand Winfield.

Cité en 1954 par l'auteur du « Jeu de l'argent », camouflé sous le pseudonyme d'Adam Smith, l'année où les courtiers de Wall Street, estimant leurs possibilités insuffisantes sur le marché des actions, cherchèrent d'autres moyens de spéculer et se tournèrent vers le marché du cacao, ce dialogue pourrait très bien avoir été prononcé l'été de l'année dernière. En effet, Wall Street ne marchait pas bien, tandis que le prix du cacao dépassait chaque jour de nouveaux records aux Bourses de New-York et de Londres. Le 18 juillet, le cours du cacao atteignait 3 128 livres la tonne, sur la place de Londres, battant ainsi un nouveau record. En un an et demi, le prix du cacao à Londres avait plus que quadruplé.

Mais il arriva la même chose aux spéculateurs qui avaient tant contribué à cette hausse qu'aux héros d'Adam Smith qu'après avoir commencé à gagner, perdirent plus que ce qu'ils avaient investi au départ. Au cours du dernier semestre de l'année passée, le prix du cacao s'est effondré. En six mois, le prix a diminué de moitié pour ne plus atteindre finalement que 1 610,5 livres la tonne.

Comment les prix ont-ils pu changer autant en si peu de temps ?

La hausse avait été déclenchée dès 1975 par la pénurie de marchandises immédiatement disponibles. Des retards dans le chargement avaient eu lieu dans le port de Lagos, au Nigeria. D'autres pays d'Afrique, producteurs de cacao, annonçaient également des difficultés de livraison et la marchandise n'arrivait que de manière très sporadique en Europe et aux États-Unis. On ignore encore aujourd'hui si s'agissait de véritables difficultés au niveau des livraisons ou si l'état de pénurie était dû à une limitation volontaire. De toute façon, les pays producteurs saluèrent l'occasion et, au sommet de la hausse, vendirent déjà des parties de la récolte 1977-1978.

Selon des bruits — que certains firent court — la prochaine récolte de 1978-1979 (1,51 million de tonnes), celle de 1976/77 ne levait s'élever qu'à 1,33 million de tonnes. Poussés par la panique, les industriels ayant besoin de la marchandise livrable immédiatement, les spéculateurs se précipitèrent pour acheter, faisant ainsi grimper les prix.

Mais, au cours du deuxième

semestre de 1977, il devint certain que si l'on s'en tenait aux facteurs fondamentaux, c'est-à-dire aux chiffres de production et de consommation, il n'aurait pas dû se produire de hausse. La récolte 1977-1978 devant de nouveau être supérieure à la demande.

D'après une estimation de la maison Gill et Duffus, qui fait autorité auprès de ses concurrents, la récolte 1977-1978 devrait atteindre 1 464 millions de tonnes, soit 9,3 % de plus que la récolte précédente. Or, des récoltes de 1,5 million sont considérées comme de bonnes récoltes. Plus des deux tiers de ce tonnage sont le fait de quatre pays producteurs : le Ghana (320 000 t), la Côte d'Ivoire (285 000 t), le Brésil (249 000 t) et le Nigeria (220 000 t).


Alors que les producteurs de cacao sont presque tous des pays en voie de développement, les principaux consommateurs sont les pays industrialisés. La consommation est évaluée à partir du tonnage de fèves broyées. Également selon une estimation de Gill et Duffus, ce dernier s'élevait à 1,27 million de tonnes en 1977, chiffre le plus faible depuis 1970.

Le tonnage de cacao broyé aux États-Unis, pays le plus gros consommateur de ce produit, a été élevé en 1977 à 183 700 tonnes, soit 18,5 % de moins que l'année précédente, et également moins que les estimations de Gill et Duffus. En revanche, en Allemagne fédérale, pays venant en deuxième position parmi les pays consommateurs, le tonnage de fèves broyées a, contre toute attente, augmenté de 12 %, pour passer à 142 250 tonnes.

Mais même cette nouvelle positive, qui fut connue à la mi-janvier, n'a pas pu freiner la tendance à la baisse sur le marché du cacao. Effectivement, les facteurs de baisse l'emportent actuellement. Il faut s'attendre à une stagnation de la consommation de chocolat en raison de la mode (minceur et santé) et de la hausse du prix de ce produit au cours du premier semestre 1977.

Si on le considère au plan historique, le prix actuel est très élevé. De 1970 à 1975, époque où les prix commencent à monter, le cours du cacao sur le marché de Londres oscillait seulement entre 250 et 750 livres. Cela explique également pourquoi la plupart des maisons de courtage s'attendent que les prix continueront de descendre. Mais, pour les mangeurs de chocolat, pas de diminution de prix en vue, le cacao traité actuellement ayant été acheté au cours le plus élevé.

LÉO FISCHER.



Pour la 1ère fois en France :

un outil de prévision indispensable

LE MARCHÉ DES BIENS D'ÉQUIPEMENT
PRÉVISION 1978

Qui investira en 1978 ?
30 branches :
Le dossier analyse de façon détaillée les perspectives d'investissement de 30 branches d'activité.
100 firmes industrielles
8 entreprises nationales
Le dossier recense les programmes d'investissement de ces différentes entreprises pour l'année 1978. Les 8 entreprises nationales prises en compte sont : EDF, GDF, CCF, P.T.T., SNCF, RATP, Air France, Air Inter (prévisions d'investissements et principaux projets).

21 régions
Le dossier présente les programmes d'équipement des 21 régions de France.

400 contrats
Il s'agit du recensement des 400 principaux contrats d'équipement négociés avec les pays en voie de développement.

9 pays étrangers
Le dossier décrit les perspectives d'investissement de 9 pays industriels, toujours pour l'année 1978. Les 9 pays pris en compte sont : Allemagne Fédérale, Belgique, Espagne, USA, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Italie, Japon, Suisse.

Sur quels produits portera l'investissement ?
Le dossier décrit la répartition des investissements 78 sur les principaux biens d'équipement. Ceux-ci sont classés en 5 grandes types de produits :
Les produits de la construction mécanique
Classe à titre d'exemple :
• Machines agricoles
• Machines outils et matériels connexes
• Équipement général
• Équipement spécialisé
• Matériel de maintenance
• Matériel de Travaux Publics
• Instruments et matériels de précision, etc.
Les produits de la construction électrique et électronique
Classe à titre d'exemple :
• Matériel de traitement de l'information
• Machines de bureau
• Biens d'équipement électriques
• Biens d'équipement électroniques et électromécaniques.
Les véhicules utilitaires
Le matériel roulant ferroviaire
Les bâtiments à usage industriel, commercial et agricole ainsi que le Génie Civil.

Ce document indispensable à vos prévisions 1978 est en vente dès maintenant au prix de 350 francs. Il vous suffit d'envoyer votre commande aux éditions de L'Usine Nouvelle-BIPE 15, rue Bleue, 75009 PARIS. Tél. 246-72-37 accompagnée de votre règlement.

Proche-Orient

Un entretien avec M. Igal Hurwitz

(Suite de la page 21.)

De 724 millions de dollars en 1976 à 833 millions de dollars en 1977, les dix premiers mois de l'année dernière ont permis de penser qu'au cours de l'année dernière elles auront avoisiné 1 milliard de dollars. Elles se répartissent approximativement comme suit : un tiers de marchandises industrielles, un tiers de produits agricoles, un tiers de services. L'accord avec la Communauté économique européenne est donc très important pour Israël et, en règle générale, il nous est favorable.

Cela dit, il faudra sans doute revoir certaines dispositions de l'accord en procédant ici et là à des amendements, notamment dans les domaines industriels et financiers. Les exportations vers les États-Unis ont atteint, en 1977, 600 millions de dollars. C'est considérable et j'estime que nous sommes en mesure de les doubler, voire même de les tripler. Les accords ne constituent cependant qu'un cadre fonctionnel à nos exportations. Ils ne peuvent être profitables à nos exportateurs qu'à condition que leurs produits soient compétitifs, ce qui suppose de meilleures relations de travail en Israël.

— Etant donné qu'une partie non négligeable de l'industrie israélienne travaille actuellement directement ou indirectement pour les besoins de la défense, est-ce que le passage éventuel d'une économie de guerre à une économie de paix ne va pas obliger l'industrie israélienne à une douloureuse reconversion, qui pourrait considérablement accentuer les risques de chômage ?

— La paix au Proche-Orient, lorsqu'elle s'instaurera, nous placera évidemment devant une

réalité économique nouvelle et nous contraindra à une certaine reconversion de notre économie. Mais cette reconversion ne devrait pas poser de problèmes particuliers. C'est dans les industries liées à la défense, en particulier les industries aéronautiques, qu'Israël emploie ses meilleurs cerveaux, et je suis convaincu que ces derniers n'auront aucune difficulté à se recycler dans d'autres activités industrielles. D'ailleurs la plupart des lignes de production tant dans l'industrie militaire qu'aéronautique, qui sont, soit dit en passant, hautement compétitives, pourront être aisément reconverties pour leur adaptation aux nouveaux besoins.

— En dépit des efforts déployés depuis trente ans, la plus grande partie de la population israélienne est toujours concentrée dans la région côtière et à Jérusalem. Avec vous des projets précis pour encourager le peuplement de la Galilée et du Néguev ?

— Il faut sortir des sentiers battus et rechercher des solutions plus originales que par le passé, révolutionnaires. Il est indispensable d'arriver à une meilleure répartition géographique de la population. Certaines régions nous posent des problèmes particuliers. Il y a notamment lieu de se soucier des secteurs à faible densité de population juive. Pour ma part, j'ai des projets que je compte soumettre au gouvernement. Il s'agit de propositions qui vont très loin, comprenant notamment d'importants avantages matériels destinés à attirer de nombreux candidats à l'installation en Galilée et dans le Néguev.

— Dans le budget de 1978, 63 % des dépenses sont consacrées à la défense et au remboursement des dettes, intérieures ou extérieures. Comment comptez-vous, dans ces conditions, contribuer cette

année à la réduction des inégalités sociales ?

— On ne peut pour l'instant réduire ni le budget de la défense, pour des raisons évidentes, ni le remboursement des dettes, car ce poste détermine en fin de compte la crédibilité financière du gouvernement. Pour le reste, il faut établir un ordre de priorités. À mon sens, notre premier objectif doit être de développer notre économie par des projets à long terme garantissant l'avenir. Cela suppose que nous réduisions les dépenses non directement liées à un accroissement de la production. La question-clé qui se pose à nous est en fin de compte de savoir si nous voulons investir nos ressources ou les consacrer. Je souhaite ardemment que la sécurité sociale ne soit touchée, mais nos ressources budgétaires sont maigres, et tant que les deux gros budgets (défense et dettes) ne pourront être réduits, il faudra se contenter de tirer le meilleur parti de nos possibilités.

— Pensez-vous que, dans l'immédiat, le retrait israélien de la Jordanie, l'économie de la Judée-Samarie restera-t-elle à celle d'Israël, et que le réservoir de main-d'œuvre de la Jordanie continuera à alimenter le marché de l'emploi israélien ?

— Aujourd'hui, ces frontières de l'État d'Israël sont ouvertes et les deux économies sont partiellement intégrées. Environ soixante mille travailleurs de Judée-Samarie et de Gaza sont employés en permanence en Israël et il n'y a aucune raison pour que cette situation ne se perpétue pas, et ce quel que soit le règlement politique qui interviendra dans la région. Je suis convaincu qu'un État palestinien indépendant ne verra jamais le

jour, et par conséquent il n'y aura pas de frontières politiques artificielles entre Israël et la Judée-Samarie. Je pense que la coopération économique ne doit pas se limiter à la main-d'œuvre, mais s'étendre à tous les secteurs : agriculture, industrie, tourisme, et pour le bien de tous.

— Toujours dans la perspective d'une paix qui, malgré les vicissitudes de la négociation, semble pointer à l'horizon, voyez-vous une complémentarité entre les économies israélienne et arabe, et la possibilité d'une exploitation commune des ressources industrielles, énergétiques et touristiques de la région ?

— Si la paix s'instaura, ce qui est encore extrêmement hypothétique, je suis persuadé que les deux pays en tireront d'énormes avantages. Je crois en la possibilité de projets communs grâce à des capitaux puisés dans les deux pays. Je crois également dans l'utilisation de nos connaissances de pointe dans les domaines agricole et industriel qui auront un vaste champ d'action grâce à l'énorme marché que représente l'Égypte.

Avec la paix, on devrait assister aussi à un « boom » touristique. Par ailleurs, les investisseurs égyptiens, dans le domaine du tourisme comme dans les autres secteurs, pourront profiter des très importantes concessions accordées par la loi en Israël. Nous sommes même prêts à leur proposer des investissements concrets, rentables. D'autre part, je ne vois aucune raison pour que les deux pays ne puissent bénéficier également l'un de l'autre, et ce quel que soit le règlement politique qui interviendra dans la région. Je suis convaincu qu'un État palestinien indépendant ne verra jamais le

Propos recueillis par GEORGES LEVY.

ISRAËL RALLIERA-T-IL L'EUROPE A LA CAUSE « ANTI-BOYCOTTAGE » ?

Israël presse l'Europe d'adopter une législation qui mette hors la loi la pratique des États arabes qui excluent de leurs marchés les entreprises qui commercent avec Israël. La Communauté ne semble guère pressée de prendre une position nette, mais l'idée fait son chemin.

LES pays arabes ont utilisé des armes économiques contre Israël depuis les premiers jours de son existence. Mais l'usage du boycottage, en vertu duquel des firmes extérieures au Proche-Orient peuvent se voir refuser l'accès aux marchés arabes si elles font certains types d'affaires avec Israël, n'a commencé à faire du mal à l'économie israélienne que depuis le début des années 70, lorsque la mort en flèche des prix du pétrole a accru la puissance économique et politique des Arabes. L'autorité de la guerre économique de Jérusalem, créée en 1973 pour coordonner l'action contre le boycottage à l'échelle mondiale, pense que le moment est opportun pour un front commun anti-boycottage et que la riposte devrait passer par l'intermédiaire de la Communauté économique européenne, les États-Unis ayant exprimé par ailleurs l'état d'esprit des lois sévères contre le boycottage.

Les pourparlers de paix égypto-israéliens n'ont pas rendu le sujet moins brûlant. Le dialogue pacifique avait plutôt aggravé les inquiétudes, car on craignait que les États du Proche-Orient ne fussent encore le boycottage pour manifester leur déplaisir à

La France ambiguë

La Grande-Bretagne figure parmi les pays de la C.E.E. dont la réaction à l'égard du boycottage est la plus faible. Une loi anti-boycottage a certes bénéficié d'une seconde lecture à la Chambre des lords, mais personne ne paraitrait gros sur ses chances d'entrer finalement en vigueur. L'Allemagne de l'Ouest fait des efforts plus énergiques que la plupart des autres pays de la C.E.E. pour combattre le boycottage par des moyens diplomatiques, mais ne semble nullement disposée à promouvoir une législation fédérale à ce sujet.

Mais, même si la Grande-Bretagne et l'Allemagne pouvaient être persuadées de s'associer à une initiative de la C.E.E., la coopération de la France semble improbable. L'attitude française sur ce sujet est ambiguë. L'été dernier, le Parlement français a voté à une majorité écrasante une loi qui, entre autres choses, interdit de se plier à des boycottages. Mais, avant même que l'encre ait séché, le gouvernement français, profitant d'une clause d'échappatoire inscrite dans la loi même, a publié une directive annulant, en fait, les effets de ce texte au Proche-Orient : selon cette directive, la loi ne s'appliquera pas aux garanties accordées par la COFACE — organisme d'État pour les contrats au Proche-Orient.

Les études de la C.E.E. ouvrent cependant une autre possibilité, peut-être plus prometteuse : l'utilisation des articles 85 et 86 du traité de Rome, qui concernent les entraves à la libre concurrence et les abus de position dominante. En novembre 1976, la commission de la C.E.E. a réaffirmé son opposition aux boycottages et déclaré que, en cas de violation des articles 85 et 86, la Commission avait le pouvoir d'imposer des amendes et de pénaliser les entreprises en cause.

Il y a trois types de boycottages

MALCOLM BROWN.

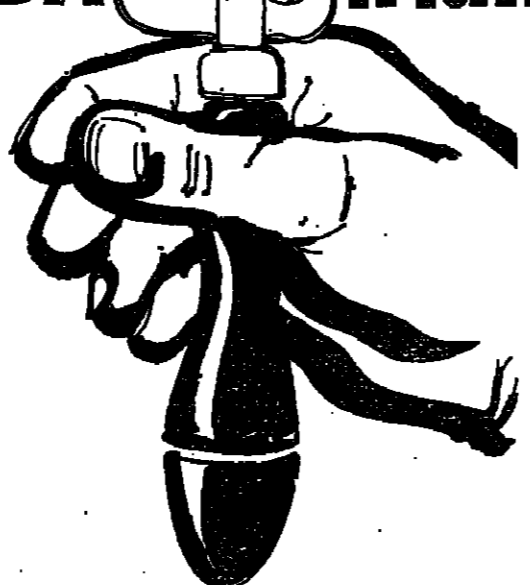


Qui peut vous ouvrir le Marché Britannique ?

Les Anglais sont de nouveau prêts à acheter vos produits. A condition toutefois que vos prix demeurent compétitifs une fois convertis en Livres Sterling. Mesurez bien l'avantage que vous apportez à une usine située à moins de 100 km de ce grand marché en expansion. Vous serez installé à l'intérieur de la zone Sterling, tout en bénéficiant d'une exonération d'impôt sur les bénéfices jusqu'en 1990 et d'une liberté totale de transfert de capitaux vers n'importe quel pays.

Et comme la République d'Irlande fait partie intégrante du Marché Commun, vos produits seraient vendus librement sans aucune discrimination tarifaire sur le marché britannique. De plus, les coûts de production Irlandais sont les plus bas du Marché Commun. Pour plus ample information, téléphonez à Terry Brown au 720.67.10.

L'IDA d'Irlande



Le Gouvernement Irlandais met les experts de l'IDA à votre disposition. Vous aurez ainsi affaire à un interlocuteur unique qui a déjà supervisé l'implantation près de 500 entreprises européennes. L'IDA IRLANDE peut concevoir un plan d'aide financière spécialement adapté à vos besoins. L'IDA IRLANDE vous trouvera un terrain, vous conseillera dans le recrutement de votre personnel et vous assistera dans la négociation avec les syndicats... jusqu'à ce que votre entreprise atteigne sa pleine capacité de production, dans le respect des délais.

IDA IRLANDE 34, Avenue George V - 75008 PARIS
Téléphone : 720.67.10
Téléc : 660416.

TSA mcconnells

les bons du trésor c'est votre intérêt de les connaître !

disponibles : Les bons du Trésor, quelle que soit la durée pour laquelle vous les avez souscrits, peuvent être remboursés à tout moment, passés les trois premiers mois. Ceci sans formalité ni pénalité.

commodes : Vous pouvez les céder facilement. Les bons du Trésor peuvent être établis au porteur ou à votre nom. Vous pouvez souscrire et être remboursés partout, sans formalité.

remunérateurs : Vous avez le choix entre des bons à 2 ans (6,75 % l'an) et des bons à intérêt progressif (9,75 % l'an durant 5 ans). Dans cette seconde catégorie, les bons émis au pair offrent les taux les plus attractifs.

BONS DU TRÉSOR A INTÉRÊT PROGRESSIF

TAUX ACTUELLE BRUTS (avant impôt)					
	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
Bons au pair (5 annuités au remboursement)	5,50 %	6,50 %	7,25 %	8,25 %	9,75 %
Bons en dessous du pair (2 annuités à l'émission, le solde au remboursement)	5,25 %	6,25 %	7 %	8 %	9,75 %

Bénéficiaire de la meilleure des garanties, — celle de l'État —, les BONS DU TRÉSOR sont toujours disponibles au bon moment et vous procurent un rendement intéressant.

DES PE

Autre 1000 dans la ville

L'impi l'entretien de l'é

Après agricoles fit qu'il attirés par les lun

Auto communal ne suffi

Il s ou cimetière qui parents et tous le

Il s mariés et où la o

Lors de midi, ils s'arrê clocher. C'est pou le phare pour le

Il s repas du soir, un morceau de la fin de cœur à l'ouv

Mais intérêts qui sont l

Un l'église elle-même électrifier le cloch

Ala se désespère

Il s à produire les v

Ala en leur affectant d'autre chose ?

Ces

مكتبة من الأصل

(PUBLICITE)



(PHOTO HENRI FERRAR)

LA GRANDE MISÈRE DES PETITES ÉGLISES DE FRANCE

Autrefois, avant la guerre de 1914-1918, ils étaient 700, 800, 900, quelquefois 1 000 dans le village.

L'impôt communal suffisait non seulement aux besoins de la commune, mais à l'entretien de l'église et du presbytère.

Après la guerre, tous ne sont pas revenus. Puis le développement des machines agricoles fit qu'il fallait moins de bras pour cultiver la terre. Beaucoup de jeunes furent attirés par les lumières de la ville.

Aujourd'hui ils se retrouvent 80, là où autrefois ils étaient 800 et l'impôt communal ne suffit plus à l'entretien de la commune et de l'église.

Ils sont attachés à leur église à cause de leur foi catholique et aussi à cause du cimetière qui se trouve au pied de l'église et où reposent les parents, les grands-parents et tous les autres.

Ils aiment leur église où ils ont fait leur première communion, où ils se sont mariés et où ils ont baptisé leurs enfants.

Lorsqu'ils travaillent dans l'immensité de la plaine et qu'ils entendent l'angélus de midi, ils s'arrêtent de travailler un instant. Dans la brume lointaine, ils aperçoivent leur clocher. C'est pour eux un point de ralliement comme le drapeau pour le soldat, comme le phare pour le navigateur.

Ils savent qu'après de l'église, dans leur maison, leur femme prépare le repas du soir, que les enfants vont revenir de l'école. C'est, en un mot, leur foyer, un petit morceau de la France dont ils ont la responsabilité, et ils se remettent au travail avec plus de cœur à l'ouvrage.

Mais il faut entretenir l'église, alors il faut faire un emprunt et payer les intérêts qui sont lourds.

Un jour, c'est le clocher qui est à refaire ; un autre jour, c'est la couverture de l'église elle-même, faute de quoi l'humidité pénétrera dans les murs. Une autre fois, il faut électrifier le clocher, car il n'y a plus de sonneur, la pendule elle-même est à remplacer.

Alors que tout cela était facile autrefois, la petite communauté s'essouffle et se désespère.

Il n'y a pas que les grands agriculteurs, il y a aussi les petits qui participent à produire les récoltes qui sont le pétrole de la France.

Alors, pourquoi ne pas aider les communes rurales à entretenir leurs églises, en leur affectant, par exemple, le revenu du tiercé, ou le revenu du loto, ou le revenu d'autre chose ?

C'est à M. le Ministre de la Culture à prendre sa décision.

Marcel Dassault,
Député de l'Oise

Le Monde

culture

LE JOUR DE LA MUSIQUE

L'indispensable Mozart.

On salue avec joie la réédition en deux volumes reliés plus solides et maniables, du Mozart en cinq tomes éditée de 1912 à 1946 par Théodore de Wyzewa et Georges de Saint-Foix, l'un des monuments de la musicologie française. Car cet ouvrage de chef, qui étudie la biographie intérieure de Mozart, celle de son génie, est un trésor irremplaçable, analysant chacune une quelconque des cent cinquante œuvres avec une minutie de savant.

Certes, la numérotation nouvelle adoptée par les auteurs n'a pu s'imposer et l'on doit regretter à ce sujet une grave lacune de la présente réédition : alors qu'on a consacré à la fin du premier volume (pages 853 à 1004) une table de concordance prévisionnelle (rendue caduque par le développement ultérieur du travail) avec le catalogue Koehel, on a supprimé la table définitive établie par Saint-Foix en 1946 (tome V, pages 341-343), qui est un instrument indispensable pour la consultation de cet ouvrage, la numérotation Koehel étant aujourd'hui universellement adoptée. Il n'empêche que tout mélomane doit avoir ces livres pour découvrir mille choses admirables et étonnantes du cœur de Mozart, in-découvrables à la seule audition, fut-elle cent fois multipliée (éd. Desclée de Brouwer, 1044 et 1222 pages, 250 F.).

Signalez aussi deux textes fondamentaux jamais traduits en français, la Vie de Mozart, de Franz Xaver Niemetschek, et le Nécrologe, de Schlichtegroll, présentés excellentement par Car de Nys et Georges Fauriol, dans une édition bilingue qui fait honneur à l'université de Saint-Étienne (375 pages, 75 F.; 2, rue Tréfilerie, 42100 Saint-Étienne). — J. L.

Suivez le guide !

Paru il y a quelques mois, le Guide pratique de la musique, de Jean-Noël Darde et Jean Rollin, n'est déjà plus tout à fait à jour : des festivals se créent, évoluent, disparaissent, les directeurs et les chefs se succèdent à la tête des théâtres ou des orchestres. Mais si on veut aller au-delà de ce qui peut changer du jour au lendemain (dates, adresses, téléphone), facile à rectifier, la consultation régulière de ce livre, véritable répertoire des joyers musicaux français et étrangers — conservatoires, opéras, associations de concert, disothèques de prêt, orgues historiques, — mais qui ne prétend pas à l'actualité, à l'occasion d'un voyage, par simple curiosité ou pour découvrir les éléments d'une information réputée introuvable, se révèle fructueuse et pour plusieurs années encore.

Éditions Seghers, 448 pages, 59 F.

Choirs

ses disques.

Comme chaque année la revue Harmonie publie un catalogue, à jour au 1^{er} janvier, de tous les disques et cassettes classés actuellement sur le marché en France, avec trois répertoires : par compositeurs, par interprètes, par opéras (synopses des principaux interprètes des diverses versions) ; un volume de 732 pages, 40 francs. Autre édition devenue traditionnelle, la Discothèque idéale présente et commente un panorama des meilleurs disques disponibles en 1978 pour toutes les périodes de l'histoire de la musique : un volume de 492 pages, 55 francs (Harmonie, 38, rue Fessart, 92100 Boulogne).

Approches de l'opéra.

En liaison avec le festival d'Aix-en-Provence, les Jeunes Musiciens de France organisent cinq stages consacrés à l'approche de l'opéra : introduction à l'histoire de l'opéra, à Aix même, du 14 au 20 juillet (de seize à dix-huit ans) ; approche de l'opéra italien et des opéras de Mozart (stage n° 3) ; approche des opéras français (dix-septième et dix-neuvième siècles) anglais et slaves (stage n° 4) ; du 16 au 28 juillet, au Domaine du Griffon ; une semaine au festival d'Aix, stage n° 5) ; du 17 au 24 ou du 24 au 31 juillet : formation à l'animation d'un club lyrique, les 14, 15 et 27 juillet, Domaine du Griffon.

Rock

Les métamorphoses de FRANK ZAPPA

Si, au début des années 70, une partie du rock est devenue une chose inerte, un produit « caloré » et un phénomène commercial, il n'en a pas été de même pour la musique de Frank Zappa, en perpétuel renouvellement, en prise directe sur la vie, sur une certaine forme de vie.

Avec ou sans les Mothers of Invention, groupe qui a connu une dizaine de formations, d'innombrables changements de personnel depuis sa formation en 1964, l'œuvre profondément originale et cohérente de Zappa, découverte Weber et Varèse au même temps que le rythme et le blues dans les années 50 avant de subir les influences du blues et du rock, apparaît un peu comme une synthèse de ce qui a traîné dans la musique occidentale depuis des siècles.

Très exigeant vis-à-vis de sa mu-

sique — et de ses musiciens, notamment soumis à son œuvre mais qui, à l'intérieur de celle-ci, peuvent s'exprimer, entrer dans une improvisation apparente sous la direction omnipotente de Zappa, à la fois charpentier, moteur et âme de l'ensemble, — multipliant les expériences et allant jusqu'à importer, provoquant les rencontres, — on sait que de nombreux grands musiciens ont fait partie des Mothers of Invention. — Frank Zappa, qui a quitté la marginalité pour en rester un des grands créateurs du rock, évolue constamment, comme les spectateurs du Pavillon de Paris pourront encore au mois de mai (6, 7 et 9 février à 20 h) dans un torrent de sons, dans une cascade de mots d'ordres, entendre toutes les vibrations et toutes les résonances.

CLAUDE FLEOUTER.

Cinéma

Simone Signoret, Jean Rochefort, Alain Resnais récompensés

La nostalgie toujours

Roman Polanski n'est pas venu samedi soir à la salle Pleyel pour la remise des Césars du cinéma français. Tant pis. Alain Delon non plus, ni les autres acteurs et actrices retenus dans l'ultime sélection, à l'exception des deux lauréats, Jean Rochefort et Simone Signoret. Il y avait cependant beaucoup de visages connus puisque, apparemment, la dédicace et l'illustration du cinéma, pour la profession, passe par la glorification des vedettes.

Dans cette fête empreinte d'une nostalgie « hollywoodienne », tout, du sourire figé des artistes face aux flashes des photographes à la mondanité d'un cérémonial éphémère, semblait destiné à maintenir la distance rituelle qui fait de l'univers cinématographique un lieu magique et de ceux qui le peuplent des personnages légendaires. Au point qu'on rendit hommage aux grands disparus et qu'on récompensa un « moins grand », Peter Fonda, mort il y a moins d'un an, sans même saluer sa mémoire. Gloire aux puissances, malheur à ceux que les foules ignorent. Ce n'est peut-être pas la meilleure façon de répondre à la sensibilité d'un public que l'on voudrait tant élargir.

Providence a « tristé » les prix : meilleur film de l'année, meilleur scénario (David Mervin), meilleur réalisateur (Alain Resnais), meilleur son (René Maguol et Jacques Maumont), meilleur montage (Albert Jurgenson), meilleure musique (Miklos Rozsa), meilleur décor (Jacques Saulnier). Le Crabe-Tambour, de Pierre Schoendoerfer, a fait figure de brillant

second avec trois citations : meilleur acteur (Jean Rochefort), meilleur photo (Raoul Coutard), meilleur second rôle masculin (Jacques Dufilho). La Vie devant soi, de Moshe Mizrahi (meilleure actrice : Simone Signoret), la Menace, d'Alain Corneau (meilleur second rôle féminin : Marie Dubois), Une journée particulière, d'Étienne Sella (meilleur film étranger) et trois courts métrages (fiction : 500 grammes de foin de veau, de Henri Glaeser ; documentaire : le Marché-terran, de Georges Rouquier ; animation : Rêves, de Peter Foldes) se sont partagés le reste.

Ces choix sont plutôt honorables. Providence n'est pas un film « commercial » sorti à Paris il y a tout juste un an, il a fait 233 598 entrées en trente-six semaines, soit à peine plus que Tendre poulet en deux semaines (à titre de comparaison, le Crabe-Tambour et Nous irons tous au paradis, qui sont encore en exploitation, ont totalisé, en douze semaines, respectivement 318 515 et 651 282 entrées). De plus, Providence est pratiquement un film sans vedettes : ses sept prix couronnent le travail d'une équipe. Enfin, par un juste retour des choses, la Société française de production, c'est-à-dire indirectement la télévision, a dirigé à son financement.

Si ces caractéristiques indiquent la voie qu'entend suivre la profession cinématographique, on ne peut que s'en réjouir. Tout de même, Resnais, Rochefort, Signoret : on aimerait voir honorer des valeurs moins consacrées.

THOMAS FERENCZI.

MERCREDI

Cacoyannis a fait le plus beau film que j'aie jamais vu.
Eugène IONESCO



IRENE PAPPAS
COSTA KAZANOS-COSTA CARRAS
TATIANA NIOMIROU
MUSIQUE DE MIKLOS THEODORAKIS - SCÉNARIO ET RÉALISATION DE MICHAEL CACUYANNIS
UNE PRODUCTION GREEK FILM CENTRE - COOPÉRATION LES ARTISTES ASSOCIÉS

Expositions

L'art moderne en province

(Suite de la première page.)

Même si l'on ne voit pas au Grand Palais la Nature morte aux aubergines de Grenoble, qui son état ne permet pas de déplacer, qui est le plus important Matisse conservé en France et l'un des trois ou quatre tableaux les plus radicaux, hardis et Essaiens plutôt de voir comment les choses se sont passées.

Première constatation : les deux cent quatre-vingt-dix œuvres présentées proviennent de soixante établissements sur la millier de musées que l'on dénombre en France, ce qui montre qu'il y a eu, qu'il y a encore et qu'il y a des âmes bien obscurcies et étrangères à la modernité, de terribles somnolences que le manque de crédits n'explique pas entièrement. D'autant que, c'est la seconde constatation et nous citons le catalogue : « Bien plus de la moitié des œuvres modernes proviennent d'acquisition à titre gracieux, c'est-à-dire de dons, de legs, de dépôts d'État ou de dépôts privés », et on note collectivement locales qui donnent trop souvent l'impression que la musée est le cadet de leurs soucis, surtout lorsqu'on pense à ce que fut l'attitude en ce domaine des municipalités et des notables du siècle dernier.

Passe donc aux donateurs. Quelle que soit leur origine sociale, grande fortune ou cousin Pons, et si divers que soient les motifs de leur générosité (patriotisme local, souci de leur gloire, désir de trouver un lieu où soit exposé de façon complète et plus avantageuse qu'à Paris un ensemble qui a été la passion de toute leur vie), c'est à eux que les musées de province doivent les plus beaux fleurons de leur couronne.

Pour nous en tenir à des exemples récents, rappelons l'importance de la donation Granville à Brest, Baderou à Rouen, Pierre Lévy à Troyes (elle sera présentée bientôt à l'Orangerie), Georges et Adèle Beson (Bonnard, Matisse, Marquet), à Bagnols-sur-Cèze et à Besançon.

Un cadeau somptueux

Mais aujourd'hui ne doit pas faire oublier hier et demain. Aix-les-Bains doit beaucoup à l'ensemble d'œuvres pré-impressionnistes et impressionnistes qui lui furent léguées en 1942 par le docteur Faure, et si la peinture abstraite des années 50 et 60 est si bien représentée au musée de Nantes, c'est grâce aux donations Gildes Farde de 1958 et 1974. N'oublions pas non plus que le célèbre Musée de l'Anacride, à Saint-Tropez, s'est constitué autour de la collection personnelle de Georges Grammont, et souhaitons que soit la plus vite possible construite dans la ville nouvelle de Lille le musée qui abritera la magnifique collection cubiste de Jean Masurel : événement d'autant plus heureux que le cubisme est précisément le point faible de nos collections provinciales. Quant à la donation Agutte-Sambat (1929), sur laquelle nous reviendrons, elle a fait du musée de Grenoble un musée de niveau international et le plus riche musée d'art contemporain qui soit en France, avec celui de Strasbourg.

Donations et legs peuvent être aussi le fait des artistes ou de leur

famille. Si les Picasso d'Aix et de Lyon ne sont pas exactement transcendants, on n'imaginerait rien de plus somptueux que le cadeau fait par Matisse au musée du Cateau, sa ville natale, avec l'extraordinaire Fenêtre à Tahiti, Matisse, qui est déjà si bien représenté à Cimiez, avec le non moins extraordinaire Fauteuil rocaille de 1955, grâce aux dons de sa veuve qui complète aujourd'hui un important ensemble de sculptures et de peintures découpées offerts par Mme Jean Matisse.

Il serait fastidieux de continuer l'énumération : Arp et Freundlich au musée de Pontoise, la donation Dufy, celle du merveilleux verrier que fut Maurice Marinot. On nous accordera tout de même une minute de plus pour signaler l'importance de la donation au musée de Valauris. Voilà un artiste qui n'est pas encore mis à sa juste place, et son état d'urgence de 1914 nous a paru être une des œuvres les plus fortes de l'exposition avec l'Accompagnement de Klimt, qui est aujourd'hui au musée de Strasbourg.

Royaume de l'incertain

Un Klimt en France, un Klimt à Strasbourg ! Klimt dont les œuvres ne courent précisément pas les rues et auquel le goût français est demeuré si longtemps allergique ! Par quel miracle ? C'est, en effet, une sorte de miracle et qui nous permet d'introduire l'autre protagoniste de notre affaire, celui de qui, en résumé, tout dépend et qui est tout simplement le conservateur : à ses débuts et dans les périodes de rupture, de floraison artistique, un musée est toujours l'œuvre d'un homme.

Deux noms sont ici à mettre hors de pair : celui d'André Farcy à Grenoble et de Hans Haug à Strasbourg. Le grand conservateur n'est pas seulement celui qui sait voir, acheter à temps, obtenir des crédits, convaincre son maire (et le terrible adjoint aux beaux-arts), il est aussi celui dont le dynamisme provoque les dons, les concours des amateurs. Sans André Farcy, la collection Agutte-Sambat ne serait peut-être pas entrée en 1923 au musée de Grenoble : quinze ans plus tard, Nivers refusait l'extraordinaire

ensemble de chefs-d'œuvre rassemblés par Félix Fénéon, et si Pierre Loeb a fait don entre les deux guerres, toujours au musée de Grenoble, de deux très beaux Miro (n° 205 et surtout 204), c'est sans doute que Grenoble était à l'époque la seule ville en France où l'on ne traitait pas à boulets rouges sur l'art contemporain.

En parcourant l'exposition, on découvre, à côté de pièces capitales comme le Petit Poucet, de Bonnard (Besançon), la Construction linéaire n° 2, de Gabo (Grenoble), ou le Prologue Gossel, de Duchamp-Villon (Rouen) ou encore le Rameau, de La Fresnaye (Saint-Tropez), quantité d'œuvres inattendues, savoureuses ou singulières : une nature morte de Bauchamp (Le Havre), un dessin de Beckmann, le Café du commerce, de Laboureur (Nantes), un paysage de Permeke (Grenoble), deux délicieux portraits de Suzy Solidor par Follita et Tamara de Lempicka (musée de Cagnes), quantité d'exemples aussi de la peinture trop oubliée des années 30 (Boutet de Monval, Paul Riou, René Vincent, Robert Phéon). Tout cela cité presque au hasard, tant le choix est riche, et sans oublier la très large part faite aux arts décoratifs, avec les grès d'Auguste Delaherche, les céramiques de René Buthaud, les verres d'Henri Navarre et un magnifique panneau de laque de René Dumas, qui fut le décorateur du Hornum.

Satisfaction complète ? A peu près, malgré des lacunes qui sont difficiles de combler, et même si l'on est étonné de la façon trop rapide (est-ce un parti pris ?) dont est représentée la peinture abstraite d'après-guerre. Et la fin ? Eh bien ! c'est la fin, ou le début de quelque chose qui n'a pas encore de forme et qui n'en aura peut-être jamais, tant la plupart des œuvres exposées laissent sceptiques : compte tenu du fait que le choix aurait pu être autre, après la soleil des eaux, voici l'écume des jours, le royaume de l'incertain, où l'on se demande si Dieu lui-même reconnaît un jour les siens.

ANDRÉ FERMIGIER.

★ Grand Palais, entrée Clemenceau, jusqu'au 24 avril. Commissaire de l'exposition : Henri de Casals.

Théâtre

Bruno Bayen et Jérôme Savary sans subventions

Le ministère de la culture et de l'environnement vient de classer « hors commission » quatre nouvelles troupes, qui bénéficieront d'une subvention de 400 000 francs. Il s'agit du Studio-Théâtre de Vitry, de Jacques Lassalle ; des Ateliers de Lyon, de Gilles Chavassieux ; du Théâtre populaire jurassien, d'André Edouard ; et du Théâtre populaire du Midi, de Bernard Gauthier.

Rappelons que les subventions aux compagnies dramatiques sont destinées soit pour la majorité des troupes, après avis d'une commission consultative, soit pour une trentaine d'entre elles dites « hors commission », directement par le ministère.

D'autre part, le contrat de Bruno Bayen, codirecteur du Centre dramatique de Toulouse depuis 1975, ne sera pas renouvelé. Maurice Sarraute restera donc seul à la tête du centre.

Bruno Bayen et sa compagnie La Fabrique — qui présentent à Suresnes, du 9 au 19 février, la Montre subissent les effets de la décision prise par M. Michel d'Ornano de ne pas prolonger (sauf pour le centre de Grenoble) la formule de codirection mise en place par M. Michel Guy. La subvention de La Fabrique est purement et simplement supprimée pour le deuxième semestre 1978 sans qu'aucune solution soit proposée, Bruno Bayen se verra

dans l'impossibilité de poursuivre son travail et dans l'obligation de licencier son équipe.

De même, Jérôme Savary, directeur du Magic Circus, vient de recevoir une lettre du ministère lui indiquant que sa subvention ne sera pas renouvelée. Classée « hors commission », la troupe bénéficie depuis 1975 d'une aide de 250 000 F que M. Michel Guy lui avait attribuée pour un minimum d'un an, c'est-à-dire jusqu'en 1979. Le Magic Circus, qui n'a pas de siège fixe, doit jouer à Paris des salles de théâtre et de répétitions sans pour autant pratiquer les mêmes prix de place que le secteur privé.

A Nanterre, Pierre Debauche a fait connaître sa décision de quitter à l'automne prochain la direction de la Maison de la culture afin de « se consacrer davantage à la création à travers son métier d'acteur et de metteur en scène ».

Enfin, la M.J.C.-Théâtre des Deux Portes, qui était installée provisoirement 9, rue de Montecristo, Paris (20^e), depuis son expulsion des locaux du 48 rue Louis-Lumière, annonce qu'elle est « contrainte d'interrompre l'ensemble de son programme de diffusion culturelle et ses activités socio-éducatives » et appelle à un rassemblement au palais de la Mutualité, le 17 février, à partir de 18 heures, « pour que vive le Théâtre des Deux Portes ».

CHÈNE NOIR d'Avignon
14 représentations exceptionnelles
du 10 au 16 février
FANTASTIC MISS MADONA
Centre Georges Pompidou
278-79-95 Grande Salle

ÉLYSÉES LINCOLN - QUINTETTE
LE BOIS DE BOULEAUX
Chef-d'œuvre de Andrzej WAJDA

THEATRE DU CAMPAGNOL
LE THEATRE DU SOLEIL
DAVID COPPERFIELD
D'APRÈS CHARLES DICKENS
Cartouche

théâtres

cinémas

MERCREDI

IPHIGÉNIE

IRENE PAPPAS

THEATRE DU CAMPAGNOL

LE THEATRE DU SOLEIL

DAVID COPPERFIELD

D'APRÈS CHARLES DICKENS

Cartouche

ÉLYSÉES LINCOLN - QUINTETTE

LE BOIS DE BOULEAUX

Chef-d'œuvre de Andrzej WAJDA

ASSOCIATION

مكتبة من الأصل

SPORTS

SKI
LES CHAMPIONNATS DU MONDE

Une concurrence féroce
sur les pistes... et aux alentours

De notre envoyé spécial

Garmisch-Partenkirchen. — Les championnats du monde de ski alpin se sont terminés, dimanche 5 février, sur un succès populaire ensoleillé. Des files de voitures de Munich avaient déversé des tonnes de neige fraîche sur la piste olympique où se disputait la dernière épreuve, le slalom spécial hommes, qui vit le phénomène suédois Ingemar Stenmark lever sa deuxième médaille d'or devant le champion olympique de la spécialité l'italien Piero Gubina.

C'est ici même que le gigantesque olympisme d'hiver avait pris son essor en 1936. On aurait pu s'attendre que cette fois-ci les performances de ces champions — une médaille d'or, trois médailles d'argent — l'Allemagne de l'Ouest ne soient pas la terre de Louis II, ces « résidus parisiens », dont parle Roland Barthes. Or, il n'en fut rien et les conditions atmosphériques étonnantes — il neigea pendant les jours sans les deux derniers — ne parvinrent point à altérer l'ambiance amicale voulue par les organisateurs.

Ainsi, durant neuf jours, les agglomérations jumeles de Garmisch et de Partenkirchen ont hébergé les stands du Grand Cirque blanc, une interdépendance sophistiquée encore que la caravane du Tour de France, grand tour de la coupe, trois cent cinquante concurrents de trente-cinq nations, quelque cinq mille représentants de l'industrie du ski, qui n'hésitent pas à dépenser des sommes considérables pour des opérations de propagande. Car les gros contrats se monnaient avec une concentration autrement importante que dans les stations alpines désertées de la Coupe du monde.

Le marché de la coulisso

L'acharnement des champions sur les pistes, où ils se retrouvaient à défendre leurs chances en une seule épreuve sans appel — celles qui ont le trac, comme la jolie Suédoise Lise-Marie Torgersen — n'ont pas empêché leurs opérations de propagande. Car les gros contrats se monnaient avec une concentration autrement importante que dans les stations alpines désertées de la Coupe du monde.

BIBLIOGRAPHIE

«SKI EN CRISE» de Fortuni di Ruzza et Bernard Gerbier
Les «industriels de la neige» valent à l'origine de la crise la traversée de la coulisso, le ski français, et notamment l'élite masculine. C'est ce qu'affirme dans leur livre, *Ski en crise*, les économistes de l'université de Grenoble, P. di Ruzza et Bernard Gerbier. Promoteurs immobiliers, fabricants de skis, de fixateurs de chaussures, au cours de ces années 60, «investi» dans la France de ski, ils ont accumulé des sommes considérables pour promouvoir sur la plus haute arête «leurs» concurrents, mais tout leurs produits.

La compétition permet de lancer des stations en cours de construction, d'attirer la clientèle française et étrangère, de placer les producteurs français face à leurs concurrents internationaux, aussi en France qu'à l'étranger. Ce «conspiration d'intérêt» placent les auteurs, a permis la création d'un système original de participation financière humaine et matérielle des skieurs de France de ski, pour le ski. Ce système, qui fonctionne parfaitement au cours des années 60, a permis l'origine des victoires de l'équipe, qui conduisait alors à la victoire.

A partir de l'hiver 1970-1971, le ski de la neige se dissout, intérêts étant ailleurs. Les rivaux de matériel de ski s'industrialisent. Ainsi, la société suisse réelle pour la première fois la majeure partie de son chiffre d'affaires à l'étranger. Les firmes les plus puissantes des années 60, dans toutes les équipes, se sont dépeuplées.

RUGBY
LA VICTOIRE DE LA FRANCE SUR L'ECOSSE (19-16)

Un rayon de lumière dans la boue de Murrayfield

De notre envoyé spécial

Edimbourg. — Quand Andy Irvine, le plus grand joueur que l'Ecosse ait offert au rugby depuis trente ans, resta cloué au sol grimaçant de douleur, après avoir touché au but et donné à son équipe une avance, alors miraculeuse, de 13 points à 0, ce France-Ecosse, qui restera dans les mémoires comme un modèle d'émotion et de construction dramatique, fut-il décidément faussé ? L'élimination d'un seul champion suffit-elle à jeter un doute ou une ombre sur une victoire arrachée à grands coups d'audace et d'orgueil ? Non, nous disaient amicalement les capitaines et l'entraîneur écossais. Le rugby est un jeu collectif. Le sort d'une équipe ne saurait dépendre d'un seul homme. Mais la perte d'Irvine fut, pour nous, cruciale.

C'est vrai : le succès de l'équipe de France (19-16), sous le ciel nuageux, sur le sol trempé de la royale Edimbourg, aurait été plus probable encore, si ce n'était pas produit avec une étrange exactitude le scénario du match joué deux semaines plus tôt contre l'Angleterre au Parc des Princes, la renversement à la trentième minute du rapport de forces physiques, transformant une première partie perdue en un second match gagné.

Dans l'immense cirque de Murrayfield, glissant de boue et de pluie, les joueurs français ont manifesté pourtant d'autres vertus que deux semaines plus tôt devant leur public. Sous la pluie, dans un climat moral étrangement hostile, ils affrontaient une équipe à l'humeur plus conquérante encore que l'Anglais et qui, fidèle à une vieille tradition du jeu écossais, sut d'abord, avec un merveilleux sens de l'opportunité, jouer avec le pied un ballon mué en

saumonnette et peu propre au jeu d'attaque à la main. Puis, quand la chance eut changé de camp et que l'équipe tricolore, à grands coups de poussées en solidaire qui fumaient comme une grosse bête épuisée, reprit l'avantage, le quinze au chardon montra ce que peut être dans l'adversité la fierté écossaise : les dix dernières minutes du match ne furent plus qu'une ruée des joueurs blancs dans le camp bleu, une fête de l'énergie.

«Gallantry»
C'est l'équipe que l'on décrit affable et vieillie, hors de combat, et qui venait de se voir amoindrie et privée de la victoire entrevue. Il n'y avait plus de joie ses partisans et enchanter ceux mêmes qui jugèrent que le redressement de l'équipe de France et la maîtrise dont elle avait fait preuve lui valaient enfin la victoire. Ce qu'il faut alors les Ecossais de Doug Morgan privés de leur meilleur champion, il y a un mot dans la langue anglaise pour le décrire : celui de «gallantry», qui n'a rien à voir avec la stratégie amorcée ni d'ailleurs avec la stratégie tout court, et se rapporte tout entier à l'esprit d'aventure inutile et de risques librement pris.

Pour reprendre 13 points à ces gens-là, entre la trentième et la quarante-cinquième minute de jeu, pour les battre enfin de 3 points, il ne fallait pas seulement du talent ou du courage. Il fallait les deux. On avait découvert, à Paris, deux semaines plus tôt, une équipe de France séduisante et vivace, capable

de jouer enfin à quinze, et à trois dimensions, sur plusieurs claviers. On lui a découvert ici une quatrième dimension, celle où il est permis non seulement de changer de rythme, mais de projet, et de le faire dans l'adversité et la tempête, de se remettre en question, entre un coup du sort et une apparente catastrophe.

On tenait Bastiat pour un grand joueur. On l'a vu à Edimbourg superbe meneur de jeu, apte à ranimer les courages et à transformer d'un coup un style de jeu, qui brillait au sérieux du joueur à l'efficacité. Avec lui, on a redécouvert Aguirre et Gallion surprenants d'autorité, de sang-froid. Et Rives et Skreia, comme toujours. Et Vivès, si malheureux contre l'Angleterre, ici très sûr, efficace, bon défenseur, dont il faut tout de même attendre qu'il supplée Aguirre dans les fins au but. Et comme surprise, enfin, qui enlève cette riche équipe, la rentrée de Francis Hagot, qui n'a pas seulement marqué un superbe essai, mais

Les joueurs bleus, sous la pluie, ont baissé la tête un instant. Mais Gallion le hardi a tapé en chandelle et bondi au-delà de la ligne écossaise, 13-4 à la mi-temps. Alors, c'est jouable. Comme l'autre jour contre les Anglais, dit Bastiat à ses camarades, il suffit de jouer au pied aussi bien qu'à la main. La dernière heure qui suit sera française, totalement. Aguirre porte le score à 7 contre 13. A la cinquante-cinquième minute, après une mêlée spontanée, Gallion sert Belascain qui lance Sturis, qui donne à Aguirre : placé, le joueur de La Voulte a le temps de servir Hagot, bien lancé à l'intérieur et qui, à 10 mètres du but, fait table rase de trois Ecossais parce qu'il n'y en a que trois devant lui. Une impression de force irrésistible...

13 à 13. Peut-être tondront-ils debout, sur le terrain, les joueurs. Mais nous, les pauvres, nous et notre cœur ? Il faudra bientôt qu'Aguirre, imperturbable, donne à ses amis l'avantage, puis que Morgan —

Les Gallois vainqueurs à Twickenham
De notre correspondant
Londres. — Les soixante-dix mille privilégiés admis dans l'enceinte de Twickenham, archicomble (certaines places de tribunes s'élevaient à 100 livres), ont été surpris, devant la pluie et un vent glacé, de voir les deux équipes de grand match. Mais «l'herbe sacrée» du terrain, devenu marécage, ne permit aucune action d'éclat des grands barons du rugby gallois. Gareth Edwards, auquel se consacraient la sélection lui conféra l'insigne honneur de guider le quinze gallois sur le terrain, trouva des touches excentriques, à quelques mètres pratiquement sur la ligne de but anglaise par de délicats coups de pied en diagonale.

L'état du terrain paralysa les lignes arrières et transforma le match en un rude et obscur affrontement d'avants courageux, glissant, patissant même parfois dans la boue, pressés de se débarrasser par de grands coups de pied d'une «balle tuyautée».

En première mi-temps, les

jouant un rôle primordial dans le bon rendement du pack français, plus dominateur qu'au Parc des Princes.

Le flamboyant scénario
Mais quel ? Comment évoquer un tel match sans en rappeler en quelques phrases le flamboyant scénario, fabriqué par un Ponson du Terrail qui serait venu de Gascogne. La première demi-heure, c'est le triomphe des pieds écossais sur les mains françaises, une sorte de roulet russe, les dégaragments des gens du chardon prenant à contre-pied la défense française, de l'essai aventureux de Shadden contrant un maladroit Gourdon, à la galopade éblouissante d'Irvine, à la poursuite d'un ballon en cavale, battant à la régulière, sur 50 mètres, Averous et Gourdon, pour s'effondrer vainqueur et blessé à la fois, arrachant pour l'Ecosse six points qui lui coûtèrent peut-être beaucoup en échange.

Henri Pierre.

HANDBALL
POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS 1948
La République fédérale d'Allemagne championne du monde

De notre correspondante

Copenhague. — Les septièmes championnats du monde de handball se sont achevés dimanche 5 février par un match de grande qualité opposant la R.F.A. à l'URSS, favori numéro un de cette épreuve, puisqu'elle avait remporté la médaille d'or aux Jeux olympiques de Montréal. Après un départ un peu long et flottant, cette rencontre a pris très vite l'allure d'une empoignade épique, les deux équipes, quelle que soit la situation, se sont surpassées, tenant en haleine jusqu'au coup de sifflet final les sept mille spectateurs qui remplissaient à ras bord le vaste palais des sports de Broendby, aux environs de Copenhague.

Les Allemands (tout de blanc vêtus) ont surtout fait montre d'une rare intelligence dans l'art subtil de la défense, par laquelle ils ont empêché les Russes (habillés de rouge) dont les lignes de défense semblaient quasi impossibles à déjouer. C'est par vingt buts à dix-neuf que les Allemands ont mis un terme à dix-sept ans de suprématie des pays d'Europe de l'Est, qui s'étaient notamment assurés les trois premières places aux championnats de 1970 et de 1974. Ces résultats, ils les doivent en partie à leur entraîneur (yougoslave) Vlado Stenzel sur la

tête duquel, au milieu du délire général, un groupe de fans est venu poser une couronne de carton doré avant la remise solennelle du trophée.

La veille, la R.D.A. avait gagné la médaille d'argent au terme d'un match très différent, mais aussi varié dans son genre et riche en surprises contre les Danois (19-16). La Roumanie, certaine fois déstabilisée au titre, s'est assurée difficilement une quatrième place qui la qualifie de façon automatique pour les Jeux olympiques de Moscou.

Ces septièmes championnats du monde auront apporté une confirmation, à savoir que la taille moyenne des joueurs de handball ne cesse d'augmenter. C'est, en effet, le cas de la R.F.A. où les Soviétiques avaient trois joueurs dépassant les 2 mètres. Selon les experts, il apparaît donc de plus en plus que les sélectionneurs recherchent partout des géants, et bien que des pays comme la France, l'Espagne ou le Japon, où les malheurs du climat ont entraîné un pourcentage de joueurs handicapés par rapport à la plupart de leurs adversaires des autres pays avantagés par des centimètres supplémentaires.

CAMILLE OLSEN.

Les résultats

Bordeaux et Metz, 27 ; 16. Valenciennes, 21 ; 17. Troyes, 20 ; 18. Nîmes et Reims, 10 ; 19. Rouen, 15.	5. Paris F.C. 28 ; 6. Orléans, 27 ; 7. Angoulême, 27 ; 8. Châteauneuf, 26 ; 9. Brest, 21 ; 10. Luch, 20 ; 11. Boulogne et Quimper, 19 ; 12. Béziers, 18 ; 13. Angoulême, 17 ; 14. Lorient, 16 ; 15. Polisy, 12 ; 17. Caen, 11 ; 18. Narbonne, 10.
CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION (vingt et unième journée)	
GROUPE A	
Bédaride bat Cannes 2-0	
Besançon bat Chaumont 2-1	
Avignon bat Martigues 3-1	
Fontainebleau bat Epinal 0-0	
Auzouville bat Bagnols 4-0	
Saint-Denis bat Melun 1-0	
Angers bat Arles 2-0	
Toulon bat Toulon 1-0	
Alcoy bat Alès 2-2	
Classement. — 1. Besançon, 31 pts ; 2. Angers, 20 ; 3. Toulon, 17 ; 4. Alès, 16 ; 5. Martigues, 15 ; 6. Alcoy, 14 ; 7. Caen, 12 ; 8. Melun, 10 ; 9. Arles, 10 ; 10. Bédaride, 17 ; 11. Avignon, Melun et Bagnols, 17 ; 12. Toulon, 15 ; 13. Fontainebleau, 8 ; 14. Epinal, 7 ; 15. Angoulême, 6 ; 16. Brest, 5 ; 17. Nancy, 4 ; 18. Angoulême, 3 ; 19. Caen, 2 ; 20. Lorient, 1 ; 21. Fontainebleau, 0 ; 22. Angers, 0 ; 23. Limoges, 0 ; 24. Paris F.C. bat Brest, 0-2 ; 25. Polisy et Quimper, 0-1 ; 26. Béziers, 0 ; 27. Boulogne, 0 ; 28. Châteauneuf, 0 ; 29. Bagnols, 0 ; 30. Luch, 0 ; 31. Orléans, 0 ; 32. Saint-Etienne, 0 ; 33. Valenciennes, 0 ; 34. Amiens, 0 ; 35. Angers, 0 ; 36. Bastia, 0 ; 37. Brest, 0 ; 38. Caen, 0 ; 39. Clermont, 0 ; 40. Dijon, 0 ; 41. Evreux, 0 ; 42. Guingamp, 0 ; 43. Lorient, 0 ; 44. Metz, 0 ; 45. Montpellier, 0 ; 46. Nantes, 0 ; 47. Orléans, 0 ; 48. Paris-Saint-Germain, 0 ; 49. Reims, 0 ; 50. Saint-Etienne, 0 ; 51. Valenciennes, 0 ; 52. Amiens, 0 ; 53. Angers, 0 ; 54. Bastia, 0 ; 55. Brest, 0 ; 56. Caen, 0 ; 57. Clermont, 0 ; 58. Dijon, 0 ; 59. Evreux, 0 ; 60. Guingamp, 0 ; 61. Lorient, 0 ; 62. Metz, 0 ; 63. Montpellier, 0 ; 64. Nantes, 0 ; 65. Orléans, 0 ; 66. Paris-Saint-Germain, 0 ; 67. Reims, 0 ; 68. Saint-Etienne, 0 ; 69. Valenciennes, 0 ; 70. Amiens, 0 ; 71. Angers, 0 ; 72. Bastia, 0 ; 73. Brest, 0 ; 74. Caen, 0 ; 75. Clermont, 0 ; 76. Dijon, 0 ; 77. Evreux, 0 ; 78. Guingamp, 0 ; 79. Lorient, 0 ; 80. Metz, 0 ; 81. Montpellier, 0 ; 82. Nantes, 0 ; 83. Orléans, 0 ; 84. Paris-Saint-Germain, 0 ; 85. Reims, 0 ; 86. Saint-Etienne, 0 ; 87. Valenciennes, 0 ; 88. Amiens, 0 ; 89. Angers, 0 ; 90. Bastia, 0 ; 91. Brest, 0 ; 92. Caen, 0 ; 93. Clermont, 0 ; 94. Dijon, 0 ; 95. Evreux, 0 ; 96. Guingamp, 0 ; 97. Lorient, 0 ; 98. Metz, 0 ; 99. Montpellier, 0 ; 100. Nantes, 0 ; 101. Orléans, 0 ; 102. Paris-Saint-Germain, 0 ; 103. Reims, 0 ; 104. Saint-Etienne, 0 ; 105. Valenciennes, 0 ; 106. Amiens, 0 ; 107. Angers, 0 ; 108. Bastia, 0 ; 109. Brest, 0 ; 110. Caen, 0 ; 111. Clermont, 0 ; 112. Dijon, 0 ; 113. Evreux, 0 ; 114. Guingamp, 0 ; 115. Lorient, 0 ; 116. Metz, 0 ; 117. Montpellier, 0 ; 118. Nantes, 0 ; 119. Orléans, 0 ; 120. Paris-Saint-Germain, 0 ; 121. Reims, 0 ; 122. Saint-Etienne, 0 ; 123. Valenciennes, 0 ; 124. Amiens, 0 ; 125. Angers, 0 ; 126. Bastia, 0 ; 127. Brest, 0 ; 128. Caen, 0 ; 129. Clermont, 0 ; 130. Dijon, 0 ; 131. Evreux, 0 ; 132. Guingamp, 0 ; 133. Lorient, 0 ; 134. Metz, 0 ; 135. Montpellier, 0 ; 136. Nantes, 0 ; 137. Orléans, 0 ; 138. Paris-Saint-Germain, 0 ; 139. Reims, 0 ; 140. Saint-Etienne, 0 ; 141. Valenciennes, 0 ; 142. Amiens, 0 ; 143. Angers, 0 ; 144. Bastia, 0 ; 145. Brest, 0 ; 146. Caen, 0 ; 147. Clermont, 0 ; 148. Dijon, 0 ; 149. Evreux, 0 ; 150. Guingamp, 0 ; 151. Lorient, 0 ; 152. Metz, 0 ; 153. Montpellier, 0 ; 154. Nantes, 0 ; 155. Orléans, 0 ; 156. Paris-Saint-Germain, 0 ; 157. Reims, 0 ; 158. Saint-Etienne, 0 ; 159. Valenciennes, 0 ; 160. Amiens, 0 ; 161. Angers, 0 ; 162. Bastia, 0 ; 163. Brest, 0 ; 164. Caen, 0 ; 165. Clermont, 0 ; 166. Dijon, 0 ; 167. Evreux, 0 ; 168. Guingamp, 0 ; 169. Lorient, 0 ; 170. Metz, 0 ; 171. Montpellier, 0 ; 172. Nantes, 0 ; 173. Orléans, 0 ; 174. Paris-Saint-Germain, 0 ; 175. Reims, 0 ; 176. Saint-Etienne, 0 ; 177. Valenciennes, 0 ; 178. Amiens, 0 ; 179. Angers, 0 ; 180. Bastia, 0 ; 181. Brest, 0 ; 182. Caen, 0 ; 183. Clermont, 0 ; 184. Dijon, 0 ; 185. Evreux, 0 ; 186. Guingamp, 0 ; 187. Lorient, 0 ; 188. Metz, 0 ; 189. Montpellier, 0 ; 190. Nantes, 0 ; 191. Orléans, 0 ; 192. Paris-Saint-Germain, 0 ; 193. Reims, 0 ; 194. Saint-Etienne, 0 ; 195. Valenciennes, 0 ; 196. Amiens, 0 ; 197. Angers, 0 ; 198. Bastia, 0 ; 199. Brest, 0 ; 200. Caen, 0 ; 201. Clermont, 0 ; 202. Dijon, 0 ; 203. Evreux, 0 ; 204. Guingamp, 0 ; 205. Lorient, 0 ; 206. Metz, 0 ; 207. Montpellier, 0 ; 208. Nantes, 0 ; 209. Orléans, 0 ; 210. Paris-Saint-Germain, 0 ; 211. Reims, 0 ; 212. Saint-Etienne, 0 ; 213. Valenciennes, 0 ; 214. Amiens, 0 ; 215. Angers, 0 ; 216. Bastia, 0 ; 217. Brest, 0 ; 218. Caen, 0 ; 219. Clermont, 0 ; 220. Dijon, 0 ; 221. Evreux, 0 ; 222. Guingamp, 0 ; 223. Lorient, 0 ; 224. Metz, 0 ; 225. Montpellier, 0 ; 226. Nantes, 0 ; 227. Orléans, 0 ; 228. Paris-Saint-Germain, 0 ; 229. Reims, 0 ; 230. Saint-Etienne, 0 ; 231. Valenciennes, 0 ; 232. Amiens, 0 ; 233. Angers, 0 ; 234. Bastia, 0 ; 235. Brest, 0 ; 236. Caen, 0 ; 237. Clermont, 0 ; 238. Dijon, 0 ; 239. Evreux, 0 ; 240. Guingamp, 0 ; 241. Lorient, 0 ; 242. Metz, 0 ; 243. Montpellier, 0 ; 244. Nantes, 0 ; 245. Orléans, 0 ; 246. Paris-Saint-Germain, 0 ; 247. Reims, 0 ; 248. Saint-Etienne, 0 ; 249. Valenciennes, 0 ; 250. Amiens, 0 ; 251. Angers, 0 ; 252. Bastia, 0 ; 253. Brest, 0 ; 254. Caen, 0 ; 255. Clermont, 0 ; 256. Dijon, 0 ; 257. Evreux, 0 ; 258. Guingamp, 0 ; 259. Lorient, 0 ; 260. Metz, 0 ; 261. Montpellier, 0 ; 262. Nantes, 0 ; 263. Orléans, 0 ; 264. Paris-Saint-Germain, 0 ; 265. Reims, 0 ; 266. Saint-Etienne, 0 ; 267. Valenciennes, 0 ; 268. Amiens, 0 ; 269. Angers, 0 ; 270. Bastia, 0 ; 271. Brest, 0 ; 272. Caen, 0 ; 273. Clermont, 0 ; 274. Dijon, 0 ; 275. Evreux, 0 ; 276. Guingamp, 0 ; 277. Lorient, 0 ; 278. Metz, 0 ; 279. Montpellier, 0 ; 280. Nantes, 0 ; 281. Orléans, 0 ; 282. Paris-Saint-Germain, 0 ; 283. Reims, 0 ; 284. Saint-Etienne, 0 ; 285. Valenciennes, 0 ; 286. Amiens, 0 ; 287. Angers, 0 ; 288. Bastia, 0 ; 289. Brest, 0 ; 290. Caen, 0 ; 291. Clermont, 0 ; 292. Dijon, 0 ; 293. Evreux, 0 ; 294. Guingamp, 0 ; 295. Lorient, 0 ; 296. Metz, 0 ; 297. Montpellier, 0 ; 298. Nantes, 0 ; 299. Orléans, 0 ; 300. Paris-Saint-Germain, 0 ; 301. Reims, 0 ; 302. Saint-Etienne, 0 ; 303. Valenciennes, 0 ; 304. Amiens, 0 ; 305. Angers, 0 ; 306. Bastia, 0 ; 307. Brest, 0 ; 308. Caen, 0 ; 309. Clermont, 0 ; 310. Dijon, 0 ; 311. Evreux, 0 ; 312. Guingamp, 0 ; 313. Lorient, 0 ; 314. Metz, 0 ; 315. Montpellier, 0 ; 316. Nantes, 0 ; 317. Orléans, 0 ; 318. Paris-Saint-Germain, 0 ; 319. Reims, 0 ; 320. Saint-Etienne, 0 ; 321. Valenciennes, 0 ; 322. Amiens, 0 ; 323. Angers, 0 ; 324. Bastia, 0 ; 325. Brest, 0 ; 326. Caen, 0 ; 327. Clermont, 0 ; 328. Dijon, 0 ; 329. Evreux, 0 ; 330. Guingamp, 0 ; 331. Lorient, 0 ; 332. Metz, 0 ; 333. Montpellier, 0 ; 334. Nantes, 0 ; 335. Orléans, 0 ; 336. Paris-Saint-Germain, 0 ; 337. Reims, 0 ; 338. Saint-Etienne, 0 ; 339. Valenciennes, 0 ; 340. Amiens, 0 ; 341. Angers, 0 ; 342. Bastia, 0 ; 343. Brest, 0 ; 344. Caen, 0 ; 345. Clermont, 0 ; 346. Dijon, 0 ; 347. Evreux, 0 ; 348. Guingamp, 0 ; 349. Lorient, 0 ; 350. Metz, 0 ; 351. Montpellier, 0 ; 352. Nantes, 0 ; 353. Orléans, 0 ; 354. Paris-Saint-Germain, 0 ; 355. Reims, 0 ; 356. Saint-Etienne, 0 ; 357. Valenciennes, 0 ; 358. Amiens, 0 ; 359. Angers, 0 ; 360. Bastia, 0 ; 361. Brest, 0 ; 362. Caen, 0 ; 363. Clermont, 0 ; 364. Dijon, 0 ; 365. Evreux, 0 ; 366. Guingamp, 0 ; 367. Lorient, 0 ; 368. Metz, 0 ; 369. Montpellier, 0 ; 370. Nantes, 0 ; 371. Orléans, 0 ; 372. Paris-Saint-Germain, 0 ; 373. Reims, 0 ; 374. Saint-Etienne, 0 ; 375. Valenciennes, 0 ; 376. Amiens, 0 ; 377. Angers, 0 ; 378. Bastia, 0 ; 379. Brest, 0 ; 380. Caen, 0 ; 381. Clermont, 0 ; 382. Dijon, 0 ; 383. Evreux, 0 ; 384. Guingamp, 0 ; 385. Lorient, 0 ; 386. Metz, 0 ; 387. Montpellier, 0 ; 388. Nantes, 0 ; 389. Orléans, 0 ; 390. Paris-Saint-Germain, 0 ; 391. Reims, 0 ; 392. Saint-Etienne, 0 ; 393. Valenciennes, 0 ; 394. Amiens, 0 ; 395. Angers, 0 ; 396. Bastia, 0 ; 397. Brest, 0 ; 398. Caen, 0 ; 399. Clermont, 0 ; 400. Dijon, 0 ; 401. Evreux, 0 ; 402. Guingamp, 0 ; 403. Lorient, 0 ; 404. Metz, 0 ; 405. Montpellier, 0 ; 406. Nantes, 0 ; 407. Orléans, 0 ; 408. Paris-Saint-Germain, 0 ; 409. Reims, 0 ; 410. Saint-Etienne, 0 ; 411. Valenciennes, 0 ; 412. Amiens, 0 ; 413. Angers, 0 ; 414. Bastia, 0 ; 415. Brest, 0 ; 416. Caen, 0 ; 417. Clermont, 0 ; 418. Dijon, 0 ; 419. Evreux, 0 ; 420. Guingamp, 0 ; 421. Lorient, 0 ; 422. Metz, 0 ; 423. Montpellier, 0 ; 424. Nantes, 0 ; 425. Orléans, 0 ; 426. Paris-Saint-Germain, 0 ; 427. Reims, 0 ; 428. Saint-Etienne, 0 ; 429. Valenciennes, 0 ; 430. Amiens, 0 ; 431. Angers, 0 ; 432. Bastia, 0 ; 433. Brest, 0 ; 434. Caen, 0 ; 435. Clermont, 0 ; 436. Dijon, 0 ; 437. Evreux, 0 ; 438. Guingamp, 0 ; 439. Lorient, 0 ; 440. Metz, 0 ; 441. Montpellier, 0 ; 442. Nantes, 0 ; 443. Orléans, 0 ; 444. Paris-Saint-Germain, 0 ; 445. Reims, 0 ; 446. Saint-Etienne, 0 ; 447. Valenciennes, 0 ; 448. Amiens, 0 ; 449. Angers, 0 ; 450. Bastia, 0 ; 451. Brest, 0 ; 452. Caen, 0 ; 453. Clermont, 0 ; 454. Dijon, 0 ; 455. Evreux, 0 ; 456. Guingamp, 0 ; 457. Lorient, 0 ; 458. Metz, 0 ; 459. Montpellier, 0 ; 460. Nantes, 0 ; 461. Orléans, 0 ; 462. Paris-Saint-Germain, 0 ; 463. Reims, 0 ; 464. Saint-Etienne, 0 ; 465. Valenciennes, 0 ; 466. Amiens, 0 ; 467. Angers, 0 ; 468. Bastia, 0 ; 469. Brest, 0 ; 470. Caen, 0 ; 471. Clermont, 0 ; 472. Dijon, 0 ; 473. Evreux, 0 ; 474. Guingamp, 0 ; 475. Lorient, 0 ; 476. Metz, 0 ; 477. Montpellier, 0 ; 478. Nantes, 0 ; 479. Orléans, 0 ; 480. Paris-Saint-Germain, 0 ; 481. Reims, 0 ; 482. Saint-Etienne, 0 ; 483. Valenciennes, 0 ; 484. Amiens, 0 ; 485. Angers, 0 ; 486. Bastia, 0 ; 487. Brest, 0 ; 488. Caen, 0 ; 489. Clermont, 0 ; 490. Dijon, 0 ; 491. Evreux, 0 ; 492. Guingamp, 0 ; 493. Lorient, 0 ; 494. Metz, 0 ; 495. Montpellier, 0 ; 496. Nantes, 0 ; 497. Orléans, 0 ; 498. Paris-Saint-Germain, 0 ; 499. Reims, 0 ; 500. Saint-Etienne, 0 ; 501. Valenciennes, 0 ; 502. Amiens, 0 ; 503. Angers, 0 ; 504. Bastia, 0 ; 505. Brest, 0 ; 506. Caen, 0 ; 507. Clermont, 0 ; 508. Dijon, 0 ; 509. Evreux, 0 ; 510. Guingamp, 0 ; 511. Lorient, 0 ; 512. Metz, 0 ; 513. Montpellier, 0 ; 514. Nantes, 0 ; 515. Orléans, 0 ; 516. Paris-Saint-Germain, 0 ; 517. Reims, 0 ; 518. Saint-Etienne, 0 ; 519. Valenciennes, 0 ; 520. Amiens, 0 ; 521. Angers, 0 ; 522. Bastia, 0 ; 523. Brest, 0 ; 524. Caen, 0 ; 525. Clermont, 0 ; 526. Dijon, 0 ; 527. Evreux, 0 ; 528. Guingamp, 0 ; 529. Lorient, 0 ; 530. Metz, 0 ; 531. Montpellier, 0 ; 532. Nantes, 0 ; 533. Orléans, 0 ; 534. Paris-Saint-Germain, 0 ; 535. Reims, 0 ; 536. Saint-Etienne, 0 ; 537. Valenciennes, 0 ; 538. Amiens, 0 ; 539. Angers, 0 ; 540. Bastia, 0 ; 541. Brest, 0 ; 542. Caen, 0 ; 543. Clermont, 0 ; 544. Dijon, 0 ; 545. Evreux, 0 ; 546. Guingamp, 0 ; 547. Lorient, 0 ; 548. Metz, 0 ; 549. Montpellier, 0 ; 550. Nantes, 0 ; 551. Orléans, 0 ; 552. Paris-Saint-Germain, 0 ; 553. Reims, 0 ; 554. Saint-Etienne, 0 ; 555. Valenciennes, 0 ; 556. Amiens, 0 ; 557. Angers, 0 ; 558. Bastia, 0 ; 559. Brest, 0 ; 560. Caen, 0 ; 561. Clermont, 0 ; 562. Dijon, 0 ; 563. Evreux, 0 ; 564. Guingamp, 0 ; 565. Lorient, 0 ; 566. Metz, 0 ; 567. Montpellier, 0 ; 568. Nantes, 0 ; 569. Orléans, 0 ; 570. Paris-Saint-Germain, 0 ; 571. Reims, 0 ; 572. Saint-Etienne, 0 ; 573. Valenciennes, 0 ; 574. Amiens, 0 ; 575. Angers, 0 ; 576. Bastia, 0 ; 577. Brest, 0 ; 578. Caen, 0 ; 579. Clermont, 0 ; 580. Dijon, 0 ; 581. Evreux, 0 ; 582. Guingamp, 0 ; 583. Lorient, 0 ; 584. Metz, 0 ; 585. Montpellier, 0 ; 586. Nantes, 0 ; 587. Orléans, 0 ; 588. Paris-Saint-Germain, 0 ; 589. Reims, 0 ; 590. Saint-Etienne, 0 ; 591. Valenciennes, 0 ; 592. Amiens, 0 ; 593. Angers, 0 ; 594. Bastia, 0 ; 595. Brest, 0 ; 596. Caen, 0 ; 597. Clermont, 0 ; 598. Dijon, 0 ; 599. Evreux, 0 ; 600. Guingamp, 0 ; 601. Lorient, 0 ; 602. Metz, 0 ; 603. Montpellier, 0 ; 604. Nantes, 0 ; 605. Orléans, 0 ; 606. Paris-Saint-Germain, 0 ; 607. Reims, 0 ; 608. Saint-Etienne, 0 ; 609. Valenciennes, 0 ; 610. Amiens, 0 ; 611. Angers, 0 ; 612. Bastia, 0 ; 613. Brest, 0 ; 614. Caen, 0 ; 615. Clermont, 0 ; 616. Dijon, 0 ; 617. Evreux, 0 ; 618. Guingamp, 0 ; 619. Lorient, 0 ; 620. Metz, 0 ; 621. Montpellier, 0 ; 622. Nantes, 0 ; 623. Orléans, 0 ; 624. Paris-Saint-Germain, 0 ; 625. Reims, 0 ; 626. Saint-Etienne, 0 ; 627. Valenciennes, 0 ; 628. Amiens, 0 ; 629. Angers, 0 ; 630. Bastia, 0 ; 631. Brest, 0 ; 632. Caen, 0 ; 633. Clermont, 0 ; 634. Dijon, 0 ; 635. Evreux, 0 ; 636. Guingamp, 0 ; 637. Lorient, 0 ; 638. Metz, 0 ; 639. Montpellier, 0 ; 640. Nantes, 0 ; 641. Orléans, 0 ; 642. Paris-Saint-Germain, 0 ; 643. Reims, 0 ; 644. Saint-Etienne, 0 ; 645. Valenciennes, 0 ; 646. Amiens, 0 ; 647. Angers, 0 ; 648. Bastia, 0 ; 649. Brest, 0 ; 650. Caen, 0 ; 651. Clermont, 0 ; 652. Dijon, 0 ; 653. Evreux, 0 ; 654. Guingamp, 0 ; 655. Lorient, 0 ; 656. Metz, 0 ; 657. Montpellier, 0 ; 658. Nantes, 0 ; 659. Orléans, 0 ; 660. Paris-Saint-Germain, 0 ; 661. Reims, 0 ; 662. Saint-Etienne, 0 ; 663. Valenciennes, 0 ; 664. Amiens, 0 ; 665. Angers, 0 ; 666. Bastia, 0 ; 667. Brest, 0 ; 668. Caen, 0 ; 669. Clermont, 0 ; 670. Dijon, 0 ; 671. Evreux, 0 ; 672. Guingamp, 0 ; 673. Lorient, 0 ; 674. Metz, 0 ; 675. Montpellier, 0 ; 676. Nantes, 0 ; 677. Orléans, 0 ; 678. Paris-Saint-Germain, 0 ; 679. Reims, 0 ; 680. Saint-Etienne, 0 ; 681. Valenciennes, 0 ; 682. Amiens, 0 ; 683. Angers, 0 ; 684. Bastia, 0 ; 685. Brest, 0 ; 686. Caen, 0 ; 687. Clermont, 0 ; 688. Dijon, 0 ; 689. Evreux, 0 ; 690. Guingamp, 0 ; 691. Lorient, 0 ; 692. Metz, 0 ; 693. Montpellier, 0 ; 694. Nantes, 0 ; 695. Orléans, 0 ; 696. Paris-Saint-Germain, 0 ; 697. Reims, 0 ; 698. Saint-Etienne, 0 ; 699. Valenciennes, 0 ; 700. Amiens, 0 ; 701. Angers, 0 ; 702. Bastia, 0 ; 703. Brest, 0 ; 704. Caen, 0 ; 705. Clermont, 0 ; 706. Dijon, 0 ; 707. Evreux, 0 ; 708. Guingamp, 0 ; 709. Lorient, 0 ; 710. Metz, 0 ; 711. Montpellier, 0 ; 712. Nantes, 0 ; 713. Orléans, 0 ; 714. Paris-Saint-Germain, 0 ; 715. Reims, 0 ; 716. Saint-Etienne, 0 ; 717. Valenciennes, 0 ; 718. Amiens, 0 ; 719. Angers, 0 ; 720. Bastia, 0 ; 721. Brest, 0 ; 722. Caen, 0 ; 723. Clermont, 0 ; 724. Dijon, 0 ; 725. Evreux, 0 ; 726. Guingamp, 0 ; 727. Lorient, 0 ; 728. Metz, 0 ; 729. Montpellier, 0 ; 730. Nantes, 0 ; 731. Orléans, 0 ; 732. Paris-Saint-Germain, 0 ; 733. Reims, 0 ; 734. Saint-Etienne, 0 ; 735. Valenciennes, 0 ; 736. Amiens, 0 ; 737. Angers, 0 ; 738. Bastia, 0 ; 739. Brest, 0 ; 740. Caen, 0 ; 741. Clermont, 0 ; 742. Dijon, 0 ; 743. Evreux, 0 ; 744. Guingamp, 0 ; 745. Lorient, 0 ; 746. Metz, 0 ; 747. Montpellier, 0 ; 748. Nantes, 0 ; 749. Orléans, 0 ; 750. Paris-Saint-Germain, 0 ; 751. Reims, 0 ; 752. Saint-Etienne, 0 ; 753. Valenciennes, 0 ; 754. Amiens, 0 ; 755. Angers, 0 ; 756. Bastia, 0 ; 757. Brest, 0 ; 758. Caen, 0 ; 759. Clermont, 0 ; 760. Dijon, 0 ; 761. Evreux, 0 ; 762. Guingamp, 0 ; 763. Lorient, 0 ; 764. Metz, 0 ; 765. Montpellier, 0 ; 766. Nantes, 0 ; 767. Orléans, 0 ; 768. Paris-Saint-Germain, 0 ; 769. Reims, 0 ; 770. Saint-Etienne, 0 ; 771. Valenciennes, 0 ; 772. Amiens, 0 ; 773. Angers, 0 ; 774. Bastia, 0 ; 775. Brest, 0 ; 776. Caen, 0 ; 777. Clermont, 0 ; 778. Dijon, 0 ; 779. Evreux, 0 ; 780. Guingamp, 0 ; 781. Lorient, 0 ; 782. Metz, 0 ; 783. Montpellier, 0 ; 784. Nantes, 0 ; 785. Orléans, 0 ; 786. Paris-Saint-Germain, 0 ; 787. Reims, 0 ; 788. Saint-Etienne, 0 ; 789. Valenciennes, 0 ; 790. Amiens, 0 ; 791. Angers, 0 ; 792. Bastia, 0 ; 793. Brest, 0 ; 794. Caen, 0 ; 795. Clermont, 0 ; 796. Dijon, 0 ; 797. Evreux, 0 ; 798. Guingamp, 0 ; 799. Lorient, 0 ; 800. Metz, 0 ; 801. Montpellier, 0 ; 802. Nantes, 0 ; 803. Orléans, 0 ; 804. Paris-Saint-Germain, 0 ; 805. Reims, 0 ; 806. Saint-Etienne, 0 ; 807. Valenciennes, 0 ; 808. Amiens, 0 ; 809. Angers, 0 ; 810. Bastia, 0 ; 811. Brest, 0 ; 812. Caen, 0 ; 813. Clermont, 0 ; 814. Dijon, 0 ; 815. Evreux, 0 ; 816. Guingamp, 0 ; 817. Lorient, 0 ; 818. Metz, 0 ; 819. Montpellier, 0 ; 820. Nantes, 0 ; 821. Orléans, 0 ; 822. Paris-Saint-Germain, 0 ; 823. Reims, 0 ; 824. Saint-Etienne, 0 ; 825. Valenciennes, 0 ; 826. Amiens, 0 ; 827. Angers, 0 ; 828. Bastia, 0 ; 829. Brest, 0 ; 830. Caen, 0 ; 831. Clermont, 0 ; 832. Dijon, 0 ; 833. Evreux, 0 ; 834. Guingamp, 0 ; 835. Lorient, 0 ; 836. Metz, 0 ; 837. Montpellier, 0 ; 838. Nantes, 0 ; 839. Orléans, 0 ; 840. Paris-Saint-Germain, 0 ; 841. Reims, 0 ; 842. Saint-Etienne, 0 ; 843. Valenciennes, 0 ; 844. Amiens, 0 ; 845. Angers, 0 ; 846. Bastia, 0 ; 847. Brest, 0 ; 848. Caen, 0 ; 849. Clermont, 0 ; 850. Dijon, 0 ; 851. Evreux, 0 ; 852. Guingamp, 0 ; 853. Lorient, 0 ; 854. Metz, 0 ; 855. Montpellier, 0 ; 856. Nantes, 0 ; 857. Orléans, 0 ; 858. Paris-Saint-Germain, 0 ; 859. Reims, 0 ; 860. Saint-Etienne, 0 ; 861. Valenciennes, 0 ; 862. Amiens, 0 ; 863. Angers, 0 ; 864. Bastia, 0 ; 865. Brest, 0 ; 866. Caen, 0 ; 867. Clermont, 0 ; 868. Dijon, 0 ; 869. Evreux, 0 ; 870. Guingamp, 0 ; 871. Lorient, 0 ; 872. Metz, 0 ; 873. Montpellier, 0 ; 874. Nantes, 0 ; 875. Orléans, 0 ; 876. Paris-Saint-Germain, 0 ; 877. Reims, 0 ; 878. Saint-Etienne, 0 ; 879. Valenciennes, 0 ; 880. Amiens, 0 ; 881. Angers, 0 ; 882. Bastia, 0 ; 883. Brest, 0 ; 884. Caen, 0 ; 885. Clermont, 0 ; 886. Dijon, 0 ; 887. Evreux, 0 ; 888. Guingamp, 0 ; 889. Lorient, 0 ; 890. Metz, 0 ; 891. Montpellier, 0 ; 892. Nantes, 0 ; 893. Orléans, 0 ; 894. Paris-Saint-Germain, 0 ; 895. Reims, 0 ; 896. Saint-Etienne, 0 ; 897. Valenciennes, 0 ; 898. Amiens, 0 ; 899. Angers, 0 ; 900. Bastia, 0 ; 901. Brest, 0 ; 902. Caen, 0 ; 903. Clermont, 0 ; 904. Dijon, 0 ; 905. Evreux, 0 ; 906. Guingamp, 0 ; 907. Lorient, 0 ; 908. Metz, 0 ; 909. Montpellier, 0 ; 910. Nantes, 0 ; 911. Orléans, 0 ; 912. Paris-Saint-Germain, 0 ; 913. Reims, 0 ; 914. Saint-Etienne, 0 ; 915. Valenciennes, 0 ; 916. Amiens, 0 ; 917. Angers, 0 ; 918. Bastia, 0 ; 919. Brest, 0 ; 920. Caen, 0 ; 921. Clermont, 0 ; 922. Dijon, 0 ; 923. Evreux, 0 ; 924. Guingamp, 0 ; 925. Lorient, 0 ; 926. Metz, 0 ; 927. Montpellier, 0 ; 928. Nantes, 0 ; 929. Orléans, 0 ; 930. Paris-Saint-Germain, 0 ; 931. Reims, 0 ; 932. Saint-Etienne, 0 ; 933. Valenciennes, 0 ; 934. Amiens, 0 ; 935. Angers, 0 ; 936. Bastia, 0 ; 937. Brest, 0 ; 938. Caen, 0 ; 939. Clermont, 0 ; 940. Dijon, 0 ; 941. Evreux, 0 ; 942. Guingamp, 0 ; 943. Lorient, 0 ; 944. Metz, 0 ; 945. Montpellier, 0 ; 946. Nantes, 0 ; 947. Orléans, 0 ; 948. Paris-Saint-Germain, 0 ; 949. Reims, 0 ; 950. Saint-Etienne, 0 ; 951. Valenciennes, 0 ; 952. Amiens, 0 ; 953. Angers, 0 ; 954. Bastia, 0 ; 955. Brest, 0 ; 956. Caen, 0 ; 957. Clermont, 0 ; 958. Dijon, 0 ; 959. Evreux, 0 ; 960. Guingamp, 0 ; 961. Lorient, 0 ; 962. Metz, 0 ; 963. Montpellier, 0 ; 964. Nantes, 0 ; 965. Orléans, 0 ; 966. Paris-Saint-Germain, 0 ; 967. Reims, 0 ; 968. Saint-Etienne, 0 ; 969. Valenciennes, 0 ; 970. Amiens, 0 ; 971. Angers, 0 ; 972. Bastia, 0 ; 973. Brest, 0 ; 974. Caen, 0 ; 975. Clermont, 0 ; 976. Dijon, 0 ; 977. Evreux, 0 ; 978. Guingamp, 0 ; 979. Lorient, 0 ; 980. Metz, 0 ; 981. Montpellier, 0 ; 982. Nantes, 0 ; 983. Orléans, 0 ; 984. Paris-Saint-Germain, 0 ; 985. Reims, 0 ; 986. Saint-Etienne, 0 ; 987. Valenciennes, 0 ; 988. Amiens, 0 ; 989. Angers, 0 ; 990. Bastia, 0 ; 991. Brest, 0 ; 992. Caen, 0 ; 993. Clermont, 0 ; 994. Dijon, 0 ; 995. Evreux, 0 ; 996. Guingamp, 0 ; 997. Lorient, 0 ; 998. Metz, 0 ; 999. Montpellier, 0 ; 1000. Nantes, 0 ; 1001. Orléans, 0 ; 1002. Paris-Saint-Germain, 0 ; 1003. Reims, 0 ; 1004. Saint-Etienne, 0 ; 1005. Valenciennes, 0 ; 1006. Amiens, 0 ; 1007. Angers, 0 ; 1008. Bastia, 0 ; 1009. Brest, 0 ; 1010. Caen, 0 ; 1011. Clermont, 0 ; 1012. Dijon, 0 ; 1013. Evreux, 0 ; 1014. Guingamp, 0 ; 1015. Lorient, 0 ; 1016. Metz, 0 ; 1017. Montpellier, 0 ; 1018. Nantes, 0 ; 1019. Orléans, 0 ; 1020. Paris-Saint-Germain, 0 ; 1021. Reims, 0 ; 1022. Saint-Etienne, 0 ; 1023. Valenciennes, 0 ; 1024. Amiens, 0 ; 1025. Angers, 0 ; 1026. Bastia, 0 ; 1027. Brest, 0 ; 1028. Caen, 0 ; 1029. Clermont, 0 ; 1030. Dijon, 0 ; 1031. Evreux, 0 ; 1032. Guingamp, 0 ; 1033. Lorient, 0 ; 1034. Metz, 0 ; 1035. Montpellier, 0 ; 1036. Nantes, 0 ; 1037. Orléans, 0 ; 1038. Paris-Saint-Germain, 0 ; 1039. Reims, 0 ; 1040. Saint-Etienne, 0 ; 1041. Valenciennes, 0 ; 1042. Amiens, 0 ; 1	

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	43,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNUAIRES ENCOULEES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

INSTITUTION EUROPEENNE A BRUXELLES

cherche

1 analyste/programmeur

chargé d'analyser des procédures de gestion administrative et de suivi de production en vue de leur informatisation en utilisant des configurations de taille moyenne opérant soit en real-time soit en batch avec accès sur "base de données". Ces fonctions comportent également la coordination et la supervision d'une équipe de programmeurs.

Conditions requises:

- être ressortissant d'un des 9 états membres des Communautés européennes;
- être titulaire d'un diplôme de fin d'études universitaires dans un domaine se rapportant aux fonctions à exercer;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans, dans le domaine visé ci-dessus. Une expérience pratique du système BS 1000 et ISDAM est très souhaitable;
- avoir une parfaite maîtrise d'une des langues officielles des Communautés européennes (allemand, anglais, danois, français, italien, néerlandais) et de bonnes connaissances d'une deuxième de ces langues.

Conditions offertes:

- rémunération mensuelle nette comprise entre 54.500 FB et 59.500 FB, en fonction de l'expérience professionnelle antérieure;
- sous certaines conditions, allocations familiales et indemnité de dépaysement de 11.800 FB au minimum.

L'engagement se fera sur une base contractuelle (agent temporaire) et est prévu pour le mois d'avril 1978.

Les intéressés sont priés d'introduire un curriculum vitae complet et particulièrement détaillé quant à l'expérience professionnelle acquise, le type et le niveau des fonctions exercées. Des copies des diplômes et certificats se rapportant aux études et à l'expérience professionnelle sont indispensables. Les candidatures accompagnées des pièces justificatives doivent être adressées au plus tard le 18 février 1978 à l'adresse suivante:

Secrétariat Général du Conseil des Communautés européennes, Service du Recrutement, rue de la Loi 170, B-1048 Bruxelles, Belgique.

INSTITUTION EUROPEENNE A BRUXELLES

cherche

2 programmeurs

pour la conception, l'écriture et le test de programmes concernant le déroulement de procédures de gestion administrative et de suivi de production en utilisant des configurations de taille moyenne opérant soit en real-time soit en batch avec accès sur "base de données".

Conditions requises:

- être ressortissant d'un des 9 états membres des Communautés européennes;
- être titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires ou avoir une expérience professionnelle de niveau équivalent;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le domaine visé ci-dessus. Une expérience pratique du système BS 1000 et ISDAM est très souhaitable;
- connaissance de deux langages de programmation dont le COBOL (ASSEMBLER et le RPG II sont souhaitables);
- avoir une parfaite maîtrise d'une des langues officielles des Communautés européennes (allemand, anglais, danois, français, italien, néerlandais) et de bonnes connaissances d'une deuxième de ces langues.

Conditions offertes:

- rémunération mensuelle nette comprise entre 36.000 FB et 39.400 FB, en fonction de l'expérience professionnelle antérieure;
- sous certaines conditions, allocations familiales et indemnité de dépaysement de 7.000 FB au minimum.

L'engagement se fera sur une base contractuelle (agent temporaire) et est prévu pour le mois d'avril 1978.

Les intéressés sont priés d'introduire un curriculum vitae complet et particulièrement détaillé quant à l'expérience professionnelle acquise, le type et le niveau des fonctions exercées. Des copies des diplômes et certificats se rapportant aux études et à l'expérience professionnelle sont indispensables. Les candidatures accompagnées des pièces justificatives doivent être adressées au plus tard le 18 février 1978 à l'adresse suivante:

Secrétariat Général du Conseil des Communautés européennes, Service du Recrutement, rue de la Loi 170, B-1048 Bruxelles, Belgique.

UN DIRECTEUR DE CONCESSION AUTOMOBILE

9-10 millions C.F.A.

Dépendant du Directeur Délégué du groupe pour le pays considéré, il aura la responsabilité de la vente, de l'après-vente et des comptes clients de cette filiale spécialisée dans la distribution de véhicules (V.L.T.) d'une grande marque internationale. Il participera à la définition des objectifs et mettra en œuvre les moyens propres à les atteindre: animation des équipes de vente, administration des ventes, matériel, crédit, contrôle des approvisionnements, gestion du stock pièces de rechange, contrôle des ateliers et garages. Il aura autorité sur 300 personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, aura assumé des responsabilités de vente et d'achat dans une entreprise commerciale de la branche automobile et plus particulièrement outre-mer. Poste Réf. 149/M.

UN CHEF DU PERSONNEL ET DE LA FORMATION

8-9 millions C.F.A.

Sous l'autorité du Directeur Délégué du groupe, il assumera les responsabilités propres à la fonction: recrutement, accueil, intégration, suivi des carrières, paie, relations avec les délégués du personnel, déclarations sociales, rapports avec l'administration. Il gèrera un budget formation et procédera à des définitions et évaluations de postes afin de les adapter dans le cadre de la politique du groupe. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, obligatoirement de formation supérieure, possèdera une expérience similaire acquise si possible, en partie, à l'étranger. Poste Réf. 150/M.

UN CHEF DU CONTENTIEUX

6,5 millions C.F.A.

Sous l'autorité du Directeur Financier, il sera chargé de suivre les dossiers de crédits accordés à la clientèle et de veiller au recouvrement des créances, et si besoin, de défendre les procédures contentieuses. Il sera en rapport avec les autorités compétentes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (Licence en Droit) aura une expérience similaire acquise si possible dans un cabinet de conseil ou dans une société de crédit automobile. Poste Réf. 151/M.

Pour ces trois postes, écrire en précisant la référence à: GRH Conseils, 3, avenue de Ségur, 75007 PARIS. Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

HENKEL, Groupe Chimique International, 3200 personnes. Siège Social à Düsseldorf. Produits Industriels: Détergents, Colles et Adhésifs, Produits Organiques. Produits de marque: FA-SUPER-CROIX-MIR-LAINE-MIR COULEURS

propose à un: **ingénieur industries alimentaires**

ayant une expérience de 4 à 6 ans de la vente ou du marketing de produits industriels, de poursuivre son évolution de carrière dans un cadre international.

Un passage de 2 à 3 ans à Düsseldorf lui permettra de se préparer à un poste de responsabilité dans une filiale européenne ou d'Outre-Mer. La pratique de l'allemand est indispensable.

Ecrire sous réf. 960 à HENKEL FRANCE S.A. D.R.H. - 12, avenue Raspail - 94250 Gentilly. Henkel

ENTREPRISE SUISSE DE CONSTRUCTION

importante, ayant des activités diverses en Suisse et à l'étranger, nous charge de la recherche d'un

DIRECTEUR DE CHANTIER POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

Le candidat devra avoir une expérience de 10 à 15 ans de la construction d'un ou plusieurs projets industriels et de bâtiments de taille moyenne. Le candidat sera un ingénieur civil diplômé B.T.P. de 35 à 45 ans et doit avoir l'habitude de travailler jusqu'à un certain degré de façon indépendante.

De langue maternelle française, avec des connaissances pratiques de l'anglais. L'expérience sur des chantiers de l'Afrique de l'Ouest ou des pays du Moyen-Orient serait un grand avantage.

Le salaire et les conditions d'emploi correspondant à l'importance extraordinaire du poste.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement; des réserves stipulées seront respectées.

Veuillez envoyer votre curriculum vitae avec photo et lettre manuscrite sur référence MAA 2.793 à:

IBGM (MANAGEMENT) CONSULTANTS
UNTERNEHMENSBERATUNG CONSEIL DE DIRECTION
of London, c/o Postfach 1188, 8022 Zürich

Création de poste 32 ans mini.

Directeur Filiale B.T.P. Afrique

Ingénieur Grande Ecole

Notre Société spécialisée dans la construction et l'entretien des réseaux divers: électricité toutes tensions, postes de transformation, éclairage public, eau, assainissement, P.T.T., en France et à l'étranger, recherche un Directeur pour une de ses Filiales Africaines.

Il devra assurer, sous l'autorité du Directeur Général et dans le cadre d'une politique définie au niveau du Groupe, l'organisation et la gestion d'une affaire ayant un taux d'expansion élevé, son développement et son profit.

Ses missions essentielles porteront notamment sur:

- la mise en place et le fonctionnement d'un contrôle de gestion efficace (tableau de bord - compte d'exploitation par chantiers - procédures...).

Ce poste convient à un ingénieur de formation grande école, complétée si possible par une formation de type I.C.E. - I.A.E., ayant assuré pendant 4 à 5 ans la gestion effective d'unités opérationnelles - expérience chantiers et anglais courant appréciés.

Homme de terrain, organisateur et gestionnaire, il devra savoir vendre ses idées et sa planification à tous les niveaux.

Rémunération élevée - logement - avantages expatriés.

Lieu de travail: Capitale Africaine.

sélé **CEGOS** Adresser lettre man. C.V. détaillé + photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73428/M à Mme CLERE, 5046-CEGOS 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

offres premier emploi

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

recherche pour premier emploi **jeunes collaborateurs**

- 2 à 3 années d'études supérieures
- célibataires, dégageés des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE DANS: L'INFORMATIQUE

Formation assurée dans le cadre d'un contrat de travail ferme avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidat, avec CV détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à No 44.475 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Le Chef du département routier d'une importante société française recherche un

INGENIEUR ROUTIER

Attiré par le travail dans des pays étrangers où il se verra confier des responsabilités, soit dans le domaine des études, soit dans celui de la supervision des travaux en fonction de sa formation (Grande Ecole) et de son expérience (services de l'Etat). Nous offrons un contrat d'expatriation, un niveau de rémunération tenant compte des contraintes de l'environnement. Nous étudierons avec attention votre candidature que vous voudrez bien adresser accompagnée de votre C.V. et de vos préférences (base France) en joignant sur l'enveloppe la REPERE-SENSE 2001, CONTEXTE PUBL. 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}).

Pour séjour en AFRIQUE NOIRE

importante Société franc. rech. **URBANISTE**

Intéressé par les problèmes d'habitat dans les pays en voie de développement, cet expert aura une bonne connaissance du contexte africain et sera à même de conseiller efficacement un organisme officiel local pour la mise en place d'une politique d'urbanisation d'un territoire. Le candidat devra superviser la réalisation. Cette action se situe à un bon niveau, le candidat retenu devra faire état d'une sérieuse expérience soit en bureau d'études, soit de la même nature à l'étranger. Il sera âgé au minimum de 35 ans. Veuillez écrire (joindre C.V.) avec mention de votre dernière rémunération, au préalable, sur l'enveloppe la réf. 11.174, CONTEXTE PUBL. 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}).

CABINET TOPOGRAPHIQUE recherche pour OUTRE-MER

Un chef de brigade, échelon C.V. ou C.J.
Un opérateur OP 2.

Env. photo et C.V. à BEREST, 7, rue de Sète, 59000 NANCY.

Ingénieurs pour l'exportation

Notre société vend des machines textiles de teintures sur le marché mondial. Nous recherchons des ingénieurs textile ou équivalent ayant au moins 5 ans d'expérience dans le domaine, soit de la construction de ce matériel, soit de son utilisation, soit de sa commercialisation. Nous attachons toutefois une importance primordiale aux connaissances et/ou à l'expérience technique des candidats.

Le développement se fera à l'exportation par l'élaboration de projets techniques et commerciaux, en collaboration avec nos agents étrangers. Les déplacements pourront représenter jusqu'à 50 % du temps.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. L'allemand est fortement souhaité.

Résidence Nord de la France à prévoir après intégration.

Documentation sur poste aux adresses ci-dessous.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, au C.J. ou C.V. à BEREST, 7, rue de Sète, 59000 NANCY.

ENTREPRISE T.P. A VOCHER INTERNATIONAL

recherche pour sa filiale au **NIGERIA**

CHEF COMPTABLE 35 ANS MINIMUM FORMATION B.T.S. - D.E.C.S.

Très bonne connaissance de l'anglais. Expérience professionnelle minimum 5 ans, si possible à l'étranger et dans la branche T.P.

Notions de comptabilité anglo-saxonne appréciées.

Entrée avec C.V. dét. à n° 47.631, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

UN ORGANISATEUR COMPTABLE

chargé d'élaborer, de mettre en place et de gérer un système de comptabilité dans le domaine d'opérations municipales d'aménagement immobilier. Cette intervention, qui est prévue sur plusieurs années, conviendrait à un ingénieur ou à un technicien supérieur, d'environ trente ans, ayant une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la comptabilité et de la gestion. Le candidat devra adresser sa candidature, avec son curriculum vitae, à la référence 3.946, CONTEXTE PUBL. 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}).

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES: 296-15-01

Cherchez **JEUNES UNIVERSITAIRES** souhaitent faire stage premier emploi rémunéré en entreprises pour apprendre technique.

Formation professionnelle, téléph. 292-12-77 ou 292-68-70.

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indications fausses ou de nature à induire en erreur ses lecteurs.

Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive s'est glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant:

LE MONDE, Direction de la Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

مكتبة من الاصل

	La ligne	La ligne T.O.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROF. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.O.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

FRAMATOME
Société spécialisée dans la chaudronnerie lourde
USINE de
CHALON-SUR-SAONE (71)
recherche

TECHNICIEN SUPERIEUR

FORMATION DE BASE :
- ETS ou D.T. Mécanique, avec expérience en gestion, ou D.T. gestion avec connaissances Maintenance Transport.
- 2 ans minimum en gestion dans des secteurs de chaudronnerie lourde, maintenance ou transport.

RESPONSABILITES ESSENTIELLES DE LA FONCTION :
- établissement des prix de revient (transport, maintenance travaux extérieurs) ;
- suivi des prévisions et du contrôle budgétaire ;
- détermination des prix élémentaires nécessaires pour l'établissement des devis estimatifs de travaux.

Aide possible dans la recherche d'un logement.

Ecrire avec curriculum vitae :
FRAMATOME
Service Recrutement
B.P. 13 - SAINT-MARCEL 71280.

GROUPE DE DISTRIBUTION (C.A. 2 MILLIARDS)
recherche

contrôleur de gestion

NOTRE PROFIL DE GROUPE :
Nous sommes des spécialistes dans la Distribution de détail. Notre implantation, régionale à l'origine, est désormais nationale. Nous opérons dans des circuits diversifiés tels que Hypermarchés, magasins traditionnels, restauration. Nous connaissons une très forte expansion et sommes animés d'un fort souci de rentabilité. Notre diversification implique la coexistence de différentes méthodes de gestion. Nous voulons perfectionner notre système de gestion, développer la rigueur dans notre Groupe sans toutefois mettre en cause son dynamisme et sa souplesse.

NOTRE PROFIL DE POSTE :
Le candidat sera responsable de l'établissement et de la qualité des budgets et objectifs des différents départements. A ce titre, il sera en contact avec la Direction Générale et les différents Responsables de départements et d'établissements.

Il aura à assurer le contrôle des budgets d'investissements et d'exploitation. Il devra analyser les écarts et préconiser les actions correctives.

Il établira les tableaux de bord pour la Direction Générale et les différentes Directions du Groupe.

Il réalisera ou fera réaliser des études de rentabilité ponctuelles sur différents secteurs d'activité du Groupe ainsi que sur des affaires nouvelles.

Il sera garant du respect des procédures administratives et budgétaires et aura, éventuellement, à collaborer avec des Conseils extérieurs.

Il participera à la formation de l'Encadrement en ce qui concerne la gestion et les procédures administratives et conseillera les Responsables opérationnels sur le contrôle de leurs propres unités.

VOIRE PROFIL :
- Une authentique expérience dans les problèmes évoqués ci-dessus
- Etre familier de la gestion décentralisée
- Une formation supérieure et spécialisée est souhaitée
- Susceptible de s'intégrer dans une équipe jeune et ambitieuse

Si vous estimez correspondre à ce profil, ADRESSEZ C.V. très précis sur vos responsabilités et réalisations, photo et rémunération actuelle à : P.LICHAUSA - BP 220 - 75063 Paris cedex 02 qui transmettra. Réf. 2808.
Poste situé dans une grande ville de l'Ouest

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

DIVISION DES SEMI-CONDUCTEURS

« Si vous êtes à la recherche d'un métier passionnant,
« si vous voulez travailler pour une multinationale dont la croissance s'est toujours confirmée et diversifiée,
« si vous êtes ingénieur électronicien et que la technique est pour vous un support indispensable et non une fin,
« si vous voulez valoriser vos connaissances en les approfondissant et en les diversifiant,
vous répondez alors au profil que nous cherchons à PARIS ou à LYON, pour la fonction d'

INGENIEUR COMMERCIAL

Veuillez écrire avec C.V., photo et présent, et date de disponibilité dans la réf. SCM 278-21 à Madame LE GUET T.I.F. - Boite Postale No 5 06270 VILLENEUVE-LOUBET



emplois internationaux emplois internationaux

gestion prévisionnelle de personnel
AFRIQUE FRANCOPHONE

Nous sommes une société minière et nous employons près de 4500 personnes (personnel local et expatrié). Nous recherchons le responsable de notre G.P.P.

En étroite collaboration avec les Directions des différentes unités de production et leurs départements, il aura la responsabilité de la gestion prévisionnelle du potentiel humain de la Société dans une optique d'adaptation de qualité. Pour réaliser cette tâche, il supervisera également les services de sélection et de formation permanente.

Vous êtes de formation supérieure (si possible ingénieur), les problèmes humains vous passionnent et vous considérez comme particulièrement motivé de travailler dans un milieu culturel différent. Bien plus, cette différence représente pour vous une opportunité et non un obstacle !

Ecrivez rapidement sous référence 20.17-M (en indiquant un numéro de téléphone) aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP à qui nous avons confié le soin de réunir les candidatures.

EUREQUIP
Département Recrutement
B.P. 30 - 92420 Vaucresson

LEGAL and GENERAL
Groupe de Compagnies d'Assurances Britanniques
recherche un

DIRECTEUR COMMERCIAL

pour sa Succursale en Espagne à MADRID

Le candidat retenu devra :
- être âgé de 35 ans minimum ;
- parler couramment l'espagnol ;
- connaître le marché espagnol de l'Assurance Vie et L.A.S.D. avec, si possible, une expérience pratique du marketing Vie acquise soit en Espagne, soit en Amérique du Sud.

Rémunération à débattre ; mais elle ne sera pas inférieure à 1 200 000 pesetas par an.

Envoyer candidature, curriculum vitae, manuscrit, photo et présentations au :
Directeur Général pour la France
(Secrétariat de Direction)
GROUPE LEGAL and GENERAL
58, rue de la Victoire, 75440 PARIS CEDEX 08.

URGENT
BUREAU D'ETUDES U.S.A.
RECHERCHE POUR L'ALGERIE

En vue réalisation vaste programme travaux géotechniques concernant études descriptives, grands ouvrages d'hydraulique (y compris reconnaissance et évaluation zones d'emprunt)

UN INGENIEUR EN CHEF

Géotechnicien confirmé, minimum dix ans d'expérience dans programmes analogues. Il sera chargé de la conduite de l'ensemble d'une équipe encadrée par deux ingénieurs de terrain (field engineers), un ingénieur de laboratoire et un maître sondeur, ainsi que de l'établissement des rapports d'étude.

Français indispensable - Anglais souhaitable

Prière adresser C.V. détaillé avec photo récente à : Aertudo, 3008 Madrid (Espagne). Tenir ces adresses et téléphones précédents employeurs, postes occupés, projets étudiés et participation personnelle, exacte aux études, présentations salariales. Il ne sera pris contact avec les réponses citées qu'après accord de l'intéressé. Il sera répondu à toutes les candidatures.

IMPORTANTE ENTREPRISE T.P.
recherche le

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE
(de sa Direction du matériel)

La fonction comprend notamment :
- la gestion administrative du Parc et de l'Atelier Central ;
- l'établissement des prévisions de commandes ;
- la participation active aux négociations des conditions de paiement des contrats d'achat ;
- le suivi des commandes ;
- la responsabilité de l'ensemble des problèmes douaniers ;
- le suivi des contrats d'assurance ;
- le contrôle des prix de revient.

Ce poste conviendrait à un homme rigoureux ayant nécessairement une expérience de plusieurs années dans un poste similaire et pouvant faire la preuve de sa réussite. Il sera âgé de 32 ans minimum et aura une formation A.M. ou équivalente complétée par une expérience Gestion.

La rémunération annuelle prévue est de 80.000 F. et il sera tenu compte de l'expérience du candidat retenu.

Le lieu de travail est situé dans le Sud-Ouest.

Adresser C.V. détaillé, photo et présentations, sous référence M. 73429, à SEM PAILLETTES, 142, rue Montmartre, 75002 Paris, qui transmettra.

TRES IMPORTANT GROUPE BELGE DE NIVEAU INTERNATIONAL
RE DU SECTEUR CONSTRUCTION ET DES TRAVAUX PUBLICS
recherche

pour ses chantiers au Nigéria

UN DIRECTEUR DE CHANTIER

- de formation Ingénieur « Grande Ecole » mécanique ou T.P. ;
- ayant une expérience d'une dizaine d'années sur chantiers outre-mer ;
- ayant dirigé des chantiers routiers et ouvrages d'art ;
- la connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer votre candidature et curriculum vitae à : UNIVERSAL MEDIA - Chaussée de la Rupe, 122, 1050 BRUXELLES, qui transmettra.

Veuillez mentionner la référence LM/155 sur l'enveloppe qui pourra ainsi nous parvenir fermée.

SOCIÉTÉ BRITANNIQUE
recherche urgent pour ALGÉRIE

2 INGÉNIEURS

de formation gde école ou équivalent.

Susceptibles d'assurer la formation de techniciens algériens en mécanique et électricité.

Une expérience en équipement de pompage pipe est souhaitée.

Contrat de 5 mois + 1 mois de congé payé.

Bonnes conditions de rémunération.

Env. C.V. + photo à B.T.E., 27-29, r. de Bassano 75008 Paris, à l'attention de M. Guillot.

COMPLEXE INDUSTRIEL

Filiale d'un groupe français de première importance, recherche, pour son siège social situé dans une grande ville d'Afrique francophone (zone franc), un

CHEF COMPTABLE

Titulaire du D.E.C.S. ou +. Agé d'au moins 40 ans et ayant une expérience confirmée dans la responsabilité de comptabilités en industrie.

Une connaissance de l'Afrique et du plan O.C.A.M. est appréciée.

Contrat ferme assorti des avantages et des garanties d'expatriés.

Boire avec C.V. explicite sous référence CO/CC.

CETAGE
10, avenue AMERL, LECHEMIE 75003 PARIS 12

Bureau d'études en AFRIQUE recherche pour 2^e trimestre 1978

AFRICAINS
(un an d'expérience) pour postes : ECONOMISTES, AGRONOMES, URBANISTES, ZOOTECNIENS, GÉOLOGES, SOCIOLÔGUE.

Ecrire avec C.V. à : M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

Pour un séjour en AFRIQUE DU NORD dans le cadre d'une assistance technique, Société française d'ingénierie recherche

INGENIEUR URBANISTE
diplômé d'une Grande Ecole, ayant une première expérience professionnelle acquise dans la conception et la réalisation de zones urbaines nouvelles. Ce poste conviendrait particulièrement à un célibataire. Merci d'envoyer votre candidature (joindre C.V.) et indiquant la rémunération actuelle en mentionnant la réf. 2.170 à Confores Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}).

Importante Société française dans le cadre de ses missions d'assistance technique aux organismes officiels d'un pays d'Afrique du Nord recherche un

INGENIEUR V.D.D.
Ce poste bénéficie d'un contrat d'expatriation, conviendrait à un ingénieur diplômé de trente ans minimum, ayant une expérience professionnelle confirmée en V.D.D. et n'ayant de préférence pas de charges familiales. Ayez l'amabilité d'adresser une lettre manuscrite indiquant votre rémunération actuelle et présent (joindre C.V.) en spécifiant sur l'enveloppe la référence 14.518, CONFORES PUBLIS, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}).

Offres d'emplois cadres, ingénieurs, techniciens pour l'Amérique latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.) dans revue spécialisée. Doc. A.I.E. (20) B.P. 42307 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger, par répertoire hebdomadaire. Secr. Outre-Mer Mutations, 47, r. Richer, Paris (9^e).

FRAMATOME
Société spécialisée dans la chaudronnerie lourde
USINE de
CHALON-SUR-SAONE (71)
recherche

DEUX TECHNICIENS (NES)

FORMATION :
- B.T.S. Assistant (e) Ingénieur B.T.S. ou D.U.T. spécialisé mécanique.

COMPETENCES :
- l'utilisation du programme de calcul sur ordinateur. Calcul par méthode des éléments finis souhaitable.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :
- 2 ans (Bureau de Calcul ou équipe d'analyse mécanique ou Bureau d'études avec participation à la rédaction de notes de calcul)

POUR TRAVAILLER DANS NOTRE EQUIPE CALCUL

MISSIONS GENERALES :
- Participer à l'analyse du comportement des ensembles du circuit primaire principal (Générateur de vapeur, Pressuriseur, Cyl., etc.).

Lieu de travail : CHALON-SUR-SAONE.

Aide possible dans la recherche d'un logement.

Ecrire avec curriculum vitae :
FRAMATOME
Service Recrutement
B.P. 13 - SAINT-MARCEL 71280.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
ayant récemment créé en
AFRIQUE NOIRE
UN COMPLEXE INDUSTRIEL
(basé sur une motrice première tropicale)
recherche pour sa mise en place définitive

DIRECTEUR GENERAL

Ayant une expérience réussie en management et dont la principale caractéristique sera d'assurer une équipe importante :
- de gérer avec profit un ensemble disposant de moyens ultra-modernes.

Conditions de vie et de salaire très étudiées. La connaissance de l'AFRIQUE est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à n° 47.731.

cabinet leconte
4, rue Amiral Courbet
75116 PARIS

emploi internationaux emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces (lundi, mardi et mercredi).

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

ETABLISSEMENT PARA-PUBLIC
situé dans une ville du Sud de la France

UN ASSISTANT EN GESTION INDUSTRIELLE
(réf. 2564)

qui participera à l'assistance générale aux P.M.L. sur le plan de la gestion financière et technique. Ayant 30 ans min., il aura une formation d'ingénieur complétée par des études de gestion et quelques années d'expérience en milieu industriel.

Adresser manuscrit + CV + photo + présent à :

CABINET OPLERT
B.P. 4, av. du 1^{er} mai 1945
63100 Lempdes

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	49,00	48,10
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



GROUPEMENT FRANÇAIS DE CONSEILS
SPECIALISTES EN RECHERCHE DE CADRES NOUVEAUX
110, RUE DE SEVRES 75015 PARIS



POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE ET DE TRAVAUX FILIALE D'UN GRAND GROUPE
Chef du Personnel
DIVISION INTERNATIONALE
110/125.000 F an
Jeune, 30 ans environ, c'est un professionnel de la fonction qui couvre l'ensemble des problèmes humains, sociaux, juridiques et administratifs posés par un effectif dispersé de 650 employés. Rattaché au Directeur des Relations Humaines du groupe, il prendra progressivement une part importante dans la définition de la politique sociale. Sérieuse évolution possible.
Siège Banlieue Parisienne Ouest. réf 513

POUR GRAND CONSTRUCTEUR DE VEHICULES (LOURDS ET LEGERS)
Directeur de Succursale
METZ
150/200.000 F an
C'est déjà un professionnel confirmé du véhicule et de préférence du P.O.D.S. Lourd. Son expérience, d'abord commerciale doit également couvrir les aspects après-vente et gestion, il aura à animer une équipe de 150 personnes.
réf 571

POUR SOCIÉTÉ DE PREMIER PLAN,
Spécialiste des Contrôles non destructifs
125/150.000 F an
C'est un ingénieur confirmé qui dispose d'une bonne expérience de ces techniques et qui souhaite évoluer vers d'importantes responsabilités. Sans de contact à haut niveau indépendant.
Siège Banlieue Parisienne réf 530

POUR IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
Responsable du Service Etudes de Marché
90/110.000 F an
30 ans, de formation supérieure, c'est avant tout une personne, dotée de solides qualités d'organisation et de maturité ainsi que d'une bonne expérience des études (qualitatives et quantitatives) dans le domaine pharmaceutique. De bonnes bases d'anglais sont nécessaires.
Siège Banlieue Parisienne Nord. réf 567

POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX D'ELECTRICITE et INSTRUMENTATION
Responsable Commercial Secteur Pétrolier
120/150.000 F an
32 ans min., c'est un excellent commerçant doublé d'un spécialiste de travaux électriques ou d'instrumentation dans le secteur pétrolier. Il dispose déjà de bonnes introductions dans ce secteur et en particulier auprès des ingénieurs. Rattaché au siège, il interviendra également en appui auprès des agences de Province.
Siège Région Parisienne. réf 570

POUR SOLIDE ENTREPRISE DE TRAVAUX INDUSTRIELS FILIALE D'UN GRAND GROUPE
Responsable Administratif et Financier
DIVISION EXPORT
120/160.000 F an
30 ans min., disposant d'une solide formation et d'une bonne expérience en comptabilité et gestion, il devra nécessairement bien connaître les problèmes posés par l'exportation : financements, trésorerie, fiscalité, douane. Très sérieuse évolution possible à moyen terme. Anglais nécessaire.
Siège MARSEILLE réf 572

Envoyer CV en précisant la ou les références qui peuvent vous intéresser. Les consultants du GFC vous garantiront une réponse et une discrétion absolue. Prière de préciser le nom des sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas postuler.

Leader mondialement connu pour ses produits chimiques recherches pour sa force de vente française :

1 TECHNICO COMMERCIAL

pour son siège de PARIS
VOTRE FONCTION
Poursuivre l'expansion du territoire français dans le secteur des fabricants de circuits imprimés et dans celui des fabricants de semi-conducteurs.
VOUS AVEZ
- le sens de la créativité, l'ambition de faire une longue carrière dans notre société jeune et dynamique.
- l'expérience dans la fabrication des circuits imprimés et si possible une expérience de la vente.
- une voiture et de bonnes connaissances en anglais.
VOUS RECEVREZ
Un bon salaire de base, après période d'essai, une commission sur la réalisation des objectifs, frais de déplacements et de séjours confortables.
NOUS SOMMES
Une société en pleine expansion sur le marché Européen et Américain.
Si vous êtes intéressé, écrivez avec C.V. détaillé, photo récente et salaire/réf 5719 à : P.LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL, SITUÉ A PARIS, RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT CLINIQUE, UN

CHEF DE PROJET

POUR LA COORDINATION DES ACTIVITÉS DANS LE DOMAINE CARDIOVASCULAIRE EN FRANCE.

LA PRÉFÉRENCE SERA DONNÉE A DES CANDIDATS PRÉSENTANT LES QUALIFICATIONS SUIVANTES :

- Thèse d'Etat de Docteur en Médecine.
- C.E.S. de Cardiologie.
- Expérience antérieure (3-5 ans) et capacité établie dans la conception, la mise en place, l'organisation et le suivi d'essais cliniques Phases II et III avec des médicaments cardiovasculaires.
- Bonne connaissance des statistiques et de pharmacocinétique cliniques.
- Prédisposition pour le travail d'équipe.
- Age : 30 ans environ.
- Disponibilité pour de fréquents voyages en France.
- Le candidat devra superviser des études de nouveaux médicaments à travers la France et dépendra du Chef de Groupe Cardiovasculaire du département de recherche clinique.
- Excellente rémunération. Lieu de travail : Paris.

Envoyer C.V. N° 8229 « le Monde » Publiété, 5, r. des Italiens, 75427 PARIS-8^e, qui transmettra.

Standard Chartered Leasing

English group, one of the Europe's largest companies in the leasing of IBM computer is looking for a

MARKETING ASSISTANT

for its Paris office
The final applicant will be joining a well-established marketing team and will have the opportunity to develop an interesting and rewarding career. An excellent starting salary and fringe benefits offered with potential to move on to a commission earning basis.
Minimum age of 25 with experience of IBM computer, fluent in French and English and prepared to travel, please send your C.V. to: STANDARD CHARTERED LEASING COMPANY 27, avenue de Saint-Mandé 75012 PARIS.

Adjoint Directeur Informatique

Le groupe (3 M. de CA, 10.000 personnes) possède une organisation informatique décentralisée donc présente dans les principales filiales et unités de production (15 centres). L'équipement est puissant et varié comprenant aussi bien des IBM (1.000 K) que des ICL (144 K) ou GE (96 K)... On travaille pour l'essentiel en temps réel local.
La fonction confiée comprend : assistance à tous les centres (châtier des changes, choix des moyens, mise en place rapide de systèmes cohérents et performants), développement et optimisation, participation à l'élaboration et au suivi d'une politique informatique à long terme (plan informatique, évolution des moyens) ; elle est donc celle d'un concepteur et d'un conseiller interne du groupe.
Le poste suppose une haute compétence technique (Grande Ecole d'ingénieurs ou de Gestion) confirmée par une expérience d'au moins 5 ans en cabinet ou en entreprise. La pratique de l'anglais est indispensable.

Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur dossier sous référence DI 201/M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7, rue Lincoln 75008 PARIS

Correspondant commercial

Vous êtes diplômé d'Etudes Supérieures, vous parlez couramment anglais et allemand, vous aimez les chiffres. La vente vous attire. Nous vous proposons le poste de correspondant commercial dans notre compagnie nouvellement créée, affiliée à un groupe international dont la vocation est l'isolation.

Pour votre premier poste, vous serez derrière un téléphone, en relation avec nos clients, pour gérer les commandes et assurer leur suivi jusqu'à la livraison. Ceci en rapport avec nos différentes unités de production en France et en Europe.

Vous pourrez ensuite accéder à des fonctions de responsabilité commerciale ou technique sur le terrain en prise directe avec le client.

Nous avons confié aux consultants de SIRCA le soin de nous présenter votre candidature. Ecrivez leur rapidement sous référence 78173 M.

Sirca
64, rue La Boétie 75008 Paris

Techniciens en électronique

recherchés pour BOULOGNE (M^e Pont de Sèvres).

Vous êtes...

- Agent Technique 1 ou 2 (niveau 4 métallurgie),
- débutant (e) ou confirmé (e),
- intéressé (e) par la Radio Navigation et les radars,
- dégage des obligations militaires.

Adresser rapidement C.V. et prétentions à : A de Béjarry, L.M.T. - Direction du Personnel B.P. 402 - 92103 Boulogne

L.M.T.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE BANLIEUE SUD-OUEST PARIS

TECHNICIEN DUT - BTS ELECTRONIQUE

avec expérience en informatique (matériel et logiciel). Mise au point sous ensembles et intégration, d'ordinateur en plateforme. (Référence TG)

PROGRAMMEUR DUT INFORMATIQUE

Réalisation de programmes de tests. Analyse, écriture, et mise au point du programme. Expérience exigée (5 ans). (Référence PG)

TECHNICIEN BTS ou DUT ELECTRONICIEN

avec expérience informatique. Contrôle, qualité et recettes de sous ensembles de systèmes analogues à IRIS 80. (Référence TP)

ENVOYER C.V. DETAILLE ET PRETENTIONS (AVEC PHOTO) A N° 47940, CONTEXTE PUBLICITE - 20, AVENUE OPERA, 75040 PARIS CEDEX 01, QUI TRANSMETTRA. (INDIQUER REFERENCE)



TELEVISION - HI-FI MENAGER

LE RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES

(20 personnes)
Il aura notamment en charge :
- l'établissement des comptes annuels et mensuels
- l'aménagement des procédures comptables
- la tenue des dossiers fiscaux.
Lieu de travail : FRESNES (94).
Adresser lettre de candidature avec C.V. et photo en indiquant prétentions à M. Olivier GUILLARD 14, Allée de l'Abreuvoir Zone Soifite 94250 FRESNES.

IOTA
FILIALE GROUPE HACHETTE

INGENIEUR PROGRAMMEUR

LE POSTE cet ingénieur devra concevoir et réaliser des programmes dans les domaines d'activité suivants :
• Informatique éditoriale
• Systèmes conversationnels de gestion de textes sur des ordinateurs de grande capacité (IBM, CII-HB)

LE PROFIL - le candidat devra avoir :
• une formation supérieure
• une pratique courante de l'assembleur IBM 370
• un sens aigu du contact et du travail en équipe.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. détaillé à IOTA, Direction du Personnel, 34, av. du Roule, 92200 Neuilly-s-Seine

BANQUE PRIVEE

recherche pour développer sa clientèle PARIS et BANLIEUE et dans les REGIONS :
- AQUITAINE (agence de Bordeaux)
- COTE-D'AZUR (agence de Nice)

ATTACHES COMMERCIAUX

Les candidats devront avoir une expérience professionnelle confirmée de ventes de crédits aux entreprises et si possible de collectes de dépôts auprès des particuliers.

Des connaissances bancaires approfondies (niveau BP minimum) niveau classe III ou IV

Candidature manuscrite avec CV et prétentions photo sous réf 14308 à : SNPM - PETITES ANNONCES 100, avenue Charles de Gaulle - 92522 - NEUILLY SUR SEINE

	La ligne	La ligne T.O.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,10
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENREGISTREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

KLOCKNER INA
GROUPE INTERNATIONAL
EXPORTATEUR
D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche
pour sa Société Française à Paris un

EXPERT de FINANCEMENTS EXPORTATION

qui aura comme tâches principales :

- le montage de financements multinationaux de projets de grande envergure industrielle ;
- les relations avec banques et fonds monétaires internationaux ainsi qu'avec les autorités et assureurs crédit (DBR, COPACE, etc.).

Nous demandons aux candidats les qualifications suivantes :

- formation supérieure HEC, ESSEC ;
- expérience dans situation similaire ;
- expérience dans la négociation de contrats de crédits avec fonds européens et arabes ;
- expérience de montage de crédits euro-dollar ;
- bonne connaissance de la langue anglaise, allemand souhaité.

Adresser C.V., photo récente et prétentions à :

KLOCKNER INA FRANCE
31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
D'ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE**

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS de formation GRANDES ÉCOLES

Débutants ou ayant quelques années d'expérience et intéressés par les activités de ses laboratoires d'études et de sa Direction Commerciale :

- Etude et développement circuits analogiques et numériques ;
- Conception et réalisation de systèmes Electro-optiques ;
- Etude de circuits nécessitant expérience en microprogrammation ;
- Installation et suivi de chantiers ;
- Commercialisation matériels télé-informatiques et télécommunications ;
- Réponse assurée sous huitaine.

Adresser C.V. et prêt n° 48301 CONTEXTE Publiée, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01.

fonction personnel

L'expansion permanente de notre Division SIMULATEURS ET SYSTEMES ELECTRONIQUES nous conduit à recruter un

CADRE DEBUTANT DIPLOME DROIT DU TRAVAIL

ou ayant en tant que juriste un ou deux ans d'expérience dans la fonction personnelle.

Après une période d'adaptation de plusieurs mois dans notre établissement de TRAPÈS où il exercera principalement des activités de recrutement, il verra ses fonctions s'élargir en devenant le correspondant du service du personnel dans un établissement situé à CERGY-PONTOISE (banlieue Nord Ouest de la région parisienne).

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Adresser C.V. détaillé sous référence 13 761 à F. BOURRE

L.M.T. Service du Personnel
B.P. 116 - 78192 Trappes Cedex

KLOCKNER INA
GROUPE INTERNATIONAL
EXPORTATEUR
D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche
pour sa Société Française à Paris un

INGÉNIEUR D'AFFAIRES dans le domaine agro-alimentaire

Le candidat sera INGÉNIEUR de GRANDE ÉCOLE, ayant travaillé comme expert ou conseiller avec les pays en voie de développement industriel. La pratique professionnelle de l'Anglais et de l'Allemand est nécessaire.

Une formation complémentaire dans la maison mère en Allemagne est envisagée dans les domaines : Finances et Gestion de contrats.

Adresser C.V., photo récente et prétentions à :

KLOCKNER INA FRANCE
31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS

SG2

Une des premières Sociétés de Services en France

recrute
dans le cadre de l'expansion
de son activité petits systèmes :

INGÉNIEURS DEBUTANTS OU CONFIRMÉS (2 ans d'expérience)

ANALYSTES- PROGRAMMEURS DEBUTANTS OU CONFIRMÉS (niveau IUT - 1 à 5 ans d'expérience)

Connaissances en gestion appréciées ainsi qu'une expérience sur petits ou mini-ordinateurs (IBM, NCR, CII, HB, DEC, INTERTECHNIQUE, DATA GENERAL, TEXAS, etc.).

Ecrire avec C.V. sous référence J.P.C. 0178

SG2
12, avenue Vion Whitcomb
75016 PARIS

3M

Usines de Beauchamp
(Val d'Oise)

ingénieur sécurité confirmé

Formation : Ingénieur ayant de bonnes connaissances en chimie, mécanique, physique, électricité, etc.

Expérience dans la fonction en industrie chimique ou pharmaceutique.

Connaissance approfondie de la législation concernant la sécurité du travail, la prévention des accidents, les assurances, etc.

Aptitude naturelle au commandement et au dialogue.

Anglais indispensable.

Envoyer C.V. et photo + prétentions au Service Recrutement

3M FRANCE Avenue Boulé
8250 BEAUCHAMP.

**GRANDE ENTREPRISE SPÉCIALISÉE
CONSTRUCTION TURBO-MACHINES**

recherche
EN RÉGION PARISIENNE

JEUNES INGÉNIEURS

CENTRALE, MINES, SUPÉLEC, ARTS ET MÉTIERS, I.D.N., I.N.S.I., Grenoble, Nancy, Poitiers, Nantes, etc., I.N.S.A.

Pour les postes suivants :

INGÉNIEURS BUREAUX D'ÉTUDES INGÉNIEURS CHARGÉS D'AFFAIRES

Pour chacun de ces postes nous recherchons :

des INGÉNIEURS DÉBUTANTS ou ayant une première expérience professionnelle.

Ecrire avec C.V. détaillé à P. GROSSARD, 3, Villa George-Sand - 75016 PARIS, qui transmettra.

PHILIPS Data Systems

recherche
pour faire face à l'expansion de son activité

SYSTEMES MULTI-TRANSACTIONNELS des INGÉNIEURS COMMERCIAUX SENIOR

- Diplômés d'études supérieures,
- pouvant justifier d'une expérience de plusieurs années dans la vente de matériels ou de services informatiques auprès de grandes Sociétés.

NOUS VOUS OFFRONS :

- des postes susceptibles d'évolutions ultérieures au sein d'une structure dynamique (17 Agences et Dégres en France) ;
- une rémunération motivante sur un marché en expansion ;
- une période initiale de formation à nos produits.

Un acquis technico-commercial ainsi qu'une bonne connaissance de l'environnement transactionnel, constitueront pour les candidats des atouts déterminants.

Postes à pourvoir à :

LILLE - LYON et PARIS

Envoyer candidature accompagnée d'un C.V. à : PHILIPS Data Systems, Direction du Personnel, 5, square Max-Bismarck - 75015 PARIS.

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
D'IMPLANTATION INTERNATIONALE**

recherche

pour assistance de ses filiales étrangères analyste programmeur

qualifié matériel IBM 360-370
COBOL/ANSI DOS

Ayant 2 à 3 ans d'expérience, parlant anglais et appelé à se déplacer fréquemment à l'étranger.

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions sous référence HOUM

(à mentionner sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE

recherche pour PARIS

ASSISTANT (E) DU CHEF DU PERSONNEL

LE POSTE :

- gestion du personnel (1200 personnes) ;
- relations comptables et informatiques ;
- études diverses ;
- participation à formation continue.

LE (LA) CANDIDAT (E) :

- bonne formation. Droit du travail. Relations humaines ;
- expérience 2 à 3 ans dans Service du Personnel avec gestion et législation sociale.

POSTE LIBRE IMMÉDIATEMENT.

Ecrire avec photo, prétentions et C.V. détaillé à : M. MAFFRE, B.P. 208, 75234 Paris Cedex 11.

SOHO

GROUPE ISA/CREUSOT LOIRE

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour prendre en charge la promotion des activités et la vente des produits de sa

DIVISION OPTO-MÉCANIQUE
(environ 120 personnes)

Situation d'avenir dans une société à croissance rapide.

Envoyer C.V. à M. ROYER
SOHO ELECTRO-OPTICS
28, rue Berthelot,
94110 ARCUEIL.

bureau d'études commerciales

Notre groupe est le leader européen du marché des articles d'hygiène en cours de cellulose à usage domestique.

Pour améliorer notre efficacité commerciale en France, nous créons un poste fonctionnel de Responsable du Bureau d'Etudes commerciales.

Sous l'autorité du Directeur Commercial, il utilisera l'informatique pour fournir aux directions des ventes et du marketing tous les éléments de gestion dont elles ont besoin, ainsi qu'une analyse permanente du suivi des budgets.

Nous souhaitons rencontrer un homme ou une femme de 28 ans minimum, qui ait, soit une expérience similaire, soit le goût de ce type de fonction et l'ouverture d'esprit, la rigueur et l'adaptabilité nécessaires pour réussir à ce poste.

Pour recevoir des informations complémentaires, écrire sous référence M 1216 U

5 rue Moyenne
75008 Paris

TRÈS IMPTE ENTREPRISE DE B.T.P.

recherche pour son

SIÈGE SOCIAL BANLIEUE SUD

COMPTABLES 2^e Echelon DEBUTANTS OU CONFIRMÉS

Les postes proposés offrent de réelles possibilités de carrière en France ou à l'étranger. Connaissance de l'anglais appréciée.

Ecrire avec C.V. à n° 47434, CONTEXTE Publiée, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01.

automobile et p.l.

Dans le cadre du développement de ses marchés à l'exportation, un important constructeur d'organes automobiles recherche, un

INGÉNIEUR COMMERCIAL

diplômé d'une école de mécanique, introduit auprès des constructeurs automobiles européens. Allemand courant indispensable, anglais ou italien souhaité. Le salaire est de l'ordre de 120.000 F pour un candidat confirmé.

Adresser lettre manuscrite CV et photo sous référence 319 à A.S. CARME

EMPLOIS ET CARRIÈRES - 15, rue Volney 75002 PARIS

CRÉDIT COMMERCIAL

Importante Société
leader mondial dans sa branche

recherche

Jeunes Diplômés de

l'Enseignement Supérieur

Pour postes à pourvoir à Paris et en Province, exigeant :

- des qualités de contact, de dynamisme et de bon sens ;
- le goût des responsabilités qui comportent l'appréhension des risques de crédits commerciaux et l'étude de la solvabilité des Entreprises.

Adresser lettre manuscrite, curricula vitae détaillés, prétentions et photo récente sous le n° 47445 à : CONTEXTE P. 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

**Spécialiste dans la production de gaz industriels,
recherche pour son siège social**

RESPONSABLE COMPTABILITE GENERALE

directement rattaché au Chef Comptable

- 27 ans minimum
- niveau D.E.C.S.
- expérience 3 ans minimum dans poste analogue, si possible dans une société anglo-saxonne.
- anglais souhaité
- disponible rapidement

Large possibilité d'évolution pour un candidat de valeur

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à Monsieur Guérin - PRODAIR - Tour Pleyel 93521 SAINT-DENIS

Groupe Bancaire Paris recherche pour son Service Inspection Générale

un Cadre Comptable

niveau DECS, chargé de contrôler les services, agences et filiales.

Déplacements en province pour des missions de durées variables.

Une expérience de l'Audit acquise dans un établissement bancaire ou financier serait appréciée.

Envoyer CV manuscrit avec photo et prétentions sous référence 13.077 à :

plein emploi
10, rue du Mail-75002-PARIS

مكتبة من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

KLOCKNER INA GROUPE INTERNATIONAL EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

INGENIEUR D'AFFAIRES

dans le domaine agro-alimentaire

KLOCKNER INA GROUPE INTERNATIONAL EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

offres d'emploi

L.M.T. des techniques de pointe en communication téléphonique

recherche pour ses SERVICES D'ETUDES

DES INGENIEURS

Travaux à réaliser :

- analyse ;
- programmation en Assembleur ;
- essais réels et simulation de logiciel de système électronique.

La connaissance de la programmation de système temps réel est souhaitable. Des postes conviendront à des diplômés d'une école d'ingénieurs ayant 3 à 4 années d'expérience.

Un des postes pourrait être pourvu par un débutant.

Adresser les candidatures à la Direction du Personnel, 45, quai Alphonse - Le Gallo, B.P. 402, 92100 BOULOGNE, sous la référence P.M.D.

offres d'emploi

Organisation de SECURITE SOCIALE rech. CADRE

pour la direction d'une équipe chargée de la conception et de l'animation d'actions de formation et de perfectionnement en organisation du travail.

Les candidats devront avoir 25 ans minimum, diplômes universitaires du travail ou solides connaissances professionnelles. Bonne maîtrise de l'anglais. Français bilingues. Candidature sous pli fermé avec copie des diplômes et photo d'identité à M. le Directeur de l'U.C.A.S.S. Tour Maréchal-Montparnasse Boites 45 et 46 23, rue de la Harpe 75005 PARIS CEDEX 15

PALE. SUD PARIS en pleine expansion Secteur Alimentaire recherche

CHEF COMPTABLE Libre recrutement

Il sera responsable de la comptabilité générale, travaux de bilan, recensement, élaboration d'une comptabilité analytique en liaison avec la direction. L'information, la gestion, la trésorerie et assistera la Direction Générale à la gestion budgétaire et au contrôle de gestion.

Très bonne expérience professionnelle 10 ans minimum. DECS souhaitable. Le candidat devra être capable de l'autorité et de l'initiative. Adresser C.V. à SOREPA BELLERIVE 100 9421 RUNGIS CEDEX

Le Directeur du Personnel d'une importante Société Française recherche le futur Chef de son Service

ADMINISTRATEUR DU PERSONNEL

Cet homme, min. 30 ans, est un praticien notamment de la paie par informatique. Son bon niveau de culture générale doit lui permettre d'assumer d'autres prob. de la fonction. Les candidats ayant une réelle expérience administrative du personnel sont priés d'envoyer une lettre manuscrite (indiquant C.V. et photo) et mentionner dernière rémunération au spécifiant sur l'ensemble 1.113 CONTEXTE Publiée, 20, av. Opéra, 75001 Paris.

Nous sommes une société française de première importance.

Nous recherchons quelques

PERSONNES DE CARACTERE

capables, après un STAGE d'entraînement en quelques mois de 4.000 à 6.000 F. MENSUELS.

Nous leur offrons :

- Une formation complète ;
- Une activité stimulante ;
- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire "PEAU NEUVE"

Téléphonez 260-31-35 pour fixer rendez-vous

La préférence sera donnée à candidats ayant fait un S.E.F. ou S.O.T. de bonnes études, ou S.O.T. la preuve de leur personnalité.

INGENIEUR de A.T.P. ELECTRONICIEN pour recherche et développement SERVICE CONTROLE

Mise au point d'équipement pré-informatique. Définition des méthodes. Encadrement de techniciens. Suivi de qualité. Expér. min. 3 ans d'industrie. Ligne de montage et soudure. 21, de PORTOISE/ST-OUEN-L'AUMONIE.

Ecrire avec C.V. et photo, sous pli fermé, à P.M.D. 45, quai Alphonse - Le Gallo, B.P. 402, 92100 BOULOGNE, sous la référence P.M.D.

C.G.E.E. ALSTROM recherche DIVISION EXPORTATION

UN INGENIEUR (E.C.P., E.S.E., E.S.E.I., ou E.S.E.I.)

5 à 10 années d'expérience en entreprises électriques, contrôle d'unités industrielles, en travaux sur les grands chantiers à l'étranger.

Cet ingénieur devra pouvoir assumer rapidement des responsabilités de Direction de projets ou de réalisations impliquant de solides connaissances d'organisation et de gestion.

Poste basé à LEVALLOIS avec déplacements de durée limitée. Annullés par.

Envoyer C.V. à M. HUA, Direction du Personnel C.G.E.E. ALSTROM 13, rue Antonin-Raynaud, 92307 Levallois-Perret cedex.

COLLABORATRICE temps partiel

Profil recherché :

- Minimum 25 ans.
- Excellente orthographe.
- Expérience vente directe.
- Volonté indispensable.
- Libre de suite.

Nous offrons :

- Formation sérieuse.
- Forte rémunération.
- Travail indépendant.

Envoyer C.V. et photo : IPSA, 71, r. Fg-St-Honoré, 75008 Paris.

CHERCHONS spécialement une femme de ménage et étudiante de langues pour produits raffinés et délicatesses.

Envoyer C.V. et photographies à : A.P. 7, av. Inverness - 75016 PARIS

offres d'emploi

Marque internationale de produits de soins et d'hygiène recherche un

CHEF DE PRODUIT

Première expérience de produits de grande consommation souhaitée.

Ce poste convient à un jeune doté d'un esprit d'analyse et de synthèse.

Une formation commerciale supérieure et la pratique d'une langue étrangère sont demandées.

Env. C.V. manuscrit, photo récente HAVAS CONTACT 156, Bd Haussmann, 75008 PARIS, sous n° 37944.

offres d'emploi

SOCIETE INTERNATIONALE RECHERCHE

INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCE

Avant traité de nombreuses affaires d'exportation d'usines clés en main.

70 ans d'expérience environ dans un ou plusieurs des pays suivants : Moyen-Orient, Amérique Centrale, Amérique du Sud, ayant des contacts et étant très intéressés dans ces différents pays.

Capables de prospecter et traiter des affaires importantes de matériel thermique et électrique, vente à clients privés ou industriels.

Adresse : C.V. détaillé, photo et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS qui transmettra.

SOCIETE D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS (80 km. Ouest de Paris) recherche

JEUNE INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCE

Il lui sera confié la responsabilité des études, analyses et interventions relatives à la réalisation des Projets d'Affaires sur les plans Techniques, Coûts Prévisionnels, Relation-Information clients.

Ce poste concerne un jeune ingénieur diplômé ou électromécanicien ayant déjà une expérience professionnelle de 3 à 5 ans et qui souhaite donner à sa carrière une orientation Technico-Commerciale.

ANGLAIS aisé nécessaire.

Env. C.V. avec indication de la rémunération actuelle n° 5383, SIPEP, 3, r. de Coligny, Paris-8.

METRO OPERA Société Marchandises mondiales connue recherche

CADRE ADMINISTRATIF REDACTEUR

destiné à devenir adjoint au chef du service commercial. Lisant couramment anglais.

Avant sérieuse expérience Exportation, Coûts, Crédits bancaires.

5 x 8. Centre. 13° mois. Adr. C.V., photo, n° 3383, SIPEP, 3, r. de Coligny, Paris-8.

Laboratoire de Mécatronique dynamique du C.N.R.S. rech.

UN INGENIEUR ANALYSTE pour programmation scientifique (fortin assembleur) Niveau maîtrise + DEA ou Ecole d'ingénieur équivalent. Adr. C.V. et photo à L.M.D. 24, rue Lemaître - PARIS-20.

CENTRE DE FORMATION PAIDES SOUS-ENTREPRENEURS rech.

INFORMATEUR D.E. + 3 ans pour enseignement informatique. Vendeur Indispensable. Tél. 01.42.10.10.10. Mlle AUBRY, 10-12 h. : 804.93.93.

IMPORTANTE SOCIETE

LEVALLOIS (PRES METRO) recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR DE GESTION

10 ans d'expérience de quelques années indispensables. - Bonne pratique Excel. - Connaissance du matériel C.I.I. appréciée.

Nombreux avantages sociaux, 13° mois - Self-Service.

Adresse : C.V. et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

JEUNE CHIMISTE OU MICRO-BIOLOGISTE

Hme ou fme, D.E., D.U.T. ou B.T.S., nombre déplacements. Envoyer C.V. sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

CHEF COMPTABLE 25 ans min., 5 ans dans la fonction, niveau B.A.N. ou DECS.

RESPONSABLE :

- Comptabilité générale ;
- Fiscalité ;
- Trésorerie ;
- Comptes bancaires ;
- Comptabilité analytique.

Appétit à l'animation d'une équipe de 3 personnes. Qualités de rigueur et méthode. Libre immédiatement et possible. Ecr. C.V. détaillé, n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

COLLABORATEURS H/F

Age indifférent, forte culture sc. politiques pour copier mise en forme et rédaction ouvrage politique contemporaine. C.V., photo, prétentions HAVAS 55, rue des Saules-Feuilles, 75015 PARIS.

Association sans but lucratif recherche

JOURNALISTE pour ensemble à caractère technique, économique et social. Adr. C.V. détaillé, n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

STB de Distribution vente par correspondance + chaîne de magasins, en phase de restructuration recherche : COLLABORATEUR hautement qualifié, fonctionnel, polyvalent, 3 ans expérience minimum exigées. Formation technique et commerciale souhaitée. Soit des contacts fournisseurs. Expérience internationale souhaitée. Libre immédiatement. Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à : C-Contex (20), 15, r. de l'Espérance, 75008 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

Gérer et planifier 100.000KF d'achats de biens d'équipements généraux

C'est la mission que nous confierons à un CADRE qui obligatoirement a une formation supérieure technique ou de gestion et justifie d'une très solide expérience dans le domaine de l'achat de biens d'équipement.

Il pilotera :

- les achats de biens d'investissement pour notre siège social (2000 personnes) et nos clients actuellement installés en France et à l'étranger.
- les achats de biens d'équipement (matériels informatiques - reprographie).

L'expansion de notre Société autorise de larges perspectives d'évolution de carrière - Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous n° 6096 à P.LICHAU S.A. - BP 220 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE CHIMIE région parisienne recherche pour sa direction commerciale

METALLURGIE

un chef des ventes réf. A 9821

un chef de produit réf. B 9821

Ces responsables de haut niveau devront :

- se prévaloir d'une réussite professionnelle de plus de 5 ans dans des postes équivalents être capables d'apporter quelque chose de plus à une équipe réputée pour son dynamisme et ses performances
- avoir une formation supérieure technique ou commerciale
- être âgés d'au moins 30 ans.

Nous offrons :

- haut niveau de salaire
- possibilité de faire carrière.

Si vous êtes intéressés, envoyez C.V., photo et prétentions repaillant la référence du poste à AXIAL Publicité, 81, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

offres d'emploi

LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION, équipée de matériel de grande puissance recherche des

techniciens d'exploitation en informatique

- DUT informatique ou équivalent.
- Formation complémentaire assurée.
- Rémunération niveau Programmeur + avantages

Ecrire avec CV et photo, sous référence 549 - Service du Personnel

GIE Tour Franklin, Cedex 11, 92081 Paris - La Défense

offres d'emploi

MATRA recherche pour sa division équipements électroniques

INGENIEUR ELECTRONICIEN Grandes Ecoles (E.S.E. - ENSERG - ENSIEHT...)

Il a une responsabilité d'étude et de développement réalisé en laboratoire de systèmes avec micro-processeur.

Ce poste concerne un ingénieur ayant une expérience de 3 à 4 ans des micro-processeurs et des connaissances en calculateur temps réel.

Adresse C.V., rémunération souhaitée en indiquant la référence SM 272

MATRA à Monsieur KORFAN BP N° 1 - 78140 VELIZY

offres d'emploi

SWISSAIR recherche pour renforcer son équipe

UN ATTACHE COMMERCIAL

25 ans minimum

Maîtrise anglaise, expérience commerciale ventes de service, connaissance de stratégie de vente, initiative, disponibilité, voiture indispensable, poste évolutif pour candidat de bon niveau et acceptant une mobilité future.

Env. curriculum vitae plus photo, à SWISSAIR, service du personnel, 75083 PARIS - Cedex 14.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS ALIMENTAIRES propose des postes de :

RESPONSABLE DE SECTEURS

Vous avez déjà réussi dans la vente et cette réussite ainsi que votre expérience de l'animation des hommes vous permettront de gérer et d'analyser avec succès une équipe de vendeurs sur le terrain.

PROMOTEUR DE VENTES

Nous vous proposons de promouvoir notre politique commerciale, nous vous demandons donc un goût prononcé pour la vente.

Vous excellerez dans cette-ci sera évidemment un atout pour votre réussite.

Ces postes conviendront à des candidats diplômés de l'enseignement Supérieur ou du niveau secondaire, ayant le goût et l'aptitude aux contacts et devant travailler dans une grande société en expansion.

Envoyer C.V., photo et prétentions au n° 732.652, RÉGIE PRESSE - 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Société Industrielle C.A. 200 MILLIONS - PARIS - PANTIN recherche

INGENIEUR DE GRANDE CLASSE

- ARTS et METIERS, SUPLEEC ou équivalent.
- 35 ans minimum, dynamique, pour prendre la responsabilité des études et recherches auprès du Directeur Technique du Groupe.
- Il devra animer les études de prototypes et le lancement d'appareils nouveaux de série.
- Excellente maîtrise de la mécanique.
- Connaissance asservissements électroniques, combustion gaz et thermique petits échangeurs.

REMARQUABLE OPPORTUNITÉ POUR PERSONNE DE VALEUR

Adresse C.V. manuscrit avec photo à n° 3.556, PUBLICITE REUNTES 112, bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

offres d'emploi

ORGANISME FINANCIER PARIS recherche

UN CHEF DES SERVICES COMPTABLES

HME, bonne expérience de la comptabilité générale, maîtrise de la gestion informatique indispensable.

Adresse C.V. manuscrit et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL Siège région parisienne recherche un

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Ayant plusieurs années d'expérience dans un poste identique. Matériel IBM 30-22 (D.I.J. - D.O.S. - V.S. - C.I.C.S.)

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

AGENCE DE PUBLICITE FRANCO-ALLEMANDE NEUILLY, cherche

1 ASSISTANT (E) DE PUBLICITE CONFIRME (E)

Parfaite connaissance de l'allemand indispensable.

1 SECRETAIRE BILINGUE (français-allemand) (éventuellement multi-lingue) Conv. à enseignement (CAPES). Adr. C.V. et prétentions à : ASFOR, 75013 Paris cedex 05.

offres d'emploi

CONSTRUCTEUR IMPORTANT de MATRIEL TELEPHONIQUE (450 personnes) recherche à pr son unité de production, située en banl. sud de Paris

UN INGENIEUR ou CADRE hautement qualifié ayant une expérience d'atelier de plus de 5 ans, et possédant de réelles compétences dans le domaine des fabrications mécaniques (travaux de série) et des études de détail, capable de suivre, organiser, coordonner et contrôler la production.

Ecr. avec C.V., photo et photo, sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de Service Informatique (filiale du Groupe THOMPSON) recherche

INGENIEURS INFORMATIQUES

- connaissance d'un langage.
- ayant 1 à 4 ans d'exp.
- certains postes sont à pourvoir à ALGER (Alg. 19/03).

Envoyer C.V. et photo, sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

- travaillant bien un langage.
- connaissances C.I.C.S. IMS ou D.I.J. appréciées.
- ayant plus d'un an d'exp.
- (R.M. AP/03).

Adresse sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

ORGANISME FINANCIER PARIS recherche

UN CHEF DES SERVICES COMPTABLES

HME, bonne expérience de la comptabilité générale, maîtrise de la gestion informatique indispensable.

Adresse C.V. manuscrit et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL Siège région parisienne recherche un

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Ayant plusieurs années d'expérience dans un poste identique. Matériel IBM 30-22 (D.I.J. - D.O.S. - V.S. - C.I.C.S.)

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

AGENCE DE PUBLICITE FRANCO-ALLEMANDE NEUILLY, cherche

1 ASSISTANT (E) DE PUBLICITE CONFIRME (E)

Parfaite connaissance de l'allemand indispensable.

1 SECRETAIRE BILINGUE (français-allemand) (éventuellement multi-lingue) Conv. à enseignement (CAPES). Adr. C.V. et prétentions à : ASFOR, 75013 Paris cedex 05.

offres d'emploi

CONSTRUCTEUR IMPORTANT de MATRIEL TELEPHONIQUE (450 personnes) recherche à pr son unité de production, située en banl. sud de Paris

UN INGENIEUR ou CADRE hautement qualifié ayant une expérience d'atelier de plus de 5 ans, et possédant de réelles compétences dans le domaine des fabrications mécaniques (travaux de série) et des études de détail, capable de suivre, organiser, coordonner et contrôler la production.

Ecr. avec C.V., photo et photo, sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de Service Informatique (filiale du Groupe THOMPSON) recherche

INGENIEURS INFORMATIQUES

- connaissance d'un langage.
- ayant 1 à 4 ans d'exp.
- certains postes sont à pourvoir à ALGER (Alg. 19/03).

Envoyer C.V. et photo, sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

- travaillant bien un langage.
- connaissances C.I.C.S. IMS ou D.I.J. appréciées.
- ayant plus d'un an d'exp.
- (R.M. AP/03).

Adresse sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

ORGANISME FINANCIER PARIS recherche

UN CHEF DES SERVICES COMPTABLES

HME, bonne expérience de la comptabilité générale, maîtrise de la gestion informatique indispensable.

Adresse C.V. manuscrit et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL Siège région parisienne recherche un

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Ayant plusieurs années d'expérience dans un poste identique. Matériel IBM 30-22 (D.I.J. - D.O.S. - V.S. - C.I.C.S.)

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

AGENCE DE PUBLICITE FRANCO-ALLEMANDE NEUILLY, cherche

1 ASSISTANT (E) DE PUBLICITE CONFIRME (E)

Parfaite connaissance de l'allemand indispensable.

1 SECRETAIRE BILINGUE (français-allemand) (éventuellement multi-lingue) Conv. à enseignement (CAPES). Adr. C.V. et prétentions à : ASFOR, 75013 Paris cedex 05.

offres d'emploi

Le Directeur du département Maintenance Société Multinationale recherche pour l'assister dans ses tâches de gestion administrative et techniques

ingénieur électromécanicien

ENAM ; ENI ; INSA ; etc.

Débutant ou ayant une première expérience en industrie.

Anglais indispensable.

Connaissances en informatique et statistiques appréciées.

A moyen terme, le candidat devra être capable de prendre la responsabilité de la fonction maintenance d'une des usines du groupe.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 731.564, RÉGIE PRESSE 85 bis rue Réaumur 75002 PARIS.

le centre d'études de prévention

ORGANISME de CONTROLE TECHNIQUE et de SECURITE recherche

INGENIEUR

ayant l'expérience des contacts commerciaux pour occuper un poste d'attaché technico-commercial chargé de la prospection en région parisienne.

Adressez lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions au :

CEP Service du Personnel référence DRES 34, rue Rennequin 75017 Paris

offres d'emploi

ORGANISME FINANCIER PARIS recherche

UN CHEF DES SERVICES COMPTABLES

HME, bonne expérience de la comptabilité générale, maîtrise de la gestion informatique indispensable.

Adresse C.V. manuscrit et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL Siège région parisienne recherche un

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Ayant plusieurs années d'expérience dans un poste identique. Matériel IBM 30-22 (D.I.J. - D.O.S. - V.S. - C.I.C.S.)

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

AGENCE DE PUBLICITE FRANCO-ALLEMANDE NEUILLY, cherche

1 ASSISTANT (E) DE PUBLICITE CONFIRME (E)

Parfaite connaissance de l'allemand indispensable.

1 SECRETAIRE BILINGUE (français-allemand) (éventuellement multi-lingue) Conv. à enseignement (CAPES). Adr. C.V. et prétentions à : ASFOR, 75013 Paris cedex 05.

offres d'emploi

CONSTRUCTEUR IMPORTANT de MATRIEL TELEPHONIQUE (450 personnes) recherche à pr son unité de production, située en banl. sud de Paris

UN INGENIEUR ou CADRE hautement qualifié ayant une expérience d'atelier de plus de 5 ans, et possédant de réelles compétences dans le domaine des fabrications mécaniques (travaux de série) et des études de détail, capable de suivre, organiser, coordonner et contrôler la production.

Ecr. avec C.V., photo et photo, sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de Service Informatique (filiale du Groupe THOMPSON) recherche

INGENIEURS INFORMATIQUES

- connaissance d'un langage.
- ayant 1 à 4 ans d'exp.
- certains postes sont à pourvoir à ALGER (Alg. 19/03).

Envoyer C.V. et photo, sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

- travaillant bien un langage.
- connaissances C.I.C.S. IMS ou D.I.J. appréciées.
- ayant plus d'un an d'exp.
- (R.M. AP/03).

Adresse sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

ORGANISME FINANCIER PARIS recherche

UN CHEF DES SERVICES COMPTABLES

HME, bonne expérience de la comptabilité générale, maîtrise de la gestion informatique indispensable.

Adresse C.V. manuscrit et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL Siège région parisienne recherche un

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Ayant plusieurs années d'expérience dans un poste identique. Matériel IBM 30-22 (D.I.J. - D.O.S. - V.S. - C.I.C.S.)

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

AGENCE DE PUBLICITE FRANCO-ALLEMANDE NEUILLY, cherche

1 ASSISTANT (E) DE PUBLICITE CONFIRME (E)

Parfaite connaissance de l'allemand indispensable.

1 SECRETAIRE BILINGUE (français-allemand) (éventuellement multi-lingue) Conv. à enseignement (CAPES). Adr. C.V. et prétentions à : ASFOR, 75013 Paris cedex 05.

offres d'emploi

CONSTRUCTEUR IMPORTANT de MATRIEL TELEPHONIQUE (450 personnes) recherche à pr son unité de production, située en banl. sud de Paris

UN INGENIEUR ou CADRE hautement qualifié ayant une expérience d'atelier de plus de 5 ans, et possédant de réelles compétences dans le domaine des fabrications mécaniques (travaux de série) et des études de détail, capable de suivre, organiser, coordonner et contrôler la production.

Ecr. avec C.V., photo et photo, sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de Service Informatique (filiale du Groupe THOMPSON) recherche

INGENIEURS INFORMATIQUES

- connaissance d'un langage.
- ayant 1 à 4 ans d'exp.
- certains postes sont à pourvoir à ALGER (Alg. 19/03).

Envoyer C.V. et photo, sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

- travaillant bien un langage.
- connaissances C.I.C.S. IMS ou D.I.J. appréciées.
- ayant plus d'un an d'exp.
- (R.M. AP/03).

Adresse sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

ORGANISME FINANCIER PARIS recherche

UN CHEF DES SERVICES COMPTABLES

HME, bonne expérience de la comptabilité générale, maîtrise de la gestion informatique indispensable.

Adresse C.V. manuscrit et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL Siège région parisienne recherche un

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Ayant plusieurs années d'expérience dans un poste identique. Matériel IBM 30-22 (D.I.J. - D.O.S. - V.S. - C.I.C.S.)

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

AGENCE DE PUBLICITE FRANCO-ALLEMANDE NEUILLY, cherche

1 ASSISTANT (E) DE PUBLICITE CONFIRME (E)

Parfaite connaissance de l'allemand indispensable.

1 SECRETAIRE BILINGUE (français-allemand) (éventuellement multi-lingue) Conv. à enseignement (CAPES). Adr. C.V. et prétentions à : ASFOR, 75013 Paris cedex 05.

offres d'emploi

Le Directeur du département Maintenance Société Multinationale recherche pour l'assister dans ses tâches de gestion administrative et techniques

ingénieur électromécanicien

ENAM ; ENI ; INSA ; etc.

Débutant ou ayant une première expérience en industrie.

Anglais indispensable.

Connaissances en informatique et statistiques appréciées.

A moyen terme, le candidat devra être capable de prendre la responsabilité de la fonction maintenance d'une des usines du groupe.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 731.564, RÉGIE PRESSE 85 bis rue Réaumur 75002 PARIS.

Important Groupe de Caisses de retraites complémentaires

recherche pour son service social (REGION PARISIENNE) COLLABORATRICE ou COLLABORATEUR pour le poste de

DÉLÉGUÉ (E) SOCIAL (E)

Les candidats devront être titulaires du Baccalauréat, posséder une bonne connaissance de la législation sociale et avoir l'expérience professionnelle du service social.

Envoyer C.V., photo, sous n° 4.750 PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75008 Paris, qui transmettra.

offres d'emploi

ORGANISME FINANCIER PARIS recherche

UN CHEF DES SERVICES COMPTABLES

HME, bonne expérience de la comptabilité générale, maîtrise de la gestion informatique indispensable.

Adresse C.V. manuscrit et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL Siège région parisienne recherche un

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Ayant plusieurs années d'expérience dans un poste identique. Matériel IBM 30-22 (D.I.J. - D.O.S. - V.S. - C.I.C.S.)

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

AGENCE DE PUBLICITE FRANCO-ALLEMANDE NEUILLY, cherche

1 ASSISTANT (E) DE PUBLICITE CONFIRME (E)

Parfaite connaissance de l'allemand indispensable.

1 SECRETAIRE BILINGUE (français-allemand) (éventuellement multi-lingue) Conv. à enseignement (CAPES). Adr. C.V. et prétentions à : ASFOR, 75013 Paris cedex 05.

offres d'emploi

CONSTRUCTEUR IMPORTANT de MATRIEL TELEPHONIQUE (450 personnes) recherche à pr son unité de production, située en banl. sud de Paris

UN INGENIEUR ou CADRE hautement qualifié ayant une expérience d'atelier de plus de 5 ans, et possédant de réelles compétences dans le domaine des fabrications mécaniques (travaux de série) et des études de détail, capable de suivre, organiser, coordonner et contrôler la production.

Ecr. avec C.V., photo et photo, sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de Service Informatique (filiale du Groupe THOMPSON) recherche

INGENIEURS INFORMATIQUES

- connaissance d'un langage.
- ayant 1 à 4 ans d'exp.
- certains postes sont à pourvoir à ALGER (Alg. 19/03).

Envoyer C.V. et photo, sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

- travaillant bien un langage.
- connaissances C.I.C.S. IMS ou D.I.J. appréciées.
- ayant plus d'un an d'exp.
- (R.M. AP/03).

Adresse sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

ORGANISME FINANCIER PARIS recherche

UN CHEF DES SERVICES COMPTABLES

HME, bonne expérience de la comptabilité générale, maîtrise de la gestion informatique indispensable.

Adresse C.V. manuscrit et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL Siège région parisienne recherche un

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Ayant plusieurs années d'expérience dans un poste identique. Matériel IBM 30-22 (D.I.J. - D.O.S. - V.S. - C.I.C.S.)

Envoyer C.V. et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

AGENCE DE PUBLICITE FRANCO-ALLEMANDE NEUILLY, cherche

1 ASSISTANT (E) DE PUBLICITE CONFIRME (E)

Parfaite connaissance de l'allemand indispensable.

1 SECRETAIRE BILINGUE (français-allemand) (éventuellement multi-lingue) Conv. à enseignement (CAPES). Adr. C.V. et prétentions à : ASFOR, 75013 Paris cedex 05.

offres d'emploi

CONSTRUCTEUR IMPORTANT de MATRIEL TELEPHONIQUE (450 personnes) recherche à pr son unité de production, située en banl. sud de Paris

UN INGENIEUR ou CADRE hautement qualifié ayant une expérience d'atelier de plus de 5 ans, et possédant de réelles compétences dans le domaine des fabrications mécaniques (travaux de série) et des études de détail, capable de suivre, organiser, coordonner et contrôler la production.

Ecr. avec C.V., photo et photo, sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de Service Informatique (filiale du Groupe THOMPSON) recherche

INGENIEURS INFORMATIQUES

- connaissance d'un langage.
- ayant 1 à 4 ans d'exp.
- certains postes sont à pourvoir à ALGER (Alg. 19/03).

Envoyer C.V. et photo, sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

- travaillant bien un langage.
- connaissances C.I.C.S. IMS ou D.I.J. appréciées.
- ayant plus d'un an d'exp.
- (R.M. AP/03).

Adresse sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

ORGANISME FINANCIER PARIS recherche

UN CHEF DES SERVICES COMPTABLES

HME, bonne expérience de la comptabilité générale, maîtrise de la gestion informatique indispensable.

Adresse C.V. manuscrit et prétentions sous n° 55 à ZENITH PUBLICITE 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL Siège région parisienne recherche un

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Ayant plusieurs années d'expérience dans un poste ident

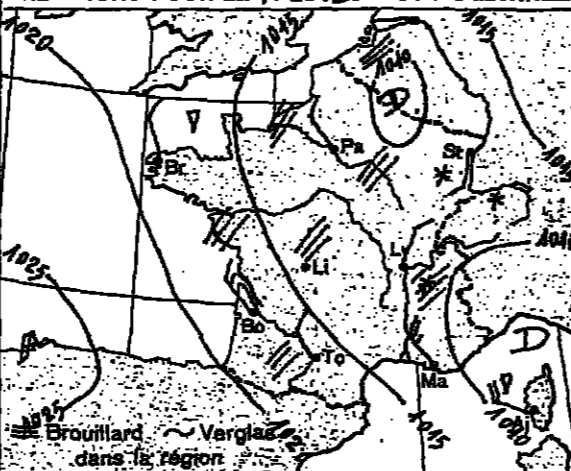
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6-2-78 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 7-2-78 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 6 février à 8 heures et le mardi 7 février à 8 heures :

Les hautes pressions du prochain continuum de diriger sur France un flux d'air humide, stable et frais, de secteur nord-est.

Les vents, de secteur nord-ouest, seront assez forts dans le Sud méditerranéen, faibles ou modérés sur le reste du pays.

Les températures subiront peu de changement.

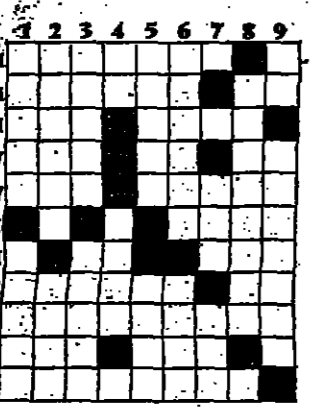
Le 6 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, de 1014,1 millibars, soit 760,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 février ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Alais, 12 et 5 degrés ; Biarritz, 12 et 5 ; Bordeaux, 11 et 5 ; Brest, 10 et 4 ; Caen, 10 et 4 ; Clermont-Ferrand, 7 et 1 ; Dijon, 3 et 1 ; Grenoble, 5 et 0 ; Lille, 9 et 4 ; Lyon, 5 et 1 ; Marseille, 9 et 1 ; Nancy, 2 et 1 ; Nantes, 10 et 3 ; Nice, 12 et 5 ; Paris-Le Bourget, 8 et 3 ; Pau, 11 et 6 ; Perpignan, 14 et 7 ; Rennes, 10 et 3 ; Strasbourg, 1 et 1 ; Tours, 9 et 3 ; Toulouse, 12 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 8 degrés ; Amsterdam, 2 et 2 ; Athènes, 16 et 8 ; Berlin, 1 et 1 ; Bonn, 1 et 0 ; Bruxelles, 3 et 1 ; Casablanca, 22 et 15 ; Copenhague, 0 et 2 ; Copenhague, 0 et 2 ; Lisbonne, 18 et 7 ; Londres, 9 et 1 ; Madrid, 15 et 1 ; Moscou, 1 et 10 ; Nairobi, 26 (max.) ; New-York, 7 et 19 ; Palma-de-Majorque, 13 et 10 ; Rome, 12 et 0 ; Stockholm, 1 et 1.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1990



HORIZONTALEMENT
1. Conseil de sécurité. — 11. Fut, âgé lui, un homme d'intérieur.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel 6 février 1978 :

19 DECRETS

1. Portant organisation de l'enseignement vétérinaire ;
2. Fixant le montant de la sanction prévue à l'article 1123 (6) du code rural ;
3. Relatif aux conditions de mination et d'avancement dans emplois de professeur contractuel de l'institut national du sport de l'éducation physique, et de 2 février 1978 fixant inhomogénéité indiciaire applicable à ces professeurs.

19 LISTES

1. Des élèves des unités pédagogiques d'architecture ayant obtenu le diplôme d'architecture d'Etat.

VERTICALEMENT

1. Mieux il est calé, plus il avance. — 2. Laisse un grand vide après son départ. — 3. Consignée non sans motif valable : Déchet. — 4. Œuvre d'imagination : Ne pas faire preuve de retenue. — 5. Synonyme : Vieux pays. — 6. Savait rendre la plus subtile des nuances : Partie du bâtiment. — 7. L'objectif d'une expédition collective : Rivière. — 8. Compagne de Jacob : Titre étranger. — 9. Pas entassés : — 9. Dure autant qu'une révolution : Agités et des fins apaisantes.

Solution du problème n° 1989

Horizontalement
I. Jour : Lis. — II. Ustensile. — III. S.S. : Nuée. — IV. Tardive. — V. Rou : Fô. — VI. Cuvette. — VII. Etes : Top. — VIII. Aléas. — IX. Aspiétés. — X. Clamée. — XI. Coca : Erse.

Verticalement
1. Justice : Arc. — 2. Ocas-tures. — 3. Ut : Rove : PCC. — 4. Jendues : Ela. — 5. Nui : Ara. — 6. Sévit : Lima. — 7. Liée : L'âter. — 8. Is : Oses. — 9. Se : Coupés (voitures).

GUY BROUTY.

Naissances

M. et Mme Paul REMIER ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille.

Céline.

M. Maurice BÉJA et Mme, née Cohen, ont la joie d'annoncer la naissance de leur premier petit-fils David.

Le 3 février 1978 au foyer de leurs enfants, Catherine et Luc REMY, et de leur petite-fille Véronique, 60, rue de Dunkerque, 75006 Paris, 184, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

M. Alain MINC et Mme, née Sophie Boland, sont heureux d'annoncer la naissance d'un garçon, Edmond, le 1^{er} février 1978.

Décès

Maurice TILLIEUX.

Nous apprenons le décès accidentel du dessinateur.

Maurice TILLIEUX, né en Belgique en 1921, Maurice Tillieux fut l'un des chefs de file de la bande dessinée bruxelloise. Après avoir été élève dans une école de navigation, il publia, pendant la guerre, trois romans policiers. Il se lança ensuite dans la bande dessinée aux éditions Dupuis, à Bruxelles, où il collabora aux journaux « Aventures Illustrées », « Bimbo » et « Jap ». En 1946, il créa pour le journal « Héros albums » le personnage de Bob Seng. C'est en 1948 qu'il trouva sa voie avec les aventures policières et humoristiques de « Pétit ». En 1950, il entre aux Editions Dupuis, où il crée les personnages de Marc Jacquet, puis de Gil Jourdan, qui seront ses principaux succès. Il publia dans le journal « Spirou » deux aventures de ce détective privé associé à l'inspecteur Croux, au grand répertoire L'hebdomadaire, au grand répertoire L'hebdomadaire, au grand répertoire L'hebdomadaire.

Après des années 40, Maurice Tillieux abandonna progressivement le dessin pour les scénarios. Avec Will, il publia « Titi et Toudou » et collabora avec les dessinateurs Walther, Piron et Francis. Depuis 1964, les aventures de Gil Jourdan étaient dessinées par Gos, sur des scénarios de Tillieux. Son œuvre avait pu se dégrader de l'influence d'Hergé, et il avait créé une atmosphère de mystère très caractéristique.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les livraisons de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de deux ans des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Expositions

LE SALON DU VIEUX PAPIER EST OUVERT A LA GARE DE LA BASTILLE

Au 1^{er} Salon du vieux papier qui est ouvert depuis vendredi 3 février jusqu'au 12 février, dans l'ancienne gare de la Bastille, on pourra notamment se procurer le journal du jour de sa naissance, pourvu qu'on soit né avant 1945. Les amateurs trouveront aussi, sur les stands des cent exposants, des cartes postales anciennes, « bandes dessinées, des vieux journaux-gazettes et des journaux satiriques, des livres rares comme les antiphonaires (recueils de chants grégoriens), des autographes et des timbres.

Dans le cadre du Salon, une exposition retrace l'histoire de la presse, qui débute avec la Gazette de Théophraste Renaudot, en 1631.

Par des journaux et des gravures, on pourra suivre la presse satirique, la presse des tranchées, la presse enfantine et celle de la « drôle de guerre ». Ces documents ont été rassemblés par une association que préside M. Christian Bailly et qui souhaite voir se créer bientôt, à Paris, un musée de la presse.

* Tous les jours de 12 h. à 20 h. Samedi et dimanche de 10 h. à 20 h. Entrée, 10 F.

VENTE A CHARTRES

GALERIE DE CHARTRES DIMANCHE 12 FEVRIER A 14 h. FAÏENCES, PORCELAINES XVII^e LILLE, Strasbourg, Marseille, etc. 80 moules à gâteaux en cuivre ART D'EXTR-ORIENT : Tombes, etc. M. SEURDELIN, 6, rue de l'Élysée, PARIS (8^e) ARGENTERIE XVII^e et XIX^e SUDJOUX : bijoux, solitaires, broches, barettes. OBJETS D'ART-TABLEAUX ANC. Ecole flamande et franc. XVII^e MOBILIER EN BOIS D'ART. MOBILIER DE STYLE Tableaux, 1890 par Guillaume EXP^{ts} : v. 12-15 h. ; s. 10-12 h. 14-18 h. ; dim. 10-11 h. 30. Catalog. N° 3, J.-P. LELIEVRE, Commissaire-Priseur, 1 bis, pl. Gl-de-Gaule, Chartres Tél. : (37) 35-04-33.

EXPOSITION D'ART DE CHINE

du samedi 4 février au lundi 6 février inclus
IVOIRES, PIERRES DURES, CORAIL
TURQUOISES, JADES, MALACHITE, etc.
dans les Salons Windsor
de l'HOTEL PRINCE DE GALLES
33, avenue George-V. — PARIS (8^e)
de 10 heures à 20 heures sans interruption
Estimation gratuite de votre collection
Tél. : 723-55-11

CARNET

Le supérieur général des Fils de la Charité.

Les Fils de la Charité, invitent leurs amis à se rassembler autour du corps du

Père JEAN LE BIAN, (quatre-vingt-six ans), ancien vicaire général des Fils de la Charité, ancien curé de Notre-Dame-Auxiliatrice de Cligny, ancien curé de Saint-Jean-Baptiste de Belleville (19^e), ancien curé de Champs-sur-Marne.

lors de la messe de sépulture qui aura lieu le mardi 7 février 1978, à 10 h. 30, à Saint-Etienne d'Issy-les-Moulineaux (métro : Mairie-d'Issy).

Les Fils de la Charité, 8, impasse Cloquet, 92130 Issy-les-Moulineaux.

M. Louis Wouters, son père, Mme Jean Wouters, née Adrienne Hayez, son épouse, M. et Mme Mario Bruchet, née Wouters, et leur fille, M. et Mme Jacques Wouters et leurs fils, Mme Sébastien Benoit et ses enfants, M. et Mme Marcel Belloni et leurs enfants, M. et Mme Albert Martineu et leurs enfants, M. et Mme Hao Lavi et leurs enfants, familles Duponchelle, Manet, Guillard, Nando, Biayac et Champenard ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean WOUTERS, ingénieur agronome, ingénieur général du génie rural et des eaux et forêts, chevalier de la Légion d'honneur, officier de la Croix de Saint-Michel, commandeur du Mérite agricole, commandeur du Mérite agricole, du Mérite agricole espagnol, chevalier de l'Ordre du Mérite de la R.F.A., Chevalier al Merito della Repubblica Italiana, chevalier de l'Ordre de l'Economie nationale, survenu à Carqueiranne, le 4 février 1978.

Le service religieux sera célébré en l'église Saint-Léon à Paris (19^e), le mardi 7 février 1978, à 13 h. 45. L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin-Parisien dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part. 3, rue Bartholdi, 75013 Paris, 31, allée des Narclisses, la Californie, 83330 Carqueiranne, 74, rue Divisione Torino, Rome.

Une la 9 décembre 1970 à Paris, M. Jean Wouters, ancien élève de l'Ecole nationale de Grignon, fut directeur des services agricoles de l'Union, détaché auprès du haut commissariat français en Allemagne, il fut ensuite attaché agricole à Rome et à Madrid.

Messes anniversaires

A la mémoire de E. BEAU DE LOMENIE, messe à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à 18 h. 30, mercredi 8 février.

Pour le vingtième anniversaire du rappel à Dieu de

Mme Paul BETH, une eucharistie sera célébrée le samedi 11 février, à 11 heures, chapelle de la communauté Saint-Ignace, 35, rue de Sévres, 1^{er} étage, Paris.

Visites et conférences

MARDI 7 FEVRIER
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 18 h. 30, rue de Richelieu, hall d'entrée, Mme Alias : « Bibliothèque nationale ».

18 h. 30, rue Saint-Antoine, Mme Bachelier : « La Visitation Sainte-Marie ».

CONFÉRENCES. — 18 h. et 20 h. : 12, rue Blanche-Marcot : « Le plein épanouissement du cœur et de l'esprit » (entrée libre). 18 h. 30, 30, rue de Varenne, Mme Fano Demasson, H. Mandras, S. Goff : « Mythes et réalités du ruralisme à l'époque fasciste ». 18 h. 30, 100, rue du Cherche-Midi, M. Jacques Houlet : « Naissance d'un urbanisme conservateur ». 18 h. 30, maison d'écologie, 8, rue de la Ville-l'Évêque, M. l'abbé Jean Starkey : « Petra, cité insolite » (Bible et Terre sainte). 18 h. 30, 26, rue Bergère, docteur Jean-Pierre Foujot : « L'horoscope chinois » (L'homme et la connaissance).

CREDITS PROFESSIONNELS CIC. LE PRÊT RÉALISTE.

Crédits à l'équipement de 300.000F en quelques jours.

Avec un délai inférieur à 8 jours et pour un montant maximum de 300.000 F les crédits à l'équipement professionnel du CIC ont de bonnes raisons d'être efficaces. Ces crédits concernent aussi bien l'aménagement de locaux que l'achat de matériel ou de véhicules. Ces crédits sont souples : choisissez la solution adaptée à votre activité, votre investissement, vos possibilités de remboursement (6 mois à 5 ans).

Nous avons des formules capables de répondre aux attentes des PME, PMI et Professions Libérales, clientes du CIC. Si vous êtes client, adressez-vous à votre succursale du Groupe CIC. Si vous n'êtes pas client, téléphonez-nous au 280.92.08 ou 280.92.33 ou écrivez-nous : CIC, Département du développement 66 rue de la Victoire 75009 Paris, en nous indiquant votre nom, votre adresse et votre profession.

Crédit Industriel et Commercial

Le Monde

régions

EN ILE-DE-FRANCE

DÉBAT

UNE NOUVELLE VIE LOCALE A PARIS ?

Officier municipal ou commissaire politique

par DANIEL BENASSAYA (*)

Le Bulletin municipal officiel de la ville de Paris, le 14 janvier 1978, est portée à la connaissance du public une note de M. Jacques Chirac, maire de Paris, relative à « l'organisation de la vie locale dans les arrondissements ». En fait, cette note veut définir, en allant le plus loin possible, les fonctions des officiers d'état civil par rapport aux secrétaires généraux des mairies annexes, et leurs relations avec l'administration centrale parisienne, c'est-à-dire avec le maire lui-même.

La loi du 31 décembre 1975 a créé les officiers municipaux pour des fonctions strictes d'officiers d'état civil. Cette loi a été votée par la majorité présidentielle et a été votée par M. Chirac lui-même, alors qu'il était premier ministre. Il ne faut pas oublier que les dispositions qui ont conduit à la création des commissions d'arrondissement, par suite, à la désignation par

le Conseil de Paris et les conseillers élus de l'arrondissement, surtout lorsqu'ils sont de gauche, — en méprisant la volonté populaire exprimée par le suffrage universel.

Jacques Chirac l'avoue lui-même, cyniquement : « J'ai désigné, dans chaque arrondissement, un officier municipal, délégué du maire, chargé de me représenter de façon permanente, sauf en cas de présence d'un de mes adjoints ».

En clair, dans les arrondissements tenus par la gauche.

Voilà donc les officiers municipaux investis de super-fonctions les plaçant hors de tous les circuits démocratiques. Il est vrai que cette nouvelle outrance du maire de Paris fait suite au véritable régime de « chargés

de mission » gravitant autour de son cabinet, inconnus de l'administration parisienne, des élus et même des adjoints, et encore plus de la population, des associations ou des syndicats, mais néanmoins traités de tous les problèmes parisiens.

Certes, tout à la fin de l'exposé des nouvelles institutions décrites par la note du 14 janvier 1978, Jacques Chirac affirme que leur but est « de créer, au niveau de l'arrondissement, une animation locale et de favoriser les rapports entre les habitants de Paris et la municipalité », mais comment le croire lorsque tout au long du document apparaît une formidable volonté politique de concentrer entre ses mains un pouvoir, hors du commun, et qui n'a rien à voir avec le service des Parisiens et des Parisiennes.

Les secrétaires généraux des mairies annexes n'y échappent pas, dépendant pour l'essentiel de l'administration générale, ils seront dorénavant notés sur avis de l'officier municipal délégué. Que devient alors la neutralité et la nécessaire réserve du fonctionnaire ?

Voici donc l'officier municipal, commissaire politique de Jacques Chirac.

Voici donc l'officier municipal, officier d'état civil de par la loi, poussé à exercer son activité dans tous les domaines réservés normalement aux élus : animation, relation, représentation, écoute des aspirations de la population. Comme cette activité ne « saurait porter atteinte à l'unité de responsabilité du maire et du Conseil de Paris », on comprend qu'elle est directement exercée contre les élus de gauche dans les arrondissements.

En vérité, si le souci du maire de Paris était vraiment de développer une animation locale, se politiquer aurait dû conduire à reconnaître les associations, développer le mouvement associatif, créer des unions de quartier, ouvrir les locaux des mairies annexes à la population et à ses représentants, avancer un programme de construction dans les arrondissements de « maisons pour tous », développer les maisons de jeunes, de la culture, donner enfin les moyens financiers afin que l'animation ne soit pas seulement un mot. Cette vie locale sentie à la base, déterminée à la base, Jacques Chirac n'en veut pas. Toutes les propositions socialistes dans ce sens ont été systématiquement refusées.

UN PETIT PATRON

DANS LES HAUTS-DE-SEINE

Se battre en famille

DANS la zone industrielle de Nanterre, à quelques minutes de l'université, de la gare du R.E.R. et du périphérique conduisant en un quart d'heure à l'Etoile, des bâtiments sans étage, à toit plat, abritent les établissements Bertrandias.

Spécialisés dans la fabrication d'articles antirifflés, de « coussins » et de produits à éliminer les odeurs, les Bertrandias ont construit, automobiles ou mécaniques, des plus grosses aux plus petites — 10 % du chiffre d'affaires à l'exportation, — cette petite entreprise familiale de moins de quarante salariés a une longue histoire. Quatre générations se sont succédées depuis la création de la maison. Le président-directeur général, M. Pierre Bertrandias — Pierre comme l'appellent ses employés, — cinquante-cinq ans, ingénieur de l'Ecole centrale de Paris, P.-D.G. d'une autre firme employant plusieurs centaines de personnes, membre de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, dirige l'entreprise de Nanterre avec son cousin et son fils, lequel, vingt-huit ans, maître es sciences et ingénieur lui aussi, répond à nos questions.

— Qu'est-ce qui vous a amené à vous installer et à rester à Nanterre ?

— La famille s'est spécialisée dans la transformation de métaux non ferreux dès le milieu du dix-neuvième siècle. Mais c'est après la guerre de 1914-1918 que débute la fabrication des alliages d'antirifflés. Les actions de la société anonyme fondée en 1930 sont la propriété des divers membres de la famille.

Entre 1925 et 1977, la consommation de l'acier est restée identique. La consommation de nos alliages, au contraire, régresse légèrement. La France importait la totalité de son acier, notre chiffre d'affaires a suivi l'évolution en hausse des cours mondiaux. Une chute brutale des cours serait donc lourde de conséquences pour nous.

— La transformation continue de se faire selon des procédés et avec un matériel des plus classiques.

— Comment fonctionne votre entreprise ?

— En dehors de la direction, qui comprend trois personnes, il y a, comme partout, des secrétaires et des ouvriers, à la production et au magasin. La plupart de ces derniers sont maghrébins, entrés dans la maison pour apprendre le métier. Nous formons les gars, nous tenons à les garder le plus longtemps possible. Salaire supérieur au S.M.I.C., arrangements divers : c'est dans une atmosphère familiale que nous réglons nos problèmes. L'entreprise est propre, il y a des vestiaires, une cantine. Jusqu'à présent, nous n'avons eu aucun conflit avec l'inspection du travail.

— Après avoir effectué un stage dans une grande firme, j'ai décidé moi aussi de rentrer dans l'entreprise. Pour continuer à porter le flambeau, parce que le travail m'intéresse et que mieux vaut se battre pour soi, sa famille que pour les autres.

— Comment avez-vous traversé ces dernières années de crise ? Quelles sont les perspectives ?

— Dans la conjoncture actuelle, c'est dur et il faut se battre. La technicité étant très ancienne, il est difficile de faire mieux. Il faut donc se battre sur la qualité, les délais, les prix de revient, les rendements, et les économies d'énergie. Bref, sur les charges qui pour une P.M.E. sont un problème. Comme la plupart de nos confrères, nous sommes pour un retour à la liberté des prix.

— Le terrain de plusieurs centaines de mètres carrés sur lequel nous sommes installés est très bien situé. Aucune raison donc d'en partir. Ni de le revendre — ce qui serait évidemment très facile.

— Mais nous cherchons à présenter un nouveau créneau complémentaire, de présence dans les métaux non ferreux : alliage, récupération, nouvelles techniques, etc. Ce peut être aussi une production tout à fait différente. Ainsi pourrions-nous développer notre entreprise.

DANIELLE ROUARD.

D'UN DÉPARTEMENT A L'AUTRE

Les Yvelines vont aux bois

Le département des Yvelines va acheter des forêts pour le mettre à l'abri de toute urbanisation éventuelle et les ouvrir au public. Dès en 1976, le département était devenu propriétaire des vingt-deux hectares du domaine des bois Chauveaux, situés sur les communes de Jouy-en-Josas et de Sacay. L'an dernier, en ajoutant à leur patrimoine les cent quatre-vingt-huit hectares des bois de Méridon, près de Chateaufort, les Yvelines ont entré en possession de près de trois cents hectares de très belles forêts.

Le conseil général a décidé de poursuivre son effort cette année. Il vient d'acheter un vaste domaine de quatre-vingt-sept hectares des bois de Villiers, sur la commune de Crespières, au centre de la zone naturelle d'équilibre de la plaine de Versailles. Feu vert aussi pour l'achat de cent cinquante-huit hectares dans la forêt des Alluets à Bazemont et Morainvilliers qui prolonge la forêt de Marly en surplomb de la vallée de la Seine.

Courants d'air à Saint-Quentin

Les « chalandonnettes » font parler d'elles à cause de leurs maléfices. Mais il existe aussi des exemples de maisons neuves qui, sans exposer de plates évidentes, présentent des défauts insupportables pour leurs propriétaires.

« Si vous achetez chez les nouveaux constructeurs vous n'achetez pas de la qualité, vous achetez des problèmes », dit M. Lefort, président de l'association des résidents de Champcourt, un quartier d'Elancourt situé dans le périmètre de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. Pour faire l'ensemble de Champcourt à une autre plus agréable : cent cinq mai-

sons jumelés ou groupés par trois le long de rues courbes et de placettes étroites. Un étage, des balcons de bois, des toits couverts d'ardoises. Quarante-cinq maisons ont été livrées en juillet 1976, les autres au printemps dernier. Prix : de 200 000 F à 350 000 F.

Les revendications des copropriétaires portent sur le tout-électrique, la toiture, le drainage des terrasses.

L'installation électrique, dans la plupart des cas, est défectueuse, a affirmé les plaignants. Elle est même dangereuse dans les salles de bains. L'isolation thermique n'est pas suffisante aux portes d'entrée, aux portes-fenêtres et le long des vitres. Les copropriétaires s'inquiètent du montant de la note d'électricité qui va leur revenir.

La toiture n'est pas étanche. Fuites ici et là. Le nombre d'ardoises au mètre carré, en tenant compte de la pente, est-il suffisant ?

Le terrain sur lequel sont bâties ces maisons est glaiseux et imperméable. Les jardins, après les violentes pluies se transforment en marécages.

Radio-Sucy

A Sucy-en-Brie (Val-de-Marne), une station de radio diffuse chaque fin de semaine en toute légalité plusieurs heures d'émissions.

L'expérience est originale, à la frontière de l'animation et de l'information. Contournant le monopole de l'Etat, une dizaine de jeunes de l'A.J.D.L. (Association Jeunesse, Ados, Loisirs), de treize à dix-sept ans, ont créé une radio baptisée tout naturellement R.A.J.D.L. (Radio A.J.D.L.), avec l'appui financier de la mairie, qui leur accorde une subvention.

Puisque les ondes leur sont interdites, ils ont choisi de diffuser leurs émissions par des haut-parleurs alimentés par 4 kilomètres de câbles disposés dans différents quartiers de la commune. Ils n'ont jamais parlé en son nom.

les informations ont été réduites. Mais toutes les émissions locales qui passent à l'antenne à la demande des associations (programmes du centre culturel, nouvelle activité d'un club, calendrier des matches de football, etc.) et de flashes d'informations pratiques sur la météo ou la situation de la circulation dans la ville.

Laver l'eau de la Marne

Le groupe communiste du conseil général du Val-de-Marne a fait dix propositions pour lutter contre la pollution de la Marne et de la Seine. Le P.C. demande, par exemple, la suppression des déversements industriels polluants dans les rivières ou dans les réseaux collectifs d'égouts. Les services de la navigation, comme la police des eaux, doivent pouvoir assurer l'application stricte de la réglementation antipollution.

Pour la lutte contre les pollutions accidentelles, les moyens de détection et d'intervention doivent être renforcés au niveau départemental. Un fonds départemental d'intervention alimenté par les pollueurs doit être créé à cet effet. Le réseau d'assainissement ne couvre que 60 % des besoins locaux.

L'eau pure doit être réservée à la consommation des habitants et non à l'industrie, ce qui implique le recensement des nappes phréatiques dans les départements concernés. La Marne et la Seine doivent enfin redevenir des zones de loisirs et il faut débarrasser ces fleuves des détritus et des arbres morts qui les souillent. Une convention pourrait être passée avec le Port autonome de Paris pour l'utilisation du bateau nettoyeur.

CORRESPONDANCE MARNE-LA-VALLÉE ET LE R.E.R.

Après l'article publié dans le Monde du 9 décembre sur l'arrivée du R.E.R. à Marne-la-Vallée, M. Guy Petitfleur nous écrit :

Votre article où vous me faites l'honneur de me désigner comme président de sept associations, alors que pour certaines je ne faisais que ne faisais que participer à leur vie, donne à mon opinion

strictement personnelle un relief beaucoup trop officiel de la situation.

Mes déclarations n'engagent que moi-même et aucunement les associations dont j'ai pu faire ou dont je fais partie. Je n'ai jamais été ni président ni vice-président de l'I.T.I.T. et je n'ai jamais parlé en son nom.

La ville nouvelle se modifiant très rapidement, certains états de fait cités sont déjà en cours d'amélioration et leur description antérieure doit être considérée comme un cliché à un jour dit. De plus, je vous rappelle que la ville nouvelle ne peut en aucune manière être ou même décrite par l'opinion d'une seule personne.

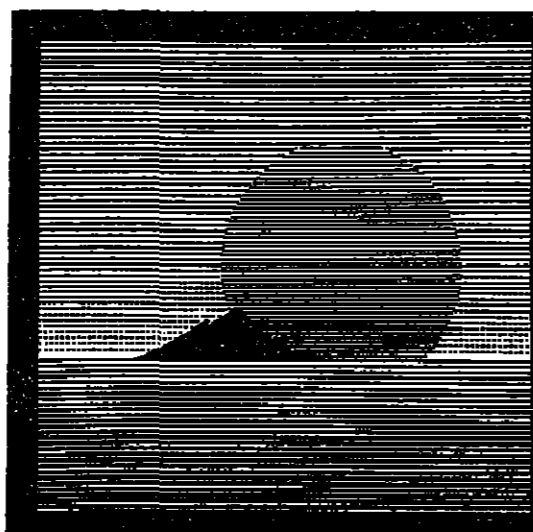
ROBERT & RENÉ

13, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS 10^e - M^o REPUBLIQUE

Une boucherie
« Grande Surface »
au service des consommateurs
PRIX DISCOUNT
TOUTE L'ANNÉE
nos clients le savent!..

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE
préparation au
D.E.C.S.
et à l'examen probatoire
L'ECOLE CHEZ SOI
enseignement privé à distance
1, rue Théard
75240 PARIS CEDEX 05
Tél : 329.21.99

NOTRE
Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous aurez télégraphiquement vos messages. Nous les télétransmettrons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous télétransmettrons.
SERVICE TÉLEX
345.21.62+ 346.00.28
88, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS



Rêvez de vacances...

La 3^e SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES

vous aidera à les réussir

10-19 Février 1978 • PARIS
PALAIS DES CONGRES • PORTE MAILLOT

300 Spécialistes du Tourisme
Films touristiques • Danses folkloriques

ENTRÉE : 10 F
(de 11 h à 20 h)

Attention!

NOCTURNES jusqu'à 22 h
les vendredis 10 et 17 Février

مكتبة من الأصل

سكنا لالول

Le Monde

économie

LES DIFFICULTÉS DES FIRMES FRANÇAISES

A PROPOS DE...

UNE INITIATIVE DE M. JOSEPH MARTRAY La mer de gauche à droite

Tous les grands partis politiques ont désormais répondu au Comité national d'information sur les problèmes de la mer (CNIMER), présidé par M. Joseph Martray, qui les avait interrogés sur la politique maritime qu'ils préconisent.

L'intérêt de l'initiative du CNIMER est double. C'est la première fois en France que les partis sont conduits à préciser publiquement leurs intentions et leur programme. Surtout il apparaît que, de la majorité à l'opposition, l'unité se fait autour d'un ministère de la mer, d'une délégation à la mer, d'un budget d'action maritime et d'une loi d'orientation.

Devant ces opinions convergentes, auquel s'ajoute le chapitre maritime du programme de Bolo (« création d'une délégation qui permettra de mettre en œuvre pour les côtes et en mer jusqu'à 200 millions une politique de protection et d'exploitation des ressources côtières, en métropole et autres mers »), on se demande où sont les obstacles qui empêchent encore la constitution d'une structure ministérielle spécifique.

L'opposition la plus vive se rencontre en réalité dans l'administration et singulièrement dans la haute fonction publique. L'idée d'une réorganisation administrative et gouvernementale des affaires maritimes est accueillie sans aucun enthousiasme au secrétariat général de la mer.

Pourtant, les récentes négociations de Bruxelles sur le pêche ou les conférences successives de l'ONU sur le droit de la mer montrent que pour tenir une place déterminante la France doit pouvoir compter sur un « dispositif » ministériel de haut niveau. Un seul exemple dont le prochain gouvernement pourrait s'inspirer : en Norvège, les affaires maritimes occupent trois ministères à temps plein.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Vingt-trois jours pour sauver Manufrance

De notre correspondant

M. Jacques Petit a démissionné, le samedi 4 février, de ses fonctions de P.-D. G. de Manufrance (nos dernières éditions datées 5-6 février). Son prédécesseur, M. Henri de Fontvieille, a été désigné par le conseil d'administration pour lui succéder. Il reste trois semaines pour trouver des capitaux nécessaires au montage de la nouvelle exploitation de Manufrance. M. Petit, qui reste directeur, a été chargé de cette mission de la dernière chance.

Saint-Etienne. — Un an de crise aiguë, quatre P.-D. G. en moins de dix mois, la boucle n'est pas encore bouclée pour Manufrance à qui vient d'être accordé encore un suris. L'ultime, malgré sa démission, destinée sans doute à causer un choc psychologique, M. Petit n'a pas pour autant abandonné le navire en perdition. Il demeure directeur de Manufrance chargé des négociations permettant de créer cette société nouvelle d'exploitation, c'est-à-dire de son plan de redressement.

Il ne reste que trois semaines — jusqu'au 28 février — pour trouver les capitaux nécessaires. On sait que cette société d'exploitation devrait être dotée d'un capital de 66 millions de francs. En quatre mois, M. Petit était presque parvenu à trouver les moyens juridiques et financiers permettant d'assurer la situation. Mais, « pour des raisons qui restent encore aujourd'hui inconnues de la direction générale, précède le directeur, le plan de notre financer, trouvé n'a pas obtenu le succès escompté pour garantir la constitution du capital nécessaire », plusieurs investisseurs constitutionnels ayant refusé de verser leurs fonds.

M. Petit estime que 30 millions de francs sont donc déjà acquis. Il lui manque donc 36 millions de francs pour gagner son pari. A priori, toutes les portes ne sont pas fermées. On laisse encore à Saint-Etienne, que la C.N.R.O. (Caisse de retraite des ouvriers du bâtiment), la C.R.I. (Caisse de retraite industrielle), la M.A.C.I.S. (Mutuelle d'assurance des cadres industriels de Saint-Etienne), la M.A.T.M. (Mutuelle d'assurance des travailleurs multipistes) pourraient participer à l'opération de sauvetage. Un espoir, mais la Société générale des

coopératives de consommation le pense. Dès la nouvelle de la démission de M. Petit, celle-ci fit savoir qu'en tout état de cause elle quitterait le 28 février, le siège qu'elle « a accepté d'occuper au conseil d'administration de Manufrance, à moins que d'ici là les conditions requises pour la constitution d'une société d'exploitation au capital de 66 millions soient réalisées. Dans ce cas, elle pourrait accepter, dans le cadre d'une stricte assistance technique, un poste au conseil d'administration de cette société si on le lui demandait ».

La démission de M. Petit a provoqué de nombreuses réactions. M. Antoine Pinay a expliqué le retrait de certains investisseurs « par le manque de confiance dans l'avenir de Manufrance, non pas de la part de M. Boulin, mais de l'entourage du ministre délégué à l'économie et aux finances ». L'ancien président du conseil a révélé à Saint-Chamond que lors de son entrevue avec M. Boulin, le jeudi 26 janvier, il pensait avoir convaincu son hôte, qui était prêt à porter le prêt du P.D.E.S. de 20 à 23 ou à 24 millions s'il le fallait, mais pas le directeur de cabinet, ni le conseiller technique du ministre, ni M. Balaresque, directeur des assurances, qui était également présent.

M. Pinay estime que « la situation est d'autant plus tragique que, pour assurer le relais, le taux d'intérêt exigé par les banques est de 15,75 %, auquel il convient

d'ajouter certains frais. On arrive de la sorte à 18 % d'intérêt, ce qui est de plus en plus difficile à payer de nos jours. De mon temps, un taux de 10 % était considéré comme usuraire, et maintenant les banques nationales peuvent réclamer jusqu'à 18 % ».

M. Pinay n'en demeure pas moins raisonnablement optimiste. Pour la municipalité de Saint-Etienne, « Manufrance semble être l'enjeu de manœuvres politiciennes à tous niveaux, ne faisant que compliquer la situation et rendre plus difficile son dénouement favorable ». Pour le parti communiste, « de fortes pressions de dernière heure ont empêché le sauvetage ».

M. Lucien Neuwirth considère que « les tractations et les agitations ne peuvent que contribuer à l'éloignement d'éventuels investisseurs ». Tout aussi réaliste est M. Bruno Vennin, adjoint socialiste au maire de Saint-Etienne et représentant de la Ville au conseil d'administration de la firme stéphanoise. « Manufrance reste une entreprise en or, à condition qu'on la laisse vivre et travailler. Tout ce qu'il faut, c'est que les opinions émises sur son plan ont été très généralement favorables, mais le contexte politique complique singulièrement la situation. Certaines propositions de personnes qui auraient dû se montrer plus responsables ont encore ajouté aux difficultés. A l'heure actuelle, Manufrance peut encore être sauvée. Souhaitons que le gouvernement prenne conscience de ses responsabilités ».

PAUL CHAPPEL.

D'IMPORTANTES LICENCIEMENTS SONT ENVISAGÉS AUX CHANTIERS DE LA ROCHELLE-LA PALlice

De très importants licenciements pourraient prochainement toucher les ateliers et chantiers navals de La Rochelle-La Pallice (en Charente-Maritime), qui occupent un millier de salariés, si de nouvelles commandes ne sont enregistrées dans l'immédiat. La direction vient d'informer le comité d'entreprise de cette décision au cours d'une réunion tenue le 2 février à La Rochelle.

Les ateliers et chantiers navals de La Rochelle-La Pallice, qui emploient également mille personnes dans leur usine du Havre, n'ont enregistré aucune commande de navire depuis plusieurs mois.

Si les travailleurs immigrés ont été arrêtés dans un atelier de confection clandestin, à Paris, le 3 février. Parmi eux, deux Pakistanais avaient déposé une demande d'asile politique, et deux Mauriciens avaient demandé leur régularisation. Selon le M.T.M. (Mouvement des travailleurs mauriciens), cinq cent trente-six autres dossiers émanant de travailleurs venus de l'île Maurice seraient en instance. Au cabinet de M. Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, on assure que les régularisations après négociations avec le gouvernement de Port-Louis sont en bonne voie.

Faits et chiffres

Affaires

● M. Louison Bobet a été condamné par le tribunal de commerce de Paris à verser 300 000 F de dommages et intérêts à la Société d'engineering de thalassothérapie (S.E.T.H.) créée par Soffitel (du groupe Borel) en vue de la promotion d'installations de thalassothérapie : 200 000 F pour Soffitel et 100 000 F pour la S.E.T.H. International, propriétaire de l'hôtel Thalassa de Quiberon (Morbihan), et 1 franc à Soffitel.

● Les juges consiliaires ont estimé que l'ancien champion cycliste avait manqué à ses obligations contractuelles envers le groupe Borel, notamment à ses engagements de non-concurrence, en annonçant son intention de créer des centres au Touquet, à Biarritz, en Grèce, etc., et qu'il avait causé un préjudice moral à Soffitel en raison des propos qu'il avait tenus. Le tribunal a fait en outre défense à M. Bobet de concurrencer à l'avenir Thalassa International sous astreinte de 5 000 francs par infraction constatée. M. Bobet a fait appel.

Emploi

● Le groupe I.B.P. (Industrie Buitoni Perugini) vient de conclure l'achat d'un terrain de 10 hectares, dans la zone industrielle de Caudry (Nord) pour construire une usine spécialisée dans la fabrication de plats cuisinés et de spécialités italiennes. Cette usine de Caudry devrait créer quatre cents emplois (80 % de main-d'œuvre féminine). Le groupe Buitoni possède déjà quatre unités de production en France : à Camaret-sur-Mer (Finistère), à Bailleul (Nord), à Saint-Maur et à Pont-Croix (Finistère).

● Une assurance chômage pour les Français à l'étranger ? Les gestionnaires de l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) devraient examiner, le mardi 7 février, une vieille revendication des salariés qui partent à l'étranger et qui, à leur retour, ne bénéficient d'aucune indemnisation complémentaire en cas de chômage, lorsqu'ils ne dépendent pas d'une entreprise française.

Energie

● Une centrale nucléaire à Achères ? Le conseil général des Yvelines vient d'adopter à l'unanimité une motion dans laquelle il demande à E.D.F. de lui communiquer les résultats de l'étude qui aurait été faite avant d'ins-

taller une centrale nucléaire à Achères. Les élus du département ont demandé de pouvoir délibérer librement de cette question avant qu'une décision soit prise.

Il est prévu d'installer dans la région parisienne une centrale en 1985 et trois à l'horizon 2000. Actuellement, le seul site faisant l'objet d'une enquête d'utilité publique est celui de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne). — (Correspondant.)

Etranger

BRESIL

● Le taux d'inflation s'est élevé en 1977 au Brésil à 31,3 %, contre 47,2 % en 1976. La hausse des prix a été, en janvier, de 2,7 % au lieu de 3,7 % en janvier 1977. — (A.F.P.)

VEZUELA

● Un accord prévoyant l'octroi d'un prêt de 1200 millions de dollars au Venezuela a été signé le 2 février à Londres. Ce prêt, sur dix ans, est accordé par un consortium international dirigé par la Manufacturers Hanover, la Swiss Bank Corporation et la Dai-ichi Kangyo. Le Venezuela utilisera cette somme pour financer une partie des investissements prévus par le cinquième plan national dans les secteurs de base de l'économie. — (A.F.P.)

Logement

● Locataires mécontents à Saint-Brieuc. — Une centaine de locataires des H.L.M. de la Croix-Saint-Lambert, à Saint-Brieuc, dans les Côtes-du-Nord, ont, le 4 février, manifesté dans la rue pour protester contre les malversations de leurs appartements. Les cinq grandes tours du quartier de la Croix-Saint-Lambert ont été construites depuis quatre ans par l'office municipal d'H.L.M. de Saint-Brieuc. Des fissures provoquent des infiltrations d'eau dans les appartements. L'amicale des locataires a décidé une grève des loyers, qui sont versés à un compte bloqué, et entamé une action en justice devant le tribunal administratif.

Transports

● Londres-New-York : dix Concordes par semaine ? — La compagnie britannique British Airways envisageait d'assurer, à partir de juin 1978, dix vols par semaine entre Londres et New-York. Trois sont actuellement inscrits sur ses programmes, sept le seront (et il en sera même pour Air France) à partir du 11 février. — (A.F.P.)

SOCIAL

AUGMENTATION DES HONORAIRES LE 15 FÉVRIER

Les syndicats médicaux prêts à signer un avenant tarifaire

Les deux syndicats représentant le corps médical — la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) et la Fédération des médecins de France (F.M.F.), après consultation de ses adhérents, ont annoncé qu'ils étaient prêts à signer un avenant tarifaire. Un accord a, en effet, été obtenu sur les modalités de majoration des différents actes d'exercice médical : alors que, au départ, les caisses d'assurance-maladie avaient proposé d'augmenter d'un même montant les tarifs des consultations des généralistes et des spécialistes, les négociateurs ont décidé d'appliquer des augmentations différenciées. Ces majorations applicables à compter du 15 février seront les suivantes : 1 F pour la consultation (55 F au lieu de 54 F) et pour la visite du généraliste (50 F au lieu de 49 F) ; 2 F pour la consultation (53 F au lieu de 51 F) et la visite du spécialiste (56 F au lieu de 54 F) ; 3 F pour la consultation psychiatrique (83 F au lieu de 80 F). En outre, l'acte de chirurgie (K) passera de 750 F à 770 F le 15 février et à 780 F le 1^{er} mai ; l'acte de l'électroradiologiste de 540 F à 550 F le 15 février et à 560 F le 1^{er} mai.

De longs et laborieux pourparlers ont été nécessaires pour aboutir à cet accord, tant avec les dirigeants des caisses qu'avec le ministère de la santé et de la Sécurité sociale ou les services du premier ministre. Les syndicats de médecins qui avaient par ailleurs l'avenant tarifaire de mai 1977 pour l'année mai 1977-mai 1978, entendaient obtenir un complément en raison de l'augmentation des prix : en mai dernier, la majoration annuelle des tarifs avait été fixée globalement à 6,06 % ; l'ajustement de février portera cette augmentation à près de 9 %, taux de l'inflation en 1977.

CASSA PER IL MEZZOGIORNO

AVIS DE CONCOURS

PROJET SPÉCIAL N° 3

« ASSAINISSEMENT DU GOLFE DE NAPLES »

AVIS DE QUALIFICATION POUR LA FOURNITURE DE SERVICES D'ENGINEERING POUR L'EXECUTION DE LOTS CONCERNANT LE RESEAU DE DEPURATION DE LA ZONE DE NAPLES

Dans le cadre du Projet spécial n° 3, « Assainissement du Golfe de Naples », la Cassa per il Mezzogiorno doit réaliser certaines installations de traitement des eaux usées et des ordures solides urbaines, ainsi que les réseaux de collecteurs qui en découlent.

La réalisation des lots, pour lesquels a déjà été établie une Etude des travaux à exécuter, est actuellement en cours ou en phase de démarrage.

Les installations de dépuración comprennent le traitement primaire, secondaire et tertiaire des eaux usées et la ligne de traitement des boues.

Pour la gestion de l'adjudication des lots, la « Cassa » entend confier à des Sociétés d'Engineering spécialisées les services d'engineering et d'assistance nécessaires, jusqu'à la mise en service des ouvrages.

Les services d'engineering seront répartis en deux groupes distincts : l'engineering civil et l'engineering industriel. A titre indicatif, les sociétés postulantes devront répondre aux spécialisations suivantes :

- A) ENGINEERING CIVIL
 - hydraulique
 - procédés de dépuración et étude fonctionnelle des installations de dépuración
 - géologie et géotechnique
 - ouvrages maritimes
 - estimation rurale et civile
 - étude analytique chimique, physique et microbiologique.
- B) ENGINEERING INDUSTRIEL
 - physique technique et machines
 - électrotechnique
 - électronique.

Les sociétés d'engineering qui désirent se qualifier pour participer à l'adjudication des services d'engineering mentionnés ci-dessus devront adresser à la Cassa per il Mezzogiorno des demandes séparées, tant pour le secteur de l'engineering civil que pour le secteur de l'engineering industriel.

- Chaque demande devra mentionner :
 - La Raison Sociale de la société, accompagnée de la liste nominative des administrateurs.
 - Une description des principaux contrats exécutés au cours des deux derniers années (nombre et qualification du personnel).
 - Le chiffre d'affaires annuel de la société.
 - Une description des principaux contrats exécutés au cours des deux dernières années.
 - Une description des principaux contrats exécutés ayant des analogies étroites avec l'objet de la présente qualification.
 - Tout autre document pouvant être jugé apte à représenter la fiabilité de la société.

Les demandes, ainsi que les documents annexés, devront être rédigés en italien.

Il sera donné une mention toute particulière à l'appartenance à l'O.I.C.E., C.E.I.B., F.I.D.I.C., ou à des Associations internationales de secteur équivalentes. Par ailleurs, ne seront pas prises en considération les sociétés dont la constitution est postérieure au 31 décembre 1976.

Seront également considérées comme sociétés les associations de personnes appartenant à la catégorie des professions libérales, à condition de pouvoir démontrer de façon indéniable la date de constitution de l'association, les conventions passées entre associés et apportant la preuve de la fiabilité, les travaux analogues exécutés et leur importance, basés sur un rapport de travail suivi, antérieur au 31 décembre 1976.

Les demandes et la documentation devront parvenir, sous pli recommandé, avant le 10 mars 1978, dernier délai, à l'adresse suivante :

Cassa per il Mezzogiorno
Direzione Generale - Progetti speciali
Piazzale Kennedy, 20 - ROMA.

Ce pli recommandé devra contenir, dans deux enveloppes séparées et fermées — une pour chaque qualification — la documentation demandée.

Sur chaque enveloppe seront mentionnées respectivement les indications suivantes :

- Progetto Speciale n. 3 « Disinquinamento del Golfo di Napoli ». Qualificazione per la fornitura di servizi di Ingegneria civile.
- Progetto Speciale n. 3 « Disinquinamento del Golfo di Napoli ». Qualificazione per la fornitura di servizi di Ingegneria industriale.

APPEL D'OFFRES

Le gouvernement de la République Démocratique et Populaire du Yémen P.D.R.Y. s'attend à conclure un accord de crédit avec le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique et Social Arabe en participation pour le financement de la construction de l'Aéroport de Riyan, près de la ville de Mukalla.

Les Entrepreneurs internationaux qualifiés sont invités à soumettre leurs offres pour la construction de l'Aéroport.

Les documents de l'Adjudication et du Cahier des Charges peuvent être obtenus, à partir du 1^{er} février 1978 contre un montant non remboursable de 300 dollars américains (U.S. dollars trois cents) auprès de :

Civil Aviation Department,
Ministry of Communications,
Aden,
P.D.R.Y.

ou auprès de :

Dar Al-Handassah Consultants
(Sheir & Partners)
à :
91, New Cavendish Street,
London W1 M7FS

ou à :

Rue Verdun,
Imme. Dar Al-Handassah,
R.P. 7159
Beyrouth (Liban)

Les documents devront être dûment remplis et retournés au Secrétaire du Bureau Central des Adjudications, ministère des Finances, Aden, P.D.R.Y., soit le 15 avril au plus tard, ou avant, et selon les directives portées dans le cahier des charges.

ENTREPRISES

LE COLLOQUE DE DAVOS

La montée du protectionnisme et de l'insécurité inquiète les hommes d'affaires

De notre envoyée spéciale

Davos. — Chefs d'entreprise, banquiers, hommes politiques, journalistes de nombreux pays européens et non européens ont battu, cette année, les records de participation, d'assiduité et de franche expression au symposium organisé pour la huitième fois à Davos, par l'« European Management Forum ». En dépit du titre volontairement optimiste assigné à cette réunion de huit jours, « Entreprendre avec succès dans un environnement hostile », l'intérêt de la rencontre était dû à la tension grandissante dans l'économie internationale.

Dans un climat d'anxiété et de durcissement, la brochure de synthèses — anglo-saxonne. Il est vrai que les venus jusqu'à dans la guêlée du loup, a pu paraître plutôt conciliante. Certes le dirigeant syndical britannique M. Jack Jones, a réclamé la semaine de 35 heures ou de quatre jours de travail et l'abaissément de l'âge de la retraite. De son côté, le président de la Confédération des syndicats de R.F.A. (D.E.B.), M. Heinz Oscar Vetter, a réclame le traitement égalitaire du travail et du capital dans l'entreprise, en soulignant les insuffisances de la cogestion allemande autant que les limites de la concertation européenne entre les partenaires sociaux. Enfin le trésorier de l'A.F.L.-C.I.O. américain, M. Lane Kirkland, a quant à lui, confirmé l'intention de son organisation d'intensifier son action de « lobbying » auprès du Congrès afin d'obtenir une protection accrue des travailleurs, quel qu'en soit le résultat. L'ensemble, bien que fortement discuté, a pourtant laissé aux chefs d'entreprise une impression somme toute tolérable.

Il n'en a pas été de même lors de l'empolonnade sur le protectionnisme. M. Ichiro Kawasaki, de Mitsubishi Industries, qui avait pris la précaution de faire diffuser à l'avance un document où ne peut plus émergeant exprimant l'exaspération japonaise à l'égard de toute émissaire face aux difficultés de l'Occident, a évoqué la risque que son pays ne se retourne vers la Chine « complémentaire ». La réaction d'un public de quelque cent personnes fut aussi vigoureuse que, semble-t-il, désespérée. L'ambassadeur des Etats-Unis auprès du GATT, à Genève, M. Alonso, quant à lui, laisse entendre aux Etats-Unis l'audace de se résigner au déficit américain, en même temps que le Japon se trouvait enjoint de réduire son excédent commercial, conformément aux directives de Washington.

Un important dispositif de sécurité

Dans ces conditions, les recommandations pour l'amélioration des relations entre N.O. et le Sud exprimées par M. Diawara, président du « club de Dakar », Taher, gouverneur de Petromin en Arabie Saoudite, et Ali Alata, ambassadeur de la République d'Indonésie, auprès des Nations unies à Genève, sont passées au second plan. Dans les « séminaires », en petits groupes, les chefs d'entreprise se demandaient « entre eux » si le moment n'est pas plutôt propice pour procéder à des investissements... aux Etats-Unis. Mais, finalement, l'on se disait que si les Européens ne se sauvent pas eux-mêmes, on ne voit guère qui les sauvera.

Dans cette optique M. Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre français de l'économie et des finances, estimant qu'un retour à un ordre monétaire mondial stable est peut-être probable, a souligné l'intérêt de rechercher particulièrement en Europe la création d'une unité monétaire commune stable à travers un panier de monnaies et il a suggéré également une initiative coordonnée sur le « marché » (grâce notamment à la Banque européenne d'investissements) et une uniformisation des règles d'intervention.

des banques des Neuf sur les différents marchés financiers. Toutefois, l'assistance, parsemée de banquiers et d'experts monétaires, a fait preuve d'un certain scepticisme à l'égard de cette approche.

La présence d'un important dispositif de sécurité pour protéger le millier de représentants du pouvoir et de l'argent (indépendamment même de la conférence — très suivie — sur le terrorisme prononcée « en nocturne et hors programme » par

un sociologue allemand) rappelle à l'assistance que le risque était à leur porte. Mais, à l'intérieur même d'un Palais des congrès bien protégé, on sentait que « l'environnement hostile » était aussi dans la salle. Nulle part mieux qu'ici, où se rencontrent, de façon informelle, des représentants des secteurs privé et public, on n'a senti que les grandes manœuvres pour l'établissement d'un « nouvel ordre économique international » étaient commencées. On peut se demander à quel prix elles aboutiront.

JACQUELINE GRAPIN.

CONSOmmATEURS ET PUBLICITÉ

UN RISQUE LIMITÉ

Les associations de consommateurs qui ont tant effrayé producteurs, distributeurs, publicitaires, parce qu'elles risquent de bouleverser les règles d'un jeu truqué depuis toujours entre les puissances de l'économie et le consommateur individuel, ces associations vieillissent et vieillissent mal. Les entreprises auraient pu craindre que le mouvement, amorcé en France il y a une vingtaine d'années, ne se transforme en raz de marée, remettant en cause les fondements de l'économie. Il n'en a rien été.

Les organisations de consommateurs n'ont pas réussi à réellement se définir dans un projet commun tant les philosophies qui les animent sont divergentes. De plus, en face de producteurs et de distributeurs de plus en plus décidés à ne pas leur laisser l'initiative, de plus en plus prêts à « récupérer » le mouvement à leur profit en reprenant à leur compte certaines de ses revendications (étiquetage informatif volontaire, création de postes « M. Consommateur »), en face de pouvoirs publics résolus à créer un nouveau droit de la consommation en promulguant lois et réglementations, les organisations de consommateurs n'ont pu se trouver un adversaire commun qui leur aurait permis de cristalliser leurs efforts en rapports de force, et de fonder leur lutte en commun. Les associations sont donc restées atomisées, faibles en militants de qualité, réunissant dans les groupes de quartier, trop de « braves dames au temps libre », insuffisamment formées à une réflexion en profondeur, et dont

la moyenne d'âge est trop élevée.

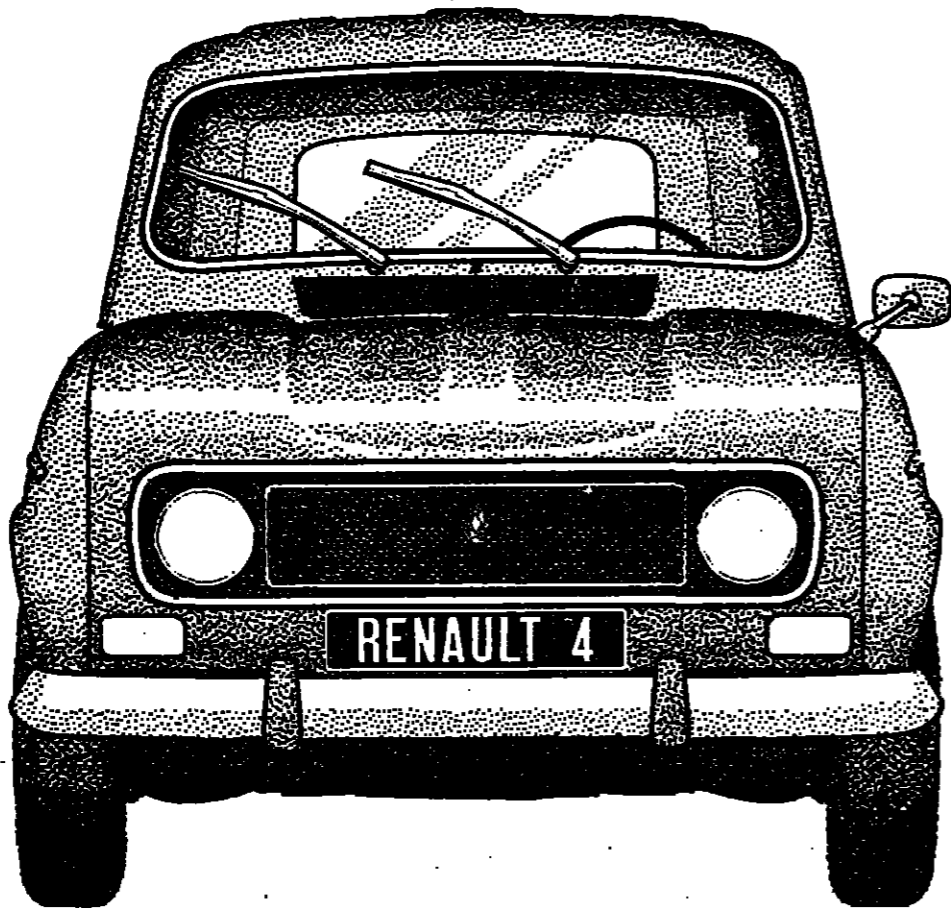
Il y a à pis. La relève ne semble pas assurée : les jeunes ne se sentent guère attirés par la défense des consommateurs et se dirigent plus volontiers aujourd'hui vers les organisations écologiques, qui offrent des choix plus généraux, comme la contestation du nucléaire, la lutte contre la pollution ou la gaspillage.

Cette analyse rapide du relatif échec du mouvement de défense des consommateurs ressort d'une partie des travaux du « séminaire » organisé par l'IREP (Institut de recherches et d'études publicitaires), sur le thème : « Consommérisme, manifestation sociale, phénomène économique ». Chercheurs, universitaires, sociologues, professionnels et responsables d'organisations de consommateurs ont ainsi, les 1^{er} et 2^{es} février, confronté leurs réflexions. Le choix — audacieux — d'un tel thème par des professionnels de la publicité marque, lui aussi, une étape importante : la défense des consommateurs n'est plus l'hydre effrayante dont on conjurait naguère le danger en tergiversant d'en ignorer la réalité. Et ce réalisme porte en lui-même sa récompense.

Tout compte fait, l'évolution constatée est plutôt rassurante pour les professionnels. A moins que le glissement vers des thèmes plus généraux, impliquant de vrais choix de société, n'arrive à souder les organisations de consommateurs pour les faire participer à un changement profond des orientations de l'économie de consommation de masse. Le risque est limité... J. D.

VOTRE "FORFAIT" TRANSPORT 400 F. PAR MOIS*

BIEN SÛR
IL VOUS FAUDRA EN PLUS
UN TOUT PETIT PEU D'ESSENCE,
UNE PETITE VIGNETTE,
ET UNE ASSURANCE.



BAIL AVEC OPTION D'ACHAT ET DÉPÔT DE GARANTIE RÉCUPÉRABLE				
LOYER 1 ^{re} ANNÉE	LOYER 2 ^e ANNÉE	LOYER 3 ^e ANNÉE	LOYER 4 ^e ANNÉE	OPTION D'ACHAT FINALE ÉGALE AU DÉPÔT DE GARANTIE INITIAL
400 F	426 F	454 F	483 F	3878 F

SOT PRIX D'ACQUISITION 28.034 F TTC DÉDUCTION FAITE DU DÉPÔT DE GARANTIE

* Loyer pour la première année
offre valable jusqu'au 31 mars 1978.
Prix tarif : 15.800 F clés en main au 20/1/78.

RENAULT 4
Renault préconise elf

Le Monde

Service des Abonnements
à rue de Valenciennes
75271 PARIS 13 - CEDEX 19
C.C.P. 4207-21

ABONNEMENTS
3 mois 8 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.
115 F 210 F 305 F 480 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
125 F 220 F 315 F 490 F
265 F 360 F 575 F 750 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
145 F 255 F 388 F 518 F

II - TUNISIE
120 F 240 F 360 F 500 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande
Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois virements) vous
devront bien joindre ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse géographiques ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION
ET DE DISTRIBUTION DES EAUX
(S.O.N.E.D.E.)

23, rue Jawahar-Lal-Nehru
MONTFLEURY TUNIS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Déviation des conduites d'eau potable
alimentant Tunis en contournement
de la future retenue de Sidi-Salem

La Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux lance un appel d'offres international pour l'acquisition de canalisations portant sur :

- LOT N° 1 : fourniture en béton précontraint ou en fonte ductile de :
— 700 ml de canalisations en diamètre 1.250 mm et des pièces spéciales afférentes ;
— 13.000 ml de canalisations en diamètre 1.400 mm et des pièces spéciales afférentes ;
- LOT N° 2 : fourniture en acier de :
— 2.650 ml de canalisations en diamètre 1.250 mm et des pièces spéciales afférentes.

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un projet financé par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD).

Ne peuvent soumissionner que les fournisseurs des pays membres de la BIRD et la SUISSE.

Les fournisseurs qualifiés qui désirent participer à cet appel d'offres pourront se procurer le dossier d'appel d'offres auprès de la S.O.N.E.D.E. (Service marchés) à compter du 1^{er} février 1978, contre paiement de la somme de 100 (CENT) DINARS TUNISIENS.

Les offres devront parvenir à la S.O.N.E.D.E. sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises contre reçu au plus tard le 14 AVRIL 1978 à 10 heures, au 23, rue Jawahar-Lal-Nehru, MONTFLEURY - TUNIS.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.

MONNAIE

elle baisse du fre

de marche monétaire
de 0.50%

Messrs à l'acte

LES INTERBANCAIRE DES DEVIS

EAUX DES EURO-MONNAIES

À lui seul ce
homme dirige
bureaux
Europe depuis
son fauteuil
à Paris

800

GRACE AU
SERVICE
800

مكتبة من الأصل

ÉNERGIE

L'INCERTAIN AVENIR

III. — Croissance ou adaptation ?

par BRUNO DETHOMAS

Des études convergentes prévoient des tensions dans l'approvisionnement pétrolier des pays industrialisés dès les années 80. Cela n'a convaincu ni le Congrès américain d'adopter la politique énergétique du président Carter ni l'Europe de la nécessité de choix communautaires (« le Monde » des 4 et 5-6 février). Face à ces perspectives, la France, dont la dépendance énergétique est très importante, a élaboré une politique où le nucléaire tient une place prédominante. Mais retards et difficultés s'accumulent.

Lorsqu'il est question de sa politique, M. Syrota, directeur de l'Agence pour les économies d'énergie, affirme ne pas vouloir changer brutalement la société, mais simplement accroître les économies spécifiques, 30 % sur les appareils ménagers, de 30 à 50 % sur les automobiles, par exemple. « Une politique est mieux acceptée, dit-il, si elle ne bouleverse pas les habitudes. »

Pour le parti socialiste, « l'évolution démographique, la néces-

sité du plein emploi, la réalisation d'équipements collectifs, enfin le poids des habitudes acquises, impacteront pendant encore plusieurs années une croissance des besoins en énergie ». La C.G.T. va plus loin, puis-elle affirme : « Non seulement, l'énergie est l'une des forces irremplaçables du développement productif, mais elle est un facteur essentiel de la qualité de la vie. On ne saurait donc relever le niveau de vie et améliorer qualitativement les conditions d'existence de millions de personnes qui vivent actuellement en France dans un état de pauvreté sans développer leur consommation d'énergie. »

Conscients de devoir faire face à court terme à une demande d'énergie accrue — inévitable avec une croissance économique forte (1), — les partis et les organisations syndicales de gauche n'en sont pas moins d'accord sur la critique de la politique actuelle. Comment en serait-il autrement alors que certains députés de la majorité, comme M. Schiessing, n'hésitent pas à écrire : « Depuis quelques trimestres les faits se sont chargés de démentir progressivement les hypothèses qui avaient été retenues pour fonder notre politique énergétique. La

« facture » pétrolière, toujours aussi lourde, est demeurée partiellement impayée. (...) Progressivement, mais inéluctablement, le programme nucléaire a dérapé, et les décalages commencent à prendre des proportions dont il faut bien tenir compte. »

Ce programme nucléaire est la cible préférée de la gauche. Il lui est reproché d'avoir été résolu en hâte, après la crise consécutive à la guerre du Kippour, et d'être excessif, compte tenu du peu d'expérience et des problèmes de sécurité qui restent à résoudre d'être antidémocratique puisqu'il n'a pas été véritablement débattu au Parlement ; de relever plus de la recherche du profit par le capitalisme multinationale que d'une véritable politique énergétique ; enfin d'avoir accru la dépendance de la France vis-à-vis des États-Unis tant pour la fourniture d'uranium enrichi (Eurodif ne sera opérationnelle que dans les années 80) que financièrement et scientifiquement.

Cette analyse commune de la situation conduit les deux principaux partis d'opposition à formuler un certain nombre de propositions identiques. Communistes et socialistes réclament ainsi une démocratisation du débat nucléaire ; le P.S. a déjà annoncé le dépôt, en avril 1978, d'un projet de loi qui, en vertu de la loi relative à la sécurité nucléaire, « d'une proposition de loi nucléaire pour permettre un contrôle des citoyens et de leurs élus sur le processus de décision, aussi bien au niveau national que régional, et pour définir les responsabilités des différents organismes ayant à intervenir dans le domaine de la sûreté nucléaire ». Il ne semble pas non plus y avoir de profondes divergences au sein de la gauche sur la nécessité de nationaliser l'industrie électronucléaire et l'ensemble du cycle du combustible (mines, traitement du minerai, enrichissement, retraitement, stockage des déchets) bien que l'industrie, dont la filiale Framatome détient le monopole de la construction des réacteurs, ne figure pas dans les neuf groupes « nationalisables ».

P.C. et P.S. s'accordent aussi sur l'avenir à long terme : il doit être fondé sur une réduction de la dépendance énergétique de la France et sur une diversification de ses sources d'énergie, menée dans le cadre d'une planification démocratique ; une place importante doit être faite aux économies d'énergie (priorité donnée aux transports, promotion de biens de consommation plus durables) ainsi qu'à la recherche en matière d'énergie douce (afin de résoudre les difficultés de chauffage, de la chaleur ou de l'électricité ainsi que la maîtrise du silicium à certaines températures). P.C. et P.S. jugent enfin indispensable une modification des relations internationales en ce domaine, notamment le développement d'accords d'État à État pour l'achat d'hydrocarbures.

Divergences

Mais la politique nucléaire des deux partis en cas d'arrivée au pouvoir, diverge. Pour élaborer sa politique énergétique, le parti socialiste — qui envisage de consulter le pays par voie de référendum — s'est rangé, le 19 octobre, à l'idée d'une pause de dix-huit mois à deux ans dans le programme nucléaire. « Cela signifie que nous arrêterons le programme actuel aux 24 000 mégawatts commandés », explique M. Chapuis, délégué national à l'industrie (E.D.F. évalué à 32 000 MW les centrales qui seront déjà engagées en avril 1978).

Plusieurs arguments ont prévalu à ce revirement du P.S. : pour écarter aux élections municipales de mai dernier, incidents sur le site du surrégénérateur Super-Phénix, à Creys-Malville ; création du mouvement Écologie 78 en vue des élections législatives. Mais il a surtout été provoqué par une base qui — à l'exception du C.R.E.S. — est de plus en plus hostile au nucléaire, ainsi que par les difficultés techniques que connaît le programme gouvernemental (dix-huit mois, ce n'est, après tout, que l'ordre de grandeur du retard dans la construction des centrales).

Le P.C. estime, au contraire, qu'un moratoire stériliserait la recherche et les applications industrielles. Désaccord également sur la surrégénération. Les membres communistes du conseil général de l'Isère ont certes demandé en avril 1977 la suspension des travaux de Super-Phénix ; mais le P.C. répétait le 17 décembre qu'arrêter la surrégénération, que la France est en train de

maîtriser, laisserait la voie libre à la recherche américaine et aboutirait à un phénomène de type Concord.

Les socialistes, en revanche, vont jusqu'à envisager « la remise en cause du projet » Super-Phénix, parce que les applications industrielles de la surrégénération ne peuvent intervenir qu'à terme. A vrai dire on verrait avec soulagement jusque dans certains milieux gouvernementaux l'abandon momentané d'une filière qui selon un savant atomiste, « est intrinsèquement et pratiquement plus dangereuse que les autres » et dont la rentabilité économique n'est nullement assurée (2).

La prudence du P.C. tient sans doute à la difficulté qu'a la gauche à chiffrer une politique de rechange. Toutes les propo-

sitions que nous avons examinées relèvent plus de l'amélioration des procédures — ce qui n'est pas réglable — que de véritables choix de filières énergétiques. Les communistes promettent des données chiffrées pour les premiers mois de 1978, et M. Robert Chapuis affirme que les quatre scénarios établis par les socialistes seront publiés. En attendant, ces derniers disent seulement qu'un plus large appel au charbon et au gaz naturel compensera la réduction du programme nucléaire.

La capacité d'absorption du charbon par l'industrie et par E.D.F. est pourtant limitée ; quant au gaz naturel, dont le prix a tendance à se rapprocher de celui du pétrole, on se demande si la commercialisation de nos approvisionnements, tout en acceptant que la part de l'Algérie dans la couverture de nos besoins en gaz dépasse les 25 % qu'elle représentait en 1962 ?

Une centrale nucléaire de gauche ?

Que proposer d'autre — lorsque l'on est partisan d'une croissance forte — qu'une politique prévoyant au bilan énergétique de 1985 1 % ou 2 % supplémentaires d'énergie douce (ce qui suppose que la totalité des immeubles neufs soient équipés en solaire ou en géothermique), 2 % ou 3 % supplémentaires de charbon, et autant de gaz naturel ? Finalement, il est à craindre que les choix de l'opposition ne conduisent, comme les dérapages des options gouvernementales, à un accroissement de nos importations pétrolières.

Pour sortir de cette fatalité, et sous l'impulsion des écologistes, une partie marginale de l'opposition tente de s'interroger sur la croissance elle-même. N'y a-t-il pas mieux à faire pour imaginer l'avenir ? écrit un professeur, M. Jean-Philippe Colson, dans un livre récent (3). Ne faudrait-il pas accepter de considérer que la réduction des inégalités passe par une réduction de la consommation plus juste du produit national (y compris en énergie) que par sa croissance indéfinie ? Pourquoi la gauche n'embrasse-t-elle pas pour l'énergie ce qu'elle se

dispose à faire en matière de revenus ? (...) Il faudra bien que nous réalisons un jour, sous la pression de la rareté — croissante celle-ci — des biens consommables, que la solution doit être recherchée par une adaptation qualitative, qui est affaire de volonté politique, et non dans la poursuite d'une croissance quantitative qui sera devenue impossible.

Audaceuse — voire utopique dans une société très fortement attachée à la croissance économique — cette opinion pourtant fait son chemin. Déjà, de nombreux économistes remettent en cause le lien magique qui existait entre produit national brut et demande énergétique. Et l'on refuse de plus en plus d'isoler l'énergie de la politique. « Une centrale nucléaire de gauche ressemblerait comme une souris à une centrale nucléaire de droite. »

Lors de la clôture d'un colloque organisé les 16 et 17 décembre par la C.F.D.T. sur le thème « Énergie et type de développement », M. Edmond Maire disait : « En admettant que certains, notamment dans les directions des grandes entreprises nationales, aient réellement le cœur de préparer un avenir d'abondance énergétique pour poursuivre la croissance et développer le bien-être, se sont-ils un jour demandé si nous ne voulons pas, si nous ne devons pas faire autre chose d'ici à 2020 que prolonger nos habitudes, notre mode de vie, nos consommations des quarante dernières années ? »

Cet avenir reste à imaginer, comme les types d'énergie d'ailleurs. FIN

TRAINS AUTOS COUCHETTES AU TARIF BLEU

Au départ de Paris:
**Tous les jours
4 relations***
vers la Côte d'Azur

* Marseille, Toulon, St-Raphaël, Nice.

Trains autos couchettes **SNCF**
L'auto les yeux fermés.

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires

TRAINS AUTOS COUCHETTES AU TARIF BLEU

Transport auto
Paris-Marseille
**260F-50%
130F***

*pour un véhicule de moins de 3,81 m de long

Trains autos couchettes **SNCF**
L'auto les yeux fermés.

TRAINS AUTOS COUCHETTES AU TARIF BLEU

Vous partez de chez vous en auto avec vos bagages. Une fois dans le train, ceux-ci ne vous encombreront pas : ils restent dans votre auto, en toute sécurité.

Et puis, pendant que vous passez une bonne nuit, votre auto roule. Vous la retrouvez à l'arrivée. Et elle paie demi-tarif, c'est le Tarif Bleu :

**50% de réduction sur le transport de votre auto
210 nuits par an**

Demandez notre brochure avec le calendrier des périodes bleues, et nos tarifs autos, dans les gares ou les agences de voyages.

Trains autos couchettes **SNCF**
L'auto les yeux fermés.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé - Aucune limite d'âge - Début des cours à votre convenance - Demandes le nouveau guide gratuit numéro 688
ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1973 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat - 4, rue des Petits-Champs, 75009 PARIS - Cours gratuits pour les bénéficiaires de la formation continue (loi 16-7-71)

VOIX ET EXPRESSION
parler avec aisance, maîtriser l'expressivité, convaincre, décider.
Tous renseignements : C.E.S.D.E.L. de 14 h à 18 h et 19 h - 34, rue Henri-Dunant - 75002 Paris - Tél. : 225-18-10 - 225-18-42

le Maroc
toute l'année
avec votre automobile
CAR-FERRY
LAGADIR
COMANAV FERRY
tous les quatre jours au départ de Sète
Renseignements : votre Agence de voyages
SNCF 81 Boulevard des Dunes 33002 Marseille **COMANAV FERRY** 43 Avenue des FAR, Casablanca - Maroc

TOUT SUR LES IMPOTS
Barème de l'impôt sur le revenu de 1977 - Comment remplir votre déclaration - les impôts locaux - etc., dans le GUIDE COMPLET 1978 du CONTRIBUABLE SALARIÉ OU RETRAITÉ

que publie le numéro
SPÉCIAL IMPOTS
de "LA VIE OUVRIÈRE"
l'hebdomadaire de la C.G.T.

• UN DOCUMENT UNIQUE EN FRANCE
• 1.600.000 EXEMPLAIRES VENDUS EN 1977

Demandez "LA VIE OUVRIÈRE" N° 1.745 daté du 8 FÉVRIER 1978 à ses diffuseurs ou aux militants C.G.T. de votre entreprise. Le numéro : 6 F

Réservation : 225.99.06+
IRAN AIR
Only Sud
PARIS NEW-YORK.
BOEING 747 SP : Lundi, Vendredi 12 h 30

BOURSE DE PARIS

VALEURS	Cours	Clôture
Indice Cote	100	100
Indice 1964	100	100
Indice 1968	100	100
Indice 1972	100	100
Indice 1976	100	100
Indice 1977	100	100
Indice 1978	100	100
Indice 1979	100	100
Indice 1980	100	100
Indice 1981	100	100
Indice 1982	100	100
Indice 1983	100	100
Indice 1984	100	100
Indice 1985	100	100
Indice 1986	100	100
Indice 1987	100	100
Indice 1988	100	100
Indice 1989	100	100
Indice 1990	100	100
Indice 1991	100	100
Indice 1992	100	100
Indice 1993	100	100
Indice 1994	100	100
Indice 1995	100	100
Indice 1996	100	100
Indice 1997	100	100
Indice 1998	100	100
Indice 1999	100	100
Indice 2000	100	100
Indice 2001	100	100
Indice 2002	100	100
Indice 2003	100	100
Indice 2004	100	100
Indice 2005	100	100
Indice 2006	100	100
Indice 2007	100	100
Indice 2008	100	100
Indice 2009	100	100
Indice 2010	100	100
Indice 2011	100	100
Indice 2012	100	100
Indice 2013	100	100
Indice 2014	100	100
Indice 2015	100	100
Indice 2016	100	100
Indice 2017	100	100
Indice 2018	100	100
Indice 2019	100	100
Indice 2020	100	100
Indice 2021	100	100
Indice 2022	100	100
Indice 2023	100	100
Indice 2024	100	100
Indice 2025	100	100
Indice 2026	100	100
Indice 2027	100	100
Indice 2028	100	100
Indice 2029	100	100
Indice 2030	100	100

VALEURS	Cours	Clôture
Indice Cote	100	100
Indice 1964	100	100
Indice 1968	100	100
Indice 1972	100	100
Indice 1976	100	100
Indice 1977	100	100
Indice 1978	100	100
Indice 1979	100	100
Indice 1980	100	100
Indice 1981	100	100
Indice 1982	100	100
Indice 1983	100	100
Indice 1984	100	100
Indice 1985	100	100
Indice 1986	100	100
Indice 1987	100	100
Indice 1988	100	100
Indice 1989	100	100
Indice 1990	100	100
Indice 1991	100	100
Indice 1992	100	100
Indice 1993	100	100
Indice 1994	100	100
Indice 1995	100	100
Indice 1996	100	100
Indice 1997	100	100
Indice 1998	100	100
Indice 1999	100	100
Indice 2000	100	100
Indice 2001	100	100
Indice 2002	100	100
Indice 2003	100	100
Indice 2004	100	100
Indice 2005	100	100
Indice 2006	100	100
Indice 2007	100	100
Indice 2008	100	100
Indice 2009	100	100
Indice 2010	100	100
Indice 2011	100	100
Indice 2012	100	100
Indice 2013	100	100
Indice 2014	100	100
Indice 2015	100	100
Indice 2016	100	100
Indice 2017	100	100
Indice 2018	100	100
Indice 2019	100	100
Indice 2020	100	100
Indice 2021	100	100
Indice 2022	100	100
Indice 2023	100	100
Indice 2024	100	100
Indice 2025	100	100
Indice 2026	100	100
Indice 2027	100	100
Indice 2028	100	100
Indice 2029	100	100
Indice 2030	100	100

مكتبة من الأصل

Trois boutiques à laine

TRICOMANIE

Le tricot est à la mode. Celui qui se fait avec de la laine douce et de grosses aiguilles est le passe-temps détente des soirées et dimanches d'hiver le plaisir de réaliser (même si est peu experte) un gilet sans manches ou un pull ample et élégant. Artisanat en chambre, la laine est aussi très subtilement lorsqu'on voit les prix tricotés « de création » dans les boutiques de la rive gauche.

Cette tricomane atteint sur-tout les jeunes. Et comme elles cherchent des laines plus originales que celles vendues en stores traditionnelles, qu'elles le goût des couleurs, mais de notions techniques, que modèles de tricot classiques rebutent, quelques boutiques ont ouvert récemment pour satisfaire. Dans une ambiance intimiste, on y vend de la laine au poids, sur une balance, et y donne avec le sourire des conseils et des idées. Les hommes viennent pour acheter, sans doute, les éléments de ces « tricotés à la main ». Ces tricotés, qui n'ont aucune ressemblance, sont installés hors des grands axes du shopping. Mais elles méritent un emplacement.

L'enseigne de l'Herbe folle, de l'Arnaud a pignon sur une rue provinciale, en haut de la rue de la Montagne-Sainte-Etienne. Psychologue de formation, fille de filateur, elle accueille ses visiteurs dans un salon solennel et aux murs de bois de chêne, les écheveaux de laine y sont disposés des subtils harmonies de couleurs. Pour réaliser ses gilets « paysages », très colorés elle vend la laine en petites

quantités (pour éviter les restes) et un schéma très explicite, et bien sûr prodigue des conseils avant et pendant l'exécution du tricot. Les laines, ici, sont du shetland, dans une gamme étendue de coloris (111 F le kilo), du poil de chameau et du lama de ton naturel, de la grosse laine chinée noir et blanc qui, tricotée, prend l'aspect du tweed. Pour teindre de la laine de pays ou de la soie, de la teinture chimique existe dans les couleurs de base, à mélanger pour obtenir le ton désiré (7 F le sachet pour 500 g de laine). Sur deux métiers à tisser, installés dans la boutique, sont donnés des cours d'initiation qui se déroulent pendant une semaine, à raison de deux heures pour 23 F. Michèle Arnaud apprend également à filer la laine.

L'initiation des adeptes

C'est à Levallois, à quelques centaines de mètres de la porte d'Asnières, que Josiane Routoure a ouvert, en septembre, son Atelier de tricotage, dans des dégrés de couleurs, les écheveaux de shetland et de mohair sont suspendus le long des murs. Quelques ouvrages réalisés (dont on peut avoir les explications détaillées) donnent des idées : des pulls à larges bandes colorées disposées en chevrons (95 F de laine shetland-mohair), des gilets de différentes formes et un jupon de fil tout croché en laine de pays écarlate (135 F de fournitures). Pour confectionner soi-même des abat-jour, Josiane Routoure propose des carcasses de forme évasée ou cylindrique et, pour les garnir, de la laine mèche de ton naturel ou de cou-

leur, qui laisse filtrer la lumière. Un abat-jour de taille moyenne revient ainsi à 50 F environ. Malgré l'exigüité des lieux, un métier à tisser sert à l'initiation des adeptes du tissage (quatre cours de trois heures chacun, pour 200 F, plus les fournitures évaluées à 30 F).

La Droguerie est la plus ancienne de ces boutiques « tout laine ». Située à côté de l'église Saint-Eustache, aux Halles, il y règne, toute la journée, une atmosphère de ruée. L'équipe qui l'anime (sept femmes et un homme, ayant chacun sa spécialité) prodigue ses conseils pour le choix d'un modèle et son exécution et des matières à utiliser. Celles-ci sont d'une grande diversité : le mohair (dans une palette de vingt coloris), l'alpaga de ton naturel (75 F pour un pull souple et léger), l'angora et tous les cotons, y compris une grosse « chenille » à l'aspect de velours. Un fil synthétique, très brillant et très coloré, le Lurex, se tricote seul ou mélangé à du mohair.

Un nouveau fil Rexor, d'une grande finesse, apporte à la laine avec lequel on le tricote une brillante discrétion. Pour réaliser un couvre-lit, une grosse laine écarlate, tricotée au point mousse, donne un effet de tissage. On peut aussi tricoter un tapis rustique, avec d'énormes aiguilles de bois et un fil de coco, dans des coloris rouille ou brun. Des carcasses d'abat-jour, coniques, cylindriques ou en dôme s'habillent de laine ou de fil brillant agrémenté de perles ; de toutes les manières, elles sont disposées dans des bocaux, à hauteur de convalescence des yeux.

JANY AUJAME.

* L'Herbe folle, 9, rue Laplace, 75005 Paris ; L'Atelier de tricotage, 115, rue Jean-Jacques, Levallois-Perret ; La Droguerie, 2, rue du Jour, 75001 Paris.

BRICOLAGE AU FÉMININ

Un samedi après-midi, au troisième étage d'un entrepôt désaffecté, le long des voies de la gare d'Austerlitz, une quinzaine de femmes travaillent dans une ambiance bruyante de perceuses et de scies électriques. C'est aujourd'hui le stage de menuiserie, et, sur les établis disposés le long des murs de l'atelier, des blocs-tiroirs sont en cours d'assemblage.

Apprendre aux femmes à se faire des travaux manuels et à se débrouiller par leurs propres moyens, tels sont les buts de l'association « 3 F » (Formation des femmes par les femmes). Apportant aux autres leur compétence de bricoleuses et leurs propres outils, des femmes ont ainsi créé des stages d'initiation à l'électricité, la plomberie et la menuiserie. Ces cours sont ouverts à toutes, sans distinction d'âge ou de milieu social. On y apprend à installer un interrupteur (simple et va-et-vient), une prise de courant, à monter un robinet et une évacuation d'eau et, en menuiserie, à scier, découper, raboter et assembler.

La plupart de celles qui viennent ici n'ont jamais tenu d'outils. Nous leur apprenons à vaincre la crainte (injustifiée d'ailleurs par les hommes) des outils électriques. Les perceuses, scies et rabots que nous utilisons ne sont pas des outils « féminins » (que nous jugeons dangereux) et leur poids n'est pas un problème si on sait les manier correctement. De même, les travaux de soudure et de montage électrique sont rapidement assimilés par les femmes, à partir de gestes simples et utiles.

Les stages se déroulent pendant une journée, de 9 heures à 18 heures, avec une pause pour le déjeuner pris en commun. Outre l'adhésion à l'association (50 F), la participation aux frais est de 60 F pour la plomberie, 65 F pour l'électricité et 75 F pour la menuiserie.

J. A.

© Association « 3 F », 91, quai de la Gare, 75003 Paris. Permanence téléphonique : 585-74-58.

odette

une seule adresse ! soutien-gorge, quipière, combiné, maillots de bain, swimwear, selon votre problème sur rendez-vous

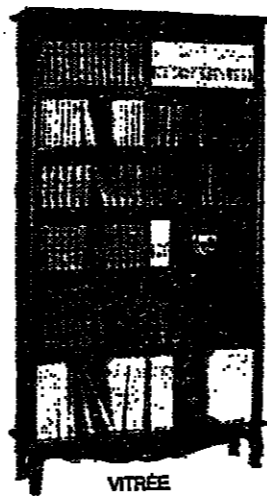
65, rue d'Alsace 75008 - 770-42-71 - 4^e ét. avec ascenseur

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

"EN MONT-PARNASSE" 61, rue Froidevaux Paris 14^e

ATTN. SA AU CAPITAL DE 640.380 F

RUSTIQUES VITRÉES



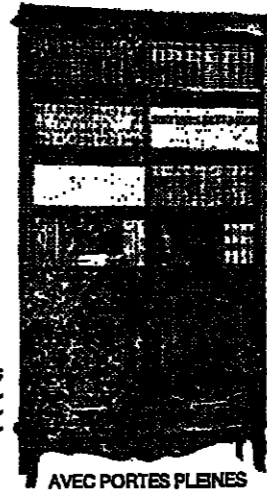
VITRÉE

DESCRIPTION

Élégants modèles de style rustique, étagères en rouille, côté en aggloméré, placage sculpté traité ébénisterie, tôle noyer, vernis mat satiné. Sur les montants, en façade, moulures de style, dessous et arête débordants avec découpe et moulures bois massif. Pieds en forme, rayons entièrement vitrés, vitres claires coulissantes avec onglets.

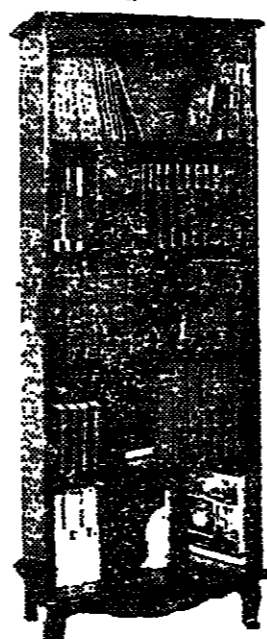
GRAND MODÈLE
Haut. 205 - Larg. 118 cm - Prof. 33 cm
contenance 200 vol divers
(livrée montée)

Même modèle, avec PORTES PLEINES
OUVRANTES couvrant les deux derniers rayons, façade moulurée, fermée et bouton style, fermeture magnétique, étagère inférieure.



AVEC PORTES PLEINES

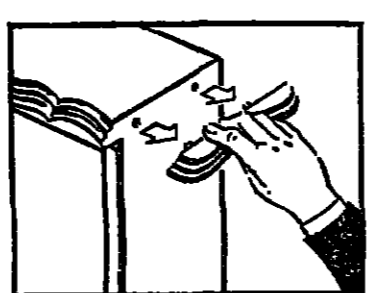
INSTALLEZ-VOUS
ULTRA RAPIDEMENT et FACILEMENT... VOUS-MÊME!!



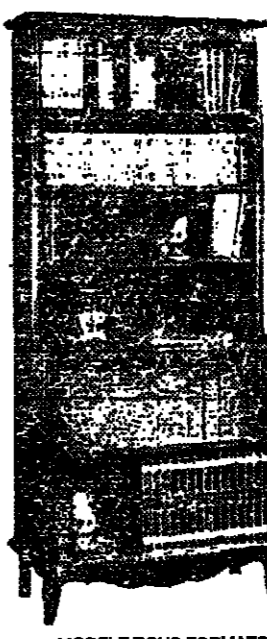
BIBLIOTHÈQUE
GRANDE PROFONDEUR
Haut. 205 - Larg. 78 ou 94 cm
Prof. 42 cm
contenance 105 gros vol. env.
en 94 cm large (livrée montée)

à des
**PRIX
IMBATTABLES**

COMMENT JUXTAPOSER NOS MODÈLES RUSTIQUES



D'un simple geste, les montures de côté des modèles peuvent être enlevées, les côtés étant alors parfaitement rectilignes. Les modèles sont juxtaposés par simple pose, côté à côté.



MODÈLE TOUTS FORMATS
Haut. 205 - Larg. 78 ou 94 cm
Prof. 42/30 cm
Contenance 120 vol. club + 40 gros vol. en 94 de large (livrée démontée)

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES TOUTS FORMATS

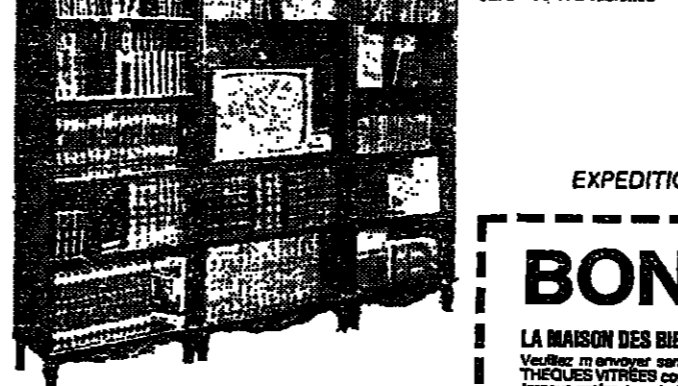
ensemble obtenu par la juxtaposition de 3 bibliothèques à moulures amovibles.



Hauteur de l'ensemble : 203 cm - Largeur : 277 cm Prof. bas : 42 cm - haut : 30 cm
Contenance 360 vol. club + 120 grands formats env. Cet ensemble a été monté en 3 h.

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES GRANDE PROFONDEUR

Hauteur de l'ensemble 203 cm, largeur 241 cm
prof. 42 cm
Contenance 250 gros volumes
environ
peut être augmentée par l'utilisation de 1/2 tablettes



Meubles par ÉLÉMENTS
Meubles RUSTIQUES
Meubles de STYLE
DÉPARTEMENT SUR MESURE

Visitez nos Expositions:

à Paris

61, rue Froidevaux Paris 14^e
Métro : Denfert Rochereau
Gare - Raspail - Edgard Quinet
Autobus : 28, 38, 58, 68
Ouvert tous les jours même le SAMEDI de 9 à 19 h sans interruption

en Province

Ouvrez tous les jours de 9 à 12 h et de 14 à 19 h (sauf lundi - sauf lundi matin)

- ANJOU : 3, rue des Chaudronniers Tel. 021 61 47 14
- BOURGOGNE : 10, rue de la Gare Tel. 038 44 76 42
- BRETAGNE (NANTES) : 27, rue Georges Deshayes Tel. 021 92 92 04
- CHARENTAIS : 54, rue Saint-Louis Tel. 051 42 55 75
- LILLE : 85, rue Croix-Rouge Tel. 021 55 55 39
- LORRAINE : 2, rue de la République Tel. 033 27 46 53
- LYON : 9, rue de la République Tel. 078 28 28 51
- MARSEILLE : 10, rue Pasteur Tel. 091 51 40 54
- MONTPELLIER : 8, rue Lattès (près gare) Tel. 061 56 56 32
- NANTES : 16, rue Gambetta Tel. 040 24 59 35
- NICE : 8, rue de la Bourgeois (Norte) Tel. 041 50 14 09
- NORMANDIE : 19, rue de la République Tel. 031 51 40 54
- NORMANDIE (Caen) : 11, rue de la République Tel. 031 51 40 54
- NORMANDIE (Rouen) : 2, rue de la République Tel. 031 51 40 54
- NORMANDIE (Tours) : 2, rue de la République Tel. 031 51 40 54
- NORMANDIE (Tours) : 2, rue de la République Tel. 031 51 40 54

à l'Étranger

BELGIQUE : BRUXELLES 1050 54, rue du roi LÉON
BRUXELLES : 1050 54, rue du roi LÉON
BRUXELLES : 1050 54, rue du roi LÉON

EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO

BON Pour un catalogue en couleurs GRATUIT à retourner à

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75000 PARIS CEDEX 14

Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRÉES contenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, contenance, demande de devis, etc.

Nom
Adresse
Code Postal Ville

ou appelez le 633 73-33 (24 h/24)
à partir du 21/2 320.73.33

23 concepteurs en renom se sont groupés pour assurer un service permanent de conseil en architecture intérieure et en décoration

consultations sur rendez-vous tous les jours de 10 à 19 heures (sauf dimanche et jours fériés)

boulevard arago - paris 13^e - tél. 535 89 39

créateurs consultants associés

104, Champs-Élysées, 147, rue de Rennes, 27, bd St-Michel

11, bd du Palais, 18, bd Haussmann, 30, bd Barbès

155, rue de Lyon, 5, place des Ternes, 30, bd Barbès

Ne laissez pas vos yeux se fatiguer

Les verres STUDIO I, nouvelle exclusivité Leroy, améliorent votre vue et reposent vos yeux. Existent dans toutes les puissances, en simple et double foyer, et s'adaptent sur toutes les montures.

LERoy OPTICIEN

104, Champs-Élysées, 147, rue de Rennes, 27, bd St-Michel

11, bd du Palais, 18, bd Haussmann, 30, bd Barbès

155, rue de Lyon, 5, place des Ternes, 30, bd Barbès

Progres décisif dans l'étude des langues

avec AAC 4000 PHILIPS le magnétophone à cassettes double piste.

Spécial pour l'étude des langues* suivant la méthode Audio Active Comparative.

Pour découvrir ses avantages et toutes ses utilisations, renvoyez le bon ci-dessous aujourd'hui.

PHILIPS

Cours Philips, disponibles en 9 langues.

Bon pour documentation gratuite

à renvoyer à S.A. Philips I.C. BP 131-92154 SURESNES CEDEX

Envoyez-moi une documentation sur le AAC 4000 pour les applications cochées ci-dessous.

☐ Étude des langues ☐ Musique, chant

☐ Rééducation du langage ☐ Art dramatique

☐ Montages sonores ☐ Synchro de diapos

Nom
Prénom
Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

هكذا من النحل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IREX
3. ETRANGER
 - Les obstacles à la paix au Proche-Orient.
4. ASIE
 - CHINE : l'écrivain Pu Chin raconte les « années noires » de la révolution culturelle.
- 4-5. AMERIQUES
 - ETATS-UNIS : la Californie cherche un second souffle.
- 6-8. AFRIQUE
 - Le conflit du Sahara occidental.
 - EUROPE
 - ITALIE : la crise gouvernementale est résolue.
9. DIPLOMATIE
 - Le « sommet » franco-allemand du quinquiesme anniversaire.
- 12-15. POLITIQUE
 - LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS :
 - La majorité et l'opposition dialoguent avec les cadres.
 - Des propositions nouvelles de la C.F.D.T. sur les nationalisations.
 - Le R.P.R. continue de suspecter le président de la République de vouloir constituer un front antigouilliste.
 - D'UNE RÉGION À L'AUTRE (XIV) :
 - Bretagne : la suprématie goulilliste contestée.
- 16-17. SOCIÉTÉ
 - POINT DE VUE : « La reine Victoria a encore frappé », par André Glucksmann et Guy Hocquenghem.
 - Le développement de la presse à l'école.
- SCIENCES
- RELIGION
20. JUSTICE

EUROPA

- PAGES 21 A 28
- Une interview du ministre israélien de l'Industrie, M. Itzhak Mordechai.
 - A quel point le prestige social ?
 - Les reproches de l'industrie à la coalition « bourgeoise » suédoise.
 - Les clés de la conjoncture.
 - Les nouveaux économistes.

- 28-29. CULTURE
 - ROCK : les métamorphoses de Frank Zappa.
31. SPORTS
 - RUGBY : la victoire de la France sur l'Ecosse.
40. RÉGIONS
 - EN ÎLE-DE-FRANCE : une œuvre vie locale à Paris ?
 - Officier municipal ou commissaire politique, par D. Beaumais.
- 41-44. ÉCONOMIE
 - ÉNERGIE : « L'incertain avenir », (III), par Bruno Delethomé.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (30)
 Annonces classées (32 à 38) ;
 Aujourd'hui (39) ; Carnet (39) ;
 Journal officiel (39) ; Méthode
 ologie (39) ; Mots croisés (39) ;
 Bourse (45).

Le numéro du « Monde »
 daté 5-6 février 1978 a été tiré
 à 512 149 exemplaires.

réussite sociale-professionnelle
parlez en public
 avec aisance sans trac improvisez
 MAURICE OGIER : Méthode Moderne Conseils Personnels
 contacts faciles
 Vous acquiessez Confiance en vous et aisance parfaite. Votre Personnalité s'affirme : vous Réussirez mieux. Méthode « Aisance et Parole » : vous vous exprimez facilement, clairement, logiquement. Progresses très rapides. Paris : entraînement hebdomadaire en petits groupes amicaux. Prévisions : Technique Pratique diffusée par poste.
 Institut Perfectionnement Personnel
 6 r. Mermoz, 94100 St-Mandé 932.99.19
 DOCUMENTATION GRATUITE A.P. 257
 M., Mme, Mlle, prénom, adresse, téléphone.

A B C D E F G

LA GRÈVE DES POSTIERS

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. appellent à une généralisation du mouvement

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des P.T.T. ont décidé, le 5 février, d'appeler à la poursuite et à l'extension de la grève déclenchée dans les centres de tri, dans les établissements postaux et les centres téléphoniques de la région parisienne, pour protester contre l'évacuation du centre de tri de Créteil effectuée le 3 février par les forces de l'ordre.

Une manifestation devait se dérouler, ce lundi 6 février, devant le secrétariat d'Etat aux postes et aux télécommunications pour demander l'ouverture de négociations sur les points suivants : réintégration du jeune vacataire licencié du centre de tri de Créteil, situation des sept mille vacataires des P.T.T. (salaires et sécurité de l'emploi), problèmes des effectifs dans l'ensemble de l'administration.

De son côté, le secrétariat d'Etat aux P.T.T. a publié, lundi, un communiqué évaluant à 40 % la moyenne des grévistes dans la région parisienne. « En province, la situation est normale, à l'exception des centres de tri de Saint-Etienne, de Clermont-Ferrand et de Montpellier, où l'on enregistre moins de 30 % de grévistes. Tous les autres services fonctionnent normalement, aussi bien à Paris qu'en province », précise le secrétariat d'Etat.

« La distribution est assurée dans des conditions quasi normales. L'on observe moins de 10 % de grévistes dans la région parisienne. La fédération C.F.D.T. des P.T.T. d'Ile-de-France refuse de s'associer au mouvement. Elle condamne l'utilisation abusive des vacataires pour l'administration », mais estime que « la forme d'action menée au centre de tri de Créteil par certains syndicalistes, ne pouvait que conduire à une intervention de la police ».

Quant à la fédération F.O. des P.T.T., elle se déclare aussi opposée à « une opération politique » et demande aux postiers de ne pas s'associer à la grève. Tout en se préoccupant du cas des vacataires, F.O. « rappelle son opposition aux tentatives désordonnées de généralisation d'une grève locale déclenchée à partir d'une affaire disciplinaire individuelle ».

Elle « dénonce (la) confusion » à laquelle se prêtent, selon elle, la C.G.T. et la C.F.D.T., et estime que la « tentative de grève générale dans les P.T.T. est une opération menée plus ou moins ouvertement par le parti communiste, au travers de la C.G.T. et avec le concours irresponsable de la C.F.D.T. ».

Le syndicat demande ensuite à rencontrer au plus vite les dirigeants du T.U.C. et le premier ministre, M. Callaghan, pour discuter de la légalité de la limitation de 10 % imposée aux augmentations de salaires. Son président, M. Gormley, considéré comme un modéré, a déclaré que le gouvernement ne pouvait pas fixer, par voie autoritaire, une limite de 10 % aux augmentations du secteur public sans imposer les mêmes restrictions au secteur privé. Apparemment les autorités sont décidées à tenir bon.

Cinq cent mille à un million d'emplois nouveaux

Ces nouvelles difficultés affectent les prévisions relativement optimistes d'un nouveau rapport sur la stratégie industrielle, établi par M.M. Healey et Varley, respectivement chancelier de l'Echiquier et ministre de l'Industrie. Les auteurs estiment que si les augmentations de salaires se maintiennent dans la limite de 10 %, si le commerce mondial s'accroît d'environ 8 % entre 1977 et 1983, une légère amélioration des performances de l'industrie britannique permettrait un taux de croissance annuel de 3,5 % pour les cinq prochaines années et une réduction progressive du chômage. Le balance commerciale serait excédentaire de 2 500 millions de livres en 1980, ce qui permettrait la création de cinq cent mille à un million d'emplois nouveaux.

Juan-les-Pins
 Boulevard de Bion-Plage
LES RIVES D'ARGENT
 les appartements de
 Air neuf climatisé — Eau chaude soignée
 Cuisine équipée — Salle de bains marbre
 PROCHES PLACES DE PARIS ET CÔTES D'AZUR
 APPARTEMENT-TROIS SUR PLACE — Tél. 51-83-58
 ou PROMOTION MOZART — NICE — Tél. 81-88-20 +



CHEF D'UN « CLAN » FAMEUX

M. Gilbert Zemmour est gardé à vue

Interpellé samedi 4 février en début de soirée par les policiers de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme dans un club du seizième arrondissement à Paris, M. Gilbert Zemmour est interrogé dans les locaux de la brigade criminelle du quai des Orfèvres. La garde à vue, qui a été prolongée de vingt-quatre heures, expire ce lundi 6 février dans la soirée. On saura donc à ce moment si les soupçons de tentative d'extorsion de fonds dont se serait rendu coupable M. Gilbert Zemmour seront retenus. Pour l'instant, aucune information n'a été ouverte par le parquet de Paris.

D'autre part, M. Hubert Pisseau, juge d'instruction, a décidé de renvoyer en correctionnelle l'inspecteur principal de la brigade de recherches et d'intervention (BRI), M. Bernard Pira. Ce policier est accusé d'avoir brutalisé M. Benachouh lors de la fusillade du café Le Théâtre, le 28 février 1975.

C'est au cours de cet échange de coups de feu dans le bar Le Théâtre, boulevard Saint-Germain, que l'ainé du « clan » des Zemmour, William, a trouvé la mort. Son frère Régis avait été grièvement blessé. L'intervention des hommes de la BRI et les « bavures » qui l'ont accompagnée ont suscité une polémique. M. Michel Fiantowski,

ministre de l'Intérieur au moment des faits, a d'ailleurs tenté un procès en diffamation contre M. Gilbert Zemmour. Ce sanglant fait divers n'était en tout cas que l'un des épisodes de la lutte que se livre la police et le clan des frères Zemmour. Les inspecteurs de la BRI n'ont, en effet, jamais pu confondre ces hommes d'affaires à périodiquement soupçonnés d'être à la tête d'un réseau de proxénétisme et de racket.

Les policiers détiennent-ils maintenant des éléments permettant de « faire tomber » le chef du clan, M. Gilbert Zemmour, âgé de quarante-deux ans ? L'interpellation de celui-ci aurait été effectuée après les révélations du patron d'une discothèque, M. René Juillet. Ce dernier devrait une somme importante aux Zemmour.

Le 26 novembre dernier, M. Juillet blessait gravement un petit truand. Or il n'a jamais été inquiété pour ce coup de feu. A-t-il donné en échange de sa tranquillité de précieuses indications aux policiers ? Il faudra en tout cas attendre la fin de la garde à vue pour savoir si la police a un « bon dossier » contre M. Gilbert Zemmour.

Lors d'une affaire semblable, M. Edgar Zemmour avait été relaxé par la quatorzième chambre du tribunal correctionnel de Paris. Le 17 mars 1974, il était accusé par M. Victor Cervera de l'avoir soumis à un chantage et à un racket à propos d'un hôtel situé rue des Islettes, à Paris-18^e. Le procès s'était déroulé à huis clos (le fonds du 3 mars 1978). Alors que l'on parle à nouveau du clan Zemmour, M. Hubert Pisseau, juge d'instruction, a renvoyé en correctionnelle l'inspecteur principal Bernard Pira de la brigade de recherches et d'intervention (BRI), pour coups et blessures volontaires par agent de la force publique. Ce policier était l'un de ceux que M. Benachouh, avocat au barreau de Paris, a formellement accusé de l'avoir brutalisé, le 28 février 1975, au café Le Théâtre, à l'occasion d'une intervention inopinée de la BRI à l'encontre des frères Zemmour, qui consommaient dans cet établissement d'ordinaire paisible. (Lire page 20.)

HENRI PIERRE

du 1^{er} au 18 février
 offre spéciale
 d'avant-saison
NICOLL
 COSTUME SUR MESURES
 formule industrielle **990 F**
 avec gilet 1150 F
 NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN
 29, RUE TRONCHET/PARIS 8^e

HALTE AU FROID.

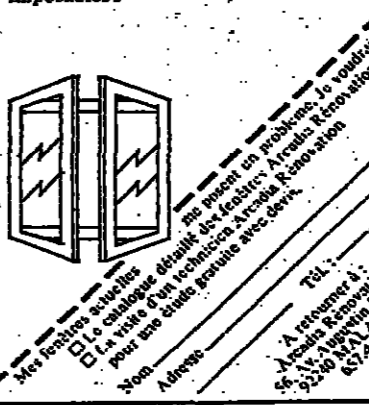
Les fenêtres d'autrefois laissent échapper la chaleur et rentrent le froid : la limitation du chauffage et le coût de l'énergie renforcent la gêne ainsi causée.

Seule une fenêtre Arcadia Rénovation, grâce à ses qualités techniques (vitrage isolant très épais, diachéisme à l'air renforcé...), repousse toutes les agressions extérieures : le bruit, le froid, la pluie, la poussière.

Elle résoudra votre problème-fenêtres : grand choix de modèles, fabrication aluminium, quelles que soient les mesures de votre cadre. Indéformable et inaltérable dans le temps grâce à sa structure en aluminium, elle ne nécessite aucun entretien.

SUPPRIMEZ LE FROID, LE BRUIT, LA PLUIE, LA POUSSIÈRE
ARCADIA RENOVATION
 56, avenue Augustin Dumont
 92340 MALAKOFF — Tél. 657.46.61

Elle sera posée dans la journée, sans aucun travail de maçonnerie ou de peinture et sans aucun dégat. Son prix ? La multiplicité des modèles et les problèmes spécifiques de votre cadre nécessitent un devis. Mais vous pourrez déduire le coût des nouvelles fenêtres de vos revenus imposables.



Vous pouvez solliciter gratuitement un devis technique et financier. Arcadia Rénovation s'engage à vous proposer la solution la plus adaptée à votre situation. Vous n'avez rien à payer avant la pose.

Donnez votre adresse, votre téléphone, votre nom, votre profession, votre adresse, votre téléphone, votre nom, votre profession, votre adresse, votre téléphone.

En République populaire du Congo

LES SENTENCES AU PROCÈS DE BRAZZAVILLE SERONT SANS APPEL

Brazzaville (Reuter). — En réponse aux avocats qui ont demandé à la Cour d'exception allouée à Brazzaville une mesure de clémence en faveur de leurs clients accusés dans l'affaire de l'assassinat du président Marien Ngoussou, M. Jacques Okoko, représentant le ministère public, a demandé la peine capitale contre quinze des quarante accusés.

Les avocats (vingt Français et trois Congolais) ont été entendus durant deux jours, après avoir été autorisés par le ministère public à communiquer librement avec leurs clients.

La Cour s'est retirée dans la nuit de dimanche à lundi pour délibérer. On croit savoir que le verdict serait prononcé lundi en fin de soirée. Les sentences sont sans appel.

L'annonce que les sentences de Brazzaville seront sans appel est un indice inquiétant dans une affaire qui demeure mal étudiée, les avocats spécialistes de la presse internationale ayant été écartés des débats. L'un des avocats des accusés, M. Jean-Pierre Mignard, dans un appel auquel on ne peut que s'associer, demande à la République populaire du Congo, au nom de son « attachement à un idéal révolutionnaire et démocratique », de ne pas « ternir son image » par une série d'entendements dans de telles conditions.

● Au « Berry républicain ». — A la suite de l'interdiction faite au chroniqueur du quotidien Le Berry républicain, Pierre Roussel, de poursuivre ses chroniques pendant la campagne électorale (le Monde du 4 février), les membres de la rédaction de ce quotidien ont adressé, sur l'initiative de la section du Cher du Syndicat national des journalistes, le télégramme suivant à M. Raymond Barre : « Les journalistes du Berry républicain vous seront respectueusement reconnaissants de leur expliquer en quoi l'illégalité de l'interdiction, par M. Robert Herant, des chroniques quotidiennes de Pierre Roussel, au nom de la propagation de la mentalité, nous rapproche des objectifs de justice et de liberté. La motion fait ainsi allusion à la lettre adressée à M. Herant par M. Barre (le Monde daté 5-6 février) : le premier ministre écrivait notamment : « Je ne doute pas que, dans la prochaine Assemblée nationale, vous apportiez votre contribution à la réhabilitation de nos objets d'action pour les libertés et la justice. »

● Deux colliers d'affiches attaqués à Marseille. Le frère et la belle-sœur de M. Bernard Jacquier, candidat du parti républicain aux élections législatives dans la 6^e circonscription des Bouches-du-Rhône, ont été attaqués pendant la nuit du vendredi 3 au samedi 4 février, alors qu'ils collaient des affiches à Albi, dans la banlieue de Marseille. Jacquier a été violemment frappé au visage — on lui a brisé plusieurs dents — et son épouse traînée à terre par les cheveux. La Fédération départementale du P.R. a immédiatement publié un communiqué protestant « contre ces méthodes qui relèvent du gangstérisme ».

● Cambriolage des locaux du R.P.R. à Lille. — Pour la seconde fois en quinze jours, les locaux de la fédération du Nord du Rassemblement pour la République ont été cambriolés dans la nuit du jeudi 2 au vendredi 3 février. Le secrétariat et le bureau du délégué régional ont été fouillés. Des dossiers et documents exploitables, disent les responsables locaux, et des agendas ont été dérobés.